

TRAITÉ

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE, SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG, SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS,

DÉTERMINÉS à établir les fondements d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens,

DÉCIDÉS à assurer par une action commune le progrès économique et social de leurs pays en éliminant les barrières qui divisent l'Europe,

ASSIGNANT pour but essentiel à leurs efforts l'amélioration constante des conditions de vie et d'emploi de leurs peuples,

RECONNAISSANT que l'élimination des obstacles existants appelle une action concertée en vue de garantir la stabilité dans l'expansion, l'équilibre dans les échanges et la loyauté dans la concurrence,

SOUICIEUX de renforcer l'unité de leurs économies et d'en assurer le développement harmonieux en réduisant l'écart entre les différentes régions et le retard des moins favorisées,

DÉSIREUX de contribuer, grâce à une politique commerciale commune, à la suppression progressive des restrictions aux échanges internationaux,

ENTENDANT confirmer la solidarité qui lie l'Europe et les pays d'outre-mer, et désirant assurer le développement de leur prospérité, conformément aux principes de la Charte des Nations-Unies,

RÉSOLUS à affermir, par la constitution de cet ensemble de ressources, les sauvegardes de la paix et de la liberté, et appelant les autres peuples de l'Europe qui partagent leur idéal à s'associer à leur effort,

ONT DÉCIDÉ de créer une Communauté Économique Européenne et ont désigné à cet effet comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES

M. Paul-Henri SPAAK, Ministre des Affaires étrangères ;
Baron J. Ch. SNOY et d'OPPUERS, Secrétaire général du Ministère des Affaires économiques, Président de la délégation belge auprès de la Conférence intergouvernementale ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

M. le Docteur KONRAD ADENAUER, Chancelier fédéral ;
M. le Professeur Docteur Walter HALLSTEIN, Secrétaire d'État aux Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

M. Christian PINEAU, Ministre des Affaires étrangères ;
M. Maurice FAURE, Secrétaire d'État aux Affaires étrangères ;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE

M. Antonio SEGNI, Président du Conseil des Ministres ;
M. le Professeur Gaetano MARTINO, Ministre des Affaires étrangères ;

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSÉ DE LUXEMBOURG

M. Joseph BECH, Président du Gouvernement, Ministre des Affaires étrangères ;
M. Lambert SCHAUS, Ambassadeur, Président de la délégation luxembourgeoise auprès de la Conférence intergouvernementale ;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS

M. Joseph LUNS, Ministre des Affaires étrangères ;
M. J. LINTHORST HOMAN, Président de la délégation néerlandaise auprès de la Conférence intergouvernementale.

LESQUELS, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs, reconnus en bonne et due forme, sont convenus des dispositions qui suivent.

PREMIÈRE PARTIE

Les principes

ARTICLE 1

Par le présent Traité, les HAUTES PARTIES CONTRACTANTES instituent entre Elles une COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE.

ARTICLE 2

La Communauté a pour mission, par l'établissement d'un marché commun et par le rapprochement progressif des politiques économiques des États membres, de promouvoir un développement harmonieux des activités économiques dans l'ensemble de la Communauté, une expansion continue et équilibrée, une stabilité accrue, un relèvement accéléré du niveau de vie, et des relations plus étroites entre les États qu'elle réunit.

ARTICLE 3

Aux fins énoncées à l'article précédent, l'action de la Communauté comporte, dans les conditions et selon les rythmes prévus par le présent Traité :

a) l'élimination, entre les États membres, des droits de douane et des restrictions quantitatives à l'entrée et à la sortie des marchandises, ainsi que de toutes autres mesures d'effet équivalent,

b) l'établissement d'un tarif douanier commun et d'une politique commerciale commune envers les États tiers,

c) l'abolition, entre les États membres, des obstacles à la libre circulation des personnes, des services et des capitaux,

d) l'instauration d'une politique commune dans le domaine de l'agriculture,

e) l'instauration d'une politique commune dans le domaine des transports,

f) l'établissement d'un régime assurant que la concurrence n'est pas faussée dans le marché commun,

g) l'application de procédures permettant de coordonner les politiques économiques des États membres et de parer aux déséquilibres dans leurs balances des paiements,

h) le rapprochement des législations nationales dans la mesure nécessaire au fonctionnement du marché commun,

i) la création d'un Fonds social européen, en vue d'améliorer les possibilités d'emploi des travailleurs et de contribuer au relèvement de leur niveau de vie,

j) l'institution d'une Banque européenne d'investissement, destinée à faciliter l'expansion économique de la Communauté par la création de ressources nouvelles,

k) l'association des pays et territoires d'outre-mer, en vue d'accroître les échanges et de poursuivre en commun l'effort de développement économique et social.

ARTICLE 4

1. La réalisation des tâches confiées à la Communauté est assurée par

- une ASSEMBLÉE;
- un CONSEIL;
- une COMMISSION;
- une COUR DE JUSTICE.

Chaque institution agit dans les limites des attributions qui lui sont conférées par le présent Traité.

2. Le Conseil et la Commission sont assistés d'un *Comité économique et social* exerçant des fonctions consultatives.

ARTICLE 5

Les États membres prennent toutes mesures générales ou particulières propres à assurer l'exécution des obligations découlant du présent Traité ou résultant des actes des institutions de la Communauté. Ils facilitent à celle-ci l'accomplissement de sa mission.

Ils s'abstiennent de toutes mesures susceptibles de mettre en péril la réalisation des buts du présent Traité.

ARTICLE 6

1. Les États membres, en étroite collaboration avec les institutions de la Communauté, coordonnent leurs politiques économiques respectives dans la mesure nécessaire pour atteindre les objectifs du présent Traité.
2. Les institutions de la Communauté veillent à ne pas compromettre la stabilité financière interne et externe des États membres.

ARTICLE 7

Dans le domaine d'application du présent Traité, et sans préjudice des dispositions particulières qu'il prévoit, est interdite toute discrimination exercée en raison de la nationalité.

Le Conseil, sur proposition de la Commission et après consultation de l'Assemblée, peut prendre, à la majorité qualifiée, toute réglementation en vue de l'interdiction de ces discriminations.

ARTICLE 8

1. Le marché commun est progressivement établi au cours d'une période de transition de douze années.

La période de transition est divisée en trois étapes, de quatre années chacune, dont la durée peut être modifiée dans les conditions prévues ci-dessous.

2. A chaque étape est assigné un ensemble d'actions qui doivent être engagées et poursuivies concurremment.

3. Le passage de la première à la deuxième étape est conditionné par la constatation que l'essentiel des objectifs spécifiquement fixés par le présent Traité pour la première étape a été effectivement atteint et que, sous réserve des exceptions et procédures prévues à ce Traité, les engagements ont été tenus.

Cette constatation est effectuée au terme de la quatrième année par le Conseil, statuant à l'unanimité sur le rapport de la Commission. Toutefois, un État membre ne peut faire obstacle à l'unanimité en se prévalant du non-accomplissement de ses propres obligations. A défaut d'unanimité, la première étape est automatiquement prolongée d'un an.

Au terme de la cinquième année, la constatation est effectuée par le Conseil, dans les mêmes conditions. A défaut d'unanimité, la première étape est automatiquement prolongée d'une année supplémentaire.

Au terme de la sixième année, la constatation est effectuée par le Conseil statuant à la majorité qualifiée sur le rapport de la Commission.

4. Dans un délai d'un mois à compter de ce dernier vote, chaque État membre resté en minorité, ou, si la majorité requise n'est pas atteinte, tout État membre, a le droit de demander au Conseil la désignation d'une instance d'arbitrage dont la décision lie tous les États membres et les institutions de la Communauté. Cette instance d'arbitrage se compose de trois membres désignés par le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission.

A défaut de désignation par le Conseil dans un délai d'un mois à compter de la requête, les membres de l'instance d'arbitrage sont désignés par la Cour de Justice dans un nouveau délai d'un mois.

L'instance d'arbitrage désigne elle-même son président.

Elle rend sa sentence dans un délai de six mois à compter de la date du vote du Conseil visé au dernier alinéa du paragraphe 3.

5. Les deuxième et troisième étapes ne peuvent être prolongées ou abrégées qu'en vertu d'une décision adoptée par le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission.

6. Les dispositions des paragraphes précédents ne peuvent avoir pour effet de prolonger la période de transition au-delà d'une durée totale de quinze années à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité.

7. Sous réserve des exceptions ou dérogations prévues par le présent Traité, l'expiration de la période de transition constitue le terme extrême pour l'entrée en vigueur de l'ensemble des règles prévues et pour la mise en place de l'ensemble des réalisations que comporte l'établissement du marché commun.

DEUXIÈME PARTIE

Les fondements de la Communauté

TITRE I

La libre circulation des marchandises

ARTICLE 9

1. La Communauté est fondée sur une union douanière qui s'étend à l'ensemble des échanges de marchandises, et qui comporte l'interdiction, entre les États membres, des droits de douane à l'importation et à l'exportation et de toutes taxes d'effet équivalent, ainsi que l'adoption d'un tarif douanier commun dans leurs relations avec les pays tiers.

2. Les dispositions du chapitre 1, section première, et du chapitre 2 du présent titre s'appliquent aux produits qui sont originaires des États membres, ainsi qu'aux produits en provenance de pays tiers qui se trouvent en libre pratique dans les États membres.

ARTICLE 10

1. Sont considérés comme étant en libre pratique dans un État membre les produits en provenance de pays tiers pour lesquels les formalités d'importation ont été accomplies et les droits de douane et taxes d'effet équivalent exigibles ont été perçus dans cet État membre, et qui n'ont pas bénéficié d'une ristourne totale ou partielle de ces droits et taxes.

2. La Commission, avant la fin de la première année à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité, détermine les méthodes de coopération administrative pour l'application de l'article 9 paragraphe 2, en tenant compte de la nécessité d'alléger, dans toute la mesure du possible, les formalités imposées au commerce.

Avant la fin de la première année à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité, la Commission détermine les dispositions applicables, dans le trafic entre les États membres, aux marchandises originaires d'un autre État membre, dans la fabrication desquelles sont entrés des produits qui n'ont pas été soumis aux droits de douane et taxes d'effet équivalent qui leur étaient applicables dans l'État membre exportateur, ou qui ont bénéficié d'une ristourne totale ou partielle de ces droits ou taxes.

En arrêtant ces dispositions, la Commission tient compte des règles prévues pour l'élimination des droits de douane à l'intérieur de la Communauté et pour l'application progressive du tarif douanier commun.

ARTICLE 11

Les États membres prennent toutes dispositions appropriées pour permettre aux gouvernements l'exécution, dans les délais fixés, des obligations qui leur incombent en matière de droits de douane en vertu du présent Traité.

Chapitre 1

L'UNION DOUANIÈRE

Section première

L'élimination des droits de douane entre les États membres

ARTICLE 12

Les États membres s'abstiennent d'introduire entre eux de nouveaux droits de douane à l'importation et à l'exportation ou taxes d'effet équivalent, et d'augmenter ceux qu'ils appliquent dans leurs relations commerciales mutuelles.

ARTICLE 13

1. Les droits de douane à l'importation, en vigueur entre les États membres, sont progressivement supprimés par eux, au cours de la période de transition, dans les conditions prévues aux articles 14 et 15.

2. Les taxes d'effet équivalant à des droits de douane à l'importation, en vigueur entre les États membres, sont progressivement supprimées par eux au cours de la période de transition. La Commission fixe, par voie de directives, le rythme de cette suppression. Elle s'inspire des règles prévues à l'article 14 paragraphes 2 et 3, ainsi que des directives arrêtées par le Conseil en application de ce paragraphe 2.

ARTICLE 14

1. Pour chaque produit, le droit de base sur lequel les réductions successives doivent être opérées est constitué par le droit appliqué au 1^{er} janvier 1957.

2. Le rythme des réductions est déterminé comme suit :

a) au cours de la première étape, la première réduction est effectuée un an après l'entrée en vigueur du présent Traité; la deuxième, dix-huit mois plus tard; la troisième, à la fin de la quatrième année à compter de l'entrée en vigueur de ce Traité;

b) au cours de la deuxième étape, une réduction est opérée dix-huit mois après le début de cette étape; une deuxième réduction, dix-huit mois après la précédente; une troisième réduction est opérée un an plus tard;

c) les réductions restant à réaliser sont appliquées au cours de la troisième étape; le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, en fixe le rythme par voie de directives.-

3. Lors de la première réduction, les États membres mettent en vigueur entre eux, sur chaque produit, un droit égal au droit de base diminué de 10 %.

Lors de chaque réduction ultérieure, chaque État membre doit abaisser l'ensemble de ses droits, de sorte que la perception douanière totale, telle qu'elle est définie au paragraphe 4, soit diminuée de 10 %, étant entendu que la réduction sur chaque produit doit être au moins égale à 5 % du droit de base.

Toutefois, pour les produits sur lesquels subsiste un droit qui serait encore supérieur à 30 %, chaque réduction doit être au moins égale à 10 % du droit de base.

4. Pour chaque État membre la perception douanière totale visée au paragraphe 3 se calcule en multipliant par les droits de base la valeur des importations effectuées en provenance des autres États membres au cours de l'année 1956.

5. Les problèmes particuliers que soulève l'application des paragraphes précédents sont réglés par directives du Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission.

6. Les États membres rendent compte à la Commission de la manière selon laquelle les règles ci-dessus pour la réduction des droits sont appliquées. Ils s'efforcent d'aboutir à ce que la réduction appliquée aux droits sur chaque produit atteigne :

- à la fin de la première étape, au moins 25 % du droit de base;
- à la fin de la deuxième étape, au moins 50 % du droit de base.

La Commission leur fait toutes recommandations utiles si elle constate qu'il existe un danger que les objectifs définis à l'article 13 et les pourcentages fixés au présent paragraphe ne puissent être atteints.

7. Les dispositions du présent article peuvent être modifiées par le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation de l'Assemblée.

ARTICLE 15

1. Indépendamment des dispositions de l'article 14, tout État membre peut, au cours de la période de transition, suspendre totalement ou partiellement la perception des droits appliqués aux produits importés des autres États membres. Il en informe les autres États membres et la Commission.

2. Les États membres se déclarent disposés à réduire leurs droits de douane à l'égard des autres États membres selon un rythme plus rapide que celui prévu à l'article 14, si leur situation économique générale et la situation du secteur intéressé le leur permettent.

La Commission adresse aux États membres intéressés des recommandations à cette fin.

ARTICLE 16

Les États membres suppriment entre eux, au plus tard à la fin de la première étape, les droits de douane à l'exportation et les taxes d'effet équivalent.

ARTICLE 17

1. Les dispositions des articles 9 à 15 paragraphe 1, sont applicables aux droits de douane à caractère fiscal. Toutefois, ces droits ne sont pas pris en considération pour le calcul de la perception douanière totale ni pour celui de l'abaissement de l'ensemble des droits visés à l'article 14 paragraphes 3 et 4.

Ces droits sont abaissés d'au moins 10 % du droit de base à chaque palier de réduction. Les États membres peuvent les réduire selon un rythme plus rapide que celui prévu à l'article 14.

2. Les États membres font connaître à la Commission, avant la fin de la première année à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité, leurs droits de douane à caractère fiscal.

3. Les États membres conservent la faculté de remplacer ces droits par une taxe intérieure conforme aux dispositions de l'article 95.

4. Lorsque la Commission constate que le remplacement d'un droit de douane à caractère fiscal se heurte dans un État membre à des difficultés sérieuses, elle autorise cet État à maintenir ce droit, à la condition qu'il le supprime au plus tard six ans après l'entrée en vigueur du présent Traité. L'autorisation doit être demandée avant la fin de la première année à compter de l'entrée en vigueur de ce Traité.

Section deuxième

L'établissement du tarif douanier commun

ARTICLE 18

Les États membres se déclarent disposés à contribuer au développement du commerce international et à la réduction des entraves aux échanges, en concluant des accords visant, sur une base de réciprocité et d'avantages mutuels, à la réduction des droits de douane au-dessous du niveau général dont ils pourraient se prévaloir du fait de l'établissement d'une union douanière entre eux.

ARTICLE 19

1. Dans les conditions et limites prévues ci-après, les droits du tarif douanier commun s'établissent au niveau de la moyenne arithmétique des droits appliqués dans les quatre territoires douaniers que comprend la Communauté.

2. Les droits retenus pour le calcul de cette moyenne sont ceux appliqués par les États membres au 1^{er} janvier 1957.

Toutefois, en ce qui concerne le tarif italien, le droit appliqué s'entend compte non tenu de la réduction temporaire de 10 %. En outre, sur les postes où ce tarif comporte un droit conventionnel, celui-ci est substitué au droit appliqué ainsi défini, à condition de ne pas lui être supérieur de plus de 10 %. Lorsque le droit conventionnel dépasse le droit appliqué ainsi défini de plus de 10 %, ce droit appliqué majoré de 10 % est retenu pour le calcul de la moyenne arithmétique.

En ce qui concerne les positions énumérées à la liste A, les droits figurant sur cette liste sont substitués aux droits appliqués pour le calcul de la moyenne arithmétique.

3. Les droits du tarif douanier commun ne peuvent dépasser :
- a) 3 % pour les produits relevant des positions tarifaires énumérées à la liste B,
 - b) 10 % pour les produits relevant des positions tarifaires énumérées à la liste C,
 - c) 15 % pour les produits relevant des positions tarifaires énumérées à la liste D,
 - d) 25 % pour les produits relevant des positions tarifaires énumérées à la liste E; lorsque pour ces produits le tarif des pays du Benelux comporte un droit n'excédant pas 3 %, ce droit est porté à 12 % pour le calcul de la moyenne arithmétique.
4. La liste F fixe les droits applicables aux produits qui y sont énumérés.
5. Les listes de positions tarifaires visées au présent article et à l'article 20 font l'objet de l'Annexe I du présent Traité.

ARTICLE 20

Les droits applicables aux produits de la liste G sont fixés par voie de négociations entre les États membres. Chaque État membre peut ajouter d'autres produits à cette liste dans la limite de 2 % de la valeur totale de ses importations en provenance de pays tiers au cours de l'année 1956.

La Commission prend toutes initiatives utiles pour que ces négociations soient engagées avant la fin de la deuxième année à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité et terminées avant la fin de la première étape.

Dans le cas où, pour certains produits, un accord n'aurait pu intervenir dans ces délais, le Conseil, statuant sur proposition de la Commission, à l'unanimité jusqu'à la fin de la deuxième étape et à la majorité qualifiée par la suite, fixe les droits du tarif douanier commun.

ARTICLE 21

1. Les difficultés techniques qui pourraient se présenter dans l'application des articles 19 et 20 sont réglées, dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur du présent Traité, par directives du Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission.

2. Avant la fin de la première étape, ou au plus tard lors de la fixation des droits, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, décide des ajustements que requiert l'harmonie interne du tarif douanier commun à la suite de l'application des règles prévues aux articles 19 et 20, compte tenu notamment du degré d'ouvraison des différentes marchandises auxquelles il s'applique.

ARTICLE 22

La Commission détermine, dans les deux ans suivant l'entrée en vigueur du présent Traité, la mesure dans laquelle les droits de douane à caractère fiscal visés à l'article 17 paragraphe 2, doivent être retenus pour le calcul de la moyenne arithmétique prévue à l'article 19 paragraphe 1. Elle tient compte de l'aspect protecteur qu'ils peuvent comporter.

Au plus tard six mois après cette détermination, tout État membre peut demander l'application au produit en cause de la procédure visée à l'article 20, sans que la limite prévue à cet article lui soit opposable.

ARTICLE 23

1. Aux fins de la mise en place progressive du tarif douanier commun, les États membres modifient leurs tarifs applicables aux pays tiers selon les modalités qui suivent :

a) pour les positions tarifaires où les droits effectivement appliqués au 1^{er} janvier 1957 ne s'écartent pas de plus de 15 % en plus ou en moins des droits du tarif douanier commun, ces derniers droits sont appliqués à la fin de la quatrième année à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité;

b) dans les autres cas, chaque État membre applique, à la même date, un droit réduisant de 30 % l'écart entre le taux effectivement appliqué au 1^{er} janvier 1957 et celui du tarif douanier commun;

c) cet écart est réduit de nouveau de 30 % à la fin de la deuxième étape;

d) en ce qui concerne les positions tarifaires pour lesquelles les droits du tarif douanier commun ne seraient pas connus à la fin de la première étape, chaque État membre applique, dans les six mois après que le Conseil a statué conformément à l'article 20, les droits qui résulteraient de l'application des règles du présent paragraphe.

2. L'État membre qui a obtenu l'autorisation prévue à l'article 17 paragraphe 4, est dispensé d'appliquer les dispositions qui précèdent, pendant la durée de validité de cette autorisation, en ce qui concerne les positions tarifaires qui en font l'objet. A l'expiration de l'autorisation, il applique le droit qui serait résulté de l'application des règles du paragraphe précédent.

3. Le tarif douanier commun est appliqué intégralement au plus tard à l'expiration de la période de transition.

ARTICLE 24

Pour s'aligner sur le tarif douanier commun, les États membres restent libres de modifier leurs droits de douane selon un rythme plus rapide que celui prévu à l'article 23.

ARTICLE 25

1. Si la Commission constate que la production dans les États membres de certains produits des listes B, C et D ne suffit pas pour l'approvisionnement d'un État membre, et que cet approvisionnement dépend traditionnellement, pour une part considérable, d'importations en provenance de pays tiers, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, octroie des contingents tarifaires à droit réduit ou nul à l'État membre intéressé.

Ces contingents ne peuvent excéder les limites au-delà desquelles des transferts d'activités au détriment d'autres États membres seraient à craindre.

2. En ce qui concerne les produits de la liste E, ainsi que ceux de la liste G dont les taux auront été fixés selon la procédure prévue à l'article 20 alinéa 3, la Commission octroie à tout État membre intéressé, sur sa demande, des contingents tarifaires à droit réduit ou nul, si un changement dans les sources d'approvisionnement ou si un approvisionnement insuffisant dans la Communauté est de nature à entraîner des conséquences dommageables pour les industries transformatrices de l'État membre intéressé.

Ces contingents ne peuvent excéder les limites au-delà desquelles des transferts d'activités au détriment d'autres États membres seraient à craindre.

3. En ce qui concerne les produits énumérés à l'Annexe II du présent Traité, la Commission peut autoriser tout État membre à suspendre en tout

ou en partie la perception des droits applicables, ou lui octroyer des contingents tarifaires à droit réduit ou nul, à condition qu'il ne puisse en résulter des perturbations sérieuses sur le marché des produits en cause.

4. La Commission procède périodiquement à l'examen des contingents tarifaires octroyés en application du présent article.

ARTICLE 26

La Commission peut autoriser un État membre, qui doit faire face à des difficultés particulières, à différer l'abaissement ou le relèvement, à effectuer en vertu de l'article 23, des droits de certaines positions de son tarif.

L'autorisation ne pourra être donnée que pour une durée limitée, et seulement pour un ensemble de positions tarifaires ne représentant pas pour l'État en cause plus de 5 % de la valeur de ses importations effectuées en provenance de pays tiers au cours de la dernière année pour laquelle les données statistiques sont disponibles.

ARTICLE 27

Avant la fin de la première étape, les États membres procèdent, dans la mesure nécessaire, au rapprochement de leurs dispositions législatives, réglementaires et administratives, en matière douanière. La Commission adresse aux États membres toutes recommandations à cette fin.

ARTICLE 28

Toutes modifications ou suspensions autonomes des droits du tarif douanier commun sont décidées par le Conseil statuant à l'unanimité. Toutefois, après l'expiration de la période de transition, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut décider des modifications ou suspensions ne dépassant pas 20 % du taux de chaque droit, pour une période maximum de six mois. Ces modifications ou suspensions ne peuvent être prolongées, dans les mêmes conditions, que pour une seconde période de six mois.

ARTICLE 29

Dans l'exercice des missions qui lui sont confiées au titre de la présente section, la Commission s'inspire :

a) de la nécessité de promouvoir les échanges commerciaux entre les États membres et les pays tiers,

b) de l'évolution des conditions de concurrence à l'intérieur de la Communauté, dans la mesure où cette évolution aura pour effet d'accroître la force compétitive des entreprises,

c) des nécessités d'approvisionnement de la Communauté en matières premières et demi-produits, tout en veillant à ne pas fausser entre les États membres les conditions de concurrence sur les produits finis,

d) de la nécessité d'éviter des troubles sérieux dans la vie économique des États membres et d'assurer un développement rationnel de la production et une expansion de la consommation dans la Communauté.

Chapitre 2

**L'ÉLIMINATION DES RESTRICTIONS QUANTITATIVES
ENTRE LES ÉTATS MEMBRES**

ARTICLE 30

Les restrictions quantitatives à l'importation, ainsi que toutes mesures d'effet équivalent sont interdites entre les États membres, sans préjudice des dispositions ci-après.

ARTICLE 31

Les États membres s'abstiennent d'introduire entre eux de nouvelles restrictions quantitatives et mesures d'effet équivalent.

Toutefois, cette obligation ne s'applique qu'au niveau de libération réalisé en application des décisions du Conseil de l'Organisation Européenne de Coopération Économique en date du 14 janvier 1955. Les États membres notifient à la Commission, au plus tard six mois après l'entrée en vigueur du présent Traité, leurs listes des produits libérés en application de ces décisions. Les listes ainsi notifiées sont consolidées entre les États membres.

ARTICLE 32

Les États membres s'abstiennent, dans leurs échanges mutuels, de rendre plus restrictifs les contingents et les mesures d'effet équivalent existant à la date d'entrée en vigueur du présent Traité.

Ces contingents doivent être supprimés au plus tard à l'expiration de la période de transition. Ils sont progressivement éliminés au cours de cette période dans les conditions déterminées ci-après.

ARTICLE 33

1. Un an après l'entrée en vigueur du présent Traité, chacun des États membres transforme les contingents bilatéraux ouverts aux autres États membres en contingents globaux accessibles sans discrimination à tous les autres États membres.

A la même date, les États membres augmentent l'ensemble des contingents globaux ainsi établis de manière à réaliser, par rapport à l'année précédente, un accroissement d'au moins 20 % de leur valeur totale. Toutefois, chacun des contingents globaux par produit est augmenté d'au moins 10 %.

Chaque année, les contingents sont élargis, suivant les mêmes règles et dans les mêmes proportions, par rapport à l'année qui précède.

Le quatrième élargissement a lieu à la fin de la quatrième année à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité; le cinquième, un an après le début de la deuxième étape.

2. Lorsque, pour un produit non libéré, le contingent global n'atteint pas 3 % de la production nationale de l'État en cause, un contingent égal à 3 % au moins de cette production est établi au plus tard un an après l'entrée en vigueur du présent Traité. Ce contingent est porté à 4 % après la deuxième année, à 5 % après la troisième année. Ensuite, l'État membre intéressé augmente annuellement le contingent d'au moins 15 %.

Au cas où il n'existe aucune production nationale, la Commission détermine par voie de décision un contingent approprié.

3. A la fin de la dixième année, tout contingent doit être au moins égal à 20 % de la production nationale.

4. Lorsque la Commission constate par une décision que les importations d'un produit, au cours de deux années consécutives, ont été inférieures au contingent ouvert, ce contingent global ne peut être pris en considération dans le calcul de la valeur totale des contingents globaux. Dans ce cas, l'État membre supprime le contingentement de ce produit.

5. Pour les contingents qui représentent plus de 20 % de la production nationale du produit en cause, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut abaisser le pourcentage minimum de 10 % prescrit au paragraphe 1. Cette modification ne peut toutefois porter atteinte

à l'obligation d'accroissement annuel de 20 % de la valeur totale des contingents globaux.

6. Les États membres ayant dépassé leurs obligations en ce qui concerne le niveau de libération réalisé en application des décisions du Conseil de l'Organisation Européenne de Coopération Économique en date du 14 janvier 1955 sont habilités à tenir compte du montant des importations libérées par voie autonome, dans le calcul de l'augmentation totale annuelle de 20 % prévue au paragraphe 1. Ce calcul est soumis à l'approbation préalable de la Commission.

7. Des directives de la Commission déterminent la procédure et le rythme de suppression entre les États membres des mesures d'effet équivalent à des contingents, existant à la date de l'entrée en vigueur du présent Traité.

8. Si la Commission constate que l'application des dispositions du présent article, et en particulier de celles concernant les pourcentages, ne permet pas d'assurer le caractère progressif de l'élimination prévue à l'article 32 alinéa 2, le Conseil, statuant sur proposition de la Commission, à l'unanimité au cours de la première étape et à la majorité qualifiée par la suite, peut modifier la procédure visée dans le présent article et procéder en particulier au relèvement des pourcentages fixés.

ARTICLE 34

1. Les restrictions quantitatives à l'exportation, ainsi que toutes mesures d'effet équivalent, sont interdites entre les États membres.

2. Les États membres suppriment, au plus tard à la fin de la première étape, les restrictions quantitatives à l'exportation et toutes mesures d'effet équivalent existant à l'entrée en vigueur du présent Traité.

ARTICLE 35

Les États membres se déclarent disposés à éliminer, à l'égard des autres États membres, leurs restrictions quantitatives à l'importation et à l'exportation selon un rythme plus rapide que celui prévu aux articles précédents, si leur situation économique générale et la situation du secteur intéressé le leur permettent.

La Commission adresse aux États intéressés des recommandations à cet effet.

ARTICLE 36

Les dispositions des articles 30 à 34 inclus ne font pas obstacle aux interdictions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit, justifiées par des raisons de moralité publique, d'ordre public, de sécurité publique, de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou de préservation des végétaux, de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique, ou de protection de la propriété industrielle et commerciale. Toutefois, ces interdictions ou restrictions ne doivent constituer ni un moyen de discrimination arbitraire, ni une restriction déguisée dans le commerce entre les États membres.

ARTICLE 37

1. Les États membres aménagent progressivement les monopoles nationaux présentant un caractère commercial, de telle façon qu'à l'expiration de la période de transition soit assurée, dans les conditions d'approvisionnement et de débouchés, l'exclusion de toute discrimination entre les ressortissants des États membres.

Les dispositions du présent article s'appliquent à tout organisme par lequel un État membre, *de jure* ou *de facto*, contrôle, dirige ou influence sensiblement, directement ou indirectement, les importations ou les exportations entre les États membres. Ces dispositions s'appliquent également aux monopoles d'État délégués.

2. Les États membres s'abstiennent de toute mesure nouvelle contraire aux principes énoncés au paragraphe 1 ou qui restreint la portée des articles relatifs à l'élimination des droits de douane et des restrictions quantitatives entre les États membres.

3. Le rythme des mesures envisagées au paragraphe 1 doit être adapté à l'élimination, prévue aux articles 30 à 34 inclus, des restrictions quantitatives pour les mêmes produits.

Au cas où un produit n'est assujéti que dans un seul ou dans plusieurs États membres à un monopole national présentant un caractère commercial, la Commission peut autoriser les autres États membres à appliquer des

mesures de sauvegarde dont elle détermine les conditions et modalités, aussi longtemps que l'adaptation prévue au paragraphe 1 n'a pas été réalisée.

4. Dans le cas d'un monopole à caractère commercial comportant une réglementation destinée à faciliter l'écoulement ou la valorisation de produits agricoles, il convient d'assurer, dans l'application des règles du présent article, des garanties équivalentes pour l'emploi et le niveau de vie des producteurs intéressés, compte tenu du rythme des adaptations possibles et des spécialisations nécessaires.

5. D'autre part, les obligations des États membres ne valent que pour autant qu'elles sont compatibles avec les accords internationaux existants.

6. La Commission fait, dès la première étape, des recommandations au sujet des modalités et du rythme selon lesquels l'adaptation prévue au présent article doit être réalisée.

TITRE II

L'agriculture

ARTICLE 38

1. Le marché commun s'étend à l'agriculture et au commerce des produits agricoles. Par produits agricoles on entend les produits du sol, de l'élevage et de la pêche, ainsi que les produits de première transformation qui sont en rapport direct avec ces produits.
2. Sauf dispositions contraires des articles 39 à 46 inclus, les règles prévues pour l'établissement du marché commun sont applicables aux produits agricoles.
3. Les produits qui sont soumis aux dispositions des articles 39 à 46 inclus sont énumérés à la liste qui fait l'objet de l'Annexe II du présent Traité. Toutefois, dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur de ce Traité, le Conseil, sur proposition de la Commission, décide à la majorité qualifiée des produits qui doivent être ajoutés à cette liste.
4. Le fonctionnement et le développement du marché commun pour les produits agricoles doivent s'accompagner de l'établissement d'une politique agricole commune des États membres.

ARTICLE 39

1. La politique agricole commune a pour but :
 - a) d'accroître la productivité de l'agriculture en développant le progrès technique, en assurant le développement rationnel de la production agricole ainsi qu'un emploi optimum des facteurs de production, notamment de la main-d'œuvre,
 - b) d'assurer ainsi un niveau de vie équitable à la population agricole, notamment par le relèvement du revenu individuel de ceux qui travaillent dans l'agriculture,
 - c) de stabiliser les marchés,
 - d) de garantir la sécurité des approvisionnements.
 - e) d'assurer des prix raisonnables dans les livraisons aux consommateurs.

2. Dans l'élaboration de la politique agricole commune et des méthodes spéciales qu'elle peut impliquer, il sera tenu compte :

a) du caractère particulier de l'activité agricole, découlant de la structure sociale de l'agriculture et des disparités structurelles et naturelles entre les diverses régions agricoles,

b) de la nécessité d'opérer graduellement les ajustements opportuns,

c) du fait que, dans les États membres, l'agriculture constitue un secteur intimement lié à l'ensemble de l'économie.

ARTICLE 40

1. Les États membres développent graduellement pendant la période de transition, et établissent au plus tard à la fin de cette période, la politique agricole commune.

2. En vue d'atteindre les objectifs prévus à l'article 39, il sera établi une organisation commune des marchés agricoles.

Suivant les produits, cette organisation prend l'une des formes ci-après :

a) des règles communes en matière de concurrence,

b) une coordination obligatoire des diverses organisations nationales de marché,

c) une Organisation européenne du marché.

3. L'organisation commune sous une des formes prévues au paragraphe 2 peut comporter toutes les mesures nécessaires pour atteindre les objectifs définis à l'article 39, notamment des réglementations des prix, des subventions tant à la production qu'à la commercialisation des différents produits, des systèmes de stockage et de report, des mécanismes communs de stabilisation à l'importation ou à l'exportation.

Elle doit se limiter à poursuivre les objectifs énoncés à l'article 39 et doit exclure toute discrimination entre producteurs ou consommateurs de la Communauté.

Une politique commune éventuelle des prix doit être fondée sur des critères communs et sur des méthodes de calcul uniformes.

4. Afin de permettre à l'organisation commune visée au paragraphe 2 d'atteindre ses objectifs, il peut être créé un ou plusieurs fonds d'orientation et de garantie agricoles.

ARTICLE 41

Pour permettre d'atteindre les objectifs définis à l'article 39, il peut notamment être prévu dans le cadre de la politique agricole commune :

a) une coordination efficace des efforts entrepris dans les domaines de la formation professionnelle, de la recherche et de la vulgarisation agronomique, pouvant comporter des projets ou institutions financés en commun,

b) des actions communes pour le développement de la consommation de certains produits.

ARTICLE 42

Les dispositions du chapitre relatif aux règles de concurrence ne sont applicables à la production et au commerce des produits agricoles que dans la mesure déterminée par le Conseil dans le cadre des dispositions et conformément à la procédure prévues à l'article 43 paragraphes 2 et 3, compte tenu des objectifs énoncés à l'article 39.

Le Conseil peut notamment autoriser l'octroi d'aides :

a) pour la protection des exploitations défavorisées par des conditions structurelles ou naturelles,

b) dans le cadre de programmes de développement économique.

ARTICLE 43

1. Afin de dégager les lignes directrices d'une politique agricole commune, la Commission convoque, dès l'entrée en vigueur du Traité, une conférence des États membres pour procéder à la confrontation de leurs politiques agricoles, en établissant notamment le bilan de leurs ressources et de leurs besoins.

2. La Commission, en tenant compte des travaux de la conférence prévue au paragraphe 1, présente, après consultation du Comité économique et social et dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité, des propositions en ce qui concerne l'élaboration et la mise en œuvre de la politique agricole commune y compris la substitution aux organisations nationales de l'une des formes d'organisation commune prévues à l'article 40 paragraphe 2, ainsi que la mise en œuvre des mesures spécialement mentionnées au présent titre.

Ces propositions doivent tenir compte de l'interdépendance des questions agricoles évoquées au présent titre.

Sur proposition de la Commission et après consultation de l'Assemblée, le Conseil, statuant à l'unanimité au cours des deux premières étapes et à la majorité qualifiée par la suite, arrête des règlements ou des directives, ou prend des décisions, sans préjudice des recommandations qu'il pourrait formuler.

3. L'organisation commune prévue à l'article 40 paragraphe 2, peut être substituée aux organisations nationales du marché, dans les conditions prévues au paragraphe précédent, par le Conseil statuant à la majorité qualifiée :

a) si l'organisation commune offre aux États membres opposés à cette mesure et disposant eux-mêmes d'une organisation nationale pour la production en cause, des garanties équivalentes pour l'emploi et le niveau de vie des producteurs intéressés, compte tenu du rythme des adaptations possibles et des spécialisations nécessaires, et

b) si cette organisation assure aux échanges à l'intérieur de la Communauté des conditions analogues à celles qui existent dans un marché national.

4. S'il est créé une organisation commune pour certaines matières premières, sans qu'il existe encore une organisation commune pour les produits de transformation correspondants, les matières premières en cause utilisées pour les produits de transformation destinés à l'exportation vers les pays tiers peuvent être importées de l'extérieur de la Communauté.

ARTICLE 44

1. Au cours de la période de transition, pour autant que la suppression progressive des droits de douane et des restrictions quantitatives entre les États membres est susceptible de conduire à des prix de nature à mettre en péril les objectifs fixés à l'article 39, il est permis à chaque État membre d'appliquer pour certains produits, d'une façon non discriminatoire et en remplacement des contingents, dans une mesure qui n'entrave pas l'expansion du volume des échanges prévu à l'article 45 paragraphe 2, un système de prix minima au-dessous desquels les importations peuvent être :

- soit temporairement suspendues ou réduites,
- soit soumises à la condition qu'elles se fassent à un prix supérieur au prix minimum fixé pour le produit en cause.

Dans le deuxième cas, les prix minima sont fixés droits de douane non compris.

2. Les prix minima ne doivent pas avoir pour effet une réduction des échanges existant entre les États membres à l'entrée en vigueur du présent Traité, ni faire obstacle à une extension progressive de ces échanges. Les prix minima ne doivent pas être appliqués de manière à faire obstacle au développement d'une préférence naturelle entre les États membres.

3. Dès l'entrée en vigueur du présent Traité, le Conseil, sur proposition de la Commission, détermine des critères objectifs pour l'établissement de systèmes de prix minima et pour la fixation de ces prix.

Ces critères tiennent compte notamment des prix de revient nationaux moyens dans l'État membre qui applique le prix minimum, de la situation des diverses entreprises à l'égard de ces prix de revient moyens, ainsi que de la nécessité de promouvoir l'amélioration progressive de l'exploitation agricole et les adaptations et spécialisations nécessaires à l'intérieur du marché commun.

La Commission propose également une procédure de révision de ces critères, pour tenir compte du progrès technique et pour l'accélérer, ainsi que pour rapprocher progressivement les prix à l'intérieur du marché commun.

Ces critères, ainsi que la procédure de révision, doivent être déterminés à l'unanimité par le Conseil au cours des trois premières années suivant l'entrée en vigueur du présent Traité.

4. Jusqu'au moment où prend effet la décision du Conseil, les États membres peuvent fixer les prix minima à condition d'en informer préalablement la Commission et les autres États membres, afin de leur permettre de présenter leurs observations.

Dès que la décision du Conseil est prise, les prix minima sont fixés par les États membres sur la base des critères établis dans les conditions ci-dessus.

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut rectifier les décisions prises si elles ne sont pas conformes aux critères ainsi définis.

5. A partir du début de la troisième étape et dans le cas où pour certains produits il n'aurait pas encore été possible d'établir les critères objectifs précités, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut modifier les prix minima appliqués à ces produits.

6. A l'expiration de la période de transition, il est procédé au relevé des prix minima existant encore. Le Conseil, statuant sur proposition de la Commission à la majorité de 9 voix suivant la pondération prévue à l'article 148 paragraphe 2 alinéa 1, fixe le régime à appliquer dans le cadre de la politique agricole commune.

ARTICLE 45

1. Jusqu'à la substitution aux organisations nationales de l'une des formes d'organisation commune prévues à l'article 40 paragraphe 2, et pour les produits sur lesquels il existe dans certains États membres :

— des dispositions tendant à assurer aux producteurs nationaux l'écoulement de leur production, et

— des besoins d'importation,

le développement des échanges est poursuivi par la conclusion d'accords ou contrats à long terme entre États membres exportateurs et importateurs.

Ces accords ou contrats doivent tendre progressivement à éliminer toute discrimination dans l'application de ces dispositions aux différents producteurs de la Communauté.

La conclusion de ces accords ou contrats intervient au cours de la première étape; il est tenu compte du principe de réciprocité.

2. En ce qui concerne les quantités, ces accords ou contrats prennent pour base le volume moyen des échanges entre les États membres pour les produits en cause pendant les trois années précédant l'entrée en vigueur du présent Traité, et prévoient un accroissement de ce volume dans la limite des besoins existants en tenant compte des courants commerciaux traditionnels.

En ce qui concerne les prix, ces accords ou contrats permettent aux producteurs d'écouler les quantités convenues à des prix se rapprochant progressivement des prix payés aux producteurs nationaux sur le marché intérieur du pays acheteur.

Ce rapprochement doit être aussi régulier que possible et complètement réalisé au plus tard à la fin de la période de transition.

Les prix sont négociés entre les parties intéressées, dans le cadre des directives établies par la Commission pour l'application des deux alinéas précédents.

En cas de prolongation de la première étape, l'exécution des accords ou contrats se poursuit dans les conditions applicables à la fin de la quatrième année à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité, les obligations d'accroissement des quantités et de rapprochement des prix étant suspendues jusqu'au passage à la deuxième étape.

Les États membres font appel à toutes les possibilités qui leur sont offertes en vertu de leurs dispositions législatives, notamment en matière de

politique d'importation, en vue d'assurer la conclusion et l'exécution de ces accords ou contrats.

3. Dans la mesure où les États membres ont besoin de matières premières pour la fabrication de produits destinés à être exportés en dehors de la Communauté en concurrence avec les produits de pays tiers, ces accords ou contrats ne peuvent faire obstacle aux importations de matières premières effectuées à cette fin en provenance de pays tiers. Toutefois, cette disposition n'est pas applicable si le Conseil décide à l'unanimité d'octroyer les versements nécessaires pour compenser l'excès du prix payé pour des importations effectuées à cette fin sur la base de ces accords ou contrats, par rapport au prix rendu des mêmes fournitures acquises sur le marché mondial.

ARTICLE 46

Lorsque dans un État membre un produit fait l'objet d'une organisation nationale du marché ou de toute réglementation interne d'effet équivalent affectant dans la concurrence une production similaire dans un autre État membre, une taxe compensatoire à l'entrée est appliquée par les États membres à ce produit en provenance de l'État membre où l'organisation ou la réglementation existe, à moins que cet État n'applique une taxe compensatoire à la sortie.

La Commission fixe le montant de ces taxes dans la mesure nécessaire pour rétablir l'équilibre; elle peut également autoriser le recours à d'autres mesures dont elle définit les conditions et modalités.

ARTICLE 47

En ce qui concerne les fonctions à accomplir par le Comité économique et social en application du présent titre, la section de l'agriculture a pour mission de se tenir à la disposition de la Commission en vue de préparer les délibérations du Comité, conformément aux dispositions des articles 197 et 198.

TITRE III

La libre circulation des personnes, des services et des capitaux

Chapitre 1

LES TRAVAILLEURS

ARTICLE 48

1. La libre circulation des travailleurs est assurée à l'intérieur de la Communauté au plus tard à l'expiration de la période de transition.

2. Elle implique l'abolition de toute discrimination, fondée sur la nationalité, entre les travailleurs des États membres, en ce qui concerne l'emploi, la rémunération et les autres conditions de travail.

3. Elle comporte le droit, sous réserve des limitations justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique :

- a) de répondre à des emplois effectivement offerts,
- b) de se déplacer à cet effet librement sur le territoire des États membres,
- c) de séjourner dans un des États membres afin d'y exercer un emploi conformément aux dispositions législatives, réglementaires et administratives régissant l'emploi des travailleurs nationaux,
- d) de demeurer, dans des conditions qui feront l'objet de règlements d'application établis par la Commission, sur le territoire d'un État membre, après y avoir occupé un emploi.

4. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables aux emplois dans l'administration publique.

ARTICLE 49

Dès l'entrée en vigueur du présent Traité, le Conseil arrête, sur proposition de la Commission et après consultation du Comité économique et social,

par voie de directives ou de règlements, les mesures nécessaires en vue de réaliser progressivement la libre circulation des travailleurs, telle qu'elle est définie à l'article précédent, notamment :

a) en assurant une collaboration étroite entre les administrations nationales du travail,

b) en éliminant, selon un plan progressif, celles des procédures et pratiques administratives, ainsi que les délais d'accès aux emplois disponibles découlant soit de la législation interne, soit d'accords antérieurement conclus entre les États membres, dont le maintien ferait obstacle à la libération des mouvements des travailleurs,

c) en éliminant, selon un plan progressif, tous les délais et autres restrictions, prévus soit par les législations internes, soit par des accords antérieurement conclus entre les États membres, qui imposent aux travailleurs des autres États membres d'autres conditions qu'aux travailleurs nationaux pour le libre choix d'un emploi,

d) en établissant des mécanismes propres à mettre en contact les offres et les demandes d'emploi et à en faciliter l'équilibre dans des conditions qui écartent des risques graves pour le niveau de vie et d'emploi dans les diverses régions et industries.

ARTICLE 50

Les États membres favorisent, dans le cadre d'un programme commun, l'échange de jeunes travailleurs.

ARTICLE 51

Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, adopte dans le domaine de la sécurité sociale les mesures nécessaires pour l'établissement de la libre circulation des travailleurs, en instituant notamment un système permettant d'assurer aux travailleurs migrants et à leurs ayants droit :

a) la totalisation, pour l'ouverture et le maintien du droit aux prestations, ainsi que pour le calcul de celles-ci, de toutes périodes prises en considération par les différentes législations nationales,

b) le paiement des prestations aux personnes résidant sur les territoires des États membres.

Chapitre 2

LE DROIT D'ÉTABLISSEMENT

ARTICLE 52

Dans le cadre des dispositions ci-après, les restrictions à la liberté d'établissement des ressortissants d'un État membre dans le territoire d'un autre État membre sont progressivement supprimées au cours de la période de transition. Cette suppression progressive s'étend également aux restrictions à la création d'agences, de succursales ou de filiales, par les ressortissants d'un État membre établis sur le territoire d'un État membre.

La liberté d'établissement comporte l'accès aux activités non salariées et leur exercice, ainsi que la constitution et la gestion d'entreprises, et notamment de sociétés au sens de l'article 58 alinéa 2, dans les conditions définies par la législation du pays d'établissement pour ses propres ressortissants, sous réserve des dispositions du chapitre relatif aux capitaux.

ARTICLE 53

Les États membres n'introduisent pas de nouvelles restrictions à l'établissement sur leur territoire des ressortissants des autres États membres, sous réserve des dispositions prévues au présent Traité.

ARTICLE 54

1. Avant la fin de la première étape, le Conseil arrête à l'unanimité, sur proposition de la Commission et après consultation du Comité économique et social et de l'Assemblée, un programme général pour la suppression des restrictions à la liberté d'établissement qui existent à l'intérieur de la Communauté.

La Commission soumet cette proposition au Conseil au cours des deux premières années de la première étape.

Le programme fixe, pour chaque catégorie d'activités, les conditions générales de la réalisation de la liberté d'établissement et notamment les étapes de celle-ci.

2. Pour mettre en œuvre le programme général ou, en l'absence de ce programme, pour accomplir une étape de la réalisation de la liberté d'établissement dans une activité déterminée, le Conseil, sur proposition de la Commission et après consultation du Comité économique et social et de l'Assemblée, statue par voie de directives, à l'unanimité jusqu'à la fin de la première étape et à la majorité qualifiée par la suite.

3. Le Conseil et la Commission exercent les fonctions qui leur sont dévolues par les dispositions ci-dessus, notamment :

a) en traitant, en général, par priorité des activités où la liberté d'établissement constitue une contribution particulièrement utile au développement de la production et des échanges,

b) en assurant une collaboration étroite entre les administrations nationales compétentes en vue de connaître les situations particulières à l'intérieur de la Communauté des diverses activités intéressées,

c) en éliminant celles des procédures et pratiques administratives découlant, soit de la législation interne, soit d'accords antérieurement conclus entre les États membres, dont le maintien ferait obstacle à la liberté d'établissement,

d) en veillant à ce que les travailleurs salariés d'un des États membres, employés sur le territoire d'un autre État membre, puissent demeurer sur ce territoire pour y entreprendre une activité non salariée lorsqu'ils satisfont aux conditions auxquelles ils devraient satisfaire s'ils venaient dans cet État au moment où ils veulent accéder à cette activité,

e) en rendant possible l'acquisition et l'exploitation de propriétés foncières situées sur le territoire d'un État membre par un ressortissant d'un autre État membre, dans la mesure où il n'est pas porté atteinte aux principes établis à l'article 39 paragraphe 2,

f) en appliquant la suppression progressive des restrictions à la liberté d'établissement, dans chaque branche d'activité considérée, d'une part aux conditions de création, sur le territoire d'un État membre, d'agences, de succursales ou de filiales, et d'autre part aux conditions d'entrée du personnel du principal établissement dans les organes de gestion ou de surveillance de celles-ci,

g) en coordonnant, dans la mesure nécessaire et en vue de les rendre équivalentes, les garanties qui sont exigées, dans les États membres, des sociétés au sens de l'article 58 alinéa 2, pour protéger les intérêts tant des associés que des tiers,

h) en s'assurant que les conditions d'établissement ne sont pas faussées par des aides accordées par les États membres.

ARTICLE 55

Sont exceptées de l'application des dispositions du présent chapitre, en ce qui concerne l'État membre intéressé, les activités participant dans cet État, même à titre occasionnel, à l'exercice de l'autorité publique.

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut excepter certaines activités de l'application des dispositions du présent chapitre.

ARTICLE 56

1. Les prescriptions du présent chapitre et les mesures prises en vertu de celles-ci ne préjugent pas l'applicabilité des dispositions législatives, réglementaires et administratives prévoyant un régime spécial pour les ressortissants étrangers, et justifiées par des raisons d'ordre public, de sécurité publique et de santé publique.

2. Avant l'expiration de la période de transition, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation de l'Assemblée, arrête des directives pour la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives précitées. Toutefois, après la fin de la deuxième étape, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, arrête les directives pour la coordination des dispositions qui, dans chaque État membre, relèvent du domaine réglementaire ou administratif.

ARTICLE 57

1. Afin de faciliter l'accès aux activités non salariées et leur exercice, le Conseil, sur proposition de la Commission et après consultation de l'Assemblée, arrête, en statuant à l'unanimité au cours de la première étape et à la majorité

qualifiée par la suite, des directives visant à la reconnaissance mutuelle des diplômes, certificats et autres titres.

2. Aux mêmes fins, le Conseil, statuant sur proposition de la Commission et après consultation de l'Assemblée, arrête, avant l'expiration de la période de transition, les directives visant à la coordination des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres concernant l'accès aux activités non salariées et l'exercice de celles-ci. L'unanimité est nécessaire pour les matières qui, dans un État membre au moins, relèvent de dispositions législatives et pour les mesures qui touchent à la protection de l'épargne, notamment à la distribution du crédit et à la profession bancaire, et aux conditions d'exercice, dans les différents États membres, des professions médicales, paramédicales et pharmaceutiques. Dans les autres cas, le Conseil statue à l'unanimité au cours de la première étape et à la majorité qualifiée par la suite.

3. En ce qui concerne les professions médicales, paramédicales et pharmaceutiques, la libération progressive des restrictions sera subordonnée à la coordination de leurs conditions d'exercice dans les différents États membres.

ARTICLE 58

Les sociétés constituées en conformité de la législation d'un État membre et ayant leur siège statutaire, leur administration centrale ou leur principal établissement à l'intérieur de la Communauté, sont assimilées, pour l'application des dispositions du présent chapitre, aux personnes physiques ressortissant des États membres.

Par sociétés on entend les sociétés de droit civil ou commercial, y compris les sociétés coopératives, et les autres personnes morales relevant du droit public ou privé, à l'exception des sociétés qui ne poursuivent pas de but lucratif.

Chapitre 3

LES SERVICES

ARTICLE 59

Dans le cadre des dispositions ci-après, les restrictions à la libre prestation des services à l'intérieur de la Communauté sont progressivement supprimées au cours de la période de transition à l'égard des ressortissants des États membres établis dans un pays de la Communauté autre que celui du destinataire de la prestation.

Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, peut étendre le bénéfice des dispositions du présent chapitre aux prestataires de services ressortissant d'un État tiers et établis à l'intérieur de la Communauté.

ARTICLE 60

Au sens du présent Traité, sont considérées comme services les prestations fournies normalement contre rémunération, dans la mesure où elles ne sont pas régies par les dispositions relatives à la libre circulation des marchandises, des capitaux et des personnes.

Les services comprennent notamment :

- a) des activités de caractère industriel,
- b) des activités de caractère commercial,
- c) des activités artisanales,
- d) les activités des professions libérales.

Sans préjudice des dispositions du chapitre relatif au droit d'établissement, le prestataire peut, pour l'exécution de sa prestation, exercer, à titre temporaire, son activité dans le pays où la prestation est fournie, dans les mêmes conditions que celles que ce pays impose à ses propres ressortissants.

ARTICLE 61

1. La libre circulation des services, en matière de transports, est régie par les dispositions du titre relatif aux transports.
2. La libération des services des banques et des assurances qui sont liées à des mouvements de capitaux doit être réalisée en harmonie avec la libération progressive de la circulation des capitaux.

ARTICLE 62

Les États membres n'introduisent pas de nouvelles restrictions à la liberté effectivement atteinte, en ce qui concerne la prestation des services, à l'entrée en vigueur du présent Traité, sous réserve des dispositions de celui-ci.

ARTICLE 63

1. Avant la fin de la première étape, le Conseil arrête à l'unanimité, sur proposition de la Commission et après consultation du Comité économique et social et de l'Assemblée, un programme général pour la suppression des restrictions à la libre prestation des services, qui existent à l'intérieur de la Communauté. La Commission soumet cette proposition au Conseil au cours des deux premières années de la première étape.

Le programme fixe, pour chaque catégorie de services, les conditions générales et les étapes de leur libération.

2. Pour mettre en œuvre le programme général ou, en l'absence de ce programme, pour réaliser une étape de la libération d'un service déterminé, le Conseil, sur proposition de la Commission et après consultation du Comité économique et social et de l'Assemblée, statue par voie de directives, à l'unanimité avant la fin de la première étape et à la majorité qualifiée par la suite.

3. Les propositions et décisions visées aux paragraphes 1 et 2 portent, en général, par priorité sur les services qui interviennent d'une façon directe dans les coûts de production ou dont la libération contribue à faciliter les échanges des marchandises.

ARTICLE 64

Les États membres se déclarent disposés à procéder à la libération des services au-delà de la mesure qui est obligatoire en vertu des directives arrêtées en application de l'article 63 paragraphe 2, si leur situation économique générale et la situation du secteur intéressé le leur permettent.

La Commission adresse aux États membres intéressés des recommandations à cet effet.

ARTICLE 65

Aussi longtemps que les restrictions à la libre prestation des services ne sont pas supprimées, chacun des États membres les applique sans distinction de nationalité ou de résidence à tous les prestataires de services visés à l'article 59 alinéa 1.

ARTICLE 66

Les dispositions des articles 55 à 58 inclus sont applicables à la matière régie par le présent chapitre.

Chapitre 4

LES CAPITAUX

ARTICLE 67

1. Les États membres suppriment progressivement entre eux, pendant la période de transition et dans la mesure nécessaire au bon fonctionnement du marché commun, les restrictions aux mouvements des capitaux appartenant à des personnes résidant dans les États membres, ainsi que les discriminations de traitement fondées sur la nationalité ou la résidence des parties, ou sur la localisation du placement.

2. Les paiements courants afférents aux mouvements de capitaux entre les États membres sont libérés de toutes restrictions au plus tard à la fin de la première étape.

ARTICLE 68

1. Les États membres accordent le plus libéralement possible, dans les matières visées au présent chapitre, les autorisations de change, dans la mesure où celles-ci sont encore nécessaires après l'entrée en vigueur du présent Traité.

2. Lorsqu'un État membre applique aux mouvements des capitaux libérés conformément aux dispositions du présent chapitre sa réglementation intérieure relative au marché des capitaux et au crédit, il le fait de manière non discriminatoire.

3. Les emprunts destinés à financer directement ou indirectement un État membre ou ses collectivités publiques territoriales ne peuvent être émis ou placés dans les autres États membres que lorsque les États intéressés se sont mis d'accord à ce sujet. Cette disposition ne fait pas obstacle à l'application de l'article 22 du Protocole sur les Statuts de la Banque européenne d'investissement.

ARTICLE 69

Le Conseil, statuant sur proposition de la Commission qui consulte à cette fin le Comité monétaire prévu à l'article 105, arrête, à l'unanimité au cours des deux premières étapes et à la majorité qualifiée par la suite, les directives nécessaires à la mise en œuvre progressive des dispositions de l'article 67.

ARTICLE 70

1. La Commission propose au Conseil les mesures tendant à la coordination progressive des politiques des États membres en matière de change, en ce qui concerne les mouvements de capitaux entre ces États et les pays tiers. A cet égard, le Conseil arrête à l'unanimité des directives. Il s'efforce d'atteindre le plus haut degré de libération possible.

2. Au cas où l'action entreprise en application du paragraphe précédent ne permettrait pas l'élimination des divergences entre les réglementations de change des États membres et où ces divergences inciteraient les personnes résidant dans l'un des États membres à utiliser les facilités de transfert à l'intérieur de la Communauté, telles qu'elles sont prévues par l'article 67, en vue de tourner la réglementation de l'un des États membres à l'égard des pays tiers, cet État peut, après consultation des autres États membres et de la Commission, prendre les mesures appropriées en vue d'éliminer ces difficultés.

Si le Conseil constate que ces mesures restreignent la liberté des mouvements de capitaux à l'intérieur de la Communauté au-delà de ce qui est nécessaire aux fins de l'alinéa précédent, il peut décider, à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, que l'État intéressé doit modifier ou supprimer ces mesures.

ARTICLE 71

Les États membres s'efforcent de n'introduire aucune nouvelle restriction de change à l'intérieur de la Communauté affectant les mouvements de capitaux et les paiements courants afférents à ces mouvements, et de ne pas rendre plus restrictives les réglementations existantes.

Ils se déclarent disposés à dépasser le niveau de libération des capitaux prévu aux articles précédents, dans la mesure où leur situation économique, notamment l'état de leur balance des paiements, le leur permet.

La Commission, après consultation du Comité monétaire, peut adresser aux États membres des recommandations à ce sujet.

ARTICLE 72

Les États membres tiennent la Commission informée des mouvements de capitaux, à destination et en provenance des pays tiers, dont ils ont connaissance. La Commission peut adresser aux États membres les avis qu'elle juge utiles à ce sujet.

ARTICLE 73

1. Au cas où des mouvements de capitaux entraînent des perturbations dans le fonctionnement du marché des capitaux d'un État membre, la Commission, après consultation du Comité monétaire, autorise cet État à prendre, dans le domaine des mouvements de capitaux, les mesures de protection dont elle définit les conditions et les modalités.

Cette autorisation peut être révoquée et ces conditions et modalités modifiées par le Conseil statuant à la majorité qualifiée.

2. Toutefois, l'État membre en difficulté peut prendre lui-même les mesures mentionnées ci-dessus, en raison de leur caractère secret ou urgent, au cas où elles seraient nécessaires. La Commission et les États membres doivent être informés de ces mesures au plus tard au moment où elles entrent en vigueur. Dans ce cas, la Commission, après consultation du Comité monétaire, peut décider que l'État intéressé doit modifier ou supprimer ces mesures.

TITRE IV

Les transports

ARTICLE 74

Les objectifs du Traité sont poursuivis par les États membres, en ce qui concerne la matière régie par le présent titre, dans le cadre d'une politique commune des transports.

ARTICLE 75

1. En vue de réaliser la mise en œuvre de l'article 74 et compte tenu des aspects spéciaux des transports, le Conseil, statuant à l'unanimité jusqu'à la fin de la deuxième étape et à la majorité qualifiée par la suite, établit, sur proposition de la Commission et après consultation du Comité économique et social et de l'Assemblée :

a) des règles communes applicables aux transports internationaux exécutés au départ ou à destination du territoire d'un État membre, ou traversant le territoire d'un ou plusieurs États membres,

b) les conditions de l'admission de transporteurs non résidents aux transports nationaux dans un État membre,

c) toutes autres dispositions utiles.

2. Les dispositions visées aux a) et b) du paragraphe précédent sont arrêtées au cours de la période de transition.

3. Par dérogation à la procédure prévue au paragraphe 1, les dispositions portant sur les principes du régime des transports et dont l'application serait susceptible d'affecter gravement le niveau de vie et l'emploi dans certaines régions, ainsi que l'exploitation des équipements de transport, compte tenu de la nécessité d'une adaptation au développement économique résultant de l'établissement du marché commun, sont arrêtées par le Conseil statuant à l'unanimité.

ARTICLE 76

Jusqu'à l'établissement des dispositions visées à l'article 75 paragraphe 1, et sauf accord unanime du Conseil, aucun des États membres ne peut rendre

moins favorables, dans leur effet direct ou indirect à l'égard des transporteurs des autres États membres par rapport aux transporteurs nationaux, les dispositions diverses régissant la matière à l'entrée en vigueur du présent Traité.

ARTICLE 77

Sont compatibles avec le présent Traité les aides qui répondent aux besoins de la coordination des transports ou qui correspondent au remboursement de certaines servitudes inhérentes à la notion de service public.

ARTICLE 78

Toute mesure dans le domaine des prix et conditions de transport, prise dans le cadre du présent Traité, doit tenir compte de la situation économique des transporteurs.

ARTICLE 79

1. Doivent être supprimées, au plus tard avant la fin de la deuxième étape, dans le trafic à l'intérieur de la Communauté, les discriminations qui consistent en l'application par un transporteur pour les mêmes marchandises sur les mêmes relations de trafic, de prix et conditions de transports différents en raison du pays d'origine ou de destination des produits transportés.

2. Le paragraphe 1 n'exclut pas que d'autres mesures puissent être adoptées par le Conseil en application de l'article 75 paragraphe 1.

3. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, établit, dans un délai de deux ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité, sur proposition de la Commission et après consultation du Comité économique et social, une réglementation assurant la mise en œuvre des dispositions du paragraphe 1.

Il peut notamment prendre les dispositions nécessaires pour permettre aux institutions de la Communauté de veiller au respect de la règle énoncée au paragraphe 1 et pour en assurer l'entier bénéfice aux usagers.

4. La Commission, de sa propre initiative ou à la demande d'un État membre, examine les cas de discriminations visés au paragraphe 1 et, après consultation de tout État membre intéressé, prend, dans le cadre de la réglementation arrêtée conformément aux dispositions du paragraphe 3, les décisions nécessaires.

ARTICLE 80

1. L'application imposée par un État membre, aux transports exécutés à l'intérieur de la Communauté, de prix et conditions comportant tout élément de soutien ou de protection dans l'intérêt d'une ou de plusieurs entreprises ou industries particulières, est interdite à partir du début de la deuxième étape, sauf si elle est autorisée par la Commission.

2. La Commission, de sa propre initiative ou à la demande d'un État membre, examine les prix et conditions visés au paragraphe 1 en tenant compte notamment, d'une part des exigences d'une politique économique régionale appropriée, des besoins des régions sous-développées, ainsi que des problèmes des régions gravement affectées par les circonstances politiques, et d'autre part des effets de ces prix et conditions sur la concurrence entre les modes de transport.

Après consultation de tout État membre intéressé, elle prend les décisions nécessaires.

3. L'interdiction visée au paragraphe 1 ne frappe pas les tarifs de concurrence.

ARTICLE 81

Les taxes ou redevances qui, indépendamment des prix de transport, sont perçues par un transporteur au passage des frontières, ne doivent pas dépasser un niveau raisonnable, compte tenu des frais réels effectivement entraînés par ce passage.

Les États membres s'efforcent de réduire progressivement ces frais.

La Commission peut adresser aux États membres des recommandations en vue de l'application du présent article.

ARTICLE 82

Les dispositions du présent titre ne font pas obstacle aux mesures prises dans la République fédérale d'Allemagne, pour autant qu'elles soient nécessaires pour compenser les désavantages économiques causés, par la division de l'Allemagne, à l'économie de certaines régions de la République fédérale affectées par cette division.

ARTICLE 83

Un comité de caractère consultatif, composé d'experts désignés par les gouvernements des États membres, est institué auprès de la Commission. Celle-ci le consulte chaque fois qu'elle le juge utile en matière de transports, sans préjudice des attributions de la section des transports du Comité économique et social.

ARTICLE 84

1. Les dispositions du présent titre s'appliquent aux transports par chemin de fer, par route et par voie navigable.
2. Le Conseil, statuant à l'unanimité, pourra décider si, dans quelle mesure, et par quelle procédure, des dispositions appropriées pourront être prises pour la navigation maritime et aérienne.

TROISIÈME PARTIE

La politique de la Communauté

TITRE I

Les règles communes

Chapitre 1

LES RÈGLES DE CONCURRENCE

Section première

Les règles applicables aux entreprises

ARTICLE 85

1. Sont incompatibles avec le marché commun et interdits tous accords entre entreprises, toutes décisions d'associations d'entreprises, et toutes pratiques concertées, qui sont susceptibles d'affecter le commerce entre États membres et qui ont pour objet ou pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence à l'intérieur du marché commun, et notamment ceux qui consistent à :

a) fixer de façon directe ou indirecte les prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transaction,

b) limiter ou contrôler la production, les débouchés, le développement technique ou les investissements,

c) répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement,

d) appliquer, à l'égard de partenaires commerciaux, des conditions inégales à des prestations équivalentes en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence,

e) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.

2. Les accords ou décisions interdits en vertu du présent article sont nuls de plein droit.

3. Toutefois, les dispositions du paragraphe 1 peuvent être déclarées inapplicables :

- à tout accord ou catégorie d'accords entre entreprises,
- à toute décision ou catégorie de décisions d'associations d'entreprises et
- à toute pratique concertée ou catégorie de pratiques concertées

qui contribuent à améliorer la production ou la distribution des produits ou à promouvoir le progrès technique ou économique, tout en réservant aux utilisateurs une partie équitable du profit qui en résulte, et sans

a) imposer aux entreprises intéressées des restrictions qui ne sont pas indispensables pour atteindre ces objectifs,

b) donner à ces entreprises la possibilité, pour une partie substantielle des produits en cause, d'éliminer la concurrence.

ARTICLE 86

Est incompatible avec le marché commun et interdit, dans la mesure où le commerce entre États membres est susceptible d'en être affecté, le fait pour une ou plusieurs entreprises d'exploiter de façon abusive une position dominante sur le marché commun ou dans une partie substantielle de celui-ci.

Ces pratiques abusives peuvent notamment consister à :

a) imposer de façon directe ou indirecte des prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transaction non équitables,

b) limiter la production, les débouchés ou le développement technique au préjudice des consommateurs,

c) appliquer à l'égard de partenaires commerciaux des conditions inégales à des prestations équivalentes, en leur infligeant de ce fait un désavantage dans la concurrence,

d) subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation, par les partenaires, de prestations supplémentaires, qui, par leur nature ou selon les usages commerciaux, n'ont pas de lien avec l'objet de ces contrats.

ARTICLE 87

1. Dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation de l'Assemblée, arrête tous règlements ou directives utiles en vue de l'application des principes figurant aux articles 85 et 86.

Si de telles dispositions n'ont pas été adoptées dans le délai précité, elles sont établies par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation de l'Assemblée.

2. Les dispositions visées au paragraphe 1 ont pour but notamment :

a) d'assurer le respect des interdictions visées à l'article 85 paragraphe 1, et à l'article 86, par l'institution d'amendes et d'astreintes,

b) de déterminer les modalités d'application de l'article 85 paragraphe 3, en tenant compte de la nécessité, d'une part d'assurer une surveillance efficace, et d'autre part de simplifier dans toute la mesure du possible le contrôle administratif,

c) de préciser, le cas échéant, dans les diverses branches économiques, le champ d'application des dispositions des articles 85 et 86,

d) de définir le rôle respectif de la Commission et de la Cour de Justice dans l'application des dispositions visées dans le présent paragraphe,

e) de définir les rapports entre les législations nationales d'une part, et d'autre part les dispositions de la présente section ainsi que celles adoptées en application du présent article.

ARTICLE 88

Jusqu'au moment de l'entrée en vigueur des dispositions prises en application de l'article 87, les autorités des États membres statuent sur l'admissibilité d'ententes et sur l'exploitation abusive d'une position dominante sur le marché commun, en conformité du droit de leur pays et des dispositions des articles 85 notamment paragraphe 3, et 86.

ARTICLE 89

1. Sans préjudice de l'article 88, la Commission veille, dès son entrée en fonctions, à l'application des principes fixés par les articles 85 et 86. Elle instruit, sur demande d'un État membre ou d'office, et en liaison avec les autorités compétentes des États membres qui lui prêtent leur assistance, les cas d'infraction présumée aux principes précités. Si elle constate qu'il y a eu infraction, elle propose les moyens propres à y mettre fin.

2. S'il n'est pas mis fin aux infractions, la Commission constate l'infraction aux principes par une décision motivée. Elle peut publier sa décision et autoriser les États membres à prendre les mesures nécessaires, dont elle définit les conditions et les modalités, pour remédier à la situation.

ARTICLE 90

1. Les États membres, en ce qui concerne les entreprises publiques et les entreprises auxquelles ils accordent des droits spéciaux ou exclusifs, n'édicte ni ne maintiennent aucune mesure contraire aux règles du présent Traité, notamment à celles prévues aux articles 7 et 85 à 94 inclus.
2. Les entreprises chargées de la gestion de services d'intérêt économique général ou présentant le caractère d'un monopole fiscal sont soumises aux règles du présent Traité, notamment aux règles de concurrence, dans les limites où l'application de ces règles ne fait pas échec à l'accomplissement en droit ou en fait de la mission particulière qui leur a été impartie. Le développement des échanges ne doit pas être affecté dans une mesure contraire à l'intérêt de la Communauté.
3. La Commission veille à l'application des dispositions du présent article et adresse, en tant que de besoin, les directives ou décisions appropriées aux États membres.

Section deuxième

Les pratiques de dumping

ARTICLE 91

1. Si, au cours de la période de transition, la Commission, sur demande d'un État membre ou de tout autre intéressé, constate des pratiques de dumping exercées à l'intérieur du marché commun, elle adresse des recommandations à l'auteur ou aux auteurs de ces pratiques en vue d'y mettre fin.

Au cas où les pratiques de dumping continuent, la Commission autorise l'État membre lésé à prendre les mesures de protection dont elle définit les conditions et modalités.

2. Dès l'entrée en vigueur du présent Traité, les produits originaires d'un État membre ou qui s'y trouvent en libre pratique et qui ont été exportés dans un autre État membre sont admis à la réimportation sur le territoire de ce premier État sans qu'ils puissent être assujettis à aucun droit de douane, restriction quantitative, ou mesures d'effet équivalent. La Commission établit les réglementations appropriées pour l'application du présent paragraphe.

Section troisième

Les aides accordées par les États

ARTICLE 92

1. Sauf dérogations prévues par le présent Traité, sont incompatibles avec le marché commun, dans la mesure où elles affectent les échanges entre États membres, les aides accordées par les États ou au moyen de ressources d'État sous quelque forme que ce soit, qui faussent ou qui menacent de fausser la concurrence en favorisant certaines entreprises ou certaines productions.

2. Sont compatibles avec le marché commun :

a) les aides à caractère social octroyées aux consommateurs individuels, à condition qu'elles soient accordées sans discrimination liée à l'origine des produits,

b) les aides destinées à remédier aux dommages causés par les calamités naturelles ou par d'autres événements extraordinaires,

c) les aides octroyées à l'économie de certaines régions de la République fédérale d'Allemagne affectées par la division de l'Allemagne, dans la mesure où elles sont nécessaires pour compenser les désavantages économiques causés par cette division.

3. Peuvent être considérées comme compatibles avec le marché commun :

a) les aides destinées à favoriser le développement économique de régions dans lesquelles le niveau de vie est anormalement bas ou dans lesquelles sévit un grave sous-emploi,

b) les aides destinées à promouvoir la réalisation d'un projet important d'intérêt européen commun, ou à remédier à une perturbation grave de l'économie d'un État membre,

c) les aides destinées à faciliter le développement de certaines activités ou de certaines régions économiques, quand elles n'altèrent pas les conditions des échanges dans une mesure contraire à l'intérêt commun. Toutefois, les aides à la construction navale existant à la date du 1^{er} janvier 1957, pour autant qu'elles ne correspondent qu'à l'absence d'une protection douanière, sont progressivement réduites dans les mêmes conditions que celles applicables

à l'élimination des droits de douane, sous réserve des dispositions du présent Traité visant la politique commerciale commune vis-à-vis des pays tiers,

d) les autres catégories d'aides déterminées par décision du Conseil statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission.

ARTICLE 93

1. La Commission procède avec les États membres à l'examen permanent des régimes d'aides existant dans ces États. Elle propose à ceux-ci les mesures utiles exigées par le développement progressif ou le fonctionnement du marché commun.

2. Si, après avoir mis les intéressés en demeure de présenter leurs observations, la Commission constate qu'une aide accordée par un État ou au moyen de ressources d'État, n'est pas compatible avec le marché commun aux termes de l'article 92, ou que cette aide est appliquée de façon abusive, elle décide que l'État intéressé doit la supprimer ou la modifier dans le délai qu'elle détermine.

Si l'État en cause ne se conforme pas à cette décision dans le délai imparti, la Commission ou tout autre État intéressé peut saisir directement la Cour de Justice, par dérogation aux articles 169 et 170.

Sur demande d'un État membre, le Conseil, statuant à l'unanimité, peut décider qu'une aide, instituée ou à instituer par cet État, doit être considérée comme compatible avec le marché commun, en dérogation des dispositions de l'article 92 ou des règlements prévus à l'article 94, si des circonstances exceptionnelles justifient une telle décision. Si, à l'égard de cette aide, la Commission a ouvert la procédure prévue au présent paragraphe, alinéa 1, la demande de l'État intéressé adressée au Conseil aura pour effet de suspendre ladite procédure jusqu'à la prise de position du Conseil.

Toutefois, si le Conseil n'a pas pris position dans un délai de trois mois à compter de la demande, la Commission statue.

3. La Commission est informée, en temps utile pour présenter ses observations, des projets tendant à instituer ou à modifier des aides. Si elle estime qu'un projet n'est pas compatible avec le marché commun, aux termes de l'article 92, elle ouvre sans délai la procédure prévue au paragraphe précédent. L'État membre intéressé ne peut mettre à exécution les mesures projetées avant que cette procédure ait abouti à une décision finale.

ARTICLE 94

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut prendre tous règlements utiles en vue de l'application des articles 92 et 93 et fixer notamment les conditions d'application de l'article 93 paragraphe 3, et les catégories d'aides qui sont dispensées de cette procédure.

Chapitre 2

DISPOSITIONS FISCALES

ARTICLE 95

Aucun État membre ne frappe directement ou indirectement les produits des autres États membres d'impositions intérieures, de quelque nature qu'elles soient, supérieures à celles qui frappent directement ou indirectement les produits nationaux similaires.

En outre, aucun État membre ne frappe les produits des autres États membres d'impositions intérieures de nature à protéger indirectement d'autres productions.

Les États membres éliminent ou corrigent, au plus tard au début de la deuxième étape, les dispositions existant à l'entrée en vigueur du présent Traité qui sont contraires aux règles ci-dessus.

ARTICLE 96

Les produits exportés vers le territoire d'un des États membres ne peuvent bénéficier d'aucune ristourne d'impositions intérieures supérieure aux impositions dont ils ont été frappés directement ou indirectement.

ARTICLE 97

Les États membres qui perçoivent la taxe sur le chiffre d'affaires d'après le système de la taxe cumulative à cascade peuvent, pour les impositions intérieures dont ils frappent les produits importés ou pour les ristournes qu'ils

accordent aux produits exportés, procéder à la fixation de taux moyens par produit ou groupe de produits, sans toutefois porter atteinte aux principes qui sont énoncés aux articles 95 et 96.

Au cas où les taux moyens fixés par un État membre ne sont pas conformes aux principes précités, la Commission adresse à cet État les directives ou décisions appropriées.

ARTICLE 98

En ce qui concerne les impositions autres que les taxes sur le chiffre d'affaires, les droits d'accise et les autres impôts indirects, des exonérations et des remboursements à l'exportation vers les autres États membres ne peuvent être opérés, et des taxes de compensation à l'importation en provenance des États membres ne peuvent être établies, que pour autant que les mesures envisagées ont été préalablement approuvées pour une période limitée par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission.

ARTICLE 99

La Commission examine de quelle façon les législations des différents États membres relatives aux taxes sur le chiffre d'affaires, aux droits d'accise et autres impôts indirects, y compris les mesures de compensation applicables aux échanges entre les États membres, peuvent être harmonisées dans l'intérêt du marché commun.

La Commission soumet des propositions au Conseil qui statue à l'unanimité, sans préjudice des dispositions des articles 100 et 101.

Chapitre 3

LE RAPPROCHEMENT DES LÉGISLATIONS

ARTICLE 100

Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, arrête des directives pour le rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives des États membres qui ont une incidence directe sur l'établissement ou le fonctionnement du marché commun.

L'Assemblée et le Comité économique et social sont consultés sur les directives dont l'exécution comporterait, dans un ou plusieurs États membres, une modification de dispositions législatives.

ARTICLE 101

Au cas où la Commission constate qu'une disparité existant entre les dispositions législatives, réglementaires ou administratives des États membres fausse les conditions de concurrence sur le marché commun et provoque, de ce fait, une distorsion qui doit être éliminée, elle entre en consultation avec les États membres intéressés.

Si cette consultation n'aboutit pas à un accord éliminant la distorsion en cause, le Conseil arrête, sur proposition de la Commission, les directives nécessaires à cette fin, en statuant à l'unanimité pendant la première étape et à la majorité qualifiée par la suite. La Commission et le Conseil peuvent prendre toutes autres mesures utiles prévues par le présent Traité.

ARTICLE 102

1. Lorsqu'il y a lieu de craindre que l'établissement ou la modification d'une disposition législative, réglementaire ou administrative ne provoque une distorsion au sens de l'article précédent, l'État membre qui veut y procéder consulte la Commission. Après avoir consulté les États membres, la Commission recommande aux États intéressés les mesures appropriées pour éviter la distorsion en cause.

2. Si l'État qui veut établir ou modifier des dispositions nationales ne se conforme pas à la recommandation que la Commission lui a adressée, il ne pourra être demandé aux autres États membres, dans l'application de l'article 101, de modifier leurs dispositions nationales en vue d'éliminer cette distorsion. Si l'État membre qui a passé outre à la recommandation de la Commission provoque une distorsion à son seul détriment, les dispositions de l'article 101 ne sont pas applicables.

TITRE II

La politique économique

Chapitre 1

LA POLITIQUE DE CONJONCTURE

ARTICLE 103

1. Les États membres considèrent leur politique de conjoncture comme une question d'intérêt commun. Ils se consultent mutuellement et avec la Commission sur les mesures à prendre en fonction des circonstances.
2. Sans préjudice des autres procédures prévues par le présent Traité, le Conseil, sur proposition de la Commission, peut décider à l'unanimité des mesures appropriées à la situation.
3. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, arrête, le cas échéant, les directives nécessaires sur les modalités d'application des mesures décidées aux termes du paragraphe 2.
4. Les procédures prévues au présent article s'appliquent également en cas de difficultés survenues dans l'approvisionnement en certains produits.

Chapitre 2

LA BALANCE DES PAIEMENTS

ARTICLE 104

Chaque État membre pratique la politique économique nécessaire en vue d'assurer l'équilibre de sa balance globale des paiements et de maintenir la confiance dans sa monnaie, tout en veillant à assurer un haut degré d'emploi et la stabilité du niveau des prix.

ARTICLE 105

1. En vue de faciliter la réalisation des objectifs énoncés dans l'article 104, les États membres coordonnent leurs politiques économiques. Ils instituent à cet effet une collaboration entre les services compétents de leurs administrations et entre leurs banques centrales.

La Commission présente au Conseil des recommandations pour la mise en œuvre de cette collaboration.

2. En vue de promouvoir la coordination des politiques des États membres en matière monétaire dans toute la mesure nécessaire au fonctionnement du marché commun, il est institué un Comité monétaire de caractère consultatif, qui a pour mission :

— de suivre la situation monétaire et financière des États membres et de la Communauté, ainsi que le régime général des paiements des États membres et de faire rapport régulièrement au Conseil et à la Commission à ce sujet,

— de formuler des avis, soit à la requête du Conseil ou de la Commission, soit de sa propre initiative, à l'intention de ces institutions.

Les États membres et la Commission nomment chacun deux membres du Comité monétaire.

ARTICLE 106

1. Chaque État membre s'engage à autoriser, dans la monnaie de l'État membre dans lequel réside le créancier ou le bénéficiaire, les paiements afférents aux échanges de marchandises, de services et de capitaux, ainsi que les transferts de capitaux et de salaires, dans la mesure où la circulation des marchandises, des services, des capitaux et des personnes est libérée entre les États membres en application du présent Traité.

Les États membres se déclarent disposés à procéder à la libération de leurs paiements au-delà de ce qui est prévu à l'alinéa précédent pour autant que leur situation économique en général, et l'état de leur balance des paiements en particulier, le leur permettent.

2. Dans la mesure où les échanges de marchandises et de services et les mouvements de capitaux ne sont limités que par des restrictions aux paiements y afférents, sont appliquées par analogie, aux fins de la suppression progressive de ces restrictions, les dispositions des chapitres relatifs à l'élimination des restrictions quantitatives, à la libération des services et à la libre circulation des capitaux.

3. Les États membres s'engagent à ne pas introduire entre eux de nouvelles restrictions aux transferts afférents aux transactions invisibles énumérées à la liste qui fait l'objet de l'Annexe III du présent Traité.

La suppression progressive des restrictions existantes est effectuée conformément aux dispositions des articles 63 à 65 inclus, dans la mesure où elle n'est pas régie par les dispositions des paragraphes 1 et 2 ou par le chapitre relatif à la libre circulation des capitaux.

4. En cas de besoin, les États membres se concertent sur les mesures à prendre pour permettre la réalisation des paiements et transferts visés au présent article; ces mesures ne peuvent porter atteinte aux objectifs énoncés dans le présent chapitre.

ARTICLE 107

1. Chaque État membre traite sa politique en matière de taux de change comme un problème d'intérêt commun.

2. Si un État membre procède à une modification de son taux de change qui ne réponde pas aux objectifs énoncés dans l'article 104 et fausse gravement les conditions de la concurrence, la Commission peut, après consultation du

Comité monétaire, autoriser d'autres États membres à prendre, pour une période strictement limitée, les mesures nécessaires, dont elle définit les conditions et les modalités, pour parer aux conséquences de cette action.

ARTICLE 108

1. En cas de difficultés ou de menace grave de difficultés dans la balance des paiements d'un État membre provenant soit d'un déséquilibre global de la balance, soit de la nature des devises dont il dispose, et susceptibles notamment de compromettre le fonctionnement du marché commun ou la réalisation progressive de la politique commerciale commune, la Commission procède sans délai à un examen de la situation de cet État, ainsi que de l'action qu'il a entreprise ou qu'il peut entreprendre conformément aux dispositions de l'article 104, en faisant appel à tous les moyens dont il dispose. La Commission indique les mesures dont elle recommande l'adoption par l'État intéressé.

Si l'action entreprise par un État membre et les mesures suggérées par la Commission ne paraissent pas suffisantes pour aplanir les difficultés ou menaces de difficultés rencontrées, la Commission recommande au Conseil, après consultation du Comité monétaire, le concours mutuel et les méthodes appropriées.

La Commission tient le Conseil régulièrement informé de l'état de la situation et de son évolution.

2. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, accorde le concours mutuel; il arrête les directives ou décisions fixant ses conditions et modalités. Le concours mutuel peut prendre notamment la forme :

a) d'une action concertée auprès d'autres organisations internationales, auxquelles les États membres peuvent avoir recours,

b) de mesures nécessaires pour éviter des détournements de trafic lorsque le pays en difficulté maintient ou rétablit des restrictions quantitatives à l'égard des pays tiers,

c) d'octroi de crédits limités de la part d'autres États membres, sous réserve de leur accord.

En outre, pendant la période de transition, le concours mutuel peut également prendre la forme d'abaissements spéciaux de droits de douane ou d'élargissements de contingents destinés à favoriser l'accroissement des importations en provenance du pays en difficulté, sous réserve de l'accord des États qui prendraient ces mesures.

3. Si le concours mutuel recommandé par la Commission n'a pas été accordé par le Conseil ou si le concours mutuel accordé et les mesures prises sont insuffisants, la Commission autorise l'État en difficulté à prendre les mesures de sauvegarde dont elle définit les conditions et modalités.

Cette autorisation peut être révoquée et ces conditions et modalités modifiées par le Conseil statuant à la majorité qualifiée.

ARTICLE 109

1. En cas de crise soudaine dans la balance des paiements et si une décision au sens de l'article 108 paragraphe 2, n'intervient pas immédiatement, l'État membre intéressé peut prendre, à titre conservatoire, les mesures de sauvegarde nécessaires. Ces mesures doivent apporter le minimum de perturbations dans le fonctionnement du marché commun et ne pas excéder la portée strictement indispensable pour remédier aux difficultés soudaines qui se sont manifestées.

2. La Commission et les autres États membres doivent être informés de ces mesures de sauvegarde au plus tard au moment où elles entrent en vigueur. La Commission peut recommander au Conseil le concours mutuel aux termes de l'article 108.

3. Sur l'avis de la Commission et après consultation du Comité monétaire, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, peut décider que l'État intéressé doit modifier, suspendre ou supprimer les mesures de sauvegarde susvisées.

Chapitre 3

LA POLITIQUE COMMERCIALE

ARTICLE 110

En établissant une union douanière entre eux, les États membres entendent contribuer conformément à l'intérêt commun au développement harmonieux du commerce mondial, à la suppression progressive des restrictions aux échanges internationaux et à la réduction des barrières douanières.

La politique commerciale commune tient compte de l'incidence favorable que la suppression des droits entre les États membres peut exercer sur l'accroissement de la force concurrentielle des entreprises de ces États.

ARTICLE 111

Au cours de la période de transition, sont applicables, sans préjudice des articles 115 et 116, les dispositions suivantes :

1. Les États membres procèdent à la coordination de leurs relations commerciales avec les pays tiers, de façon qu'à l'expiration de la période de transition soient réunies les conditions nécessaires à la mise en œuvre d'une politique commune en matière de commerce extérieur.

La Commission soumet au Conseil des propositions relatives à la procédure à appliquer au cours de la période de transition pour la mise en œuvre d'une action commune, et à l'uniformisation de la politique commerciale.

2. La Commission présente au Conseil des recommandations en vue des négociations tarifaires avec des pays tiers sur le tarif douanier commun.

Le Conseil autorise la Commission à ouvrir les négociations.

La Commission conduit ces négociations en consultation avec un Comité spécial désigné par le Conseil pour l'assister dans cette tâche, et dans le cadre des directives que le Conseil peut lui adresser.

3. Dans l'exercice des compétences qui lui sont attribuées par le présent article, le Conseil statue à l'unanimité au cours des deux premières étapes et à la majorité qualifiée par la suite.

4. Les États membres, en consultation avec la Commission, prennent toutes mesures nécessaires tendant notamment à aménager les accords tarifaires en vigueur avec les pays tiers, afin que l'entrée en vigueur du tarif douanier commun ne soit pas retardée.

5. Les États membres se fixent comme objectif d'uniformiser entre eux leurs listes de libération à l'égard de pays tiers ou de groupes de pays tiers à un niveau aussi élevé que possible. A cet effet, la Commission soumet aux États membres toutes recommandations appropriées.

Si les États membres procèdent à la suppression ou à la réduction des restrictions quantitatives à l'égard des pays tiers, ils sont tenus d'en informer préalablement la Commission et d'appliquer le même traitement aux autres États membres.

ARTICLE 112

1. Sans préjudice des engagements assumés par les États membres dans le cadre d'autres organisations internationales, les régimes d'aides accordées par les États membres aux exportations vers les pays tiers sont progressivement harmonisés avant la fin de la période de transition, dans la mesure nécessaire pour éviter que la concurrence entre les entreprises de la Communauté soit faussée.

Sur proposition de la Commission, le Conseil arrête, à l'unanimité jusqu'à la fin de la seconde étape et à la majorité qualifiée par la suite, les directives nécessaires à cet effet.

2. Les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas aux ristournes de droits de douane ou de taxes d'effet équivalent ni à celles d'impositions indirectes, y compris les taxes sur le chiffre d'affaires, les droits d'accise et les autres impôts indirects, accordées à l'occasion de l'exportation d'une marchandise d'un État membre vers un pays tiers, dans la mesure où ces ristournes n'excèdent pas les charges dont les produits exportés ont été frappés directement ou indirectement.

ARTICLE 113

1. Après l'expiration de la période de transition, la politique commerciale commune est fondée sur des principes uniformes notamment en ce qui concerne les modifications tarifaires, la conclusion d'accords tarifaires et commerciaux, l'uniformisation des mesures de libération, la politique d'exportation, ainsi que les mesures de défense commerciale, dont celles à prendre en cas de dumping et de subventions.

2. La Commission, pour la mise en œuvre de cette politique commerciale commune, soumet des propositions au Conseil.

3. Si des accords avec des pays tiers doivent être négociés, la Commission présente des recommandations au Conseil qui l'autorise à ouvrir les négociations nécessaires.

Ces négociations sont conduites par la Commission en consultation avec un Comité spécial désigné par le Conseil pour l'assister dans cette tâche, et dans le cadre des directives que le Conseil peut lui adresser.

4. Dans l'exercice des compétences qui lui sont attribuées par le présent article, le Conseil statue à la majorité qualifiée.

ARTICLE 114

Les accords visés aux articles 111 paragraphe 2, et 113 sont conclus au nom de la Communauté par le Conseil agissant à l'unanimité au cours des deux premières étapes et à la majorité qualifiée par la suite.

ARTICLE 115

Aux fins d'assurer que l'exécution des mesures de politique commerciale prises, en conformité avec le présent Traité, par tout État membre, ne soit empêchée par des détournements de trafic, ou lorsque des disparités dans ces mesures entraînent des difficultés économiques dans un ou plusieurs États, la Commission recommande les méthodes par lesquelles les autres États membres apportent la coopération nécessaire. A défaut, elle autorise les États membres à prendre les mesures de protection nécessaires dont elle définit les conditions et modalités.

En cas d'urgence et pendant la période de transition, les États membres peuvent prendre eux-mêmes les mesures nécessaires et les notifient aux autres États membres, ainsi qu'à la Commission, qui peut décider qu'ils doivent les modifier ou les supprimer.

Par priorité, doivent être choisies les mesures qui apportent le moins de perturbations au fonctionnement du marché commun et qui tiennent compte de la nécessité de hâter, dans la mesure du possible, l'établissement du tarif douanier commun.

ARTICLE 116

Pour toutes les questions qui revêtent un intérêt particulier pour le marché commun, les États membres ne mènent plus, à partir de la fin de la période de transition, qu'une action commune dans le cadre des organisations internationales de caractère économique. A cet effet, la Commission soumet au Conseil, qui statue à la majorité qualifiée, des propositions relatives à la portée et à la mise en œuvre de cette action commune.

Pendant la période de transition, les États membres se consultent en vue de concerter leur action et d'adopter, autant que possible, une attitude uniforme.

TITRE III

La politique sociale

Chapitre 1

DISPOSITIONS SOCIALES

ARTICLE 117

Les États membres conviennent de la nécessité de promouvoir l'amélioration des conditions de vie et de travail de la main-d'œuvre permettant leur égalisation dans le progrès.

Ils estiment qu'une telle évolution résultera tant du fonctionnement du marché commun, qui favorisera l'harmonisation des systèmes sociaux, que des procédures prévues par le présent Traité et du rapprochement des dispositions législatives, réglementaires et administratives.

ARTICLE 118

Sans préjudice des autres dispositions du présent Traité, et conformément aux objectifs généraux de celui-ci, la Commission a pour mission de promouvoir une collaboration étroite entre les États membres dans le domaine social, notamment dans les matières relatives :

- à l'emploi,
- au droit du travail et aux conditions de travail,
- à la formation et au perfectionnement professionnels,
- à la sécurité sociale,
- à la protection contre les accidents et les maladies professionnels,
- à l'hygiène du travail,
- au droit syndical et aux négociations collectives entre employeurs et travailleurs.

A cet effet, la Commission agit en contact étroit avec les États membres, par des études, des avis et par l'organisation de consultations, tant pour les problèmes qui se posent sur le plan national que pour ceux qui intéressent les organisations internationales.

Avant d'émettre les avis prévus au présent article, la Commission consulte le Comité économique et social.

ARTICLE 119

Chaque État membre assure au cours de la première étape, et maintient par la suite, l'application du principe de l'égalité des rémunérations entre les travailleurs masculins et les travailleurs féminins pour un même travail.

Par rémunération il faut entendre, au sens du présent article, le salaire ou traitement ordinaire de base ou minimum, et tous autres avantages payés directement ou indirectement, en espèces ou en nature, par l'employeur au travailleur en raison de l'emploi de ce dernier.

L'égalité de rémunération, sans discrimination fondée sur le sexe, implique :

a) que la rémunération accordée pour un même travail payé à la tâche soit établie sur la base d'une même unité de mesure,

b) que la rémunération accordée pour un travail payé au temps soit la même pour un même poste de travail.

ARTICLE 120

Les États membres s'attachent à maintenir l'équivalence existante des régimes de congés payés.

ARTICLE 121

Le Conseil, statuant à l'unanimité après consultation du Comité économique et social, peut charger la Commission de fonctions concernant la mise en œuvre de mesures communes, notamment en ce qui concerne la sécurité sociale des travailleurs migrants visés aux articles 48 à 51 inclus.

ARTICLE 122

La Commission consacre, dans son rapport annuel à l'Assemblée, un chapitre spécial à l'évolution de la situation sociale dans la Communauté.

L'Assemblée peut inviter la Commission à établir des rapports sur des problèmes particuliers concernant la situation sociale.

Chapitre 2

LE FONDS SOCIAL EUROPÉEN

ARTICLE 123

Afin d'améliorer les possibilités d'emploi des travailleurs dans le marché commun et de contribuer ainsi au relèvement du niveau de vie, il est institué, dans le cadre des dispositions ci-après, un Fonds social européen qui aura pour mission de promouvoir à l'intérieur de la Communauté les facilités d'emploi et la mobilité géographique et professionnelle des travailleurs.

ARTICLE 124

L'administration du Fonds incombe à la Commission.

La Commission est assistée dans cette tâche par un Comité présidé par un membre de la Commission et composé de représentants des gouvernements et des organisations syndicales de travailleurs et d'employeurs.

ARTICLE 125

1. Sur demande d'un État membre, le Fonds, dans le cadre de la réglementation prévue à l'article 127, couvre 50 % des dépenses consacrées par cet État ou par un organisme de droit public à partir de l'entrée en vigueur du présent Traité :

- a) à assurer aux travailleurs un réemploi productif par :
 - la rééducation professionnelle,
 - des indemnités de réinstallation,

b) à octroyer des aides en faveur des travailleurs dont l'emploi est réduit ou suspendu temporairement en tout ou en partie à la suite de la conversion de l'entreprise à d'autres productions, pour leur permettre de conserver le même niveau de rémunération en attendant d'être réemployés pleinement.

2. Le concours du Fonds aux frais de rééducation professionnelle est subordonné à la condition que les travailleurs en chômage n'aient pu être employés que dans une profession nouvelle et qu'ils aient trouvé depuis au moins six mois un emploi productif dans la profession pour laquelle ils ont été rééduqués.

Le concours aux indemnités de réinstallation est subordonné à la condition que les travailleurs en chômage aient été amenés à changer de domicile à l'intérieur de la Communauté et aient trouvé dans leur nouvelle résidence un emploi productif depuis au moins six mois.

Le concours donné en faveur des travailleurs en cas de reconversion d'une entreprise est subordonné aux conditions suivantes :

a) que les travailleurs en cause soient de nouveau pleinement occupés dans cette entreprise depuis au moins six mois,

b) que le gouvernement intéressé ait présenté préalablement un projet établi par l'entreprise en question, relatif à la reconversion en cause et à son financement et

c) que la Commission ait donné son approbation préalable à ce projet de reconversion.

ARTICLE 126

A l'expiration de la période de transition, le Conseil, sur avis de la Commission et après consultation du Comité économique et social et de l'Assemblée, peut :

a) à la majorité qualifiée, disposer que tout ou partie des concours visés à l'article 125 ne seront plus octroyés,

b) à l'unanimité, déterminer les missions nouvelles qui peuvent être confiées au Fonds, dans le cadre de son mandat tel qu'il est défini à l'article 123.

ARTICLE 127

Sur proposition de la Commission et après consultation du Comité économique et social et de l'Assemblée, le Conseil établit à la majorité qualifiée

les dispositions réglementaires nécessaires à l'exécution des articles 124 à 126 inclus; il fixe notamment les modalités relatives aux conditions dans lesquelles le concours du Fonds est accordé aux termes de l'article 125, ainsi qu'aux catégories d'entreprises dont les travailleurs bénéficient du concours prévu à l'article 125 paragraphe 1 b).

ARTICLE 128

Sur proposition de la Commission et après consultation du Comité économique et social, le Conseil établit les principes généraux pour la mise en œuvre d'une politique commune de formation professionnelle qui puisse contribuer au développement harmonieux tant des économies nationales que du marché commun.

TITRE IV

La Banque européenne d'investissement

ARTICLE 129

Il est institué une Banque européenne d'investissement dotée de la personnalité juridique.

Les membres de la Banque européenne d'investissement sont les États membres.

Les Statuts de la Banque européenne d'investissement font l'objet d'un Protocole annexé au présent Traité.

ARTICLE 130

La Banque européenne d'investissement a pour mission de contribuer, en faisant appel aux marchés des capitaux et à ses ressources propres, au développement équilibré et sans heurt du marché commun dans l'intérêt de la Communauté. A cette fin, elle facilite, par l'octroi de prêts et de garanties, sans poursuivre de but lucratif, le financement des projets ci-après dans tous les secteurs de l'économie :

a) projets envisageant la mise en valeur des régions moins développées,

b) projets visant la modernisation ou la conversion d'entreprises ou la création d'activités nouvelles appelées par l'établissement progressif du marché commun, qui, par leur ampleur ou par leur nature, ne peuvent être entièrement couverts par les divers moyens de financement existant dans chacun des États membres,

c) projets d'intérêt commun pour plusieurs États membres qui, par leur ampleur ou par leur nature, ne peuvent être entièrement couverts par les divers moyens de financement existant dans chacun des États membres.

QUATRIÈME PARTIE

L'association
des pays et territoires d'outre-mer

ARTICLE 131

Les États membres conviennent d'associer à la Communauté les pays et territoires non-européens entretenant avec la Belgique, la France, l'Italie et les Pays-Bas des relations particulières. Ces pays et territoires, ci-après dénommés « pays et territoires », sont énumérés à la liste qui fait l'objet de l'Annexe IV du présent Traité.

Le but de l'association est la promotion du développement économique et social des pays et territoires, et l'établissement de relations économiques étroites entre eux et la Communauté dans son ensemble.

Conformément aux principes énoncés dans le préambule du présent Traité, l'association doit en premier lieu permettre de favoriser les intérêts des habitants de ces pays et territoires et leur prospérité, de manière à les conduire au développement économique, social et culturel qu'ils attendent.

ARTICLE 132

L'association poursuit les objectifs ci-après :

1. Les États membres appliquent à leurs échanges commerciaux avec les pays et territoires le régime qu'ils s'accordent entre eux en vertu du présent Traité.
2. Chaque pays ou territoire applique à ses échanges commerciaux avec les États membres et les autres pays et territoires le régime qu'il applique à l'État européen avec lequel il entretient des relations particulières.
3. Les États membres contribuent aux investissements que demande le développement progressif de ces pays et territoires.
4. Pour les investissements financés par la Communauté, la participation aux adjudications et fournitures est ouverte, à égalité de conditions, à toutes les personnes physiques et morales ressortissant des États membres et des pays et territoires.

5. Dans les relations entre les États membres et les pays et territoires, le droit d'établissement des ressortissants et sociétés est réglé conformément aux dispositions et par application des procédures prévues au chapitre relatif au droit d'établissement et sur une base non discriminatoire, sous réserve des dispositions particulières prises en vertu de l'article 136.

ARTICLE 133

1. Les importations originaires des pays et territoires bénéficient à leur entrée dans les États membres de l'élimination totale des droits de douane qui intervient progressivement entre les États membres conformément aux dispositions du présent Traité.

2. A l'entrée dans chaque pays et territoire les droits de douane frappant les importations des États membres et des autres pays et territoires sont progressivement supprimés conformément aux dispositions des articles 12, 13, 14, 15 et 17.

3. Toutefois, les pays et territoires peuvent percevoir des droits de douane qui répondent aux nécessités de leur développement et aux besoins de leur industrialisation ou qui, de caractère fiscal, ont pour but d'alimenter leur budget.

Les droits visés à l'alinéa ci-dessus sont cependant progressivement réduits jusqu'au niveau de ceux qui frappent les importations des produits en provenance de l'État membre avec lequel chaque pays ou territoire entretient des relations particulières. Les pourcentages et le rythme des réductions prévus dans le présent Traité sont applicables à la différence existant entre le droit frappant le produit en provenance de l'État membre qui entretient des relations particulières avec le pays ou territoire et celui dont est frappé le même produit en provenance de la Communauté à son entrée dans le pays ou territoire importateur.

4. Le paragraphe 2 n'est pas applicable aux pays et territoires qui, en raison des obligations internationales particulières auxquelles ils sont soumis, appliquent déjà à l'entrée en vigueur du présent Traité un tarif douanier non discriminatoire.

5. L'établissement ou la modification de droits de douane frappant les marchandises importées dans les pays et territoires ne doit pas donner lieu, en droit ou en fait, à une discrimination directe ou indirecte entre les importations en provenance des divers États membres.

ARTICLE 134

Si le niveau des droits applicables aux marchandises en provenance d'un pays tiers à l'entrée dans un pays ou territoire est, compte tenu de l'application des dispositions de l'article 133 paragraphe 1, de nature à provoquer des détournements de trafic au détriment d'un des États membres, celui-ci peut demander à la Commission de proposer aux autres États membres les mesures nécessaires pour remédier à cette situation.

ARTICLE 135

Sous réserve des dispositions qui régissent la santé publique, la sécurité publique et l'ordre public, la liberté de circulation des travailleurs des pays et territoires dans les États membres et des travailleurs des États membres dans les pays et territoires sera réglée par des conventions ultérieures qui requièrent l'unanimité des États membres.

ARTICLE 136

Pour une première période de cinq ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité, une Convention d'application annexée à ce Traité fixe les modalités et la procédure de l'association entre les pays et territoires et la Communauté.

Avant l'expiration de la Convention prévue à l'alinéa ci-dessus, le Conseil statuant à l'unanimité établit, à partir des réalisations acquises et sur la base des principes inscrits dans le présent Traité, les dispositions à prévoir pour une nouvelle période.

CINQUIÈME PARTIE

Les institutions de la Communauté

TITRE I

Dispositions institutionnelles

Chapitre 1

LES INSTITUTIONS

Section première

L'Assemblée

ARTICLE 137

L'Assemblée, composée de représentants des peuples des États réunis dans la Communauté, exerce les pouvoirs de délibération et de contrôle qui lui sont attribués par le présent Traité.

ARTICLE 138

1. L'Assemblée est formée de délégués que les Parlements sont appelés à désigner en leur sein selon la procédure fixée par chaque État membre.

2. Le nombre de ces délégués est fixé ainsi qu'il suit :

Belgique	14
Allemagne	36
France	36
Italie.....	36
Luxembourg	6
Pays-Bas	14

3. L'Assemblée élaborera des projets en vue de permettre l'élection au suffrage universel direct selon une procédure uniforme dans tous les États membres.

Le Conseil statuant à l'unanimité arrêtera les dispositions dont il recommandera l'adoption par les États membres, conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

ARTICLE 139

L'Assemblée tient une session annuelle. Elle se réunit de plein droit le troisième mardi d'octobre.

L'Assemblée peut se réunir en session extraordinaire à la demande de la majorité de ses membres, du Conseil ou de la Commission.

ARTICLE 140

L'Assemblée désigne parmi ses membres son président et son bureau.

Les membres de la Commission peuvent assister à toutes les séances et sont entendus au nom de celle-ci sur leur demande.

La Commission répond oralement ou par écrit aux questions qui lui sont posées par l'Assemblée ou par ses membres.

Le Conseil est entendu par l'Assemblée dans les conditions qu'il arrête dans son règlement intérieur.

ARTICLE 141

Sauf dispositions contraires du présent Traité, l'Assemblée statue à la majorité absolue des suffrages exprimés.

Le règlement intérieur fixe le quorum.

ARTICLE 142

L'Assemblée arrête son règlement intérieur à la majorité des membres qui la composent.

Les actes de l'Assemblée sont publiés dans les conditions prévues par ce règlement.

ARTICLE 143

L'Assemblée procède, en séance publique, à la discussion du rapport général annuel qui lui est soumis par la Commission.

ARTICLE 144

L'Assemblée, saisie d'une motion de censure sur la gestion de la Commission, ne peut se prononcer sur cette motion que trois jours au moins après son dépôt et par un scrutin public.

Si la motion de censure est adoptée à la majorité des deux tiers des voix exprimées et à la majorité des membres qui composent l'Assemblée, les membres de la Commission doivent abandonner collectivement leurs fonctions. Ils continuent à expédier les affaires courantes jusqu'à leur remplacement conformément à l'article 158.

Section deuxième

Le Conseil

ARTICLE 145

En vue d'assurer la réalisation des objets fixés par le présent Traité et dans les conditions prévues par celui-ci, le Conseil :

- assure la coordination des politiques économiques générales des États membres,
- dispose d'un pouvoir de décision.

ARTICLE 146

Le Conseil est formé par les représentants des États membres. Chaque gouvernement y délègue un de ses membres.

La présidence est exercée à tour de rôle par chaque membre du Conseil pour une durée de six mois, suivant l'ordre alphabétique des États membres.

ARTICLE 147

Le Conseil se réunit sur convocation de son président, à l'initiative de celui-ci, d'un de ses membres ou de la Commission.

ARTICLE 148

1. Sauf dispositions contraires du présent Traité, les délibérations du Conseil sont acquises à la majorité des membres qui le composent.

2. Pour les délibérations du Conseil qui requièrent une majorité qualifiée, les voix des membres sont affectées de la pondération suivante :

Belgique.....	2
Allemagne.....	4
France.....	4
Italie.....	4
Luxembourg.....	1
Pays-Bas.....	2

Les délibérations sont acquises si elles ont recueilli au moins .

— douze voix lorsqu'en vertu du présent Traité elles doivent être prises sur proposition de la Commission,

— douze voix exprimant le vote favorable d'au moins quatre membres dans les autres cas.

3. Les abstentions des membres présents ou représentés ne font pas obstacle à l'adoption des délibérations du Conseil qui requièrent l'unanimité.

ARTICLE 149

Lorsqu'en vertu du présent Traité, un acte du Conseil est pris sur proposition de la Commission, le Conseil ne peut prendre un acte constituant amendement de la proposition que statuant à l'unanimité.

Tant que le Conseil n'a pas statué, la Commission peut modifier sa proposition initiale, notamment dans le cas où l'Assemblée a été consultée sur cette proposition.

ARTICLE 150

En cas de vote, chaque membre du Conseil peut recevoir délégation d'un seul des autres membres.

ARTICLE 151

Le Conseil arrête son règlement intérieur.

Ce règlement peut prévoir la constitution d'un comité formé de représentants des États membres. Le Conseil détermine la mission et la compétence de ce comité.

ARTICLE 152

Le Conseil peut demander à la Commission de procéder à toutes études qu'il juge opportunes pour la réalisation des objectifs communs, et de lui soumettre toutes propositions appropriées.

ARTICLE 153

Le Conseil arrête, après avis de la Commission, le statut des comités prévus par le présent Traité.

ARTICLE 154

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, fixe les traitements, indemnités et pensions du président et des membres de la Commission, du président, des juges, des avocats généraux et du greffier de la Cour de Justice. Il fixe également, à la même majorité, toutes indemnités tenant lieu de rémunération.

Section troisième

La Commission

ARTICLE 155

En vue d'assurer le fonctionnement et le développement du marché commun, la Commission :

— veille à l'application des dispositions du présent Traité ainsi que des dispositions prises par les institutions en vertu de celui-ci,

— formule des recommandations ou des avis sur les matières qui font l'objet du présent Traité, si celui-ci le prévoit expressément ou si elle l'estime nécessaire,

— dispose d'un pouvoir de décision propre et participe à la formation des actes du Conseil et de l'Assemblée dans les conditions prévues au présent Traité,

— exerce les compétences que le Conseil lui confère pour l'exécution des règles qu'il établit.

ARTICLE 156

La Commission publie tous les ans, un mois au moins avant l'ouverture de la session de l'Assemblée, un rapport général sur l'activité de la Communauté.

ARTICLE 157

1. La Commission est composée de neuf membres, choisis en raison de leur compétence générale et offrant toutes garanties d'indépendance.

Le nombre des membres de la Commission peut être modifié par le Conseil statuant à l'unanimité.

Seuls les nationaux des États membres peuvent être membres de la Commission.

La Commission ne peut comprendre plus de deux membres ayant la nationalité d'un même État.

2. Les membres de la Commission exercent leurs fonctions en pleine indépendance, dans l'intérêt général de la Communauté.

Dans l'accomplissement de leurs devoirs, ils ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun gouvernement ni d'aucun organisme. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec le caractère de leurs fonctions. Chaque État membre s'engage à respecter ce caractère et à ne pas chercher à influencer les membres de la Commission dans l'exécution de leur tâche.

Les membres de la Commission ne peuvent, pendant la durée de leurs fonctions, exercer aucune autre activité professionnelle rémunérée ou non. Ils prennent, lors de leur installation, l'engagement solennel de respecter, pendant la durée de leurs fonctions et après la cessation de celles-ci, les obligations découlant de leur charge, notamment les devoirs d'honnêteté et de délicatesse quant à l'acceptation, après cette cessation, de certaines fonctions ou de certains avantages. En cas de violation de ces obligations, la Cour de Justice, saisie par le Conseil ou par la Commission, peut, selon le cas, prononcer la démission d'office dans les conditions de l'article 160 ou la déchéance du droit à pension de l'intéressé ou d'autres avantages en tenant lieu.

ARTICLE 158

Les membres de la Commission sont nommés d'un commun accord par les gouvernements des États membres.

Leur mandat a une durée de quatre ans. Il est renouvelable.

ARTICLE 159

En dehors des renouvellements réguliers et des décès, les fonctions de membre de la Commission prennent fin individuellement par démission volontaire ou d'office.

L'intéressé est remplacé pour la durée du mandat restant à courir. Le Conseil statuant à l'unanimité peut décider qu'il n'y a pas lieu à remplacement.

Sauf cas de démission d'office prévu à l'article 160, les membres de la Commission restent en fonctions jusqu'à ce qu'il soit pourvu à leur remplacement.

ARTICLE 160

Tout membre de la Commission, s'il ne remplit plus les conditions nécessaires à l'exercice de ses fonctions ou s'il a commis une faute grave, peut être déclaré démissionnaire par la Cour de Justice, à la requête du Conseil ou de la Commission.

En pareil cas, le Conseil, statuant à l'unanimité, peut, à titre provisoire, le suspendre de ses fonctions et pourvoir à son remplacement jusqu'au moment où la Cour de Justice se sera prononcée.

La Cour de Justice peut, à titre provisoire, le suspendre de ses fonctions, à la requête du Conseil ou de la Commission.

ARTICLE 161

Le président et les deux vice-présidents de la Commission sont désignés parmi les membres de celle-ci pour deux ans, selon la même procédure que celle prévue pour la nomination des membres de la Commission. Leur mandat peut être renouvelé.

Sauf dans le cas d'un renouvellement général, la nomination est faite après consultation de la Commission.

En cas de démission ou de décès, le président et les vice-présidents sont remplacés pour la durée du mandat restant à courir, dans les conditions fixées à l'alinéa 1.

ARTICLE 162

Le Conseil et la Commission procèdent à des consultations réciproques et organisent d'un commun accord les modalités de leur collaboration.

La Commission fixe son règlement intérieur en vue d'assurer son fonctionnement et celui de ses services dans les conditions prévues par le présent Traité. Elle assure la publication de ce règlement.

ARTICLE 163

Les délibérations de la Commission sont acquises à la majorité du nombre des membres prévu à l'article 157.

La Commission ne peut siéger valablement que si le nombre de membres fixé dans son règlement intérieur est présent.

1

Section quatrième

La Cour de Justice

ARTICLE 164

La Cour de Justice assure le respect du droit dans l'interprétation et l'application du présent Traité.

ARTICLE 165

La Cour de Justice est formée de sept juges.

La Cour de Justice siège en séance plénière. Toutefois, elle peut créer en son sein des chambres composées chacune de trois ou cinq juges, en vue, soit de procéder à certaines mesures d'instruction, soit de juger certaines catégories d'affaires, dans les conditions prévues par un règlement établi à cet effet.

Dans tous les cas, la Cour de Justice siège en séance plénière pour statuer dans les affaires dont elle est saisie par un État membre ou une institution de la Communauté, ainsi que sur les questions préjudicielles qui lui sont soumises en vertu de l'article 177.

Si la Cour de Justice le demande, le Conseil, statuant à l'unanimité, peut augmenter le nombre des juges et apporter les adaptations nécessaires aux alinéas 2 et 3 et à l'article 167 alinéa 2.

ARTICLE 166

La Cour de Justice est assistée de deux avocats généraux.

L'avocat général a pour rôle de présenter publiquement, en toute impartialité et en toute indépendance, des conclusions motivées sur les affaires soumises à la Cour de Justice, en vue d'assister celle-ci dans l'accomplissement de sa mission, telle qu'elle est définie à l'article 164.

Si la Cour de Justice le demande, le Conseil, statuant à l'unanimité, peut augmenter le nombre des avocats généraux et apporter les adaptations nécessaires à l'article 167 alinéa 3.

ARTICLE 167

Les juges et les avocats généraux, choisis parmi des personnalités offrant toutes garanties d'indépendance, et qui réunissent les conditions requises pour l'exercice, dans leurs pays respectifs, des plus hautes fonctions juridictionnelles, ou qui sont des jurisconsultes possédant des compétences notoires, sont nommés d'un commun accord pour six ans par les gouvernements des États membres.

Un renouvellement partiel des juges a lieu tous les trois ans. Il porte alternativement sur trois et quatre juges. Les trois juges dont la désignation est sujette à renouvellement à la fin de la première période de trois ans sont désignés par le sort.

Un renouvellement partiel des avocats généraux a lieu tous les trois ans. L'avocat général dont la désignation est sujette à renouvellement à la fin de la première période de trois ans est désigné par le sort.

Les juges et les avocats généraux sortants peuvent être nommés de nouveau.

Les juges désignent parmi eux, pour trois ans, le président de la Cour de Justice. Son mandat est renouvelable.

ARTICLE 168

La Cour de Justice nomme son greffier, dont elle fixe le statut.

ARTICLE 169

Si la Commission estime qu'un État membre a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu du présent Traité, elle émet un avis motivé à ce sujet, après avoir mis cet État en mesure de présenter ses observations.

Si l'État en cause ne se conforme pas à cet avis dans le délai déterminé par la Commission, celle-ci peut saisir la Cour de Justice.

ARTICLE 170

Chacun des États membres peut saisir la Cour de Justice s'il estime qu'un autre État membre a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu du présent Traité.

Avant qu'un État membre n'introduise, contre un autre État membre, un recours fondé sur une prétendue violation des obligations qui lui incombent en vertu du présent Traité, il doit en saisir la Commission.

La Commission émet un avis motivé après que les États intéressés ont été mis en mesure de présenter contradictoirement leurs observations écrites et orales.

Si la Commission n'a pas émis l'avis dans un délai de trois mois à compter de la demande, l'absence d'avis ne fait pas obstacle à la saisine de la Cour de Justice.

ARTICLE 171

Si la Cour de Justice reconnaît qu'un État membre a manqué à une des obligations qui lui incombent en vertu du présent Traité, cet État est tenu de prendre les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour de Justice.

ARTICLE 172

Les règlements établis par le Conseil en vertu des dispositions du présent Traité peuvent attribuer à la Cour de Justice une compétence de pleine juridiction en ce qui concerne les sanctions prévues dans ces règlements.

ARTICLE 173

La Cour de Justice contrôle la légalité des actes du Conseil et de la Commission, autres que les recommandations ou avis. A cet effet, elle est compétente pour se prononcer sur les recours pour incompétence, violation des formes substantielles, violation du présent Traité ou de toute règle de droit relative à son application, ou détournement de pouvoir, formés par un État membre, le Conseil ou la Commission.

Toute personne physique ou morale peut former, dans les mêmes conditions, un recours contre les décisions dont elle est le destinataire, et contre les décisions qui, bien que prises sous l'apparence d'un règlement ou d'une décision adressée à une autre personne, la concernent directement et individuellement.

Les recours prévus au présent article doivent être formés dans un délai de deux mois à compter, suivant le cas, de la publication de l'acte, de sa notification au requérant, ou, à défaut, du jour où celui-ci en a eu connaissance.

ARTICLE 174

Si le recours est fondé, la Cour de Justice déclare nul et non avenu l'acte contesté.

Toutefois, en ce qui concerne les règlements, la Cour de Justice indique, si elle l'estime nécessaire, ceux des effets du règlement annulé qui doivent être considérés comme définitifs.

ARTICLE 175

Dans le cas où, en violation du présent Traité, le Conseil ou la Commission s'abstient de statuer, les États membres et les autres institutions de la Communauté peuvent saisir la Cour de Justice en vue de faire constater cette violation.

Ce recours n'est recevable que si l'institution en cause a été préalablement invitée à agir. Si, à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de cette invitation, l'institution n'a pas pris position, le recours peut être formé dans un nouveau délai de deux mois.

Toute personne physique ou morale peut saisir la Cour de Justice dans les conditions fixées aux alinéas précédents pour faire grief à l'une des institutions de la Communauté d'avoir manqué de lui adresser un acte autre qu'une recommandation ou un avis.

ARTICLE 176

L'institution dont émane l'acte annulé, ou dont l'abstention a été déclarée contraire au présent Traité, est tenue de prendre les mesures que comporte l'exécution de l'arrêt de la Cour de Justice.

Cette obligation ne préjuge pas celle qui peut résulter de l'application de l'article 215 alinéa 2.

ARTICLE 177

La Cour de Justice est compétente pour statuer, à titre préjudiciel,

- a) sur l'interprétation du présent Traité,
- b) sur la validité et l'interprétation des actes pris par les institutions de la Communauté.

c) sur l'interprétation des statuts des organismes créés par un acte du Conseil, lorsque ces statuts le prévoient.

Lorsqu'une telle question est soulevée devant une juridiction d'un des États membres, cette juridiction peut, si elle estime qu'une décision sur ce point est nécessaire pour rendre son jugement, demander à la Cour de Justice de statuer sur cette question.

Lorsqu'une telle question est soulevée dans une affaire pendante devant une juridiction nationale dont les décisions ne sont pas susceptibles d'un recours juridictionnel de droit interne, cette juridiction est tenue de saisir la Cour de Justice.

ARTICLE 178

La Cour de Justice est compétente pour connaître des litiges relatifs à la réparation des dommages visés à l'article 215 alinéa 2.

ARTICLE 179

La Cour de Justice est compétente pour statuer sur tout litige entre la Communauté et ses agents dans les limites et conditions déterminées au statut ou résultant du régime applicable à ces derniers.

ARTICLE 180

La Cour de Justice est compétente, dans les limites ci-après, pour connaître des litiges concernant :

a) l'exécution des obligations des États membres résultant des Statuts de la Banque européenne d'investissement. Le Conseil d'administration de la Banque dispose à cet égard des pouvoirs reconnus à la Commission par l'article 169,

b) les délibérations du Conseil des Gouverneurs de la Banque. Chaque État membre, la Commission et le Conseil d'administration de la Banque peuvent former un recours en cette matière dans les conditions prévues à l'article 173,

c) les délibérations du Conseil d'administration de la Banque. Les recours contre ces délibérations ne peuvent être formés, dans les conditions fixées à l'article 173, que par les États membres ou la Commission, et seulement pour violation des formes prévues à l'article 21 paragraphes 2 et 5 à 7 inclus des Statuts de la Banque.

ARTICLE 181

La Cour de Justice est compétente pour statuer en vertu d'une clause compromissoire contenue dans un contrat de droit public ou de droit privé passé par la Communauté ou pour son compte.

ARTICLE 182

La Cour de Justice est compétente pour statuer sur tout différend entre États membres en connexité avec l'objet du présent Traité, si ce différend lui est soumis en vertu d'un compromis.

ARTICLE 183

Sous réserve des compétences attribuées à la Cour de Justice par le présent Traité, les litiges auxquels la Communauté est partie ne sont pas, de ce chef, soustraits à la compétence des juridictions nationales.

ARTICLE 184

Nonobstant l'expiration du délai prévu à l'article 173 alinéa 3, toute partie peut, à l'occasion d'un litige mettant en cause un règlement du Conseil ou de la Commission, se prévaloir des moyens prévus à l'article 173 alinéa 1, pour invoquer devant la Cour de Justice l'inapplicabilité de ce règlement.

ARTICLE 185

Les recours formés devant la Cour de Justice n'ont pas d'effet suspensif. Toutefois, la Cour de Justice peut, si elle estime que les circonstances l'exigent, ordonner le sursis à l'exécution de l'acte attaqué.

ARTICLE 186

Dans les affaires dont elle est saisie, la Cour de Justice peut prescrire les mesures provisoires nécessaires.

ARTICLE 187

Les arrêts de la Cour de Justice ont force exécutoire dans les conditions fixées à l'article 192.

ARTICLE 188

Le Statut de la Cour de Justice est fixé par un Protocole séparé.

La Cour de Justice établit son règlement de procédure. Ce règlement est soumis à l'approbation unanime du Conseil.

Chapitre 2

DISPOSITIONS COMMUNES A PLUSIEURS INSTITUTIONS

ARTICLE 189

Pour l'accomplissement de leur mission et dans les conditions prévues au présent Traité, le Conseil et la Commission arrêtent des règlements et des directives, prennent des décisions et formulent des recommandations ou des avis.

Le règlement a une portée générale. Il est obligatoire dans tous ses éléments et il est directement applicable dans tout État membre.

La directive lie tout État membre destinataire quant au résultat à atteindre, tout en laissant aux instances nationales la compétence quant à la forme et aux moyens.

La décision est obligatoire en tous ses éléments pour les destinataires qu'elle désigne.

Les recommandations et les avis ne lient pas.

ARTICLE 190

Les règlements, les directives et les décisions du Conseil et de la Commission sont motivés et visent les propositions ou avis obligatoirement recueillis en exécution du présent Traité.

ARTICLE 191

Les règlements sont publiés dans le *Journal Officiel de la Communauté*. Ils entrent en vigueur à la date qu'ils fixent ou, à défaut, le vingtième jour suivant leur publication.

Les directives et les décisions sont notifiées à leurs destinataires et prennent effet par cette notification.

ARTICLE 192

Les décisions du Conseil ou de la Commission qui comportent, à la charge des personnes autres que les États, une obligation pécuniaire, forment titre exécutoire.

L'exécution forcée est régie par les règles de la procédure civile en vigueur dans l'État sur le territoire duquel elle a lieu. La formule exécutoire est apposée, sans autre contrôle que celui de la vérification de l'authenticité du titre, par l'autorité nationale que le gouvernement de chacun des États membres désignera à cet effet et dont il donnera connaissance à la Commission et à la Cour de Justice.

Après l'accomplissement de ces formalités à la demande de l'intéressé, celui-ci peut poursuivre l'exécution forcée en saisissant directement l'organe compétent, suivant la législation nationale.

L'exécution forcée ne peut être suspendue qu'en vertu d'une décision de la Cour de Justice. Toutefois, le contrôle de la régularité des mesures d'exécution relève de la compétence des juridictions nationales.

Chapitre 3

LE COMITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

ARTICLE 193

Il est institué un Comité économique et social, à caractère consultatif.

Le Comité est composé de représentants des différentes catégories de la vie économique et sociale, notamment des producteurs, des agriculteurs, des transporteurs, des travailleurs, des négociants et artisans, des professions libérales et de l'intérêt général.

ARTICLE 194

Le nombre des membres du Comité est fixé ainsi qu'il suit :

Belgique	12
Allemagne	24
France	24
Italie.....	24
Luxembourg	5
Pays-Bas	12

Les membres du Comité sont nommés, pour quatre ans, par le Conseil statuant à l'unanimité. Leur mandat est renouvelable.

Les membres du Comité sont désignés à titre personnel et ne doivent être liés par aucun mandat impératif.

ARTICLE 195

1. En vue de la nomination des membres du Comité, chaque État membre adresse au Conseil une liste comprenant un nombre de candidats double de celui des sièges attribués à ses ressortissants.

La composition du Comité doit tenir compte de la nécessité d'assurer une représentation adéquate aux différentes catégories de la vie économique et sociale.

2. Le Conseil consulte la Commission. Il peut recueillir l'opinion des organisations européennes représentatives des différents secteurs économiques et sociaux intéressés à l'activité de la Communauté.

ARTICLE 196

Le Comité désigne parmi ses membres son président et son bureau pour une durée de deux ans.

Il établit son règlement intérieur et le soumet à l'approbation du Conseil statuant à l'unanimité.

Le Comité est convoqué par son président à la demande du Conseil ou de la Commission.

ARTICLE 197

Le Comité comprend des sections spécialisées pour les principaux domaines couverts par le présent Traité.

Il comporte notamment une section de l'agriculture et une section des transports, qui font l'objet des dispositions particulières prévues aux titres relatifs à l'agriculture et aux transports.

Le fonctionnement des sections spécialisées s'exerce dans le cadre des compétences générales du Comité. Les sections spécialisées ne peuvent être consultées indépendamment du Comité.

Il peut être institué d'autre part au sein du Comité des sous-comités appelés à élaborer, sur des questions ou dans des domaines déterminés, des projets d'avis à soumettre aux délibérations du Comité.

Le règlement intérieur fixe les modalités de composition et les règles de compétence concernant les sections spécialisées et les sous-comités.

ARTICLE 198

Le Comité est obligatoirement consulté par le Conseil ou par la Commission dans les cas prévus au présent Traité. Il peut être consulté par ces institutions dans tous les cas où elles le jugent opportun.

S'il l'estime nécessaire, le Conseil ou la Commission impartit au Comité, pour présenter son avis, un délai qui ne peut être inférieur à dix jours à compter de la communication qui est adressée à cet effet au président. A l'expiration du délai imparti, il peut être passé outre à l'absence d'avis.

L'avis du Comité et l'avis de la section spécialisée, ainsi qu'un compte rendu des délibérations, sont transmis au Conseil et à la Commission.

TITRE II

Dispositions financières

ARTICLE 199

Toutes les recettes et les dépenses de la Communauté, y compris celles qui se rapportent au Fonds social européen, doivent faire l'objet de prévisions pour chaque exercice budgétaire et être inscrites au budget.

Le budget doit être équilibré en recettes et en dépenses.

ARTICLE 200

1. Les recettes du budget comprennent, sans préjudice d'autres recettes, les contributions financières des États membres déterminées selon la clef de répartition suivante :

Belgique	7,9
Allemagne.....	28
France	28
Italie	28
Luxembourg.....	0,2
Pays-Bas	7,9

2. Toutefois, les contributions financières des États membres destinées à faire face aux dépenses du Fonds social européen sont déterminées selon la clef de répartition suivante :

Belgique	8,8
Allemagne.....	32
France	32
Italie	20
Luxembourg.....	0,2
Pays-Bas	7

3. Les clefs de répartition peuvent être modifiées par le Conseil statuant à l'unanimité.

ARTICLE 201

La Commission étudiera dans quelles conditions les contributions financières des États membres prévues à l'article 200 pourraient être remplacées par des ressources propres, notamment par des recettes provenant du tarif douanier commun lorsque celui-ci aura été définitivement mis en place.

A cet effet, la Commission présentera des propositions au Conseil.

Le Conseil statuant à l'unanimité, pourra, après avoir consulté l'Assemblée sur ces propositions, arrêter les dispositions dont il recommandera l'adoption par les États membres conformément à leurs règles constitutionnelles respectives.

ARTICLE 202

Les dépenses inscrites au budget sont autorisées pour la durée d'un exercice budgétaire, sauf dispositions contraires du règlement pris en exécution de l'article 209.

Dans les conditions qui seront déterminées en application de l'article 209, les crédits, autres que ceux relatifs aux dépenses de personnel, qui seront inutilisés à la fin de l'exercice budgétaire, pourront faire l'objet d'un report qui sera limité au seul exercice suivant.

Les crédits sont spécialisés par chapitres groupant les dépenses selon leur nature ou leur destination, et subdivisés, pour autant que de besoin, conformément au règlement pris en exécution de l'article 209.

Les dépenses de l'Assemblée, du Conseil, de la Commission et de la Cour de Justice font l'objet de parties séparées du budget sans préjudice d'un régime spécial pour certaines dépenses communes.

ARTICLE 203

1. L'exercice budgétaire commence le 1^{er} janvier et s'achève le 31 décembre.
2. Chacune des institutions de la Communauté dresse un état prévisionnel de ses dépenses. La Commission groupe ces états dans un avant-projet de budget. Elle y joint un avis qui peut comporter des prévisions divergentes.

Le Conseil doit être saisi par la Commission de l'avant-projet de budget au plus tard le 30 septembre de l'année qui précède celle de son exécution.

Le Conseil consulte la Commission, et le cas échéant les autres institutions intéressées, toutes les fois qu'il entend s'écarter de cet avant-projet.

3. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, établit le projet de budget et le transmet ensuite à l'Assemblée.

L'Assemblée doit être saisie du projet de budget au plus tard le 31 octobre de l'année qui précède celle de son exécution.

L'Assemblée a le droit de proposer au Conseil des modifications au projet de budget.

4. Si dans un délai d'un mois après communication du projet de budget, l'Assemblée a donné son approbation, ou si elle n'a pas transmis son avis au Conseil, le projet de budget est réputé définitivement arrêté.

Si dans ce délai, l'Assemblée a proposé des modifications, le projet de budget ainsi modifié est transmis au Conseil. Celui-ci en délibère avec la Commission, et le cas échéant avec les autres institutions intéressées, et arrête définitivement le budget en statuant à la majorité qualifiée.

5. Pour l'adoption de la partie du budget relative au Fonds social européen, les votes des membres du Conseil sont affectés de la pondération suivante :

Belgique	8
Allemagne	32
France	32
Italie.....	20
Luxembourg	1
Pays-Bas	7

Les délibérations sont acquises lorsqu'elles ont recueilli au moins 67 voix.

ARTICLE 204

Si au début d'un exercice budgétaire le budget n'a pas encore été voté, les dépenses pourront être effectuées mensuellement par chapitre ou par autre division, d'après les dispositions du règlement pris en exécution de l'article 209, dans la limite du douzième des crédits ouverts au budget de l'exercice précédent, sans que cette mesure puisse avoir pour effet de mettre à la disposition de la Commission des crédits supérieurs au douzième de ceux prévus dans le projet de budget en préparation.

Le Conseil statuant à la majorité qualifiée peut, sous réserve que les autres conditions fixées à l'alinéa 1 soient respectées, autoriser des dépenses excédant le douzième.

Les États membres versent chaque mois, à titre provisionnel, et conformément aux clefs de répartition retenues pour l'exercice précédent, les sommes nécessaires en vue d'assurer l'application du présent article.

ARTICLE 205

La Commission exécute le budget, conformément aux dispositions du règlement pris en exécution de l'article 209, sous sa propre responsabilité et dans la limite des crédits alloués.

Le règlement prévoit les modalités particulières selon lesquelles chaque institution participe à l'exécution de ses dépenses propres.

A l'intérieur du budget, la Commission peut procéder, dans les limites et conditions fixées par le règlement pris en exécution de l'article 209, à des virements de crédits, soit de chapitre à chapitre, soit de subdivision à subdivision.

ARTICLE 206

Les comptes de la totalité des recettes et dépenses du budget sont examinés par une commission de contrôle, formée de commissaires aux comptes offrant toutes garanties d'indépendance, et présidée par l'un d'eux. Le Conseil statuant à l'unanimité fixe le nombre des commissaires. Les commissaires et le président de la commission de contrôle sont désignés par le Conseil statuant à l'unanimité, pour une période de cinq ans. Leur rémunération est fixée par le Conseil statuant à la majorité qualifiée.

La vérification, qui a lieu sur pièces et au besoin sur place, a pour objet de constater la légalité et la régularité des recettes et dépenses et de s'assurer de la bonne gestion financière. La commission de contrôle établit, après la clôture de chaque exercice, un rapport qu'elle adopte à la majorité des membres qui la composent.

La Commission soumet chaque année au Conseil et à l'Assemblée les comptes de l'exercice écoulé afférents aux opérations du budget, accompagnés

du rapport de la commission de contrôle. En outre, elle leur communique un bilan financier décrivant l'actif et le passif de la Communauté.

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, donne décharge à la Commission sur l'exécution du budget. Il communique sa décision à l'Assemblée.

ARTICLE 207

Le budget est établi dans l'unité de compte fixée conformément aux dispositions du règlement pris en exécution de l'article 209.

Les contributions financières prévues à l'article 200 paragraphe 1, sont mises à la disposition de la Communauté par les États membres dans leur monnaie nationale.

Les soldes disponibles de ces contributions sont déposés auprès des Trésors des États membres ou des organismes désignés par eux. Pendant la durée de ce dépôt, les fonds déposés conservent la valeur correspondant à la parité, en vigueur au jour du dépôt, par rapport à l'unité de compte visée à l'alinéa 1.

Ces disponibilités peuvent être placées dans des conditions qui font l'objet d'accords entre la Commission et l'État membre intéressé.

Le règlement pris en exécution de l'article 209 détermine les conditions techniques dans lesquelles sont effectuées les opérations financières relatives au Fonds social européen.

ARTICLE 208

La Commission peut, sous réserve d'en informer les autorités compétentes des États intéressés, transférer dans la monnaie de l'un des États membres les avoirs qu'elle détient dans la monnaie d'un autre État membre, dans la mesure nécessaire à leur utilisation pour les objets auxquels ils sont destinés par le présent Traité. La Commission évite, dans la mesure du possible, de procéder à de tels transferts, si elle détient des avoirs disponibles ou mobilisables dans les monnaies dont elle a besoin.

La Commission communique avec chacun des États membres par l'intermédiaire de l'autorité qu'il désigne. Dans l'exécution des opérations financières, elle a recours à la Banque d'émission de l'État membre intéressé ou à une autre institution financière agréée par celui-ci.

ARTICLE 209

Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission :

a) arrête les règlements financiers spécifiant notamment les modalités relatives à l'établissement et à l'exécution du budget et à la reddition et à la vérification des comptes,

b) fixe les modalités et la procédure selon lesquelles les contributions des États membres doivent être mises à la disposition de la Commission,

c) détermine les règles et organise le contrôle de la responsabilité des ordonnateurs et comptables.

SIXIÈME PARTIE

Dispositions générales et finales

ARTICLE 210

La Communauté a la personnalité juridique.

ARTICLE 211

Dans chacun des États membres, la Communauté possède la capacité juridique la plus large reconnue aux personnes morales par les législations nationales; elle peut notamment acquérir ou aliéner des biens immobiliers et mobiliers et ester en justice. A cet effet, elle est représentée par la Commission.

ARTICLE 212

Le Conseil statuant à l'unanimité arrête, en collaboration avec la Commission et après consultation des autres institutions intéressées, le statut des fonctionnaires et le régime applicable aux autres agents de la Communauté.

Après l'expiration de la quatrième année suivant l'entrée en vigueur du présent Traité, ce statut et ce régime peuvent être modifiés par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission et après consultation des autres institutions intéressées.

ARTICLE 213

Pour l'accomplissement des tâches qui lui sont confiées, la Commission peut recueillir toutes informations et procéder à toutes vérifications nécessaires, dans les limites et conditions fixées par le Conseil en conformité avec les dispositions du présent Traité.

ARTICLE 214

Les membres des institutions de la Communauté, les membres des comités, ainsi que les fonctionnaires et agents de la Communauté sont tenus, même après la cessation de leurs fonctions, de ne pas divulguer les informations qui, par leur nature, sont couvertes par le secret professionnel, et notamment les renseignements relatifs aux entreprises et concernant leurs relations commerciales ou les éléments de leur prix de revient.

ARTICLE 215

La responsabilité contractuelle de la Communauté est régie par la loi applicable au contrat en cause.

En matière de responsabilité non contractuelle, la Communauté doit réparer, conformément aux principes généraux communs aux droits des États membres, les dommages causés par ses institutions ou par ses agents dans l'exercice de leurs fonctions.

La responsabilité personnelle des agents envers la Communauté est réglée dans les dispositions fixant leur statut ou le régime qui leur est applicable.

ARTICLE 216

Le siège des institutions de la Communauté est fixé du commun accord des gouvernements des États membres.

ARTICLE 217

Le régime linguistique des institutions de la Communauté est fixé, sans préjudice des dispositions prévues dans le règlement de la Cour de Justice, par le Conseil statuant à l'unanimité.

ARTICLE 218

La Communauté jouit, sur les territoires des États membres, des immunités et privilèges nécessaires pour remplir sa mission, dans les conditions définies à un Protocole séparé.

ARTICLE 219

Les États membres s'engagent à ne pas soumettre un différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Traité à un mode de règlement autre que ceux prévus par celui-ci.

ARTICLE 220

Les États membres engageront entre eux, en tant que de besoin, des négociations en vue d'assurer, en faveur de leurs ressortissants :

— la protection des personnes, ainsi que la jouissance et la protection des droits dans les conditions accordées par chaque État à ses propres ressortissants,

— l'élimination de la double imposition à l'intérieur de la Communauté,

— la reconnaissance mutuelle des sociétés au sens de l'article 58 alinéa 2, le maintien de la personnalité juridique en cas de transfert du siège de pays en pays et la possibilité de fusion de sociétés relevant de législations nationales différentes,

— la simplification des formalités auxquelles sont subordonnées la reconnaissance et l'exécution réciproques des décisions judiciaires ainsi que des sentences arbitrales.

ARTICLE 221

Dans un délai de trois ans à compter de l'entrée en vigueur du présent Traité, les États membres accordent le traitement national en ce qui concerne la participation financière des ressortissants des autres États membres au capital des sociétés au sens de l'article 58, sans préjudice de l'application des autres dispositions du présent Traité.

ARTICLE 222

Le présent Traité ne préjuge en rien le régime de la propriété dans les États membres.

ARTICLE 223

1. Les dispositions du présent Traité ne font pas obstacle aux règles ci-après :

a) aucun État membre n'est tenu de fournir des renseignements dont il estimerait la divulgation contraire aux intérêts essentiels de sa sécurité,

b) tout État membre peut prendre les mesures qu'il estime nécessaires à la protection des intérêts essentiels de sa sécurité et qui se rapportent à la production ou au commerce d'armes, de munitions et de matériel de guerre; ces mesures ne doivent pas altérer les conditions de la concurrence dans le marché commun en ce qui concerne les produits non destinés à des fins spécifiquement militaires.

2. Au cours de la première année suivant l'entrée en vigueur du présent Traité, le Conseil statuant à l'unanimité fixe la liste des produits auxquels les dispositions du paragraphe 1 b) s'appliquent.

3. Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission, peut apporter des modifications à cette liste.

ARTICLE 224

Les États membres se consultent en vue de prendre en commun les dispositions nécessaires pour éviter que le fonctionnement du marché commun ne soit affecté par les mesures qu'un État membre peut être appelé à prendre en cas de troubles intérieurs graves affectant l'ordre public, en cas de guerre ou de tension internationale grave constituant une menace de guerre, ou pour faire face aux engagements contractés par lui en vue du maintien de la paix et de la sécurité internationale.

ARTICLE 225

Si des mesures prises dans les cas prévus aux articles 223 et 224 ont pour effet de fausser les conditions de la concurrence dans le marché commun, la Commission examine avec l'État intéressé les conditions dans lesquelles ces mesures peuvent être adaptées aux règles établies par le présent Traité.

Par dérogation à la procédure prévue aux articles 169 et 170, la Commission ou tout État membre peut saisir directement la Cour de Justice, s'il estime qu'un autre État membre fait un usage abusif des pouvoirs prévus aux articles 223 et 224. La Cour de Justice statue à huis clos.

ARTICLE 226

1. Au cours de la période de transition, en cas de difficultés graves et susceptibles de persister dans un secteur de l'activité économique ainsi que de difficultés pouvant se traduire par l'altération grave d'une situation économique régionale, un État membre peut demander à être autorisé à adopter des mesures de sauvegarde permettant de rééquilibrer la situation et d'adapter le secteur intéressé à l'économie du marché commun.

2. Sur demande de l'État intéressé, la Commission, par une procédure d'urgence, fixe sans délai les mesures de sauvegarde qu'elle estime nécessaires, en précisant les conditions et les modalités d'application.

3. Les mesures autorisées aux termes du paragraphe 2 peuvent comporter des dérogations aux règles du présent Traité, dans la mesure et pour les délais strictement nécessaires pour atteindre les buts visés au paragraphe 1. Par priorité devront être choisies les mesures qui apportent le moins de perturbations au fonctionnement du marché commun.

ARTICLE 227

1. Le présent Traité s'applique au Royaume de Belgique, à la République fédérale d'Allemagne, à la République Française, à la République Italienne, au Grand-Duché de Luxembourg et au Royaume des Pays-Bas.

2. En ce qui concerne l'Algérie et les départements français d'outre-mer, les dispositions particulières et générales du présent Traité relatives :

- à la libre circulation des marchandises,
- à l'agriculture, à l'exception de l'article 40 paragraphe 4,
- à la libération des services,
- aux règles de concurrence,
- aux mesures de sauvegarde prévues aux articles 108, 109 et 226,
- aux institutions,

sont applicables dès l'entrée en vigueur du présent Traité.

Les conditions d'application des autres dispositions du présent Traité seront déterminées au plus tard deux ans après son entrée en vigueur, par des décisions du Conseil statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission.

Les institutions de la Communauté veilleront, dans le cadre des procédures prévues par le présent Traité et notamment de l'article 226, à permettre le développement économique et social de ces régions.

3. Les pays et territoires d'outre-mer dont la liste figure à l'Annexe IV du présent Traité font l'objet du régime spécial d'association défini dans la quatrième partie de ce Traité.

4. Les dispositions du présent Traité s'appliquent aux territoires européens dont un État membre assume les relations extérieures.

ARTICLE 228

1. Dans les cas où les dispositions du présent Traité prévoient la conclusion d'accords entre la Communauté et un ou plusieurs États ou une organisation internationale, ces accords sont négociés par la Commission. Sous réserve des compétences reconnues à la Commission dans ce domaine, ils sont conclus par le Conseil, après la consultation de l'Assemblée dans les cas prévus au présent Traité.

Le Conseil, la Commission ou un État membre peut recueillir au préalable l'avis de la Cour de Justice sur la compatibilité de l'accord envisagé avec les dispositions du présent Traité. L'accord qui a fait l'objet d'un avis négatif de la Cour de Justice ne peut entrer en vigueur que dans les conditions fixées selon le cas à l'article 236.

2. Les accords conclus dans les conditions fixées ci-dessus lient les institutions de la Communauté et les États membres.

ARTICLE 229

La Commission est chargée d'assurer toutes liaisons utiles avec les organes des Nations Unies, de leurs institutions spécialisées et de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

Elle assure en outre les liaisons opportunes avec toutes organisations internationales.

ARTICLE 230

La Communauté établit avec le Conseil de l'Europe toutes coopérations utiles.

ARTICLE 231

La Communauté établit avec l'Organisation Européenne de Coopération Économique une étroite collaboration dont les modalités seront fixées d'un commun accord.

ARTICLE 232

1. Les dispositions du présent Traité ne modifient pas celles du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier, notamment en ce qui concerne les droits et obligations des États membres, les pouvoirs des institutions de cette Communauté et les règles posées par ce Traité pour le fonctionnement du marché commun du charbon et de l'acier.

2. Les dispositions du présent Traité ne dérogent pas aux stipulations du Traité instituant la Communauté Européenne de l'Énergie Atomique.

ARTICLE 233

Les dispositions du présent Traité ne font pas obstacle à l'existence et à l'accomplissement des unions régionales entre la Belgique et le Luxembourg, ainsi qu'entre la Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas, dans la mesure où les objectifs de ces unions régionales ne sont pas atteints en application du présent Traité.

ARTICLE 234

Les droits et obligations résultant de conventions conclues antérieurement à l'entrée en vigueur du présent Traité, entre un ou plusieurs États membres d'une part, et un ou plusieurs États tiers d'autre part, ne sont pas affectés par les dispositions du présent Traité.

Dans la mesure où ces conventions ne sont pas compatibles avec le présent Traité, le ou les États membres en cause recourent à tous les moyens appropriés pour éliminer les incompatibilités constatées. En cas de besoin, les États membres se prêtent une assistance mutuelle en vue d'arriver à cette fin, et adoptent le cas échéant une attitude commune.

Dans l'application des conventions visées au premier alinéa, les États membres tiennent compte du fait que les avantages consentis dans le présent Traité par chacun des États membres font partie intégrante de l'établissement de la Communauté et sont, de ce fait, inséparablement liés à la création d'institutions communes, à l'attribution de compétences en leur faveur et à l'octroi des mêmes avantages par tous les autres États membres.

ARTICLE 235

Si une action de la Communauté apparaît nécessaire pour réaliser, dans le fonctionnement du marché commun, l'un des objets de la Communauté, sans que le présent Traité ait prévu les pouvoirs d'action requis à cet effet, le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition de la Commission et après consultation de l'Assemblée, prend les dispositions appropriées.

ARTICLE 236

Le gouvernement de tout État membre ou la Commission peut soumettre au Conseil des projets tendant à la révision du présent Traité.

Si le Conseil, après avoir consulté l'Assemblée et le cas échéant la Commission, émet un avis favorable à la réunion d'une conférence des représentants des gouvernements des États membres, celle-ci est convoquée par le président du Conseil en vue d'arrêter d'un commun accord les modifications à apporter au présent Traité.

Les amendements entreront en vigueur après avoir été ratifiés par tous les États membres en conformité de leurs règles constitutionnelles respectives.

ARTICLE 237

Tout État européen peut demander à devenir membre de la Communauté. Il adresse sa demande au Conseil lequel, après avoir pris l'avis de la Commission, se prononce à l'unanimité.

Les conditions de l'admission et les adaptations du présent Traité que celle-ci entraîne font l'objet d'un accord entre les États membres et l'État demandeur. Cet accord est soumis à la ratification par tous les États contractants, en conformité de leurs règles constitutionnelles respectives.

ARTICLE 238

La Communauté peut conclure avec un État tiers, une union d'États ou une organisation internationale, des accords créant une association caractérisée par des droits et obligations réciproques, des actions en commun et des procédures particulières.

Ces accords sont conclus par le Conseil agissant à l'unanimité et après consultation de l'Assemblée.

Lorsque ces accords impliquent des amendements au présent Traité, ces derniers doivent être préalablement adoptés selon la procédure prévue à l'article 236.

ARTICLE 239

Les Protocoles qui, du commun accord des États membres, seront annexés au présent Traité, en font partie intégrante.

ARTICLE 240

Le présent Traité est conclu pour une durée illimitée.

MISE EN PLACE DES INSTITUTIONS

ARTICLE 241

Le Conseil se réunit dans un délai d'un mois à compter de l'entrée en vigueur du Traité.

ARTICLE 242

Le Conseil prend toutes dispositions utiles pour constituer le Comité économique et social dans un délai de trois mois à compter de sa première réunion.

ARTICLE 243

L'Assemblée se réunit dans un délai de deux mois à compter de la première réunion du Conseil, sur convocation du président de celui-ci, pour élire son bureau et élaborer son règlement intérieur. Jusqu'à l'élection du bureau, elle est présidée par le doyen d'âge.

ARTICLE 244

La Cour de Justice entre en fonctions dès la nomination de ses membres. La première désignation du président est faite pour trois ans dans les mêmes conditions que celles des membres.

La Cour de Justice établit son règlement de procédure dans un délai de trois mois à compter de son entrée en fonctions.

La Cour de Justice ne peut être saisie qu'à partir de la date de publication de ce règlement. Les délais d'introduction des recours ne courent qu'à compter de cette même date.

Dès sa nomination, le président de la Cour de Justice exerce les attributions qui lui sont confiées par le présent Traité.

ARTICLE 245

La Commission entre en fonctions et assume les charges qui lui sont confiées par le présent Traité dès la nomination de ses membres.

Dès son entrée en fonctions, la Commission procède aux études et établit les liaisons nécessaires à l'établissement d'une vue d'ensemble de la situation économique de la Communauté.

ARTICLE 246

1. Le premier exercice financier s'étend de la date d'entrée en vigueur du Traité jusqu'au 31 décembre suivant. Toutefois, cet exercice s'étend jusqu'au 31 décembre de l'année suivant celle de l'entrée en vigueur du Traité, si celle-ci se situe au cours du deuxième semestre.

2. Jusqu'à l'établissement du budget applicable au premier exercice, les États membres font à la Communauté des avances sans intérêts qui viennent en déduction des contributions financières afférentes à l'exécution de ce budget.

3. Jusqu'à l'établissement du statut des fonctionnaires et du régime applicable aux autres agents de la Communauté, prévus à l'article 212, chaque institution recrute le personnel nécessaire et conclut à cet effet des contrats de durée limitée.

Chaque institution examine avec le Conseil les questions relatives au nombre, à la rémunération et à la répartition des emplois.

DISPOSITIONS FINALES

ARTICLE 247

Le présent Traité sera ratifié par les Hautes Parties Contractantes en conformité de leurs règles constitutionnelles respectives. Les instruments de ratification seront déposés auprès du Gouvernement de la République Italienne.

Le présent Traité entrera en vigueur le premier jour du mois suivant le dépôt de l'instrument de ratification de l'État signataire qui procédera le dernier à cette formalité. Toutefois, si ce dépôt a lieu moins de quinze jours avant le début du mois suivant, l'entrée en vigueur du Traité est reportée au premier jour du deuxième mois suivant la date de ce dépôt.

ARTICLE 248

Le présent Traité, rédigé en un exemplaire unique, en langue allemande, en langue française, en langue italienne et en langue néerlandaise, les quatre textes faisant également foi, sera déposé dans les archives du Gouvernement de la République Italienne qui remettra une copie certifiée conforme à chacun des Gouvernements des autres États signataires.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent Traité.

ZU URKUND DESSEN haben die unterzeichneten Bevollmächtigten ihre Unterschriften unter diesen Vertrag gesetzt.

IN FEDE DI CHE, i plenipotenziari sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce al presente Trattato.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden hun handtekening onder dit Verdrag hebben gesteld.

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Rom am fünfundzwanzigsten März neunzehnhundert-siebenundfünfzig.

Fatto a Roma, il venticinque marzo millenovecentocinquantasette.

Gedaan te Rome, de vijfentwintigste maart negentienhonderd zeven-
envijftig.

D. H. Grouchy
A. de Camille



Belkain



W. B. de Meunier

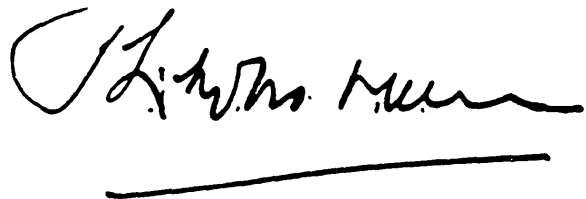
Antonio S. G. M.

Gaetano Testino

Bern





L. de Meunier


ANNEXE I

LISTES A à G

prévues aux articles 19 et 20 du Traité

LISTE A

Liste des positions tarifaires pour lesquelles le calcul de la moyenne arithmétique doit être effectué compte tenu du droit mentionné dans la colonne 3 ci-dessous

— 1 —	— 2 —	— 3 —
Numéros de la Nomenclature de Bruxelles	Désignation des produits	Droits (en %) à prendre en considération pour la France
ex 15.10	Huiles acides de raffinage	18
15.11	Glycérine, y compris les eaux et lessives glycérineuses :	
	— brutes	6
	— épurées	10
19.04	Tapioca, y compris celui de féculé de pommes de terre	45
ex 28.28	Pentoxyde de vanadium	15
ex 28.37	Sulfite de sodium neutre	20
ex 28.52	Chlorure de cérium; sulfate de cérium	20
ex 29.01	Hydrocarbures aromatiques :	
	— Xylènes :	
	— mélanges d'isomères	20
	— orthoxylène, métaxylène, paraxylène	25
	— Styrolène (styrène) monomère	20
	— Isopropylbenzène (cumène)	25

— 1 —	— 2 —	— 3 —
Numéros de la Nomenclature de Bruxelles	Désignation des produits	Droits (en %) à prendre en considération pour la France
ex 29.02	Dichlorométhane	20
	Chlorure de vinylidène monomère	25
ex 29.03	Paratoluène sulfo-chlorure	15
ex 29.15	Téréphtalate de diméthyle	30
ex 29.22	Éthylène diamine et ses sels	20
ex 29.23	Amino-aldéhydes cycliques, aminocétones cycliques et amino-quinones, leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés, nitrosés, leurs sels et leurs esters	25
ex 29.25	Homovératryl amine	25
29.28	Composés diazoïques, azoïques ou azoxyques	25
ex 29.31	Disulfure de benzyle dichloré	25
ex 29.44	Antibiotiques, à l'exception de la pénicilline, de la strep- tomycine, de la chloromycétine et de leurs sels et de l'auréomycine	15
ex 30.02	Vaccins anti-aphteux, souches de micro-organismes des- tinées à leur fabrication; sérums et vaccins contre la peste porcine	15
ex 30.03	Sarkomycine	18
ex 31.02	Engrais minéraux ou chimiques azotés, composés	20
ex 31.03	Engrais minéraux ou chimiques phosphatés :	
	— simples :	
	— superphosphates :	
	— d'os	10
	— autres	12
	— mélangés	7

— 1 —	— 2 —	— 3 —
Numéros de la Nomenclature de Bruxelles	Désignation des produits	Droits (en %) à prendre en considération pour la France
ex 31.04	Engrais minéraux ou chimiques potassiques, mélangés	7
ex 31.05	Autres engrais, y compris les engrais composés et les engrais complexes :	
	— Phosphonitrates et phosphates ammonopotas- siques	10
	— Autres, à l'exception des engrais organiques dis- sous	7
	Engrais présentés soit en tablettes, pastilles et autres formes similaires soit en emballages d'un poids brut maximum de 10 kg	15
ex 32.07	Magnétite naturelle finement broyée des types utilisés pour servir de pigments et destinés exclusivement au lavage du charbon	25
ex 37.02	Pellicules sensibilisées, non impressionnées, perforées :	
	— pour images monochromes, positives, importées en jeux de trois unités non utilisables séparé- ment et destinées à constituer le support d'un film polychrome	20
	— pour images polychromes d'une longueur supé- rieure à 100 mètres	20
ex 39.02	Chlorure de polyvinylidène; butyral en feuilles	30
ex 39.03	Esters de la cellulose, à l'exclusion des nitrates et acétates	20
	Matières plastiques à base d'esters de la cellulose (autres que les nitrates et acétates)	15
	Matières plastiques à base d'éthers ou autres dérivés chimiques de la cellulose	30
ex 39.06	Acide alginique, ses sels et ses esters, à l'état sec	20

— 1 —	— 2 —	— 3 —
Numéros de la Nomenclature de Bruxelles	Désignation des produits	Droits (en %) à prendre en considération pour la France
ex 48.01	Papiers et cartons fabriqués mécaniquement :	
	— Papier et carton kraft	25
	— Autres, formés en continu, en deux ou plusieurs jets, à intérieur en papier kraft	25
48.04	Papiers et cartons simplement assemblés par collage, non imprégnés ni enduits à la surface, même renforcés intérieurement, en rouleau ou en feuilles	25
ex 48.05	Papiers et cartons simplement ondulés	25
	Papiers et cartons kraft simplement crêpés ou plissés	25
ex 48.07	Papiers et cartons kraft gommés	25
ex 51.01	Fils de fibres textiles artificielles continues, simples, non moulinés ou moulinés à moins de 400 tours	20
ex 55.05	Fils de coton, retors, autres que de fantaisie, écrus, mesurant au kilogramme en fils simples, 337,500 m ou plus	20
ex 57.07	Fils de coco	18
ex 58.01	Tapis à points noués ou enroulés, de soie, de schappe, de fibres textiles synthétiques, de filés ou de fils du n° 52.01, de fils de métal, de laine ou de poils fins	80
ex 59.04	Fils de coco retors	18
ex 71.04	Égrisés et poudres de diamants	10
ex 84.10	Corps de pompes en acier non inoxydable ou en métaux légers ou leurs alliages pour moteurs à pistons pour l'aviation	15
ex 84.11	Corps de pompes ou de compresseurs en acier non inoxydable ou en métaux légers ou leurs alliages pour moteurs à pistons pour l'aviation	15

— 1 —	— 2 —	— 3 —
Numéros de la Nomenclature de Bruxelles	Désignation des produits	Droits (en %) à prendre en considération pour la France
ex 84.37	Métiers à tulle, à dentelle, à guipure	10
	Métiers à broderie, à l'exception des machines à tirer les fils et à lier les jours	10
ex 84.38	Appareils et machines auxiliaires de métiers à tulle, à dentelle, à guipure :	
	— Machines à remonter les chariots	10
	— Mécaniques Jacquard	18
	Appareils et machines auxiliaires de métiers à broderie :	
	— Automates	18
	— Machines à piquer les cartons, machines à répéter les cartons, métiers de contrôle, coconneuses	10
	Accessoires et pièces détachées pour métiers à tulle, à dentelle, à guipure et pour leurs appareils et leurs machines auxiliaires :	
	— Chariots, bobines, combs, jumelles et lames de combs pour métiers rectilignes, battants (leurs plateaux et couteaux), fuseaux complets et pièces détachées de battants et fuseaux pour métiers circulaires	10
	Accessoires et pièces détachées pour métiers à broderie et pour leurs appareils et leurs machines auxiliaires :	
	— Navettes, boîtes à navettes y compris leurs plaques; agrafes	10
ex 84.59	Machines dites « à bobiner » destinées à l'enroulement des fils conducteurs et des bandes isolantes ou protectrices pour la fabrication des enroulements et bobinages électriques	23
	Démarrateurs d'aviation à prise directe ou à inertie	25
ex 84.63	Vilebrequins pour moteurs à pistons pour l'aviation	10
ex 85.08	Démarrateurs d'aviation	20
	Magnétos, y compris les dynamos-magnétos pour l'aviation	25

— 1 —	— 2 —	— 3 —
Numéros de la Nomenclature de Bruxelles	Désignation des produits	Droits (en %) à prendre en considération pour la France
88.01	Aérostats	25
ex 88.03	Parties et pièces détachées d'aérostats	25
88.04	Parachutes et leurs parties, pièces détachées et accessoires	12
88.05	Catapultes et autres engins de lancement similaires, leurs parties et pièces détachées	15
	Appareils au sol d'entraînement au vol, leurs parties et pièces détachées	20
ex 90.14	Instruments et appareils pour la navigation aérienne	18
ex 92.10	Mécaniques et claviers (comportant 85 notes ou plus) de pianos	30

LISTE B

**Liste des positions tarifaires pour lesquelles les droits
du tarif douanier commun ne peuvent dépasser 3 %**

— 1 —	— 2 —
Numéros de la Nomenclature de Bruxelles	Désignation des produits
—	—
CHAPITRE 5	
05.01	
05.02	
05.03	
05.05	
05.06	
ex 05.07	Plumes, peaux et autres parties d'oiseaux revêtues de leurs plumes ou de leur duvet, brutes (à l'exception des plumes à lit et du duvet, bruts).
05.09	
à	
05.12	
ex 05.13	Éponges naturelles, brutes.
CHAPITRE 13	
13.01	
13.02	
CHAPITRE 14	
14.01	
à	
14.05	

Numéros
de la Nomenclature
de Bruxelles

Désignation des produits

CHAPITRE 25

25.02

ex 25.04 Graphite naturel, non conditionné pour la vente au détail.

25.05

25.06

ex 25.07 Argiles (sauf le kaolin) à l'exception des argiles expansées du n° 68.07, andalousite, cyanite, même calcinées; mullite; terres de chamotte et de dinas.

ex 25.08 Craie, non conditionnée pour la vente au détail.

ex 25.09 Terres colorantes, non calcinées ni mélangées; oxydes de fer micacés naturels.

25.10

25.11

ex 25.12 Terres d'infusoires, farines siliceuses fossiles et autres terres siliceuses analogues (kieselgur, tripolite, diatomite, etc.) d'une densité apparente inférieure ou égale à 1, même calcinées, non conditionnées pour la vente au détail.

ex 25.13 Pierre ponce, émeri, corindon naturel et autres abrasifs naturels, non conditionnés pour la vente au détail.

25.14

ex 25.17 Silex; pierres concassées, macadam et tarmacadam, cailloux et graviers des types généralement utilisés pour l'empierrement des routes et des voies ferrées, ballast, bétonnage; galets.

ex 25.18 Dolomie brute, dégrossie ou simplement débitée par sciage.

25.20

25.21

25.24

Numéros
de la Nomenclature
de Bruxelles

Désignation des produits

CHAPITRE 25

(suite)

25.25

25.26

ex 25.27 Stéatite naturelle, brute, dégrossie ou simplement débitée par sciage;
talc, autre qu'en emballages d'un poids net d'un kilo ou moins.

25.28

25.29

25.31

25.32

CHAPITRE 26

ex 26.01 Minerais métallurgiques, même enrichis, à l'exception du minerai de
plomb, du minerai de zinc et des produits relevant de la Communauté
Européenne du Charbon et de l'Acier, pyrites de fer grillées (cendres de
pyrites).

26.02

ex 26.03 Cendres et résidus (autres que ceux du n° 26.02), contenant du métal ou
des composés métalliques, à l'exception de ceux contenant du zinc.

26.04

CHAPITRE 27

27.03

ex 27.04 Coke et semi-coke de houille pour la fabrication des électrodes et coke de
tourbe.

27.05

27.05 bis

27.06

ex 27.13 Ozokérite, cire de lignite et cire de tourbe, brutes.

Numéros
de la Nomenclature
de Bruxelles

Désignation des produits

CHAPITRE 27

(suite)

27.15

27.17

CHAPITRE 31

31.01

ex 31.02 Nitrate de sodium, naturel.

CHAPITRE 40

40.01

40.03

40.04

CHAPITRE 41

41.09

CHAPITRE 43

43.01

CHAPITRE 44

44.01

CHAPITRE 47

47.02

CHAPITRE 50

50.01

CHAPITRE 53

53.01

53.02

Numéros
de la Nomenclature
de Bruxelles

Désignation des produits

CHAPITRE 53

(suite)

53.03

53.05

CHAPITRE 55

ex 55.02 Linters de coton, autres que bruts.

55.04

CHAPITRE 57

57.04

CHAPITRE 63

63.02

CHAPITRE 70

ex 70.01 Tessons de verrerie et autres déchets et débris de verre.

CHAPITRE 71

ex 71.01 Perles fines brutes.

ex 71.02 Pierres gemmes (précieuses ou fines) brutes.

71.04

71.11

CHAPITRE 77

ex 77.04 Béryllium (glucinium) brut.

LISTE C

Liste des positions tarifaires pour lesquelles les droits du tarif
douanier commun ne peuvent dépasser 10 %.

— 1 —	— 2 —
Numéros de la Nomenclature de Bruxelles	Désignation des produits
CHAPITRE 5	
ex 05.07	Plumes, peaux et autres parties d'oiseaux revêtues de leurs plumes ou de leur duvet, autres que brutes.
05.14	
CHAPITRE 13	
ex 13.03	Sucs et extraits végétaux; agar-agar et autres mucilages et épaississants naturels extraits des végétaux (à l'exception de la pectine).
CHAPITRE 15	
ex 15.04	Graisses et huiles de poissons et mammifères marins, même raffinées (à l'exception de l'huile de baleine).
15.05	
15.06	
15.09	
15.11	
15.14	
CHAPITRE 25	
ex 25.09	Terres colorantes calcinées ou mélangées.

Numéros
de la Nomenclature
de Bruxelles

Désignation des produits

CHAPITRE 25

(suite)

- ex 25.15 Marbres, travertins, écaussines et autres pierres calcaires de taille ou de construction d'une densité apparente supérieure ou égale à 2,5 et albâtre, simplement débités par sciage, d'une épaisseur de 25 cm ou moins.
- ex 25.16 Granit, porphyre, basalte, grès et autres pierres de taille ou de construction, simplement débités par sciage, d'une épaisseur de 25 cm ou moins.
- ex 25.17 Granules, éclats et poudres des pierres des nos 25.15 et 25.16.
- ex 25.18 Dolomie frittée ou calcinée; pisé de Dolomie.
- 25.22
- 25.23

CHAPITRE 27

- ex 27.07 Huiles et autres produits provenant de la distillation des goudrons de houille de haute température et produits assimilés, à l'exception des phénols, crésols et xylénols.
- 27.08
- ex 27.13 Ozokérite, cire de lignite et cire de tourbe, autres que brutes.
- ex 27.14 Bitume de pétrole et autres résidus des huiles de pétrole ou de schistes, à l'exception du coke de pétrole.
- 27.16

CHAPITRE 30

- ex 30.01 Glandes et autres organes à usages opothérapiques, à l'état desséché, même pulvérisés.

CHAPITRE 32

- ex 32.01 Extraits tannants d'origine végétale, à l'exception des extraits de minosa et de quebracho.
- 32.02

Numéros
de la Nomenclature
de Bruxelles

Désignation des produits

CHAPITRE 32

(suite)

32.03

32.04

CHAPITRE 33

ex 33.01 Huiles essentielles (déterpénées ou non), liquides ou concrètes à l'exception
des huiles essentielles d'agrumes; résinoïdes.

33.02

33.03

33.04

CHAPITRE 38

38.01

38.02

38.04

38.05

38.06

ex 38.07 Essence de térébenthine; essence de papeterie au sulfate, brute; dipentène
brut.

38.08

38.10

CHAPITRE 40

40.05

ex 40.07 Fils textiles imprégnés ou recouverts de caoutchouc vulcanisé.

40.15

Numéros
de la Nomenclature
de Bruxelles

Désignation des produits

CHAPITRE 41

41.02

ex 41.03 Peaux d'ovins, travaillées après tannage.

ex 41.04 Peaux de caprins, travaillées après tannage.

41.05

41.06

41.07

41.10

CHAPITRE 43

43. 02

CHAPITRE 44

44.06

à

44.13

44.16

44.17

44.18

CHAPITRE 48

ex 48.01 Papier journal présenté en bobines.

CHAPITRE 50

50.06

50.08

CHAPITRE 52

52.01

Numéros
de la Nomenclature
de Bruxelles

Désignation des produits

CHAPITRE 53

53.06

à

53.09

CHAPITRE 54

54.03

CHAPITRE 55

55.05

CHAPITRE 57

ex 57.05 Fils de chanvre, non conditionnés pour la vente au détail.

ex 57.06 Fils de jute, non conditionnés pour la vente au détail.

ex 57.07 Fils d'autres fibres textiles végétales, non conditionnés pour la vente au détail.

ex 57.08 Fils de papier, non conditionnés pour la vente au détail.

CHAPITRE 68

68.01

68.03

68.08

ex 68.10 Matériaux de construction en plâtre ou en compositions à base de plâtre.

ex 68.11 Matériaux de construction en ciment, en béton ou en pierre artificielle même armés, y compris ceux en ciment de laitier ou en granito.

ex 68.12 Matériaux de construction en amiante-ciment, cellulose-ciment et similaires.

ex 68.13 Amiante travaillé; mélanges à base d'amiante ou à base d'amiante et de carbonate de magnésium.

Numéros
de la Nomenclature
de Bruxelles

Désignation des produits

CHAPITRE 69

69.01

69.02

69.04

69.05

CHAPITRE 70

ex 70.01 Verre en masse (à l'exception du verre d'optique).

70.02

70.03

70.04

70.05

70.06

70.16

CHAPITRE 71

ex 71.05 Argent et alliages d'argent, bruts.

ex 71.06 Plaqué ou doublé d'argent, brut.

ex 71.07 Or et alliages d'or, bruts.

ex 71.08 Plaqué ou doublé d'or sur métaux communs ou sur argent, brut.

ex 71.09 Platine et métaux de la mine du platine et leurs alliages, bruts.

ex 71.10 Plaqué ou doublé de platine ou de métaux de la mine du platine sur métaux communs ou sur métaux précieux bruts.

CHAPITRE 73

73.04

Numéros
de la Nomenclature
de Bruxelles

Désignation des produits

CHAPITRE 73

(suite)

73.05

- ex 73.07 Fer et acier en blooms, billettes, brames et largets (à l'exception des produits relevant de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier); fer et acier simplement dégrossis par forgeage ou par martelage (ébauches de forge).
- ex 73.10 Barres en fer ou en acier, laminées ou filées à chaud ou forgées (y compris le fil machine); barres en fer ou en acier, obtenues ou parachevées à froid; barres creuses en acier pour le forage des mines (à l'exception des produits relevant de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier).
- ex 73.11 Profilés en fer ou en acier, laminés ou filés à chaud, forgés ou bien obtenus ou parachevés à froid; palplanches en fer ou en acier, même percées ou faites d'éléments assemblés (à l'exception des produits relevant de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier).
- ex 73.12 Feuillards en fer ou en acier laminés à chaud ou à froid (à l'exception des produits relevant de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier).
- ex 73.13 Tôles de fer ou d'acier, laminées à chaud ou à froid (à l'exception des produits relevant de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier).

73.14

- ex 73.15 Aciers alliés et acier fin au carbone sous les formes indiquées aux nos 73.06 à 73.14 inclus (à l'exception des produits relevant de la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier).

CHAPITRE 74

74.03

74.04

- ex 74.05 Feuilles et bandes minces en cuivre, même gaufrées, découpées, perforées, revêtues ou imprimées (autres que celles fixées sur support).
- ex 74.06 Poudre de cuivre (autre qu'impalpable)

Numéros
de la Nomenclature
de Bruxelles

Désignation des produits

CHAPITRE 75

75.02

75.03

ex 75.05 Anodes pour nickelage, brutes de coulée.

CHAPITRE 76

76.02

76.03

ex 76.04 Feuilles et bandes minces d'aluminium, même gaufrées, découpées, perforées, revêtues ou imprimées (autres que celles fixées sur support).

ex 76.05 Poudre d'aluminium (autre qu'impalpable).

CHAPITRE 77

ex 77.02 Magnésium sous forme de barres, profilés, fils, tôles, feuilles, bandes et tournures calibrées; poudre de magnésium (autre qu'impalpable).

ex 77.04 Béryllium (glucinium) sous forme de barres, profilés, fils, tôles, feuilles et bandes.

CHAPITRE 78

78.02

78.03

ex 78.04 Feuilles et bandes minces en plomb, même gaufrées, découpées, perforées, revêtues ou imprimées (à l'exception de celles fixées sur support).

CHAPITRE 79

79.02

79.03

Numéros
de la Nomenclature
de Bruxelles

Désignation des produits

CHAPITRE 80

80.02

80.03

ex 80.04 Feuilles et bandes minces en étain, même gaufrées, découpées, perforées, revêtues ou imprimées (à l'exception de celles fixées sur support).

CHAPITRE 81

ex 81.01 Tungstène (wolfram) sous forme de barres, profilés, tôles, feuilles, bandes, fils, filaments.

ex 81.02 Molybdène sous forme de barres, profilés, tôles, feuilles, bandes, fils, filaments.

ex 81.03 Tantale sous forme de barres, profilés, tôles, feuilles, bandes, fils, filaments.

ex 81.04 Autres métaux communs sous forme de barres, profilés, tôles, feuilles, bandes, fils, filaments.

CHAPITRE 93

ex 93.06 Bois de fusils.

CHAPITRE 95

ex 95.01 Matières à tailler : dégrossissages, c'est-à-dire plaques, feuilles, baguettes, à tubes et formes similaires, non polis ni autrement ouvrés.

ex 95.07

CHAPITRE 98

ex 98.11 Ébauchons pour pipes.

LISTE D

Liste des positions tarifaires pour lesquelles les droits du
tarif douanier commun ne peuvent dépasser 15 %

— 1 —	— 2 —
Numéros de la Nomenclature de Bruxelles	Désignation des produits
CHAPITRE 28 <i>Produits chimiques inorganiques; composés inorganiques ou organiques de métaux précieux, d'éléments radioactifs, de métaux des terres rares et d'isotopes.</i>	
ex 28.01	Halogènes (à l'exception de l'iode brut et du brome).
ex 28.04	Hydrogène; gaz rares; autres métalloïdes (à l'exception du sélénium et du phosphore).
28.05 à 28.10	
ex 28.11	Anhydride arsénieux; acide arsénique.
28.13 à 28.22	
28.24	
28.26 à 28.31	
ex 28.32	Chlorates (à l'exception du chlorate de sodium et du chlorate de potassium) et perchlorates.
ex 28.34	Oxyiodures et périodates.
28.35 à 28.45	
28.47 à 28.58	

LISTE E

Liste des positions tarifaires pour lesquelles les droits du
tarif douanier commun ne peuvent dépasser 25 %.

— 1 —	— 2 —
Numéros de la Nomenclature de Bruxelles	Désignation des produits
—	—
CHAPITRE 29 <i>Produits chimiques organiques.</i>	
ex 29.01	Hydrocarbures (à l'exception du naphtalène).
29.02	
29.03	
ex 29.04	Alcools acycliques et leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés, nitrosés (à l'exception des alcools butyliques et isobutyliques).
29.05	
ex 29.06	Phénols (à l'exception du phénol, des crésols et des xylénols) et phénols- alcools.
29.07	
à	
29.45	
CHAPITRE 32	
32.05	
32.06	
CHAPITRE 39	
39.01	
à	
39.06	

LISTE F

**Liste des positions tarifaires pour lesquelles les droits du tarif
douanier commun ont été fixés d'un commun accord**

— 1 — Numéros de la Nomenclature de Bruxelles	— 2 — Désignation des produits	— 3 — Tarif douanier commun (taux <i>ad valorem</i> en %)
ex 01.01	Chevaux vivants destinés à la boucherie	11
ex 01.02	Animaux vivants de l'espèce bovine (autres que les animaux reproducteurs de race pure) ⁽¹⁾	16
ex 01.03	Animaux vivants de l'espèce porcine (autres que les animaux reproducteurs de race pure) ⁽¹⁾	16
ex 02.01	Viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés :	
	— de l'espèce chevaline	16
	— de l'espèce bovine ⁽¹⁾	20
	— de l'espèce porcine ⁽¹⁾	20
02.02	Volailles mortes de basse-cour et leurs abats comestibles (à l'exclusion des foies), frais, réfrigérés ou congelés	18
ex 02.06	Viandes salées ou séchées de cheval	16
ex 03.01	Poissons d'eau douce, frais (vivants ou morts), réfrigérés ou congelés :	
	— Truites et autres salmonidés	16
	— Autres	10

⁽¹⁾ Ne sont visés que les animaux des espèces domestiques.

— 1 —	— 2 —	— 3 —
Numéros de la Nomenclature de Bruxelles	Désignation des produits	Tarif douanier commun (taux <i>ad valorem</i> en %)
ex 03.03	Crustacés, mollusques et coquillages (même séparés de leur carapace ou coquille), frais (vivants ou morts), réfrigérés, congelés, séchés, salés ou en saumure; crustacés non décortiqués, simplement cuits à l'eau :	
	— Langoustes et homards	25
	— Crabes et crevettes	18
	— Huîtres	18
04.03	Beurre	24
ex 04.05	Oufs d'oiseaux, en coquilles, frais ou conservés :	
	— du 16-2 au 31-8	12
	— du 1-9 au 15-2	15
04.06	Miel naturel	30
ex 05.07	Plumes à lit et duvet, bruts	0
05.08	Os et cornillons, bruts, dégraissés ou simplement préparés, mais non découpés en forme, acidulés ou bien dégelatinés; poudres et déchets de ces matières	0
ex 06.03	Fleurs et boutons de fleurs coupés, pour bouquets ou pour ornements, frais :	
	— du 1-6 au 31-10	24
	— du 1-11 au 31-5	20
07.01	Légumes et plantes potagères, à l'état frais ou réfrigéré :	
	— Oignons, échalottes, aulx	12
	— Pommes de terre, de primeurs :	
	— du 1-1 au 15-5	15
	— du 16-5 au 30-6	21
	— Autres (1)	

(1) En principe, le taux est fixé au niveau de la moyenne arithmétique. Un ajustement éventuel pourra être effectué en fixant les droits saisonniers dans le cadre de la politique agricole de la Communauté.

— 1 —	— 2 —	— 3 —
Numéros de la Nomenclature de Bruxelles	Désignation des produits	Tarif douanier commun (taux <i>ad valorem</i> en %)
07.04	Légumes et plantes potagères, desséchés, déshydratés ou évaporés, même coupés en morceaux ou en tranches ou bien broyés, ou pulvérisés, mais non autrement préparés :	
	— Oignons	20
	— Autres	16
ex 07.05	Légumes à cosse, secs, écosés, même décortiqués ou cassés :	
	— Pois et haricots	10
ex 08-01	Bananes fraîches	20
08.02	Agrumes, fraîches ou sèches :	
	— Oranges :	
	— du 15-3 au 30-9	15
	— en dehors de cette période	20
	— Mandarines et clémentines	20
	— Citrons	8
	— Pamplemousses	12
	— Autres	16
ex 08.04	Raisins frais :	
	— du 1-11 au 14-7	18
	— du 15-7 au 31-10	22
08.06	Pommes, poires et coings, frais ⁽¹⁾	
08.07	Fruits à noyaux, frais :	
	— Abricots	25
	— Autres ⁽¹⁾	
ex 08.12	Pruneaux	18
ex 09.01	Café vert	16

⁽¹⁾ En principe, le taux est fixé au niveau de la moyenne arithmétique. Un ajustement éventuel pourra être effectué en fixant les droits saisonniers dans le cadre de la politique agricole de la Communauté.

— 1 —	— 2 —	— 3 —
Numéros de la Nomenclature de Bruxelles	Désignation des produits	Tarif douanier commun (taux <i>ad valorem</i> en %)
10.01 à 10.07	Céréales ⁽¹⁾	
ex 11.01	Farine de froment ⁽¹⁾	
12.01	Graines et fruits oléagineux, même concassés	0
ex 12.03	Graines à ensemercer (autres que de betteraves)	10
12.06	Houblon (cônes et lupuline)	12
15.15	Cires d'abeilles et d'autres insectes même artificiellement colorées :	
	— brutes	0
	— autres	10
15.16	Cires végétales, même artificiellement colorées :	
	— brutes	0
	— autres	8
ex 16.04	Préparations et conserves de poissons :	
	— Salmonidés	20
ex 16.05	Crustacés, préparés ou conservés	20
17.01	Sucres de betteraves et de canne, à l'état solide	80
18.01	Cacao en fèves et brisures de fèves, bruts ou torréfiés	9
18.02	Coques, pelures, pellicules et déchets de cacao	9

⁽¹⁾ a) Les droits du tarif douanier commun sur les céréales et la farine de froment s'établissent au niveau de la moyenne arithmétique des droits inscrits.

b) Jusqu'au moment où le régime à appliquer sera déterminé dans le cadre des mesures prévues à l'article 40 paragraphe 2, les États membres pourront, par dérogation aux dispositions de l'article 23, suspendre la perception des droits sur ces produits.

c) Au cas où la production ou la transformation de céréales et de farine de froment dans un État membre se trouve gravement menacée, ou compromise par la suspension de droits dans un autre État membre, les États membres intéressés engagent des négociations entre eux. Si ces négociations n'aboutissent à aucun résultat, la Commission peut autoriser l'État lésé à prendre les mesures appropriées, dont elle fixe les modalités, dans la mesure où la différence de prix de revient n'est pas compensée par l'existence d'une organisation interne du marché des céréales de l'État membre qui pratique la suspension.

— 1 —	— 2 —	— 3 —
Numéros de la Nomenclature de Bruxelles	Désignation des produits	Tarif douanier commun (taux <i>ad valorem</i> en %)
19.02	Préparations pour l'alimentation des enfants ou pour usages diététiques ou culinaires, à base de farines, féculés ou extraits de malt, même additionnées de cacao dans une proportion inférieure à 50 % en poids	25
ex 20.02	Choucroute	20
21.07	Préparations alimentaires non dénommées ni comprises ailleurs	25
22.04	Mouûts de raisins partiellement fermentés, mêmes mutés autrement qu'à l'alcool	40
23.01	Farines et poudres impropres à l'alimentation humaine :	
	— de viandes et d'abats; cretons	4
	— de poissons, de crustacés ou de mollusques	5
24.01	Tabacs bruts ou non fabriqués; déchets de tabac	30
ex 25.07	Kaolin, sillimanite	0
ex 25.15	Marbres bruts ou équarris y compris ceux débités par sciage d'une épaisseur supérieure à 25 cm	0
ex 25.16	Granit, porphyre, basalte, grès et autres pierres de taille ou de construction, bruts ou équarris y compris ceux débités par sciage d'une épaisseur supérieure à 25 cm	0
25.19	Carbonate de magnésium naturel (magnésite), même calciné, à l'exclusion de l'oxyde de magnésium	0
ex 25.27	Talc en emballages d'un poids net d'un kilo ou moins	8
ex 27.07	Phénols, crésols et xylénols, bruts	3
27.09	Huiles brutes de pétrole ou de schistes	0
ex 27.14	Coke de pétrole	0
28.03	Carbone (noir de gaz de pétrole ou carbon black, noirs d'acétylène, noirs anthracéniques, autres noirs de fumée, etc.)	5

— 1 —	— 2 —	— 3 —
Numéros de la Nomenclature de Bruxelles	Désignation des produits	Tarif douanier commun (taux <i>ad valorem</i> en %)
ex 28.04	Phosphore Sélénium	15 0
28.23	Oxydes et hydroxydes de fer (y compris les terres colorantes à base d'oxyde de fer naturel, contenant en poids 70 % et plus de fer combiné, évalué en Fe ² O ³)	10
28.25	Oxydes de titane	15
ex 28.32	Chlorates de sodium et de potassium	10
ex 29.01	Hydrocarbures aromatiques : — Naphtalène	8
ex 29.04	Alcool butylique tertiaire	8
ex 32.07	Blanc de titane	15
ex 33.01	Huiles essentielles d'agrumes, déterpénées ou non, liquides ou concrètes	12
34.04	Cires artificielles, y compris celles solubles dans l'eau; cires préparées non émulsionnées et sans solvant	12
ex 40.07	Fils et cordes de caoutchouc vulcanisé, même recouverts de textiles	15
41.01	Peaux brutes (fraîches, salées, séchées, chaulées, picklées), y compris les peaux d'ovins lainées	0
ex 41.03	Peaux d'ovins, simplement tannées : — de métis des Indes — autres	0 6
ex 41.04	Peaux de caprins, simplement tannées : — de chèvres des Indes — autres	0 7
41.08	Cuir et peaux vernis ou métallisés	12
44.14	Feuilles de placage en bois, sciées, tranchées ou déroulées, d'une épaisseur égale ou inférieure à 5 mm, même renforcées sur une face de papier ou de tissu	10

— 1 —	— 2 —	— 3 —
Numéros de la Nomenclature de Bruxelles	Désignation des produits	Tarif douanier commun (taux <i>ad valorem</i> en %)
44.15	Bois plaqués ou contre-plaqués, même avec adjonction d'autres matières; bois marquetés ou incrustés	15
53.04	Effilochés de laine et de poils (fins ou grossiers)	0
54.01	Lin brut, roui, teillé, peigné ou autrement traité, mais non filé; étoupes et déchets (y compris les effilochés)	0
54.02	Ramie brute, décortiquée, dégommée, peignée ou autrement traitée, mais non filée; étoupes et déchets (y compris les effilochés)	0
55.01	Coton en masse	0
ex 55.02	Linters de coton, bruts	0
55.03	Déchets de coton (y compris les effilochés) non peignés ni cardés	0
57.01	Chanvre (<i>Cannabis sativa</i>) brut, roui, teillé, peigné ou autrement traité, mais non filé; étoupes et déchets (y compris les effilochés)	0
57.02	Abaca (chanvre de Manille ou <i>Musa textilis</i>) brut, en filasse ou travaillé, mais non filé; étoupes et déchets (y compris les effilochés)	0
57.03	Jute brut, décortiqué ou autrement traité, mais non filé; étoupes et déchets (y compris les effilochés)	0
74.01	Mattes de cuivre; cuivre brut (cuivre pour affinage et cuivre affiné); déchets et débris de cuivre	0
74.02	Cupro-alliages	0
75.01	Mattes, speiss et autres produits intermédiaires de la métallurgie du nickel; nickel brut (à l'exclusion des anodes du n° 75.05); déchets et débris de nickel	0
80.01	Étain brut; déchets et débris d'étain	0
ex 85.08	Bougies d'allumage	18

LISTE G

Liste des positions tarifaires pour lesquelles les droits du tarif douanier commun doivent faire l'objet d'une négociation entre les États membres

— 1 —	— 2 —
Numéros de la Nomenclature de Bruxelles	Désignation des produits
—	—
ex 03.01	Poissons de mer frais (vivants ou morts), réfrigérés ou congelés.
03.02	Poissons simplement salés, ou en saumure, séchés ou fumés.
04.04	Fromages et caillebotte.
11.02	Gruaux, semoules; grains mondés, perlés, concassés, aplatis (y compris les flocons), à l'exception du riz pelé, glacé, poli ou en brisures; germes de céréales, même en farines.
11.07	Malt, même torréfié.
ex 15.01	Saindoux et autres graisses de porc, pressées ou fondues.
15.02	Suifs des espèces bovine, ovine et caprine, bruts ou fondus, y compris les suifs dits « premiers jus ».
15.03	Stéarine solaire; oléo-stéarine; huile de saindoux et oléo-margarine non émulsionnée, sans mélange ni aucune préparation.
ex 15.04	Huile de baleine, même raffinée.
15.07	Huiles végétales fixes, fluides ou concrètes, brutes épurées ou raffinées.
15.12	Graisses et huiles animales ou végétales hydrogénées, même raffinées mais non préparées.
18.03	Cacao en masse ou en pains (pâte de cacao), même dégraissé.
18.04	Beurre de cacao, y compris la graisse et l'huile de cacao.
18.05	Cacao en poudre, non sucré.

Numéros
de la Nomenclature
de Bruxelles

Désignation des produits

- 18.06 Chocolat et autres préparations alimentaires contenant du cacao.
- 19.07 Pains, biscuits de mer et autres produits de la boulangerie ordinaire, sans addition de sucre, de miel, d'œufs, de matières grasses, de fromage ou de fruits.
- 19.08 Produits de la boulangerie fine, de la pâtisserie et de la biscuiterie, même additionnée de cacao en toutes proportions.
- 21.02 Extraits ou essences de café, de thé ou de maté; préparation à base de ces extraits ou essences.
- 22.05 Vins de raisins frais; moûts de raisins frais mutés à l'alcool (y compris les mistelles).
- 22.08 Alcool éthylique non dénaturé de 80 degrés et plus; alcool éthylique dénaturé de tous titres.
- 22.09 Alcool éthylique non dénaturé de moins de 80 degrés; eaux de vie, liqueurs et autres boissons spiritueuses, préparations alcooliques composées (dites extraits concentrés) pour la fabrication de boissons.
- 25.01 Sel gemme, sel de saline, sel marin, sel préparé pour la table; chlorure de sodium pur; eaux mères de salines; eau de mer.
- 25.03 Soufres de toute espèce (à l'exception du soufre sublimé, du soufre précipité et du soufre colloïdal).
- 25.30 Borates naturels bruts et leurs concentrés (calcinés ou non), à l'exclusion des borates extraits des saumures naturelles; acide borique naturel titrant au maximum 85 % de $\text{BO}^3 \text{H}^3$ sur produit sec.
- ex 26.01 Minerais de plomb et minerais de zinc.
- ex 26.03 Cendres et résidus contenant du zinc.
- 27.10 Huiles de pétrole ou de schistes (autres que les huiles brutes), y compris les préparations non dénommées ni comprises ailleurs contenant en poids une proportion d'huile de pétrole ou de schistes supérieure ou égale à 70 % et dont ces huiles constituent l'élément de base.
- 27.11 Gaz de pétrole et autres hydrocarbures gazeux.

Numéros
de la Nomenclature
de Bruxelles

Désignation des produits

27.12	Vaseline.
ex 27.13	Paraffine, cires de pétrole ou de schistes, résidus paraffineux (gatsch ou slack wax), même colorés.
ex 28.01	Iode brut et brome.
28.02	Soufre sublimé ou précipité; soufre colloïdal.
ex 28.11	Anhydride arsénique.
28.12	Acide et anhydride boriques.
28.33	Bromures et oxybromures; bromates et perbromates; hypobromites.
ex 28.34	Iodures et iodates.
28.46	Borates et perborates.
ex 29.04	Alcools butyliques et isobutylique (autres que l'alcool butylique tertiaire).
ex 29.06	Phénol, crésols et xylénols.
ex 32.01	Extraits de quebracho et extraits de mimosa.
40.02	Caoutchouc synthétique y compris le latex synthétique, stabilisé ou non; factice pour caoutchouc dérivé des huiles.
44.03	Bois bruts, même écorcés ou simplement dégrossis.
44.04	Bois simplement équarris.
44.05	Bois simplement sciés longitudinalement, tranchés ou déroulés, d'une épaisseur supérieure à 5 mm.
45.01	Liège naturel brut et déchets de liège; liège concassé, granulé ou pulvérisé.
45.02	Cubes, plaques, feuilles et bandes en liège naturel y compris les cubes ou carrés pour la fabrication des bouchons.
47.01	Pâtes à papier.

Numéros
de la Nomenclature
de Bruxelles

Désignation des produits

50.02	Soie grège (non moulinée).
50.03	Déchets de soie (y compris les cocons de vers à soie non dévidables et les effilochés); bourre, bourrette et blousses.
50.04	Fils de soie, non conditionnés pour la vente au détail.
50.05	Fils de bourre de soie (schappe) non conditionnés pour la vente au détail.
ex 62.03	Sacs et sachets d'emballage en tissus de jute, usagés.
ex 70.19	Perles de verre et imitations de perles fines; imitations de pierres gemmes ou de pierres synthétiques et verroteries similaires.
ex 73.02	Ferro-alliages (autres que le ferro-manganèse carburé).
76.01	Aluminium brut; déchets et débris d'aluminium ⁽¹⁾ .
77.01	Magnésium brut; déchets et débris de magnésium (y compris les tournures non calibrées) ⁽¹⁾ .
78.01	Plomb brut (même argentifère); déchets et débris de plomb ⁽¹⁾ .
79.01	Zinc brut; déchets et débris de zinc ⁽¹⁾ .
ex 81.01	Tungstène (wolfram) brut, en poudre ⁽¹⁾ .
ex 81.02	Molybdène brut ⁽¹⁾ .
ex 81.03	Tantale brut ⁽¹⁾ .
ex 81.04	Autres métaux bruts ⁽¹⁾ .
ex 84.06	Moteurs pour véhicules automobiles, aérodynes et bateaux, leurs parties et pièces détachées.
ex 84.08	Propulseurs à réaction, leurs pièces détachées et accessoires.
84.45	Machines-outils pour le travail des métaux et des carbures métalliques, autres que celles des nos 84.49 et 84.50.

⁽¹⁾ Les droits applicables aux demi-produits devront être revus en fonction du droit arrêté pour le métal brut conformément à la procédure prévue à l'article 21 paragraphe 2, du Traité.

Numéros
de la Nomenclature
de Bruxelles

Désignation des produits

- 84.48 Pièces détachées et accessoires reconnaissables comme étant exclusivement ou principalement destinés aux machines-outils des n^{os} 84.45 à 84.47 inclus, y compris les porte-pièces et porte-outils, les filières à déclenchement automatique, les dispositifs diviseurs et autres dispositifs spéciaux se montant sur les machines-outils; porte-outils pour outillage à main des n^{os} 82.04, 84.49 et 85.05.
- ex 84.63 Organes de transmission pour moteurs d'automobiles.
- 87.06 Parties, pièces détachées et accessoires des véhicules automobiles repris aux n^{os} 87.01 à 87.03 inclus.
- 88.02 Aérodynes (avions, hydravions, cerfs-volants, planeurs, autogyres, hélicoptères, ornithoptères, etc.); rotochutes.
- ex 88.03 Parties et pièces détachées d'aérodynes.

ANNEXE II

LISTE

prévue à l'article 38 du Traité

— 1 —	— 2 —
Numéros de la Nomenclature de Bruxelles	Désignation des produits
—	—
CHAPITRE 1	<i>Animaux vivants.</i>
CHAPITRE 2	<i>Viandes et abats comestibles.</i>
CHAPITRE 3	<i>Poissons, crustacés et mollusques.</i>
CHAPITRE 4	<i>Lait et produits de la laiterie ; œufs d'oiseaux ; miel naturel.</i>
CHAPITRE 5	
05.04	Boyaux, vessies et estomacs d'animaux, entiers ou en morceaux, autres que ceux de poissons.
05.15	Produits d'origine animale, non dénommés ni compris ailleurs ; animaux morts des chapitres 1 ou 3, impropres à la consommation humaine.
CHAPITRE 6	<i>Plantes vivantes et produits de la floriculture.</i>
CHAPITRE 7	<i>Légumes, plantes, racines et tubercules alimentaires.</i>
CHAPITRE 8	<i>Fruits comestibles ; écorces d'agrumes et de melons.</i>
CHAPITRE 9	<i>Café, thé et épices, à l'exclusion du maté (n° 09.03).</i>
CHAPITRE 10	<i>Céréales.</i>
CHAPITRE 11	<i>Produits de la minoterie ; malt ; amidons et fécules ; gluten ; inuline.</i>

Numéros
de la Nomenclature
de Bruxelles

Désignation des produits

CHAPITRE 12 *Graines et fruits oléagineux ; graines, semences et fruits divers ; plantes industrielles et médicinales ; pailles et fourrages.*

CHAPITRE 13

ex 13.03 Pectine.

CHAPITRE 15

- 15.01 Saindoux et autres graisses de porc pressées ou fondues ; graisse de volailles pressée ou fondue.
- 15.02 Suifs (des espèces bovine, ovine et caprine) bruts ou fondus, y compris les suifs dits « premiers jus ».
- 15.03 Stéarine solaire ; oléo-stéarine ; huile de saindoux et oléo-margarine non émulsionnée, sans mélange ni aucune préparation.
- 15.04 Graisses et huiles de poissons et de mammifères marins même raffinées.
- 15.07 Huiles végétales fixes, fluides ou concrètes, brutes, épurées ou raffinées.
- 15.12 Graisses et huiles animales ou végétales hydrogénées, même raffinées mais non préparées.
- 15.13 Margarine, simili-saindoux et autres graisses alimentaires préparées.
- 15.17 Résidus provenant du traitement des corps gras ou des cires animales ou végétales.

CHAPITRE 16 *Préparations de viandes, de poissons, de crustacés et de mollusques.*

CHAPITRE 17

- 17.01 Sucres de betteraves et de canne, à l'état solide.
- 17.02 Autres sucres ; sirops ; succédanés du miel, même mélangés de miel naturel ; sucres et mélasses caramélisés.
- 17.03 Mélasses, même décolorées.

Numéros
de la Nomenclature
de Bruxelles

Désignation des produits

CHAPITRE 18

18.01 Cacao en fèves et brisures de fèves, brutes ou torréfiées.

18.02 Coques, pelures, pellicules et déchets de cacao.

CHAPITRE 20 *Préparations de légumes, de plantes potagères, de fruits et d'autres plantes ou parties de plantes.*

CHAPITRE 22

22.04 Moûts de raisins partiellement fermentés, même mutés autrement qu'à l'alcool.

22.05 Vins de raisin frais; moûts de raisins frais mutés à l'alcool (y compris les mistelles).

22.07 Cidre, poiré, hydromel et autres boissons fermentées.

CHAPITRE 23 *Résidus et déchets des industries alimentaires; aliments préparés pour animaux.*

CHAPITRE 24

24.01 Tabacs bruts ou non fabriqués; déchets de tabac.

CHAPITRE 45

45.01 Liège naturel brut et déchets de liège; liège concassé, granulé ou pulvérisé.

CHAPITRE 54

54.01 Lin brut, roui, teillé, peigné, ou autrement traité, mais non filé; étoupes et déchets (y compris les effilochés).

CHAPITRE 57

57.01 Chanvre (*Cannabis sativa*) brut, roui, teillé, peigné ou autrement traité, mais non filé; étoupes et déchets (y compris les effilochés).

ANNEXE III

LISTE DES TRANSACTIONS INVISIBLES

prévue à l'article 106 du Traité

- Frets maritimes, y compris chartes-parties, frais de port, dépenses pour bateaux de pêche, etc.
- Frets fluviaux, y compris les chartes-parties.
- Transports par route : voyageurs, frets et affrètements.
- Transports aériens : voyageurs, frets et affrètements.
 - Règlement par les passagers des billets de passage aérien internationaux, des excédents de bagages; règlement du fret aérien international et des vols affrétés.
 - Recettes provenant de la vente des billets de passage aérien internationaux, des excédents de bagages, du fret aérien international et des vols affrétés.
- Pour tous les moyens de transports maritimes : frais d'escale (soutage, essence, vivres, frais d'entretien, réparations, frais d'équipage, etc.).
 - Pour tous les moyens de transports fluviaux : frais d'escale (soutage, essence, vivres, frais d'entretien et petites réparations de matériel de transport, frais d'équipage, etc.).
 - Pour tous les moyens de transports commerciaux routiers : carburants, huile, petites réparations, garage, frais pour les chauffeurs et le personnel de bord, etc.

Pour tous les moyens de transports aériens : frais d'exploitation et frais commerciaux, y compris réparations d'aéronefs et de matériel de navigation aérienne.

- Frais et droits d'entrepôt, de magasinage, de dédouanement.
- Droits de douane et taxes.
- Charges résultant du transit.
- Frais de réparation et de montage.
Frais de transformation, d'usinage, de travail à façon et autres services du même genre.
- Réparations de navires.
Réparations de matériel de transport à l'exclusion des navires et des aéronefs.
- Assistance technique (assistance en vue de la production et de la distribution de biens et de services à tous les stades, fournie pour une période fixée en fonction de l'objet particulier de cette assistance, et comprenant par exemple des consultations et des déplacements d'experts, l'établissement de plans et de dessins d'ordre technique, des contrôles de fabrication, des études de marchés, ainsi que la formation du personnel).
- Commissions et courtages.
Bénéfices découlant des opérations de transit.
Commissions et frais bancaires.
Frais de représentation.
- Publicité sous toutes ses formes.
- Voyages d'affaires.
- Participation de filiales, succursales, etc., aux frais généraux de leur maison mère à l'étranger et vice versa.
- Contrats d'entreprises (travaux de construction et d'entretien de bâtiments, routes, ponts, ports, etc., exécutés par des entreprises spécialisées, généralement à des prix forfaitaires après adjudication publique).
- Différences, nantissements et dépôts concernant les opérations à terme sur marchandises effectuées conformément aux pratiques commerciales établies.

- Tourisme.
- Voyages et séjours de caractère personnel pour études.
- Voyages et séjours de caractère personnel, nécessités par des raisons de santé.
- Voyages et séjours de caractère personnel pour raisons de famille.
- Abonnements à des journaux, périodiques, livres, éditions musicales.
Journaux, périodiques, livres, éditions musicales et disques.
- Films impressionnés, commerciaux, d'information, d'éducation, etc. (location, redevances cinématographiques, souscriptions et frais de copie et de synchronisation, etc.).
- Cotisations.
- Entretien et réparations courantes de propriétés privées à l'étranger.
- Dépenses gouvernementales (représentations officielles à l'étranger, contributions aux organismes internationaux).
- Impôts et taxes, frais de justice, frais d'enregistrement de brevets et de marques de fabrique.
Dommages et intérêts.
Remboursements effectués en cas d'annulation de contrats ou de paiements indus.
Amendes.
- Règlements périodiques des Administrations des Postes, Télégraphes et Téléphones, ainsi que des entreprises de transport public.
- Autorisations de change accordées aux ressortissants ou résidents de nationalité étrangère émigrant à l'étranger.
Autorisations de change accordées aux ressortissants ou résidents de nationalité étrangère rentrant dans leur patrie.
- Salaires et traitements (ouvriers, frontaliers ou saisonniers, et autres prestations de non-résidents, sans préjudice au droit pour les pays de régler l'emploi de la main-d'œuvre étrangère).
- Remises d'émigrants (sans préjudice au droit pour les pays de réglementer l'immigration).

- Honoraires et rémunérations.
- Dividendes et revenus de parts bénéficiaires.
- Intérêts (titres mobiliers, titres hypothécaires, etc.).
- Loyers et fermages, etc.
- Amortissements contractuels d'emprunts (à l'exception des transferts représentant un amortissement ayant le caractère d'un remboursement anticipé ou de paiement d'arriérés accumulés).
- Bénéfices découlant d'exploitation d'entreprises.
- Droits d'auteur.
Brevets, dessins, marques de fabrique et inventions (cessions et licences de brevets, dessins, marques de fabrique et inventions, protégés ou non, et transferts découlant de telles cessions ou licences).
- Recettes consulaires.
- Pensions et retraites, et autres revenus analogues.
Pensions alimentaires légales et assistance financière en cas de gêne particulière.
Transferts échelonnés d'avoirs détenus dans un pays membre par des personnes résidant dans un autre pays membre et dépourvues de ressources suffisant à leur entretien personnel dans ce dernier pays.
- Transactions et transferts afférents à l'assurance directe.
- Transactions et transferts afférents à la réassurance et à la rétrocession.
- Ouverture et remboursement de crédits de caractère commercial ou industriel.
- Transferts à l'étranger de montants de minime importance.
- Frais de documentation de toute nature engagés pour leur compte personnel par des établissements de change agréés.
Primes de sportifs et gains de course.
- Successions.
- Dots.

ANNEXE IV

PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER

auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du Traité

L'Afrique Occidentale Française comprenant: le Sénégal, le Soudan, la Guinée, la Côte-d'Ivoire, le Dahomey, la Mauritanie, le Niger et la Haute-Volta;

L'Afrique Équatoriale Française comprenant: le Moyen-Congo, l'Oubangui-Chari, le Tchad et le Gabon;

Saint-Pierre et Miquelon, l'Archipel des Comores, Madagascar et dépendances, la Côte française des Somalis, la Nouvelle-Calédonie et dépendances, les Établissements français de l'Océanie, les Terres australes et antarctiques;

La République autonome du Togo;

Le territoire sous tutelle du Cameroun administré par la France;

Le Congo belge et le Ruanda-Urundi;

La Somalie sous tutelle italienne;

La Nouvelle-Guinée Néerlandaise.

PROTOCOLE
SUR LES STATUTS DE LA BANQUE EUROPÉENNE
D'INVESTISSEMENT

PROTOKOLL
ÜBER DIE SATZUNG DER EUROPÄISCHEN
INVESTITIONSBANK

PROTOCOLLO
SULLO STATUTO DELLA BANCA EUROPEA
PER GLI INVESTIMENTI

PROTOCOL
BETREFFENDE DE STATUTEN VAN DE
EUROPESE INVESTERINGSBANK

PROCOLE
SUR LES STATUTS DE LA BANQUE EUROPÉENNE
D'INVESTISSEMENT

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

DÉSIRANT fixer les Statuts de la Banque européenne d'investissement,
prévus à l'article 129 du Traité,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après qui sont annexées à ce Traité :

ARTICLE 1

La Banque européenne d'investissement instituée par l'article 129 du Traité, ci-après dénommée la « Banque », est constituée et exerce ses fonctions et son activité conformément aux dispositions de ce Traité et des présents statuts.

Le siège de la Banque est fixé du commun accord des gouvernements des États membres.

ARTICLE 2

La mission de la Banque est définie par l'article 130 du Traité.

ARTICLE 3

Conformément à l'article 129 du Traité, sont membres de la Banque :

- le Royaume de Belgique;
- la République fédérale d'Allemagne;
- la République Française;
- la République Italienne;
- le Grand-Duché de Luxembourg;
- le Royaume des Pays-Bas.

ARTICLE 4

1. La Banque est dotée d'un capital d'un milliard d'unités de compte, souscrit par les États membres à concurrence des montants suivants :

Allemagne..	300	millions
France.....	300	millions
Italie.....	240	millions
Belgique....	86,5	millions
Pays-Bas...	71,5	millions
Luxembourg	2	millions

La valeur de l'unité de compte est de 0,888 670 88 gramme d'or fin.

Les États membres ne sont responsables que jusqu'à concurrence de leur quote-part du capital souscrit et non versé.

2. L'admission d'un nouveau membre entraîne une augmentation du capital souscrit correspondant à l'apport du nouveau membre.

3. Le Conseil des gouverneurs, statuant à l'unanimité, peut décider une augmentation du capital souscrit.

4. La quote-part du capital souscrit ne peut être ni cédée, ni donnée en nantissement et est insaisissable.

ARTICLE 5

1. Les États membres versent 25 % du capital souscrit, en cinq paiements égaux se situant respectivement au plus tard deux mois, neuf mois, seize mois, vingt-trois mois et trente mois à compter de l'entrée en vigueur du Traité.

Chaque versement est effectué pour un quart en or ou en monnaie librement convertible et pour trois quarts en monnaie nationale.

2. Le Conseil d'administration peut exiger le versement des 75 % restant du capital souscrit pour autant que ce versement est rendu nécessaire pour faire face aux obligations de la Banque à l'égard de ses bailleurs de fonds.

Le versement est effectué par chaque État membre proportionnellement à sa quote-part du capital souscrit, dans les monnaies dont la Banque a besoin pour faire face à ces obligations.

ARTICLE 6

1. Sur proposition du Conseil d'administration, le Conseil des gouverneurs peut décider à la majorité qualifiée que les États membres accordent à la Banque des prêts spéciaux productifs d'intérêts, dans le cas et dans la mesure où la Banque aura besoin d'un tel prêt pour le financement de projets déterminés, et où le Conseil d'administration justifie qu'elle n'est pas en mesure de se procurer les ressources nécessaires sur les marchés des capitaux à des conditions convenables, compte tenu de la nature et de l'objet des projets à financer.

2. Les prêts spéciaux ne peuvent être requis qu'à partir du début de la quatrième année suivant l'entrée en vigueur du Traité. Ils ne doivent pas excéder 400 millions d'unités de compte au total, ni 100 millions d'unités de compte par an.

3. La durée des prêts spéciaux sera établie en fonction de la durée des crédits ou garanties que la Banque se propose d'accorder au moyen de ces prêts; elle ne doit pas dépasser 20 ans. Le Conseil des gouverneurs, statuant à la majorité qualifiée sur proposition du Conseil d'administration, peut décider le remboursement anticipé des prêts spéciaux.

4. Les prêts spéciaux porteront intérêt au taux de 4 % l'an, à moins que le Conseil des gouverneurs, en tenant compte de l'évolution et du niveau des taux d'intérêt sur les marchés des capitaux, ne décide de fixer un taux différent.

5. Les prêts spéciaux doivent être accordés par les États membres au prorata de leur souscription dans le capital; ils doivent être versés en monnaie nationale au cours des six mois qui suivent leur appel.

6. En cas de liquidation de la Banque, les prêts spéciaux des États membres ne sont remboursés qu'après extinction des autres dettes de la Banque.

ARTICLE 7

1. Au cas où la parité de la monnaie d'un État membre par rapport à l'unité de compte définie à l'article 4 serait réduite, le montant de la quote-part de capital versée par cet État dans sa monnaie nationale serait ajusté proportionnellement à la modification intervenue dans la parité, moyennant un versement complémentaire effectué par cet État en faveur de la Banque. Toutefois, le montant sur lequel est effectué l'ajustement ne peut excéder le montant total des prêts consentis par la Banque et libellés dans la monnaie en question.

et des avoirs de la Banque dans cette monnaie. Le versement doit être effectué dans un délai de deux mois ou, dans la mesure où il correspond à des prêts, aux échéances de ces prêts.

2. Au cas où la parité de la monnaie d'un État membre par rapport à l'unité de compte définie à l'article 4 serait augmentée, le montant de la quote-part de capital versée par cet État dans sa monnaie nationale serait ajusté proportionnellement à la modification intervenue dans la parité, moyennant un remboursement effectué par la Banque en faveur de cet État. Toutefois, le montant sur lequel est effectué l'ajustement ne peut excéder le montant total des prêts consentis par la Banque et libellés dans la monnaie en question, et des avoirs de la Banque dans cette monnaie. Ce versement doit être effectué dans un délai de deux mois ou, dans la mesure où il correspond à des prêts, aux échéances de ces prêts.

3. La parité de la monnaie d'un État membre par rapport à l'unité de compte définie à l'article 4 est le rapport entre le poids d'or fin contenu dans cette unité de compte et le poids d'or fin correspondant au pair de cette monnaie déclaré au Fonds Monétaire International. A défaut, cette parité résultera du taux de change, par rapport à une monnaie définie ou convertible en or, appliqué par l'État membre pour les paiements courants.

4. Le Conseil des gouverneurs peut décider qu'il ne sera pas fait application des règles fixées aux paragraphes 1 et 2 lorsqu'il est procédé à une modification uniformément proportionnelle au pair de toutes les monnaies des pays membres du Fonds Monétaire International ou des membres de la Banque.

ARTICLE 8

La Banque est administrée et gérée par un Conseil des gouverneurs, un Conseil d'administration et un Comité de direction.

ARTICLE 9

1. Le Conseil des gouverneurs se compose des ministres désignés par les États membres.

2. Le Conseil des gouverneurs établit les directives générales relatives à la politique de crédit de la Banque, notamment en ce qui concerne les objectifs

dont il y aura lieu de s'inspirer au fur et à mesure que progresse la réalisation du marché commun.

Il veille à l'exécution de ces directives.

3. En outre, le Conseil des gouverneurs :

a) décide de l'augmentation du capital souscrit, conformément à l'article 4 paragraphe 3,

b) exerce les pouvoirs prévus par l'article 6 en matière de prêts spéciaux,

c) exerce les pouvoirs prévus par les articles 11 et 13 pour la nomination et la démission d'office des membres du Conseil d'administration et du Comité de direction,

d) accorde la dérogation prévue par l'article 18 paragraphe 1,

e) approuve le rapport annuel établi par le Conseil d'administration,

f) approuve le bilan annuel de même que le compte des profits et pertes,

g) exerce les pouvoirs et attributions prévus par les articles 7, 14, 17, 26 et 27,

h) approuve le règlement intérieur de la Banque.

4. Le Conseil des gouverneurs est compétent pour prendre, à l'unanimité, dans le cadre du Traité et des présents statuts, toutes décisions relatives à la suspension de l'activité de la Banque et à sa liquidation éventuelle.

ARTICLE 10

Sauf dispositions contraires des présents statuts, les décisions du Conseil des gouverneurs sont prises à la majorité des membres qui le composent. Les votes du Conseil des gouverneurs sont régis par les dispositions de l'article 148 du Traité.

ARTICLE 11

1. Le Conseil d'administration a compétence exclusive pour décider de l'octroi de crédits et de garanties et de la conclusion d'emprunts; fixe les taux d'intérêts pour les prêts, ainsi que les commissions de garanties; contrôle la saine administration de la Banque; assure la conformité de la gestion de la

Banque avec les dispositions du Traité et des statuts et les directives générales fixées par le Conseil des gouverneurs.

A l'expiration de l'exercice, il est tenu de soumettre un rapport au Conseil des gouverneurs et de le publier après approbation.

2. Le Conseil d'administration est composé de 12 administrateurs et de 12 suppléants.

Les administrateurs sont nommés pour une période de cinq ans par le Conseil des gouverneurs sur désignation respective des États membres et de la Commission à raison de :

- 3 administrateurs désignés par la République fédérale d'Allemagne;
- 3 administrateurs désignés par la République Française;
- 3 administrateurs désignés par la République Italienne;
- 2 administrateurs désignés d'un commun accord par les pays du Benelux;
- 1 administrateur désigné par la Commission.

Leur mandat est renouvelable.

Chaque administrateur est assisté d'un suppléant nommé dans les mêmes conditions et suivant les mêmes procédures que les administrateurs.

Les suppléants peuvent participer aux séances du Conseil d'administration; ils n'ont pas le droit de vote, sauf s'ils remplacent le titulaire en cas d'empêchement de celui-ci.

Le président, ou à son défaut un des vice-présidents du Comité de direction, préside les séances du Conseil d'administration sans prendre part au vote.

Les membres du Conseil d'administration sont choisis parmi les personnalités offrant toutes garanties d'indépendance et de compétence; ils ne sont responsables qu'envers la Banque.

3. Dans le seul cas où un administrateur ne remplit plus les conditions nécessaires pour exercer ses fonctions, le Conseil des gouverneurs, statuant à la majorité qualifiée, pourra prononcer sa démission d'office.

La non-approbation du rapport annuel entraîne la démission du Conseil d'administration.

4. En cas de vacance, par suite de décès ou de démission volontaire, d'office ou collective, il est procédé au remplacement selon les règles fixées au paragraphe 2. En dehors des renouvellements généraux, les membres sont remplacés pour la durée de leur mandat restant à courir.

5. Le Conseil des gouverneurs fixe la rétribution des membres du Conseil d'administration. Il établit à l'unanimité les incompatibilités éventuelles avec les fonctions d'administrateur et de suppléant.

ARTICLE 12

1. Chaque administrateur dispose d'une voix au Conseil d'administration.

2. Sauf dispositions contraires des présents statuts, les décisions du Conseil d'administration sont prises à la majorité simple des membres du Conseil ayant voix délibérative. La majorité qualifiée requiert la réunion de huit voix. Le règlement intérieur de la Banque fixe le quorum nécessaire pour la validité des délibérations du Conseil d'administration.

ARTICLE 13

1. Le Comité de direction se compose d'un président et de deux vice-présidents nommés pour une période de six ans par le Conseil des gouverneurs sur proposition du Conseil d'administration. Leur mandat est renouvelable.

2. Sur proposition du Conseil d'administration ayant statué à la majorité qualifiée, le Conseil des gouverneurs, statuant à son tour à la majorité qualifiée, peut prononcer la démission d'office des membres du Comité de direction.

3. Le Comité de direction assure la gestion des affaires courantes de la Banque, sous l'autorité du président et sous le contrôle du Conseil d'administration.

Il prépare les décisions du Conseil d'administration notamment en ce qui concerne la conclusion d'emprunts et l'octroi de crédits et de garanties; il assure l'exécution de ces décisions.

4. Le Comité de direction formule à la majorité ses avis sur les projets de prêts et de garanties et sur les projets d'emprunts.

5. Le Conseil des gouverneurs fixe la rétribution des membres du Comité de direction et établit les incompatibilités avec leurs fonctions.

6. Le président, ou en cas d'empêchement un des vice-présidents, représente la Banque en matière judiciaire ou extra-judiciaire.

7. Les fonctionnaires et employés de la Banque sont placés sous l'autorité du président. Ils sont engagés et licenciés par lui. Dans le choix du personnel, il doit être tenu compte non seulement des aptitudes personnelles et des qualifications professionnelles, mais encore d'une participation équitable des nationaux des États membres.

8. Le Comité de direction et le personnel de la Banque ne sont responsables que devant cette dernière et exercent leurs fonctions en pleine indépendance.

ARTICLE 14

1. Un Comité, composé de trois membres nommés par le Conseil des gouverneurs en raison de leur compétence, vérifie chaque année la régularité des opérations et des livres de la Banque.

2. Il confirme que le bilan et le compte de profits et pertes sont conformes aux écritures comptables et qu'ils reflètent exactement, à l'actif comme au passif, la situation de la Banque.

ARTICLE 15

La Banque communique avec chaque État membre par l'intermédiaire de l'autorité désignée par celui-ci. Dans l'exécution des opérations financières, elle a recours à la Banque d'émission de l'État membre intéressé ou à d'autres institutions financières agréées par celui-ci.

ARTICLE 16

1. La Banque coopère avec toutes les organisations internationales dont l'activité s'exerce en des domaines analogues aux siens.

2. La Banque recherche tous les contacts utiles en vue de coopérer avec les institutions bancaires et financières des pays auxquels elle étend ses opérations.

ARTICLE 17

A la requête d'un État membre ou de la Commission, ou d'office, le Conseil des gouverneurs interprète ou complète, dans les conditions dans lesquelles elles ont été arrêtées, les directives fixées par lui aux termes de l'article 9 des présents statuts.

ARTICLE 18

1. Dans le cadre du mandat défini à l'article 130 du Traité, la Banque accorde des crédits à ses membres ou à des entreprises privées ou publiques pour des projets d'investissement à réaliser sur les territoires européens des États membres, pour autant que des moyens provenant d'autres ressources ne sont pas disponibles à des conditions raisonnables.

Toutefois, par dérogation accordée à l'unanimité par le Conseil des gouverneurs, sur proposition du Conseil d'administration, la Banque peut octroyer des crédits pour des projets d'investissement à réaliser en tout ou en partie hors des territoires européens des États membres.

2. L'octroi de prêts est, autant que possible, subordonné à la mise en œuvre d'autres moyens de financement.

3. Lorsqu'un prêt est consenti à une entreprise ou à une collectivité autre qu'un État membre, la Banque subordonne l'octroi de ce prêt soit à une garantie de l'État membre sur le territoire duquel le projet sera réalisé, soit à d'autres garanties suffisantes.

4. La Banque peut garantir des emprunts contractés par des entreprises publiques ou privées ou par des collectivités pour la réalisation d'opérations prévues à l'article 130 du Traité.

5. L'encours total des prêts et des garanties accordés par la Banque ne doit pas excéder 250 % du montant du capital souscrit.

6. La Banque se prémunit contre le risque de change en assortissant les contrats de prêts et de garanties des clauses qu'elle estime appropriées.

ARTICLE 19

1. Les taux d'intérêt pour les prêts à consentir par la Banque, ainsi que les commissions de garantie, doivent être adaptés aux conditions qui prévalent sur le marché des capitaux, et doivent être calculés de façon que les recettes qui en résultent permettent à la Banque de faire face à ses obligations, de couvrir ses frais et de constituer un fonds de réserve conformément à l'article 24.

2. La Banque n'accorde pas de réduction sur les taux d'intérêt. Dans le cas où, compte tenu du caractère spécifique du projet à financer, une réduction du taux d'intérêt paraît indiquée, l'État membre intéressé ou une tierce instance peut accorder des bonifications d'intérêt, dans la mesure où leur octroi est compatible avec les règles fixées à l'article 92 du Traité.

ARTICLE 20

Dans ses opérations de prêts et de garanties, la Banque doit observer les principes suivants :

1. Elle veille à ce que ses fonds soient utilisés de la façon la plus rationnelle dans l'intérêt de la Communauté.

Elle ne peut accorder des prêts ou garantir des emprunts que :

a) lorsque le service d'intérêt et d'amortissement est assuré par les bénéfices d'exploitation, dans le cas de projets mis en œuvre par des entreprises du secteur de la production, ou par un engagement souscrit par l'État dans lequel le projet est mis en œuvre, ou de toute autre manière, dans le cas d'autres projets

b) et lorsque l'exécution du projet contribue à l'accroissement de la productivité économique en général et favorise la réalisation du marché commun.

2. Elle ne doit acquérir aucune participation à des entreprises, ni assumer aucune responsabilité dans la gestion, à moins que la protection de ses droits ne l'exige pour garantir le recouvrement de sa créance.

3. Elle peut céder ses créances sur le marché des capitaux et, à cet effet, exiger de ses emprunteurs l'émission d'obligations ou d'autres titres.

4. Ni elle ni les États membres ne doivent imposer de conditions selon lesquelles les sommes prêtées doivent être dépensées à l'intérieur d'un État membre déterminé.

5. Elle peut subordonner l'octroi de prêts à l'organisation d'adjudications internationales.

6. Elle ne finance, en tout ou en partie, aucun projet auquel s'oppose l'État membre sur le territoire duquel ce projet doit être exécuté.

ARTICLE 21

1. Les demandes de prêt ou de garantie peuvent être adressées à la Banque soit par l'intermédiaire de la Commission, soit par l'intermédiaire de l'État membre sur le territoire duquel le projet sera réalisé. La Banque peut aussi être saisie directement d'une demande de prêt ou de garantie par une entreprise.

2. Lorsque les demandes sont adressées par l'intermédiaire de la Commission, elles sont soumises pour avis à l'État membre sur le territoire duquel le projet sera réalisé. Lorsqu'elles sont adressées par l'intermédiaire de l'État, elles sont soumises pour avis à la Commission. Lorsqu'elles émanent directement d'une entreprise, elles sont soumises à l'État membre intéressé et à la Commission.

Les États membres intéressés et la Commission doivent donner leur avis dans un délai de deux mois au maximum. A défaut de réponse dans ce délai, la Banque peut considérer que le projet en cause ne soulève pas d'objections.

3. Le Conseil d'administration statue sur les demandes de prêt ou de garantie qui lui sont soumises par le Comité de direction.

4. Le Comité de direction examine si les demandes de prêt ou de garantie qui lui sont soumises sont conformes aux dispositions des présents statuts, notamment à celles de l'article 20. Si le Comité de direction se prononce en faveur de l'octroi du prêt ou de la garantie, il doit soumettre le projet de contrat au Conseil d'administration; il peut subordonner son avis favorable aux conditions qu'il considère comme essentielles. Si le Comité de direction se prononce contre l'octroi du prêt ou de la garantie, il doit soumettre au Conseil d'administration les documents appropriés accompagnés de son avis.

5. En cas d'avis négatif du Comité de direction, le Conseil d'administration ne peut accorder le prêt ou la garantie en cause qu'à l'unanimité.

6. En cas d'avis négatif de la Commission, le Conseil d'administration ne peut accorder le prêt ou la garantie en cause qu'à l'unanimité, l'administrateur nommé sur désignation de la Commission s'abstenant de prendre part au vote.

7. En cas d'avis négatif du Comité de direction et de la Commission, le Conseil d'administration ne peut pas accorder le prêt ou la garantie en cause.

ARTICLE 22

1. La Banque emprunte sur les marchés internationaux des capitaux les ressources nécessaires à l'accomplissement de ses tâches.

2. La Banque peut emprunter sur le marché des capitaux d'un État membre, dans le cadre des dispositions légales s'appliquant aux émissions intérieures, ou, à défaut de telles dispositions dans un État membre, quand cet État membre et la Banque se sont concertés et se sont mis d'accord sur l'emprunt envisagé par celle-ci.

L'assentiment des instances compétentes de l'État membre ne peut être refusé que si des troubles graves dans le marché des capitaux de cet État sont à craindre.

ARTICLE 23

1. La Banque peut employer, dans les conditions suivantes, les disponibilités dont elle n'a pas immédiatement besoin pour faire face à ses obligations :

a) elle peut effectuer des placements sur les marchés monétaires,

b) sous réserve des dispositions de l'article 20 paragraphe 2, elle peut acheter ou vendre des titres émis soit par elle-même, soit par ses emprunteurs,

c) elle peut effectuer toute autre opération financière en rapport avec son objet.

2. Sans préjudice des dispositions de l'article 25, la Banque n'effectue, dans la gestion de ses placements, aucun arbitrage de devises qui ne soit directement nécessité par la réalisation de ses prêts ou par l'accomplissement des engagements qu'elle a contractés du fait des emprunts émis par elle ou des garanties octroyées par elle.

3. Dans les domaines visés par le présent article, la Banque agira en accord avec les autorités compétentes des États membres ou avec leur banque d'émission.

ARTICLE 24

1. Il sera constitué progressivement un fonds de réserve à concurrence de 10 % du capital souscrit. Si la situation des engagements de la Banque le justifie, le Conseil d'administration peut décider la constitution de réserves supplémentaires. Aussi longtemps que ce fonds de réserve n'aura pas été entièrement constitué, il y aura lieu de l'alimenter par :

a) les recettes d'intérêts provenant des prêts accordés par la Banque sur les sommes à verser par les États membres en vertu de l'article 5,

b) les recettes d'intérêts provenant des prêts accordés par la Banque sur les sommes constituées par le remboursement des prêts visés au a), pour autant que ces recettes d'intérêts ne sont pas nécessaires pour exécuter les obligations et pour couvrir les frais de la Banque.

2. Les ressources du fonds de réserve doivent être placées de façon à être à tout moment en état de répondre à l'objet de ce fonds.

ARTICLE 25

1. La Banque sera toujours autorisée à transférer dans l'une des monnaies des États membres les avoirs qu'elle détient dans la monnaie d'un autre État membre pour réaliser les opérations financières conformes à son objet tel qu'il est défini à l'article 130 du Traité et compte tenu des dispositions de l'article 23 des présents statuts. La Banque évite dans la mesure du possible de procéder à de tels transferts, si elle détient des avoirs disponibles ou mobilisables dans la monnaie dont elle a besoin.

2. La Banque ne peut convertir en devises des pays tiers les avoirs qu'elle détient dans la monnaie d'un des États membres, sans l'assentiment de cet État.

3. La Banque peut disposer librement de la fraction de son capital versé en or ou en devises convertibles, ainsi que des devises empruntées sur des marchés tiers.

4. Les États membres s'engagent à mettre à la disposition des débiteurs de la Banque les devises nécessaires au remboursement en capital et intérêt des prêts accordés ou garantis par la Banque pour des projets à réaliser sur leur territoire.

ARTICLE 26

Si un État membre méconnaît ses obligations de membre découlant des présents statuts, notamment l'obligation de verser sa quote-part ou ses prêts spéciaux ou d'assurer le service de ses emprunts, l'octroi de prêts ou de garanties à cet État membre ou à ses ressortissants peut être suspendu par décision du Conseil des gouverneurs statuant à la majorité qualifiée.

Cette décision ne libère pas l'État ni ses ressortissants de leurs obligations vis-à-vis de la Banque.

ARTICLE 27

1. Si le Conseil des gouverneurs décide de suspendre l'activité de la Banque, toutes les activités devront être arrêtées sans délai, à l'exception des opérations nécessaires pour assurer dûment l'utilisation, la protection et la conservation des biens, ainsi que le règlement des engagements.

2. En cas de liquidation, le Conseil des gouverneurs nomme les liquidateurs et leur donne des instructions pour effectuer la liquidation.

ARTICLE 28

1. La Banque jouit dans chacun des États membres de la capacité juridique la plus large reconnue aux personnes morales par les législations nationales; elle peut notamment acquérir et aliéner des biens immobiliers ou mobiliers et ester en justice.

Les privilèges et immunités accordés à la Banque sont déterminés par le Protocole prévu à l'article 218 du Traité.

2. Les biens de la Banque sont exemptés de toute réquisition ou expropriation sous n'importe quelle forme.

ARTICLE 29

Les litiges entre la Banque d'une part, et d'autre part ses prêteurs, ses emprunteurs ou des tiers sont tranchés par les juridictions nationales compétentes, sous réserve des compétences attribuées à la Cour. de Justice.

La Banque doit élire domicile dans chacun des États membres. Toutefois, elle peut, dans un contrat, procéder à une élection spéciale de domicile ou prévoir une procédure d'arbitrage.

Les biens et avoirs de la Banque ne pourront être saisis ou soumis à exécution forcée que par décision de justice.

PROTOKOLL
ÜBER DIE SATZUNG DER EUROPÄISCHEN
INVESTITIONSBANK

DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN,

IN DEM WUNSCH, die in Artikel 129 dieses Vertrags vorgesehene Satzung der Europäischen Investitionsbank festzulegen,

SIND über folgende Bestimmungen ÜBEREINGEKOMMEN, die diesem Vertrag als Anhang beigefügt sind:

ARTIKEL 1

Die durch Artikel 129 dieses Vertrags gegründete Europäische Investitionsbank, im folgenden als „Bank“ bezeichnet, wird entsprechend diesem Vertrag und dieser Satzung errichtet; sie übt ihre Aufgaben und ihre Tätigkeit nach Maßgabe dieser Übereinkünfte aus.

Der Sitz der Bank wird im gegenseitigen Einvernehmen der Regierungen der Mitgliedstaaten festgelegt.

ARTIKEL 2

Die Aufgabe der Bank ist in Artikel 130 dieses Vertrags bestimmt.

ARTIKEL 3

Nach Artikel 129 dieses Vertrags sind Mitglieder der Bank:

- das Königreich Belgien,
- die Bundesrepublik Deutschland,
- die Französische Republik,
- die Italienische Republik,
- das Großherzogtum Luxemburg,
- das Königreich der Niederlande.

ARTIKEL 4

1. Die Bank wird mit einem Kapital von einer Milliarde Rechnungseinheiten ausgestattet, das von den Mitgliedstaaten in folgender Höhe gezeichnet wird:

Deutschland	300	Millionen
Frankreich	300	Millionen
Italien	240	Millionen
Belgien	86,5	Millionen
Niederlande	71,5	Millionen
Luxemburg	2	Millionen

Der Wert der Rechnungseinheit beträgt 0,88867088 Gramm Feingold.

Die Mitgliedstaaten haften nur bis zur Höhe ihres Anteils am gezeichneten und nicht eingezahlten Kapital.

2. Bei Aufnahme eines neuen Mitglieds erhöht sich das gezeichnete Kapital entsprechend dem Beitrag des neuen Mitglieds.

3. Der Rat der Gouverneure kann einstimmig über eine Erhöhung des gezeichneten Kapitals entscheiden.

4. Der Anteil am gezeichneten Kapital kann weder abgetreten noch verpfändet noch gepfändet werden.

ARTIKEL 5

1. Die Mitgliedstaaten zahlen 25 v. H. des gezeichneten Kapitals in fünf gleichen Raten ein, und zwar jeweils binnen zwei, neun, sechzehn, dreiundzwanzig und dreißig Monaten nach Inkrafttreten dieses Vertrags.

Jede Einzahlung erfolgt zu einem Viertel in Gold oder einer frei konvertierbaren Währung und zu drei Vierteln in Landeswährung.

2. Der Verwaltungsrat kann die Zahlung der restlichen 75 v. H. des gezeichneten Kapitals verlangen, soweit dies erforderlich wird, um den Verpflichtungen der Bank gegenüber ihren Anleihegebern nachzukommen.

Die Zahlung erfolgt im Verhältnis zu den Anteilen der Mitgliedstaaten am gezeichneten Kapital und in den Währungen, deren die Bank zur Erfüllung dieser Verpflichtungen bedarf.

ARTIKEL 6

1. Der Rat der Gouverneure kann mit qualifizierter Mehrheit auf Vorschlag des Verwaltungsrats entscheiden, daß die Mitgliedstaaten der Bank verzinssliche Sonderdarlehen gewähren, wenn und soweit die Bank diese zur Finanzierung bestimmter Vorhaben benötigt und der Verwaltungsrat nachweist, daß die Bank nicht in der Lage ist, die erforderlichen Mittel auf den Kapitalmärkten zu Bedingungen zu beschaffen, die der Art und dem Gegenstand der zu finanzierenden Vorhaben angemessen sind.

2. Die Sonderdarlehen dürfen erst mit Beginn des vierten Jahres nach Inkrafttreten dieses Vertrags angefordert werden. Sie dürfen insgesamt 400 Millionen Rechnungseinheiten und jährlich 100 Millionen Rechnungseinheiten nicht überschreiten.

3. Die Laufzeit der Sonderdarlehen wird nach der Laufzeit der Darlehen oder Bürgschaften festgesetzt, welche die Bank mittels dieser Sonderdarlehen zu gewähren beabsichtigt; sie darf 20 Jahre nicht überschreiten. Der Rat der Gouverneure kann mit qualifizierter Mehrheit auf Vorschlag des Verwaltungsrats eine Entscheidung über die vorzeitige Rückzahlung der Sonderdarlehen erlassen.

4. Die Sonderdarlehen sind zu 4 v. H. jährlich verzinsslich, es sei denn, daß durch eine Entscheidung des Rates der Gouverneure unter Berücksichtigung der Entwicklung und der Höhe der Zinssätze auf den Kapitalmärkten ein anderer Zinssatz bestimmt wird.

5. Die Sonderdarlehen werden von den Mitgliedstaaten nach dem Verhältnis ihrer Anteile am gezeichneten Kapital gewährt; sie werden binnen sechs Monaten nach Anforderung in Landeswährung eingezahlt.

6. Im Falle der Liquidation der Bank werden die Sonderdarlehen der Mitgliedstaaten erst nach Begleichung der übrigen Schulden der Bank zurückgezahlt.

ARTIKEL 7

1. Sinkt die Parität der Währung eines Mitgliedstaates gegenüber der in Artikel 4 bestimmten Rechnungseinheit, so gleicht dieser Staat den Betrag des von ihm in seiner Währung eingezahlten Kapitalanteils im Verhältnis zu der eingetretenen Änderung der Parität durch eine zusätzliche Zahlung an die Bank aus. Der Betrag, für den der Ausgleich vorgenommen wird, darf jedoch den Gesamtbetrag der von der Bank gewährten Darlehen und ihrer verfügbaren Bestände in der betreffenden Währung nicht überschreiten. Die Zahlung wird bin-

nen zwei Monaten oder, soweit sie Darlehen betrifft, zu deren Fälligkeitsterminen geleistet.

2. Steigt die Parität der Währung eines Mitgliedstaates gegenüber der in Artikel 4 bestimmten Rechnungseinheit, so gleicht die Bank den Betrag des von diesem Staat in seiner Währung eingezahlten Kapitalanteils im Verhältnis zu der eingetretenen Änderung der Parität durch eine Rückzahlung an diesen Staat aus. Der Betrag, für den der Ausgleich vorgenommen wird, darf jedoch den Gesamtbetrag der von der Bank gewährten Darlehen und ihrer verfügbaren Bestände in der betreffenden Währung nicht überschreiten. Die Zahlung wird binnen zwei Monaten oder, soweit sie Darlehen betrifft, zu deren Fälligkeitsterminen geleistet.

3. Die Parität der Währung eines Mitgliedstaates gegenüber der in Artikel 4 bestimmten Rechnungseinheit ist das Verhältnis zwischen dem Feingoldgehalt dieser Rechnungseinheit und dem Feingoldgehalt, welcher der dem Internationalen Währungsfonds angezeigten Parität dieser Währung entspricht. In Ermangelung einer solchen ergibt sich die Parität aus dem Wechselkurs der betreffenden Währung gegenüber einer in Gold bestimmten oder in Gold konvertierbaren Währung, den der Mitgliedstaat für laufende Zahlungen anwendet.

4. Wird eine Änderung der Parität aller Währungen der Mitgliedstaaten des Internationalen Währungsfonds oder der Mitglieder der Bank nach einem einheitlichen Verhältnissatz vorgenommen, so kann der Rat der Gouverneure entscheiden, daß die Absätze 1 und 2 keine Anwendung finden.

ARTIKEL 8

Die Bank wird von einem Rat der Gouverneure, einem Verwaltungsrat und einem Direktorium verwaltet und geleitet.

ARTIKEL 9

1. Der Rat der Gouverneure besteht aus den von den Mitgliedstaaten benannten Ministern.

2. Er erläßt die allgemeinen Richtlinien für die Kreditpolitik der Bank, insbesondere hinsichtlich der Ziele, die bei der schrittweisen Verwirklichung des Gemeinsamen Marktes jeweils anzustreben sind.

Er achtet auf die Durchführung dieser Richtlinien.

3. Er hat ferner folgende Befugnisse:

a) er entscheidet über die Erhöhung des gezeichneten Kapitals gemäß Artikel 4 Absatz 3;

b) er übt die in Artikel 6 in bezug auf die Sonderdarlehen vorgesehenen Befugnisse aus;

c) er übt die in den Artikeln 11 und 13 vorgesehenen Befugnisse für die Ernennung und Amtsenthebung der Mitglieder des Verwaltungsrats und des Direktoriums aus;

d) er erteilt die Ausnahmegenehmigung gemäß Artikel 18 Absatz 1;

e) er genehmigt den vom Verwaltungsrat ausgearbeiteten Jahresbericht;

f) er genehmigt die Jahresbilanz und die Ertragsrechnung;

g) er nimmt die in den Artikeln 7, 14, 17, 26 und 27 vorgesehenen Befugnisse und Obliegenheiten wahr;

h) er genehmigt die Geschäftsordnung der Bank.

4. Der Rat der Gouverneure ist im Rahmen dieses Vertrags und dieser Satzung befugt, einstimmig alle Entscheidungen über die Einstellung der Tätigkeit der Bank und ihre etwaige Liquidation zu treffen.

ARTIKEL 10

Soweit in dieser Satzung nicht etwas Gegenteiliges bestimmt ist, werden die Entscheidungen des Rates der Gouverneure mit der einfachen Mehrheit seiner Mitglieder gefaßt. Der Rat der Gouverneure stimmt nach den in Artikel 148 dieses Vertrags vorgesehenen Bestimmungen ab.

ARTIKEL 11

1. Der Verwaltungsrat hat die ausschließliche Entscheidungsbefugnis für die Gewährung von Darlehen und Bürgschaften sowie die Aufnahme von Anleihen; er setzt die Darlehens-Zinssätze und Bürgschaftsprovisionen fest; er sorgt für die ordnungsmäßige Verwaltung der Bank; er gewährleistet, daß die Führung der Geschäfte der Bank mit den Bestimmungen dieses Vertrags und dieser

Satzung sowie mit den allgemeinen Richtlinien des Rates der Gouverneure im Einklang steht.

Am Ende des Geschäftsjahres hat er dem Rat der Gouverneure einen Bericht vorzulegen und ihn, nachdem er genehmigt ist, zu veröffentlichen.

2. Der Verwaltungsrat besteht aus zwölf ordentlichen und zwölf stellvertretenden Mitgliedern.

Die ordentlichen Mitglieder werden nach Benennung durch die Mitgliedstaaten und die Kommission für fünf Jahre vom Rat der Gouverneure wie folgt bestellt:

- 3 ordentliche Mitglieder werden von der Bundesrepublik Deutschland benannt;
- 3 ordentliche Mitglieder werden von der Französischen Republik benannt;
- 3 ordentliche Mitglieder werden von der Italienischen Republik benannt;
- 2 ordentliche Mitglieder werden gemeinsam von den Beneluxländern benannt;
- 1 ordentliches Mitglied wird von der Kommission benannt.

Ihre Wiederbestellung ist zulässig.

Jedem ordentlichen Mitglied steht ein stellvertretendes Mitglied zur Seite, das nach denselben Bedingungen und Verfahrensregeln wie die ordentlichen Mitglieder bestellt wird.

Die stellvertretenden Mitglieder können an den Sitzungen des Verwaltungsrats teilnehmen; sie sind nicht stimmberechtigt, es sei denn, daß sie das ordentliche Mitglied vertreten, falls dieses verhindert ist.

Bei den Sitzungen des Verwaltungsrats führt der Präsident des Direktoriums oder bei seiner Verhinderung ein Vizepräsident den Vorsitz; der Vorsitzende nimmt an Abstimmungen nicht teil.

Zu Mitgliedern des Verwaltungsrats werden Persönlichkeiten bestellt, die jede Gewähr für Unabhängigkeit und Befähigung bieten. Sie sind nur der Bank verantwortlich.

3. Ein ordentliches Mitglied kann nur dann seines Amtes enthoben werden, wenn es die für die Wahrnehmung seiner Aufgaben erforderlichen Voraussetzungen nicht mehr erfüllt; in diesem Falle kann der Rat der Gouverneure mit qualifizierter Mehrheit seine Amtsenthebung verfügen.

Wird ein Jahresbericht nicht genehmigt, so hat dies den Rücktritt des Verwaltungsrats zur Folge.

4. Sitze, die durch Todesfall, freiwilligen Rücktritt, Amtsenthebung oder Gesamtrücktritt frei werden, sind nach Maßgabe des Absatzes 2 neu zu besetzen. Außer den allgemeinen Neubestellungen sind frei werdende Sitze für die verbleibende Amtszeit neu zu besetzen.

5. Der Rat der Gouverneure bestimmt die Vergütung der Mitglieder des Verwaltungsrats. Er stellt einstimmig fest, welche Tätigkeiten mit dem Amt eines ordentlichen oder stellvertretenden Mitglieds unvereinbar sind.

ARTIKEL 12

1. Jedes ordentliche Mitglied verfügt im Verwaltungsrat über eine Stimme.

2. Soweit in dieser Satzung nicht etwas Gegenteiliges bestimmt ist, werden die Entscheidungen des Verwaltungsrats mit der einfachen Mehrheit seiner stimmberechtigten Mitglieder getroffen. Für die qualifizierte Mehrheit sind acht Stimmen erforderlich. Die Geschäftsordnung der Bank bestimmt die Anzahl der Mitglieder, deren Anwesenheit für die Beschlußfähigkeit des Verwaltungsrats erforderlich ist.

ARTIKEL 13

1. Das Direktorium besteht aus einem Präsidenten und zwei Vizepräsidenten, die vom Rat der Gouverneure auf Vorschlag des Verwaltungsrats für sechs Jahre bestellt werden. Ihre Wiederbestellung ist zulässig.

2. Der Rat der Gouverneure kann mit qualifizierter Mehrheit auf Vorschlag des Verwaltungsrats, der mit qualifizierter Mehrheit beschließt, die Amtsenthebung der Mitglieder des Direktoriums anordnen.

3. Das Direktorium nimmt unter der Aufsicht des Präsidenten und der Kontrolle des Verwaltungsrats die laufenden Geschäfte der Bank wahr.

Es bereitet die Entscheidungen des Verwaltungsrats vor, insbesondere hinsichtlich der Aufnahme von Anleihen sowie der Gewährung von Darlehen und Bürgschaften; es sorgt für die Durchführung dieser Entscheidungen.

4. Die Stellungnahmen des Direktoriums zu beantragten Darlehen und Bürgschaften sowie zu geplanten Anleihen werden mit Mehrheit beschlossen.

5. Der Rat der Gouverneure setzt die Vergütung der Mitglieder des Direktoriums fest und bestimmt, welche Tätigkeiten mit ihrem Amt unvereinbar sind.

6. Die Bank wird gerichtlich und außergerichtlich vom Präsidenten oder bei seiner Verhinderung von einem Vizepräsidenten vertreten.

7. Der Präsident ist der Vorgesetzte der Bediensteten der Bank. Er stellt sie ein und entläßt sie. Bei der Auswahl des Personals ist nicht nur die persönliche Eignung und die berufliche Befähigung zu berücksichtigen, sondern auch auf eine angemessene Beteiligung von Staatsangehörigen der einzelnen Mitgliedstaaten zu achten.

8. Das Direktorium und das Personal der Bank sind nur dieser verantwortlich und üben ihre Ämter unabhängig aus.

ARTIKEL 14

1. Ein Ausschuß, der aus drei vom Rat der Gouverneure auf Grund ihrer Befähigung ernannten Mitgliedern besteht, prüft jährlich die Ordnungsmäßigkeit der Geschäfte und der Bücher der Bank.

2. Er stellt fest, ob die Bilanz und die Ertragsrechnung den Geschäftsbüchern entsprechen und auf der Aktiv- und Passivseite die Geschäftslage der Bank richtig wiedergeben.

ARTIKEL 15

Die Bank verkehrt mit jedem Mitgliedstaat über die von diesem bezeichnete Behörde. Bei der Durchführung ihrer Finanzgeschäfte nimmt sie die Notenbank des betreffenden Mitgliedstaates oder andere von diesem genehmigte Finanzinstitute in Anspruch.

ARTIKEL 16

1. Die Bank arbeitet mit allen in ähnlichen Bereichen tätigen internationalen Organisationen zusammen.

2. Die Bank nimmt zu den Bank- und Finanzinstituten der Länder, auf die sie ihre Geschäftstätigkeit erstreckt, alle der Zusammenarbeit dienlichen Beziehungen auf.

ARTIKEL 17

Auf Ersuchen eines Mitgliedstaates oder der Kommission oder von Amts wegen nimmt der Rat der Gouverneure die Auslegung oder Ergänzung seiner nach Artikel 9 dieser Satzung erlassenen Richtlinien gemäß den für ihren Erlaß maßgebenden Bestimmungen vor.

ARTIKEL 18

1. Im Rahmen der ihr in Artikel 130 dieses Vertrags gestellten Aufgabe gewährt die Bank ihren Mitgliedern oder privaten oder öffentlichen Unternehmen Darlehen für Investitionsvorhaben, die in den europäischen Hoheitsgebieten der Mitgliedstaaten durchzuführen sind, soweit Mittel aus anderen Quellen zu angemessenen Bedingungen nicht zur Verfügung stehen.

Die Bank kann auf Vorschlag des Verwaltungsrats durch eine vom Rat der Gouverneure einstimmig erteilte Ausnahmegenehmigung auch Darlehen für Investitionsvorhaben gewähren, die ganz oder teilweise außerhalb der europäischen Hoheitsgebiete der Mitgliedstaaten durchzuführen sind.

2. Die Gewährung von Darlehen wird soweit wie möglich von dem Einsatz auch anderer Finanzierungsmittel abhängig gemacht.

3. Wird einem Unternehmen oder einer Körperschaft — mit Ausnahme der Mitgliedstaaten — ein Darlehen gewährt, so macht die Bank dies entweder von einer Bürgschaft des Mitgliedstaates, in dessen Hoheitsgebiet das Vorhaben verwirklicht wird, oder von anderen ausreichenden Bürgschaften abhängig.

4. Die Bank kann Bürgschaften für Anleihen übernehmen, die von öffentlichen oder privaten Unternehmen oder von Körperschaften für die Durchführung der in Artikel 130 dieses Vertrags bezeichneten Vorhaben aufgenommen werden.

5. Die jeweils ausstehenden Darlehen und Bürgschaften der Bank dürfen insgesamt 250 v.H. des gezeichneten Kapitals nicht überschreiten.

6. Die Bank sichert sich gegen das Wechselrisiko, indem sie die Darlehens- und Bürgschaftsverträge mit den ihres Erachtens geeigneten Klauseln versieht.

ARTIKEL 19

1. Die Darlehenszinssätze und Bürgschaftsprovisionen der Bank werden den jeweiligen Bedingungen des Kapitalmarktes angepaßt und so bemessen, daß die Bank aus den Erträgen ihre Verpflichtungen erfüllen, ihre Kosten decken und gemäß Artikel 24 einen Reservefonds bilden kann.
2. Die Bank gewährt keine Zinsermäßigungen. Läßt die Eigenart des zu finanzierenden Vorhabens eine Zinsermäßigung angezeigt erscheinen, so kann der betreffende Mitgliedstaat oder eine dritte Stelle Zinsvergütungen gewähren, soweit die Gewährung mit Artikel 92 dieses Vertrags vereinbar ist.

ARTIKEL 20

Bei ihren Darlehens- und Bürgschaftsgeschäften beachtet die Bank folgende Grundsätze:

1. Sie achtet auf die wirtschaftlich zweckmäßigste Verwendung ihrer Mittel im Interesse der Gemeinschaft.

Sie darf nur dann Darlehen gewähren oder Bürgschaft leisten,

a) wenn der Zinsen- und Tilgungsdienst bei Vorhaben von Produktionsunternehmen aus deren Erträgen, und bei sonstigen Vorhaben durch eine entsprechende Verpflichtung des Staates, in dem das Vorhaben durchgeführt wird, oder auf andere Weise sichergestellt ist und

b) wenn die Durchführung des Vorhabens zu einer Steigerung der volkswirtschaftlichen Produktivität im allgemeinen beiträgt und die Verwirklichung des Gemeinsamen Marktes fördert.

2. Sie darf weder Beteiligungen an Unternehmen erwerben noch Verantwortung bei deren Geschäftsführung übernehmen, es sei denn, daß dies für die Wahrnehmung ihrer Rechte erforderlich ist, um die Rückzahlung der von ihr ausgeliehenen Mittel zu sichern.

3. Sie kann ihre Forderungen auf dem Kapitalmarkt abtreten und von ihren Darlehensnehmern die Ausgabe von Schuldverschreibungen oder anderen Wertpapieren verlangen.

4. Weder die Bank noch die Mitgliedstaaten dürfen Bedingungen vorschreiben, nach denen Beträge aus ihren Darlehen in einem bestimmten Mitgliedstaat ausgegeben werden müssen.

5. Sie kann die Gewährung von Darlehen davon abhängig machen, daß internationale Ausschreibungen stattfinden.

6. Sie darf ein Vorhaben weder finanzieren noch zu seiner Finanzierung beitragen, wenn der Mitgliedstaat, in dessen Hoheitsgebiet es durchgeführt werden soll, Einspruch erhebt.

ARTIKEL 21

1. Darlehens- und Bürgschaftsanträge können der Bank entweder über die Kommission oder über denjenigen Mitgliedstaat zugeleitet werden, in dessen Hoheitsgebiet das Vorhaben durchgeführt wird. Darlehens- und Bürgschaftsanträge können von Unternehmen auch unmittelbar bei der Bank eingereicht werden.

2. Werden der Bank Anträge über die Kommission zugeleitet, so sind sie dem Mitgliedstaat, in dessen Hoheitsgebiet das Vorhaben durchgeführt wird, zur Stellungnahme vorzulegen. Werden sie der Bank über einen Staat zugeleitet, so sind sie der Kommission zur Stellungnahme vorzulegen. Werden sie von einem Unternehmen unmittelbar eingereicht, so sind sie dem betreffenden Mitgliedstaat und der Kommission vorzulegen.

Die betreffenden Mitgliedstaaten und die Kommission haben eine Frist von zwei Monaten zur Abgabe ihrer Stellungnahme. Ist diese Frist verstrichen, so kann die Bank das betreffende Vorhaben als genehmigt betrachten.

3. Der Verwaltungsrat beschließt über die ihm vom Direktorium vorgelegten Darlehens- und Bürgschaftsanträge.

4. Das Direktorium prüft, ob die ihm vorgelegten Darlehens- und Bürgschaftsanträge den Bestimmungen dieser Satzung, insbesondere des Artikels 20, entsprechen. Spricht sich das Direktorium für die Gewährung des Darlehens oder der Bürgschaft aus, so legt es den Vertragsentwurf dem Verwaltungsrat vor; es kann seine positive Stellungnahme von Voraussetzungen abhängig machen, die es als wesentlich erachtet. Spricht sich das Direktorium gegen die Gewährung des Darlehens oder der Bürgschaft aus, so unterbreitet es die Unterlagen mit seiner Stellungnahme dem Verwaltungsrat.

5. Bei einer negativen Stellungnahme des Direktoriums kann der Verwaltungsrat das Darlehen oder die Bürgschaft nur einstimmig gewähren.

6. Bei einer negativen Stellungnahme der Kommission kann der Verwaltungsrat das Darlehen oder die Bürgschaft nur einstimmig gewähren; bei dieser Abstimmung enthält sich das von der Kommission benannte Mitglied des Verwaltungsrats der Stimme.

7. Bei einer negativen Stellungnahme des Direktoriums und der Kommission darf der Verwaltungsrat das Darlehen oder die Bürgschaft nicht gewähren.

ARTIKEL 22

1. Die Bank nimmt die zur Durchführung ihrer Aufgaben erforderlichen Anleihen auf den internationalen Kapitalmärkten auf.

2. Die Bank kann auf dem Kapitalmarkt eines Mitgliedstaates Anleihen entweder nach den dort für Inlandsemissionen geltenden Rechtsvorschriften oder, in Ermangelung solcher Vorschriften, auf Grund einer entsprechenden Fühlungnahme und Vereinbarung mit dem betreffenden Staat aufnehmen.

Die zuständigen Stellen des Mitgliedstaates können ihre Zustimmung nur dann versagen, wenn auf dem Kapitalmarkt dieses Staates ernstliche Störungen zu befürchten sind.

ARTIKEL 23

1. Die Bank kann die verfügbaren Mittel, die sie nicht unmittelbar zur Erfüllung ihrer Verpflichtungen benötigt, in folgender Weise verwenden:

a) sie kann Anlagen auf den Geldmärkten vornehmen;

b) vorbehaltlich des Artikels 20 Absatz 2 kann sie die von ihr selbst oder ihren Darlehensnehmern ausgegebenen Wertpapiere kaufen oder verkaufen;

c) sie kann alle sonstigen in ihren Aufgabenbereich fallenden Finanzgeschäfte vornehmen.

2. Unbeschadet des Artikels 25 befaßt sich die Bank bei der Handhabung ihrer Anlagen nur mit solchen Devisenarbitragen, die für die Durchführung ihrer Darlehensverträge oder die Erfüllung ihrer Verpflichtungen aus den von ihr aufgenommenen Anleihen oder gewährten Bürgschaften unmittelbar erforderlich sind.

3. Auf den in diesem Artikel genannten Gebieten handelt die Bank im Einvernehmen mit den zuständigen Behörden oder der Notenbank des betreffenden Mitgliedstaates.

ARTIKEL 24

1. Es wird schrittweise ein Reservefonds bis zum Höchstbetrag von 10 v. H. des gezeichneten Kapitals gebildet. Der Verwaltungsrat kann die Bildung zusätzlicher Rücklagen beschließen, wenn die Verbindlichkeiten der Bank es rechtfertigen. Solange der Reservefonds noch nicht in voller Höhe gebildet ist, sind an ihn abzuführen:

a) die Zinserträge der Darlehen, welche die Bank aus den nach Artikel 5 von den Mitgliedstaaten einzuzahlenden Beträgen gewährt hat,

b) die Zinserträge der Darlehen, welche die Bank aus den Rückzahlungen der unter Buchstabe *a* bezeichneten Darlehen gewährt hat,

soweit diese Zinserträge nicht zur Erfüllung der Verpflichtungen und zur Deckung der Kosten der Bank benötigt werden.

2. Die Mittel des Reservefonds sind so anzulegen, daß sie jederzeit entsprechend dem Zweck des Fonds eingesetzt werden können.

ARTIKEL 25

1. Die Bank ist jederzeit ermächtigt, ihre Guthaben in der Währung eines Mitgliedstaates in die Währung eines anderen Mitgliedstaates zu transferieren, um die Geschäfte durchzuführen, die der ihr in Artikel 130 dieses Vertrags und in Artikel 23 dieser Satzung gestellten Aufgabe entsprechen. Besitzt die Bank flüssige oder verfügbare Mittel in der von ihr benötigten Währung, so vermeidet sie, soweit möglich, derartige Transferierungen.

2. Die Bank kann ihre Guthaben in der Währung eines Mitgliedstaates nur mit dessen Zustimmung in die Währung dritter Länder konvertieren.

3. Die Bank kann über die in Gold oder in konvertierbarer Währung eingezahlten Kapitalbeträge sowie über die auf dritten Märkten aufgenommenen Devisen frei verfügen.

4. Die Mitgliedstaaten verpflichten sich, den Schuldnern der Bank die erforderlichen Devisenbeträge zur Rückzahlung von Kapital sowie zur Zahlung von Zinsen für Darlehen und Provisionen für Bürgschaften zur Verfügung zu stellen, welche die Bank für die Durchführung von Vorhaben im Hoheitsgebiet der Mitgliedstaaten gewährt hat.

ARTIKEL 26

Kommt ein Mitgliedstaat seinen Mitgliedspflichten aus dieser Satzung, insbesondere der Pflicht zur Einzahlung seines Anteils oder seiner Sonderdarlehen oder zur Bedienung in Anspruch genommener Darlehen nicht nach, so kann die Gewährung von Darlehen oder Bürgschaften an diesen Staat oder seine Angehörigen durch eine mit qualifizierter Mehrheit gefaßte Entscheidung des Rates der Gouverneure ausgesetzt werden.

Diese Entscheidung befreit den Mitgliedstaat oder seine Angehörigen nicht von ihren Verpflichtungen gegenüber der Bank.

ARTIKEL 27

1. Entscheidet der Rat der Gouverneure, daß die Tätigkeit der Bank einzustellen ist, so wird der gesamte Geschäftsbetrieb unverzüglich beendet; ausgenommen sind lediglich Amtshandlungen, die zur ordnungsmäßigen Verwertung, Sicherstellung und Erhaltung der Vermögenswerte sowie zur Regelung der Verbindlichkeiten notwendig sind.

2. Im Falle der Liquidation bestellt der Rat der Gouverneure die Liquidatoren und erteilt ihnen Weisungen zur Durchführung der Liquidation.

ARTIKEL 28

1. Die Bank besitzt in jedem Mitgliedstaat die weitestgehende Rechts- und Geschäftsfähigkeit, die juristischen Personen nach dessen Rechtsvorschriften zuerkannt wird; sie kann insbesondere bewegliches und unbewegliches Vermögen erwerben und veräußern sowie vor Gericht stehen.

Die Vorrechte und Befreiungen der Bank werden in dem Protokoll festgelegt, das in Artikel 218 dieses Vertrages vorgesehen ist.

2. Das Vermögen der Bank kann in keiner Form beschlagnahmt oder enteignet werden.

ARTIKEL 29

Über Rechtsstreitigkeiten zwischen der Bank einerseits und ihren Gläubigern, Kreditnehmern oder dritten Personen andererseits entscheiden die zuständigen Gerichte der einzelnen Staaten vorbehaltlich der Zuständigkeiten, die dem Gerichtshof zuerkannt sind.

Die Bank begründet in jedem Mitgliedstaat einen Gerichtsstand der Niederlassung. Sie kann in Verträgen einen besonderen Gerichtsstand bestimmen oder ein Schiedsverfahren vorsehen.

Das Vermögen und die Guthaben der Bank können nur auf gerichtliche Anordnung beschlagnahmt oder der Zwangsvollstreckung unterworfen werden.

PROTOCOLLO
SULLO STATUTO DELLA BANCA EUROPEA
PER GLI INVESTIMENTI

LE ALTE PARTI CONTRAENTI,

DESIDERANDO stabilire lo statuto della Banca europea per gli investimenti, contemplato dall'articolo 129 del Trattato,

HANNO CONVENUTO le disposizioni seguenti che sono allegate al Trattato stesso:

ARTICOLO 1

La Banca europea per gli investimenti istituita dall'articolo 129 del Trattato, in seguito denominata la « Banca », è costituita ed esercita le proprie funzioni e la sua attività conformemente alle disposizioni del Trattato e del presente statuto.

La sede della Banca è fissata di comune accordo dai governi degli Stati membri.

ARTICOLO 2

I compiti della Banca sono definiti dall'articolo 130 del Trattato.

ARTICOLO 3

Conformemente all'articolo 129 del Trattato, i membri della Banca sono:

- il Regno del Belgio;
- la Repubblica federale di Germania;
- la Repubblica francese;
- la Repubblica italiana;
- il Granducato del Lussemburgo;
- il Regno dei Paesi Bassi.

ARTICOLO 4

1. Il capitale della Banca è di un miliardo di unità di conto; le quote sottoscritte rispettivamente dagli Stati membri, sono le seguenti:

Germania	300	milioni
Francia	300	milioni
Italia	240	milioni
Belgio	86,5	milioni
Paesi Bassi ...	71,5	milioni
Lussemburgo ..	2	milioni

Il valore delle unità di conto corrisponde a 0,888 670 88 grammi d'oro fino.

Gli Stati membri sono responsabili soltanto fino a concorrenza dell'ammontare della loro quota di capitale sottoscritto e non versato.

2. L'ammissione di un nuovo membro determina un aumento del capitale sottoscritto pari al conferimento del nuovo membro.

3. Il Consiglio dei governatori, deliberando all'unanimità, può decidere un aumento del capitale sottoscritto.

4. La quota di capitale sottoscritta non è cedibile, non può essere costituita in garanzia nè è sequestrabile.

ARTICOLO 5

1. Gli Stati membri versano il 25 % del capitale sottoscritto in cinque rate uguali, che maturano rispettivamente al più tardi due mesi, nove mesi, sedici mesi, ventitrè mesi e trenta mesi dall'entrata in vigore del Trattato.

Ogni versamento è effettuato per un quarto in oro o moneta liberamente convertibile e per tre quarti in moneta nazionale.

2. Il Consiglio di amministrazione può esigere il versamento del rimanente 75 % del capitale sottoscritto, semprechè tale versamento sia necessario per far fronte alle obbligazioni della Banca nei confronti dei suoi mutuantanti.

Il versamento è effettuato da ciascuno Stato membro proporzionalmente alla sua quota di capitale sottoscritto e nelle monete di cui la Banca necessita per far fronte a tali obbligazioni.

ARTICOLO 6

1. Su proposta del Consiglio di amministrazione, il Consiglio dei governatori può decidere a maggioranza qualificata che gli Stati membri accordino alla Banca prestiti speciali fruttiferi, nel caso e nella misura in cui la Banca necessiti di un prestito di tal genere per il finanziamento di determinati progetti e il Consiglio di amministrazione dimostri che la Banca non è in grado di procurarsi sul mercato dei capitali i fondi necessari a condizioni convenienti, avuto riguardo alla natura e allo scopo dei progetti da finanziare.
2. I prestiti speciali possono essere richiesti soltanto a decorrere dall'inizio del quarto anno successivo all'entrata in vigore del Trattato. I prestiti non debbono superare un totale di 400 milioni di unità di conto, nè 100 milioni di unità di conto per anno.
3. La durata dei prestiti speciali sarà fissata in funzione della durata dei crediti o garanzie che la Banca si propone di concedere mediante tali prestiti; tale durata non deve essere superiore a 20 anni. Il Consiglio dei governatori, deliberando a maggioranza qualificata su proposta del Consiglio di amministrazione, può decidere il rimborso anticipato dei prestiti speciali.
4. Il saggio d'interesse dei prestiti speciali sarà del 4 % annuo, salvo che il Consiglio dei governatori, avuto riguardo all'evoluzione e al livello del saggio d'interesse sul mercato dei capitali, non decida di fissare un saggio diverso.
5. I prestiti speciali devono essere accordati dagli Stati membri proporzionalmente al capitale sottoscritto; i versamenti saranno effettuati in moneta nazionale durante i sei mesi successivi al richiamo.
6. In caso di liquidazione della Banca, i prestiti speciali degli Stati membri sono rimborsati soltanto dopo l'estinzione degli altri debiti della Banca.

ARTICOLO 7

1. Qualora la parità della moneta di uno Stato membro subisca un ribasso rispetto all'unità di conto di cui all'articolo 4, l'ammontare della quota di capitale versata da tale Stato nella sua moneta nazionale sarà adeguato proporzionalmente alla modificazione intervenuta nella parità, mediante un versamento complementare effettuato da tale Stato a credito della Banca. Tuttavia, l'ammontare sul quale è effettuato l'adeguamento non può eccedere l'ammontare totale dei prestiti concessi dalla Banca e iscritti nella moneta in que-

sione e degli averi della Banca nella moneta stessa. Il versamento deve essere effettuato entro due mesi oppure, nella misura in cui corrisponde a prestiti, alle scadenze di questi.

2. Qualora la parità della moneta di uno Stato membro subisca un aumento rispetto all'unità di conto definita dall'articolo 4, l'ammontare della quota di capitale versata da tale Stato nella sua moneta nazionale sarà adeguato proporzionalmente alla modificazione intervenuta nella parità mediante un rimborso effettuato dalla Banca a favore di tale Stato. Tuttavia, l'ammontare sul quale è effettuato l'adeguamento non può eccedere l'ammontare totale dei prestiti concessi dalla Banca e iscritti nella moneta in questione e degli averi della Banca nella moneta stessa. Il versamento deve essere effettuato entro due mesi oppure, nella misura in cui corrisponde a prestiti, alle scadenze di questi.

3. La parità della moneta di uno Stato membro rispetto all'unità di conto definita all'articolo 4 è stabilita in base al rapporto fra il peso di oro fino contenuto in tale unità di conto ed il peso di oro fino corrispondente alla parità di tale moneta dichiarata al Fondo Monetario Internazionale. In mancanza, tale parità sarà determinata in base al tasso di cambio rispetto a una moneta definita o convertibile in oro, applicato dallo Stato membro per i pagamenti ordinari.

4. Il Consiglio dei governatori può decidere che non saranno applicate le norme stabilite dai paragrafi 1 e 2 del presente articolo qualora si proceda a una modificazione uniformemente proporzionale al rapporto di parità di tutte le monete dei paesi membri del Fondo Monetario Internazionale o dei membri della Banca.

ARTICOLO 8

La Banca è amministrata e gestita da un Consiglio dei governatori, un Consiglio di amministrazione e un Comitato direttivo.

ARTICOLO 9

1. Il Consiglio dei governatori è composto dei ministri designati dagli Stati membri.

2. Il Consiglio dei governatori fissa le direttive generali relative alla politica creditizia della Banca, massime per quanto riguarda gli obiettivi ai quali ci si dovrà ispirare a misura che progredisce l'attuazione del mercato comune.

Il Consiglio dei governatori vigila sull'esecuzione di tali direttive.

3. Inoltre, il Consiglio dei governatori:

a) decide dell'aumento del capitale sottoscritto, conformemente all'articolo 4, paragrafo 3,

b) esercita i poteri previsti dall'articolo 6 in merito ai prestiti speciali,

c) esercita i poteri previsti dagli articoli 11 e 13 per la nomina e le dimissioni d'ufficio dei membri del Consiglio di amministrazione e del Comitato direttivo,

d) concede la deroga di cui all'articolo 18, paragrafo 1,

e) approva la relazione annuale redatta dal Consiglio di amministrazione,

f) approva il bilancio annuo nonchè il conto profitti e perdite,

g) esercita i poteri e le attribuzioni previsti dagli articoli 7, 14, 17, 26 e 27,

h) approva il regolamento interno della Banca.

4. Il Consiglio dei governatori è competente a prendere, all'unanimità, nell'ambito del trattato e del presente statuto tutte le decisioni relative alla sospensione dell'attività della Banca e alla sua eventuale liquidazione.

ARTICOLO 10

Salvo contraria disposizione del presente statuto, le decisioni del Consiglio dei governatori sono prese a maggioranza dei membri che lo compongono. Le votazioni del Consiglio dei governatori sono regolate dalle disposizioni dell'articolo 148 del Trattato.

ARTICOLO 11

1. Il Consiglio di amministrazione ha competenza esclusiva per decidere della concessione di crediti e di garanzie e per la conclusione di prestiti; fissa il saggio d'interesse per i prestiti nonchè le commissioni di garanzia; controlla

la sana amministrazione della Banca; assicura la conformità della gestione della Banca con le disposizioni del Trattato e dello statuto e con le direttive generali stabilite dal Consiglio dei governatori.

Alla chiusura dell'esercizio, il Consiglio di amministrazione è tenuto a sottoporre al Consiglio dei governatori una relazione ed a pubblicarla dopo l'approvazione.

2. Il Consiglio di amministrazione è composto di 12 amministratori e di 12 sostituti.

Gli amministratori sono nominati per un periodo di cinque anni dal Consiglio dei governatori, su rispettiva designazione degli Stati membri e della Commissione, in ragione di:

- 3 amministratori designati dalla Repubblica federale di Germania;
- 3 amministratori designati dalla Repubblica francese;
- 3 amministratori designati dalla Repubblica italiana;
- 2 amministratori designati di comune accordo dai paesi del Benelux;
- 1 amministratore designato dalla Commissione.

Il loro mandato è rinnovabile.

Ogni amministratore è assistito da un sostituto nominato alle stesse condizioni e secondo le stesse procedure degli amministratori.

I sostituti possono partecipare alle sedute del Consiglio d'amministrazione; non hanno diritto di voto, salvo quando sostituiscono il titolare in caso d'impedimento di questi.

Il presidente, o in sua assenza uno dei vicepresidenti del Comitato direttivo, presiede le sedute del Consiglio d'amministrazione senza partecipare alle votazioni.

I membri del Consiglio d'amministrazione sono scelti tra personalità che offrano ogni garanzia di indipendenza e di competenza; essi sono responsabili soltanto nei confronti della Banca.

3. Soltanto nel caso che un amministratore non risponda più ai requisiti necessari all'esercizio delle sue funzioni, il Consiglio dei governatori, deliberando a maggioranza qualificata, potrà dichiararlo dimissionario d'ufficio.

La mancata approvazione della relazione annuale provoca le dimissioni del Consiglio d'amministrazione.

4. In caso di vacanza, a seguito di decesso oppure di dimissioni volontarie, d'ufficio o collettive, si provvede alla sostituzione secondo le norme di cui al paragrafo 2. Salvo nei casi di rinnovamento generale, i membri sono sostituiti per la restante durata del mandato.

5. Il Consiglio dei governatori stabilisce la retribuzione dei membri del Consiglio d'amministrazione. Esso definisce all'unanimità le eventuali incompatibilità con le funzioni di amministratore e di sostituto.

ARTICOLO 12

1. Ogni amministratore dispone di un voto nel Consiglio d'amministrazione.

2. Salvo contraria disposizione del presente statuto, le decisioni del Consiglio d'amministrazione sono prese a maggioranza semplice dei membri del Consiglio aventi voto deliberativo. La maggioranza qualificata richiede otto voti. Il regolamento interno della Banca fissa il numero legale necessario per la validità delle deliberazioni del Consiglio d'amministrazione.

ARTICOLO 13

1. Il Comitato direttivo è composto di un presidente e di due vicepresidenti nominati per un periodo di sei anni dal Consiglio dei governatori, su proposta del Consiglio d'amministrazione. Il loro mandato è rinnovabile.

2. Su proposta del Consiglio d'amministrazione, che abbia deliberato a maggioranza qualificata, il Consiglio dei governatori, deliberando a sua volta a maggioranza qualificata, può dichiarare dimissionari d'ufficio i membri del Comitato direttivo.

3. Il Comitato direttivo provvede alla gestione degli affari d'ordinaria amministrazione della Banca, sotto l'autorità del presidente e sotto il controllo del Consiglio d'amministrazione.

Esso prepara le decisioni del Consiglio d'amministrazione, in particolare per la conclusione di prestiti e la concessione di crediti e garanzie; assicura l'esecuzione di tali decisioni.

4. Il Comitato direttivo formula a maggioranza i suoi pareri circa i progetti di concessione di crediti e di garanzie e i progetti di emissione di prestiti.
5. Il Consiglio dei governatori fissa la retribuzione dei membri del Comitato direttivo e definisce le incompatibilità con le loro funzioni.
6. Il presidente o, in caso di impedimento, uno dei vicepresidenti, rappresenta la Banca in sede giudiziaria o extra giudiziaria.
7. I funzionari e gli impiegati della Banca sono posti sotto l'autorità del presidente. Essi sono da lui assunti e licenziati. Nella scelta del personale, si deve tener conto non solo delle attitudini personali e delle qualificazioni professionali, ma anche di una equa partecipazione dei cittadini degli Stati membri.
8. Il Comitato direttivo e il personale della Banca sono responsabili soltanto nei confronti di quest'ultima ed esercitano le loro funzioni in piena indipendenza.

ARTICOLO 14

1. Un Comitato, composto di tre membri nominati dal Consiglio dei governatori, in ragione della loro competenza, verifica ogni anno la regolarità delle operazioni e dei libri della Banca.
2. Tale Comitato conferma che il bilancio ed il conto profitti e perdite sono conformi alle scritture contabili e rispecchiano esattamente la situazione della Banca sia all'attivo che al passivo.

ARTICOLO 15

La Banca comunica con i singoli Stati membri per il tramite dell'autorità da essi designata. Nell'esecuzione delle operazioni finanziarie essa ricorre alla banca d'emissione dello Stato membro interessato oppure ad altri istituti finanziari da quest'ultimo autorizzati.

ARTICOLO 16

1. La Banca coopera con tutte le organizzazioni internazionali, il cui campo di attività copra settori analoghi ai suoi.

2. La Banca ricerca ogni utile contatto per cooperare con gli istituti bancari e finanziari dei paesi ai quali estende le proprie operazioni.

ARTICOLO 17

A richiesta di uno Stato membro o della Commissione, ovvero d'ufficio, il Consiglio dei governatori interpreta o perfeziona, alle condizioni nelle quali sono state stabilite, le direttive da esso fissate ai sensi dell'articolo 9 del presente statuto.

ARTICOLO 18

1. Nell'ambito del mandato definito dall'articolo 130 del Trattato, la Banca concede crediti ai suoi membri oppure a imprese private o pubbliche per progetti d'investimenti da attuare nei territori europei degli Stati membri, semprechè non siano disponibili, a condizioni ragionevoli, mezzi provenienti da altre fonti.

Tuttavia, per deroga concessa all'unanimità dal Consiglio dei governatori, su proposta del Consiglio d'amministrazione, la Banca può concedere crediti per progetti di investimenti da attuarsi in tutto o in parte al di fuori dei territori europei degli Stati membri.

2. La concessione di crediti è subordinata, per quanto possibile, al ricorso ad altri mezzi di finanziamento.

3. Quando un prestito è accordato a una impresa o ad una collettività che non sia uno Stato membro, la Banca subordina la concessione di tale credito ad una garanzia dello Stato membro sul territorio del quale sarà attuato il progetto, oppure ad altre garanzie sufficienti.

4. La Banca può garantire prestiti contratti da imprese pubbliche o private ovvero da collettività per l'attuazione di operazioni previste dall'articolo 130 del Trattato.

5. Il totale degli impegni derivanti dai prestiti e dalle garanzie accordati dalla Banca non deve essere in alcun momento superiore al 250 % del capitale sottoscritto.

6. La Banca si cautela contro il rischio di cambio inserendo le clausole che riterrà idonee nei contratti relativi ai prestiti e alle garanzie.

ARTICOLO 19

1. I saggi d'interesse per i prestiti accordati dalla Banca nonchè le commissioni di garanzia devono essere adattati alle condizioni che prevalgono sul mercato dei capitali e devono essere calcolati in modo che gli introiti che ne derivano consentano alla Banca di far fronte alle proprie obbligazioni, di coprire le proprie spese e di costituire un fondo di riserva, conformemente all'articolo 24.

2. La Banca non accorda riduzioni sui saggi d'interesse. Qualora, avuto riguardo al carattere specifico del progetto da finanziare, risulti opportuna una riduzione del saggio di interesse, lo Stato membro interessato ovvero un'autorità terza può concedere bonifici d'interesse, nella misura in cui tale concessione sia compatibile con le norme fissate dall'articolo 92 del Trattato.

ARTICOLO 20

Nelle operazioni di prestito e di garanzia la Banca deve osservare i seguenti principi:

1. Vigila che i suoi fondi siano impiegati nel modo più razionale nell'interesse della Comunità.

Può accordare o garantire prestiti soltanto:

a) quando il servizio degli interessi e dell'ammortamento sia assicurato dagli utili di gestione, nel caso di progetti attuati da imprese appartenenti ai settori produttivi, oppure da un impegno sottoscritto dallo Stato in cui si realizza il progetto, o in qualsiasi altra maniera, nel caso di altri progetti

b) e quando l'esecuzione del progetto contribuisca all'incremento della produttività economica in generale e favorisca l'attuazione del mercato comune.

2. Non deve acquistare partecipazioni in imprese nè assumere reponsabilità di sorta nella loro gestione, salvo che non lo richieda la tutela dei propri diritti per garantire la riscossione dei propri crediti.

3. Può cedere i propri crediti sul mercato dei capitali ed esigere a tal fine dai suoi debitori l'emissione di obbligazioni o di altri titoli.

4. La Banca e gli Stati membri non debbono imporre condizioni per le quali le somme prestate debbano essere spese all'interno di un determinato Stato membro.

5. La Banca può subordinare la concessione di crediti alla organizzazione di aggiudicazioni internazionali.

6. La Banca non finanzia, nè interamente nè in parte, alcun progetto al quale si opponga lo Stato membro sul cui territorio il progetto stesso deve essere messo in esecuzione.

ARTICOLO 21

1. Le domande di prestiti o di garanzie possono essere inoltrate alla Banca per il tramite sia della Commissione sia dello Stato membro sul territorio del quale sarà attuato il progetto. Un'impresa può presentare anche direttamente alla Banca una domanda di prestito o di garanzia.

2. Quando le domande siano inoltrate per il tramite della Commissione, vengono sottoposte al parere dello Stato membro sul territorio del quale sarà attuato il progetto. Quando siano inoltrate per il tramite dello Stato stesso, sono sottoposte al parere della Commissione. Qualora siano presentate direttamente da un'impresa, sono sottoposte allo Stato membro interessato e alla Commissione.

Gli Stati membri interessati e la Commissione devono esprimere il loro parere nel termine massimo di due mesi. In caso di mancata risposta entro tale termine, la Banca può ritenere che il progetto di cui trattasi non sollevi obiezioni.

3. Il Consiglio d'amministrazione delibera in merito alle domande di prestiti o di garanzie a lui sottoposte dal Comitato direttivo.

4. Il Comitato direttivo esamina se le domande di prestiti o di garanzie che gli sono presentate sono conformi alle disposizioni del presente statuto, in particolare a quelle dell'articolo 20. Se il Comitato direttivo si pronuncia a favore della concessione del prestito o della garanzia, deve sottoporre il progetto di contratto al Consiglio d'amministrazione; può subordinare il proprio parere favorevole alle condizioni che ritenga essenziali. Qualora il Comitato direttivo si pronunci contro la concessione del prestito o della garanzia, deve sottoporre al Consiglio d'amministrazione i documenti pertinenti, unitamente al proprio parere.

5. In caso di parere negativo del Comitato direttivo, il Consiglio d'amministrazione può accordare il prestito o la garanzia in questione soltanto all'unanimità.

6. In caso di parere negativo della Commissione, il Consiglio d'amministrazione può accordare il prestito o la garanzia richiesta soltanto all'unanimità, e l'amministratore nominato su designazione della Commissione si astiene dal partecipare alla votazione.

7. In caso di parere negativo del Comitato direttivo e della Commissione, il Consiglio d'amministrazione non può accordare il prestito o la garanzia in questione.

ARTICOLO 22

1. La Banca contrae sui mercati internazionali dei capitali i prestiti necessari per l'adempimento dei suoi compiti.

2. La Banca può contrarre prestiti sul mercato dei capitali di uno Stato membro nel quadro delle disposizioni legislative relative alle emissioni interne oppure, ove manchino tali disposizioni in uno Stato membro, dopo che lo Stato membro e la Banca si siano consultati e si siano accordati sul prestito che quest'ultima ha in progetto.

Il consenso degli organi competenti dello Stato membro può essere recusato soltanto quando vi sia motivo di temere gravi turbamenti sul mercato dei capitali di questo Stato.

ARTICOLO 23

1. La Banca può impiegare, alle seguenti condizioni, le disponibilità di cui non abbia immediata necessità per far fronte alle sue obbligazioni:

a) può effettuare collocamenti sui mercati monetari;

b) fatte salve le disposizioni dell'articolo 20, paragrafo 2, può acquistare o vendere titoli emessi sia direttamente sia dai suoi debitori;

c) la Banca può effettuare qualsiasi altra operazione finanziaria in connessione con le sue finalità.

2. Senza pregiudizio delle disposizioni dell'articolo 25, la Banca non effettua, nella gestione dei suoi collocamenti, alcun arbitraggio di divise che

non sia strettamente indispensabile per realizzare i suoi prestiti o per adempiere agli impegni assunti in seguito ai prestiti emessi o alle garanzie concesse dalla Banca stessa.

3. Nei settori contemplati dal presente articolo, la Banca agirà di concerto con le autorità competenti degli Stati membri o con la loro banca di emissione.

ARTICOLO 24

1. Sarà costituito progressivamente un fondo di riserva fino a concorrenza del 10 % del capitale sottoscritto. Qualora la situazione degli impegni della Banca lo giustifichi, il Consiglio d'amministrazione può decidere la costituzione di riserve supplementari. Fino a che tale fondo di riserva non sia stato interamente costituito, si dovrà alimentarlo mediante:

a) gli introiti provenienti dagli interessi maturati dei prestiti concordati dalla Banca sulle somme che gli Stati membri debbono versare ai sensi dell'articolo 5,

b) gli introiti provenienti dagli interessi maturati dei prestiti concordati dalla Banca sulle somme costituite dal rimborso dei prestiti di cui alla lettera a),

semprechè tali introiti per interessi maturati non siano necessari a soddisfare obbligazioni e a coprire le spese della Banca.

2. Le risorse del fondo di riserva devono essere collocate in modo da essere in grado ad ogni momento di rispondere allo scopo di tali fondi.

ARTICOLO 25

1. La Banca sarà sempre autorizzata a convertire in una delle monete degli Stati membri gli averi che essa detiene nella moneta di un altro Stato membro per effettuare operazioni finanziarie rispondenti ai suoi scopi, così come definiti dall'articolo 130 del Trattato, e avuto riguardo delle disposizioni dell'articolo 23 del presente statuto. La Banca eviterà per quanto possibile di procedere a tali conversioni qualora detenga averi disponibili o realizzabili nella moneta di cui necessita.

2. La Banca non può convertire in valute di paesi terzi gli averi che detiene nella moneta di uno degli Stati membri, senza il consenso di quest'ultimo.

3. La Banca può disporre liberamente della parte del suo capitale versato in oro o in valute convertibili, nonché delle valute ottenute mediante prestiti emessi su mercati terzi.

4. Gli Stati membri si impegnano a mettere a disposizione dei debitori della Banca le valute necessarie al rimborso del capitale e interessi dei prestiti accordati o garantiti da questa per progetti da attuare sul loro territorio.

ARTICOLO 26

Qualora uno Stato membro disconosca i suoi obblighi di membro derivanti dal presente statuto, e in particolare l'obbligo di versare la propria quota o i suoi prestiti speciali o di assicurare il servizio dei prestiti da lui contratti, il Consiglio dei governatori, deliberante a maggioranza qualificata, può decidere di sospendere la concessione di crediti e di garanzie a tale Stato membro o ai suoi cittadini.

Tale decisione non libera lo Stato nè i suoi cittadini dalle loro obbligazioni nei confronti della Banca.

ARTICOLO 27

1. Qualora il Consiglio dei governatori decida di sospendere l'attività della Banca, tutte le attività dovranno essere sospese senza indugio, eccezion fatta per le operazioni necessarie a debitamente garantire l'utilizzazione, la tutela e la conservazione dei beni nonché la liquidazione degli impegni.

2. In caso di liquidazione, il Consiglio dei governatori nomina i liquidatori e impartisce loro istruzioni per effettuare la liquidazione.

ARTICOLO 28

1. In ognuno degli Stati membri la Banca ha la più ampia capacità giuridica riconosciuta dalle legislazioni nazionali alle persone giuridiche; essa

può in particolare acquistare e alienare beni mobili o immobili e stare in giudizio.

I privilegi e immunità accordati alla Banca sono definiti dal Protocollo previsto dall'articolo 218 del Trattato.

2. I beni della Banca sono esenti da tutte le requisizioni o espropri in qualsiasi forma.

ARTICOLO 29

Le controversie tra la Banca, da una parte, e i suoi creditori, i suoi debitori o terzi, dall'altra, sono decise dalle giurisdizioni nazionali competenti, fatte salve le competenze attribuite alla Corte di Giustizia.

La Banca deve eleggere domicilio in ognuno degli Stati membri. Tuttavia, essa può, in un contratto, procedere ad una elezione speciale di domicilio o prevedere una procedura arbitrale.

I beni e gli averi della Banca potranno essere sequestrati o sottoposti a esecuzione forzata soltanto con decisione giudiziaria.

**PROTOCOL
BETREFFENDE DE
STATUTEN VAN DE EUROPESE INVESTERINGSBANK**

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,
WENSENDE, de in artikel 129 van het Verdrag bedoelde Statuten van de
Europese Investeringsbank vast te stellen,

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen,
welke aan dat Verdrag zijn gehecht:

ARTIKEL 1

De Europese Investeringsbank welke bij artikel 129 van het Verdrag is
ingesteld, hierna te noemen "de Bank", wordt opgericht, oefent haar functies uit
en verricht haar werkzaamheden overeenkomstig de bepalingen van dat Verdrag
en van deze Statuten.

De zetel van de Bank wordt in onderlinge overeenstemming tussen de
regeringen van de Lid-Staten vastgesteld.

ARTIKEL 2

De taak van de Bank is in artikel 130 van het Verdrag omschreven.

ARTIKEL 3

Overeenkomstig artikel 129 van het Verdrag zijn leden van de Bank

- het Koninkrijk België,
- de Bondsrepubliek Duitsland,
- de Franse Republiek,
- de Italiaanse Republiek,
- het Groothertogdom Luxemburg,
- het Koninkrijk der Nederlanden.

ARTIKEL 4

1. Het kapitaal van de Bank bedraagt één miljard rekeneenheden, waarin door de Lid-Staten voor de volgende bedragen wordt deelgenomen:

Duitsland	300	miljoen
Frankrijk	300	miljoen
Italië	240	miljoen
België	86,5	miljoen
Nederland . . .	71,5	miljoen
Luxemburg ..	2	miljoen

De waarde van de rekeneenheid is 0,88867088 gram fijn goud.

De Lid-Staten zijn ten hoogste aansprakelijk tot het nog niet gestorte bedrag van hun aandeel in het geplaatste kapitaal.

2. De toelating van een nieuw lid brengt verhoging van het geplaatste kapitaal mede, overeenkomende met de inbreng van het nieuwe lid.

3. De Raad van Gouverneurs kan met eenparigheid van stemmen tot een verhoging van het geplaatste kapitaal besluiten.

4. Het aandeel der leden in het geplaatste kapitaal kan gecedeerd noch verpand worden en is niet vatbaar voor beslag.

ARTIKEL 5

1. De Lid-Staten storten 25% van het geplaatste kapitaal in vijf gelijke delen en wel uiterlijk onderscheidenlijk twee, negen, zestien, drieëntwintig en dertig maanden na de inwerkingtreding van het Verdrag.

Iedere storting geschiedt voor een vierde in goud of vrij-converteerbare deviezen en voor drie vierden in nationale valuta.

2. De Raad van Bewind kan de storting van de resterende 75% van het geplaatste kapitaal verlangen, voor zover dit noodzakelijk is om aan de verplichtingen van de Bank ten opzichte van haar geldschieters te voldoen.

Storting geschiedt door elke Lid-Staat in verhouding tot zijn aandeel in het geplaatste kapitaal in de valuta welke de Bank nodig heeft ten einde aan haar verplichtingen te voldoen.

ARTIKEL 6

1. Op voorstel van de Raad van Bewind kan de Raad van Gouverneurs met gekwalificeerde meerderheid van stemmen besluiten dat de Lid-Staten aan de Bank bijzondere, rentedragende leningen verstrekken, in het geval en in de mate waarin de Bank een dergelijke lening nodig heeft voor de financiering van bepaalde projecten, en wanneer de Raad van Bewind aantoonbaar is dat zij niet in staat is zich de nodige gelden op de kapitaalmarkten te verschaffen tegen passende voorwaarden, gelet op de aard en het doel van de te financieren projecten.
2. De bijzondere leningen kunnen eerst worden opgeëist vanaf het begin van het vierde jaar na de inwerkingtreding van het Verdrag. Zij mogen noch in totaal een bedrag van 400 miljoen rekeneenheden noch per jaar een bedrag van 100 miljoen rekeneenheden overschrijden.
3. De looptijd van de bijzondere leningen zal worden vastgesteld in overeenstemming met die van de kredieten of garanties welke de Bank zich voorstelt door middel van deze leningen te verstrekken; deze looptijd mag twintig jaar niet te boven gaan. De Raad van Gouverneurs kan met gekwalificeerde meerderheid van stemmen op voorstel van de Raad van Bewind besluiten tot vervroegde terugbetaling van de bijzondere leningen.
4. De bijzondere leningen zullen een rente dragen van 4% 's jaars, tenzij de Raad van Gouverneurs, rekening houdende met de ontwikkeling en het peil van de rentevoet op de kapitaalmarkten, besluit een andere rentevoet vast te stellen.
5. De bijzondere leningen moeten door de Lid-Staten worden verstrekt in verhouding tot het aandeel dezer Staten in het geplaatste kapitaal; het bedrag daarvan dient binnen zes maanden na een daartoe strekkende oproep in de nationale valuta te worden gestort.
6. In geval van liquidatie van de Bank worden de bijzondere leningen, door de Lid-Staten verstrekt, eerst terugbetaald na aflossing van de andere schulden van de Bank.

ARTIKEL 7

1. Ingeval de pariteit van de valuta van een Lid-Staat in verhouding tot de in artikel 4 omschreven rekeneenheid zou worden verlaagd, wordt het bedrag van het door deze Staat in zijn nationale valuta gestorte aandeel in het geplaatste kapitaal aangepast in verhouding tot de wijziging in de pariteit door een door

dit land te verrichten aanvullende storting ten gunste van de Bank. Het bedrag waarop de aanpassing betrekking heeft mag echter het totaal der door de Bank in bedoelde valuta verstrekte leningen en het bezit van de Bank in deze valuta niet overschrijden. De storting dient binnen twee maanden te geschieden of, voor zover deze verband houdt met leningen, op de vervaldagen van die leningen.

2. Ingeval de pariteit van de valuta van een Lid-Staat in verhouding tot de in artikel 4 omschreven rekeneenheid zou worden verhoogd, wordt het bedrag van het door deze Staat in zijn nationale valuta gestorte aandeel in het geplaatste kapitaal aangepast in verhouding tot de wijziging in de pariteit, door middel van een terugbetaling door de Bank aan deze Staat. Het bedrag waarop de aanpassing betrekking heeft mag echter het totaal der door de Bank in bedoelde valuta verstrekte leningen en het bezit van de Bank in deze valuta niet overschrijden. Deze storting dient binnen twee maanden te geschieden of, voor zover deze verband houdt met leningen, op de vervaldagen van die leningen.

3. De pariteit van de valuta van een Lid-Staat in verhouding tot de in artikel 4 omschreven rekeneenheid, is de verhouding tussen het gewicht aan fijn goud dat deze rekeneenheid vertegenwoordigt en het gewicht aan fijn goud overeenkomende met de pariteit van die valuta zoals deze is medegedeeld aan het Internationaal Monetair Fonds. Bij gebreke van dien wordt die pariteit berekend aan de hand van de wisselkoers welke ten aanzien van een in goud uitgedrukte of een in goud converteerbare valuta door de Lid-Staat voor zijn lopende betalingen wordt toegepast.

4. De Raad van Gouverneurs kan besluiten dat de in de leden 1 en 2 vastgestelde regels niet zullen worden toegepast wanneer een gelijkelijk evenredige wijziging wordt gebracht in de pariteit van alle valuta's van de landen welke lid zijn van het Internationaal Monetair Fonds of van de Bank.

ARTIKEL 8

De Bank wordt bestuurd en beheerd door een Raad van Gouverneurs, een Raad van Bewind en een Directie.

ARTIKEL 9

1. De Raad van Gouverneurs bestaat uit de door de Lid-Staten aangewezen Ministers.

2. De Raad van Gouverneurs stelt de algemene richtlijnen vast met betrekking tot de kredietpolitiek van de Bank, met name wat betreft de doelstellingen welke, naarmate de verwezenlijking van de gemeenschappelijke markt voortschrijdt, als leidraad moeten dienen.

Hij ziet erop toe dat deze richtlijnen worden opgevolgd.

3. Bovendien geldt voor de Raad van Gouverneurs het volgende:

a) hij besluit tot verhoging van het geplaatste kapitaal in overeenstemming met artikel 4, lid 3;

b) hij oefent de bevoegdheden uit welke in artikel 6 inzake de bijzondere leningen zijn genoemd;

c) hij oefent de bevoegdheden uit welke in de artikelen 11 en 13 voor de benoeming en het ambtshalve ontslaan der leden van de Raad van Bewind en van de Directie zijn genoemd;

d) hij staat de in artikel 18, lid 1, genoemde afwijking toe;

e) hij keurt het door de Raad van Bewind opgestelde jaarverslag goed;

f) hij keurt de jaarbalans alsmede de winst- en verliesrekening goed;

g) hij oefent de in de artikelen 7, 14, 17, 26 en 27 genoemde bevoegdheden uit;

h) hij keurt het reglement van orde van de Bank goed.

4. De Raad van Gouverneurs is bevoegd om met eenparigheid van stemmen, in het kader van het Verdrag en van deze Statuten, alle besluiten te nemen met betrekking tot de schorsing van de werkzaamheden van de Bank en met betrekking tot haar eventuele liquidatie.

ARTIKEL 10

Voor zover in deze Statuten niet anders is bepaald, worden de besluiten van de Raad van Gouverneurs met meerderheid van de stemmen zijner leden genomen. Voor het stemmen in de Raad van Gouverneurs gelden de bepalingen van artikel 148 van het Verdrag.

ARTIKEL 11

1. Alleen de Raad van Bewind is bevoegd te besluiten tot het verlenen van kredieten en garanties en tot het aangaan van leningen; hij stelt de rentevoet

vast voor de door de Bank verstrekte leningen alsmede de provisie ter zake van verleende garanties; hij ziet toe op een goed bestuur van de Bank; hij zorgt ervoor dat het beheer van de Bank plaatsvindt in overeenstemming met de bepalingen van het Verdrag en van de Statuten en met de algemene richtlijnen welke door de Raad van Gouverneurs worden vastgesteld.

Na het boekjaar brengt hij verslag uit aan de Raad van Gouverneurs en maakt dit verslag na goedkeuring bekend.

2. De Raad van Bewind bestaat uit twaalf bewindvoerders en twaalf plaatsvervangers.

De bewindvoerders worden voor de tijd van vijf jaar door de Raad van Gouverneurs benoemd na aanwijzing onderscheidenlijk door de Lid-Staten en door de Commissie, en wel als volgt:

- 3 bewindvoerders aangewezen door de Bondsrepubliek Duitsland,
- 3 bewindvoerders aangewezen door de Franse Republiek,
- 3 bewindvoerders aangewezen door de Italiaanse Republiek,
- 2 bewindvoerders in onderlinge overeenstemming aangewezen door de Benelux-landen,
- 1 bewindvoerder aangewezen door de Commissie.

Zij zijn herbenoembaar.

Elke bewindvoerder wordt bijgestaan door een plaatsvervanger, die onder dezelfde voorwaarden en volgens dezelfde procedure wordt benoemd als de bewindvoerders.

De plaatsvervangers kunnen aan de vergaderingen van de Raad van Bewind deelnemen; zij hebben geen stemrecht, tenzij zij een bewindvoerder in geval van verhindering vervangen.

De president of, bij ontstentenis, een van de vice-presidenten van de Directie oefent het voorzitterschap uit van de Raad van Bewind, zonder aan de stemming deel te nemen.

Als leden van de Raad van Bewind worden gekozen personen die alle waarborgen bieden voor onafhankelijkheid en bekwaamheid. Zij zijn slechts aan de Bank verantwoording schuldig.

3. Een bewindvoerder kan slechts dan door de Raad van Gouverneurs, welke ter zake met gekwalificeerde meerderheid van stemmen besluit, ambtshalve worden ontslagen, indien hij niet meer voldoet aan de voorwaarden welke voor de uitoefening van zijn functie zijn gesteld.

Ingeval het jaarverslag niet wordt goedgekeurd, treedt de Raad van Bewind af.

4. Indien er ten gevolge van overlijden of van vrijwillig, ambtshalve of collectief ontslag een vacature ontstaat, wordt tot vervanging overgegaan overeenkomstig de in lid 2 vastgestelde voorschriften. Behalve bij algehele vernieuwing, worden de leden voor de verdere duur van hun mandaat vervangen.

5. De Raad van Gouverneurs stelt de vergoeding vast voor de leden van de Raad van Bewind. Met eenparigheid van stemmen bepaalt hij welke functie eventueel onverenigbaar is met die van bewindvoerder en van plaatsvervanger.

ARTIKEL 12

1. Elke bewindvoerder beschikt in de Raad van Bewind over één stem.

2. Voor zover in deze Statuten niet anders is bepaald, worden de besluiten van de Raad van Bewind met eenvoudige meerderheid van stemmen van zijn stemgerechtigde leden genomen. Voor de gekwalificeerde meerderheid zijn acht eensluidende stemmen vereist. Het reglement van orde van de Bank stelt het quorum vast dat voor het nemen van rechtsgeldige besluiten in de Raad van Bewind is vereist.

ARTIKEL 13

1. De Directie bestaat uit een president en twee vice-presidenten, die voor de tijd van zes jaar door de Raad van Gouverneurs op voorstel van de Raad van Bewind worden benoemd. Zij zijn herbenoembaar.

2. Op voorstel van de Raad van Bewind, met gekwalificeerde meerderheid van stemmen tot stand gekomen, kan de Raad van Gouverneurs, eveneens met gekwalificeerde meerderheid van stemmen, besluiten, de leden van de Directie ambtshalve te ontslaan.

3. De Directie behandelt de lopende zaken van de Bank, onder leiding van de president en onder toezicht van de Raad van Bewind.

Zij bereidt de besluiten van de Raad van Bewind voor, met name wat betreft het aangaan van leningen en het verlenen van kredieten en garanties, en zorgt voor de uitvoering van die besluiten.

4. De adviezen inzake plannen voor het verstrekken van leningen en voor het verlenen van garanties en inzake plannen voor het aangaan van leningen worden door de Directie met meerderheid van stemmen vastgesteld.
5. De Raad van Gouverneurs stelt de vergoeding vast voor de leden van de Directie en bepaalt welke werkzaamheden onverenigbaar zijn met hun ambt.
6. De president of, bij ontstentenis, een van de vice-presidenten vertegenwoordigt de Bank in en buiten rechte.
7. De ambtenaren en bedienden van de Bank staan onder het gezag van de president. Zij worden door hem benoemd en ontslagen. Bij de keuze van het personeel dient niet alleen rekening te worden gehouden met persoonlijke geschiktheid en beroepsbekwaamheid, doch eveneens met een billijke verdeling naar nationaliteit over de Lid-Staten.
8. De Directie en het personeel van de Bank zijn slechts aan de Bank verantwoordingschuldig en oefenen hun functies in volledige onafhankelijkheid uit.

ARTIKEL 14

1. Een comité van drie leden, door de Raad van Gouverneurs op grond van hun bekwaamheid benoemd, controleert elk jaar de regelmatigheid van de verrichtingen en van de boeken van de Bank.
2. Dit comité verklaart dat de balans en de winst- en verliesrekening in overeenstemming zijn met de boekingen en dat zij zowel wat de activa als de passiva betreft, een juist beeld geven van de financiële toestand van de Bank.

ARTIKEL 15

De Bank onderhoudt de betrekkingen met elke Lid-Staat door tussenkomst van de door deze aangewezen autoriteit. Voor de uitvoering van financiële verrichtingen heeft zij toegang tot de centrale bank van de betrokken Lid-Staat of tot andere door die Staat gemachtigde financiële instellingen.

ARTIKEL 16

1. De Bank werkt samen met alle internationale organisaties waarvan de werkzaamheden zich uitstrekken over een terrein dat met het hare overeenkomt.

2. De Bank legt alle contacten welke dienstig zijn voor de samenwerking met de bankinstellingen en financiële instellingen der landen tot welke zij haar verrichtingen uitstrekt.

ARTIKEL 17

Op verzoek van een Lid-Staat of van de Commissie dan wel ambtshalve worden de richtlijnen die door de Raad van Gouverneurs overeenkomstig artikel 9 van deze Statuten zijn vastgesteld door hem uitgelegd of aangevuld op dezelfde wijze als waarop zij tot stand zijn gekomen.

ARTIKEL 18

1. In het kader van de in artikel 130 van het Verdrag omschreven taak, verleent de Bank kredieten aan haar leden of aan particuliere of openbare ondernemingen ten behoeve van investeringsprojecten, te verwezenlijken op het Europese grondgebied van de Lid-Staten, voor zover uit andere bronnen voortkomende middelen niet tegen redelijke voorwaarden beschikbaar zijn.

Nochtans kan de Bank, krachtens een, met eenparigheid van stemmen op voorstel van de Raad van Bewind genomen, besluit van de Raad van Gouverneurs tot afwijking van het voorgaande, kredieten verlenen voor investeringsprojecten welke geheel of gedeeltelijk buiten het Europese grondgebied van de Lid-Staten zullen worden verwezenlijkt.

2. Het verstrekken van leningen wordt zoveel mogelijk ondergeschikt gemaakt aan de inschakeling van andere financieringsmiddelen.

3. Wanneer een lening wordt toegekend aan een onderneming of een ander lichaam dan een Lid-Staat, maakt de Bank het verstrekken van deze lening ondergeschikt hetzij aan een garantie van de Lid-Staat op wiens grondgebied het project zal worden verwezenlijkt, hetzij aan andere voldoende waarborgen.

4. De Bank kan leningen garanderen die door openbare of particuliere ondernemingen of door lichamen zijn aangegaan ter verwezenlijking van projecten als bedoeld in artikel 130.

5. De som van de uitstaande leningen en garanties, door de Bank verstrekt, mag 250% van het geplaatste kapitaal niet te boven gaan.

6. De Bank beveiligd zich tegen wisselkoersrisico's door in de lenings- en garantie-overeenkomsten de naar haar mening passende bepalingen op te nemen.

ARTIKEL 19

1. De rentevoet voor door de Bank te verstrekken leningen alsmede de garantieprovisie dienen te worden aangepast aan de op de kapitaalmarkt geldende voorwaarden en zodanig te worden berekend dat de daaruit voortvloeiende ontvangsten de Bank in staat stellen haar verplichtingen na te komen, haar kosten te dekken en overeenkomstig artikel 24 een reservefonds te vormen.

2. De Bank staat geen verlagingen toe van de rentevoet. Ingeval er, gelet op de bijzondere aard van het te financieren project, aanleiding bestaat tot verlaging van de rentevoet, kan de belanghebbende Lid-Staat of een derde instantie rentevergoedingen verlenen, voor zover dit verenigbaar is met de in artikel 92 van het Verdrag vastgestelde regels.

ARTIKEL 20

Bij het verstrekken van leningen en van garanties neemt de Bank de volgende beginselen in acht:

1. Zij waakt ervoor dat haar gelden op de meest rationele wijze in het belang van de Gemeenschap worden aangewend.

Zij kan slechts leningen verstrekken of op te nemen leningen garanderen:

a) wanneer rente en aflossing bij projecten, uitgevoerd door ondernemingen in de produktieve sector, zijn gewaarborgd door de exploitatie-opbrengsten, of, bij andere projecten, door een verbintenis aangegaan door de Staat waarin het project wordt uitgevoerd dan wel op enigerlei andere wijze,

b) en wanneer de uitvoering van het project bijdraagt tot een verhoging van de economische produktiviteit in het algemeen en eveneens tot de verwezenlijking van de gemeenschappelijke markt.

2. Zij mag op generlei wijze deelnemen in ondernemingen noch een verantwoordelijkheid in het beleid daarvan op zich nemen, tenzij beveiliging van haar rechten dit als waarborg voor de inning van haar schuldvordering vereist.

3. Zij kan haar schuldvorderingen cederen op de kapitaalmarkt en te dien einde van haar geldnemers de uitgifte van obligaties of andere effecten verlangen.

4. Noch de Bank noch de Lid-Staten mogen als voorwaarde stellen dat uitgeleende gelden in een bepaalde Lid-Staat moeten worden besteed.

5. Zij kan het verstrekken van leningen afhankelijk stellen van het uitschrijven van internationale aanbestedingen.

6. Zij financiert noch geheel noch gedeeltelijk een project waartegen de Lid-Staat op wiens grondgebied het project moet worden uitgevoerd, zich verzet.

ARTIKEL 21

1. Aanvragen om leningen of garanties kunnen aan de Bank worden gericht, hetzij door tussenkomst van de Commissie, hetzij van de Lid-Staat op wiens grondgebied het project zal worden verwezenlijkt. Een onderneming kan zich ook rechtstreeks met zodanige aanvragen tot de Bank richten.

2. Wanneer de aanvragen door tussenkomst van de Commissie plaatsvinden, worden zij voor advies voorgelegd aan de Lid-Staat op wiens grondgebied het project zal worden uitgevoerd. Wanneer de aanvragen door tussenkomst van de Lid-Staat plaatsvinden, worden zij voor advies aan de Commissie voorgelegd. Wanneer zij rechtstreeks van een onderneming afkomstig zijn, worden zij aan de betrokken Lid-Staat en aan de Commissie voorgelegd.

De betrokken Lid-Staten en de Commissie dienen hun advies binnen een termijn van ten hoogste twee maanden te geven; bij gebreke van een antwoord binnen deze termijn, mag de Bank aannemen dat tegen het betrokken project geen bezwaren bestaan.

3. De Raad van Bewind beslist over lenings- en garantie-aanvragen welke hem door de Directie worden voorgelegd.

4. De Directie onderzoekt of de haar voorgelegde lenings- en garantie-aanvragen voldoen aan de bepalingen van deze Statuten, met name aan die van artikel 20. Indien de Directie zich uitspreekt voor het verstrekken van de lening of de garantie, moet zij de ontwerp-overeenkomst aan de Raad van Bewind voorleggen; zij kan haar gunstig advies afhankelijk stellen van de voorwaarden welke zij als wezenlijk beschouwt. Indien de Directie zich uitspreekt tegen het verstrekken van de lening of de garantie, moet zij de desbetreffende bescheiden, vergezeld van haar advies, voorleggen aan de Raad van Bewind.

5. Wanneer de Directie een afwijzend advies uitbrengt, kan de Raad van Bewind de betrokken lening of garantie niet dan met eenparigheid van stemmen verstrekken.

6. Wanneer de Commissie een afwijzend advies uitbrengt, kan de Raad van Bewind de betrokken lening of garantie niet dan met eenparigheid van stemmen verstrekken; daarbij onthoudt de bewindvoerder die na aanwijzing van de Commissie is benoemd, zich van stemming.

7. Ingeval zowel de Directie als de Commissie een afwijzend advies uitbrengen, mag de Raad van Bewind de betrokken lening of garantie niet verstrekken.

ARTIKEL 22

1. De Bank neemt op de internationale kapitaalmarkten de gelden op welke ter vervulling van haar taak noodzakelijk zijn.

2. De Bank kan op de kapitaalmarkt van een Lid-Staat leningen opnemen in het kader van de voor binnenlandse emissies geldende wettelijke voorschriften of, bij gebreke van dergelijke voorschriften in een Lid-Staat, nadat deze laatste en de Bank overleg hebben gepleegd en tot overeenstemming zijn gekomen inzake de door de Bank voorgenomen lening.

De bevoegde instanties van bedoelde Lid-Staat kunnen hun toestemming slechts weigeren, indien ernstige storingen op de kapitaalmarkt van die Staat te vreezen zijn.

ARTIKEL 23

1. De Bank kan de beschikbare middelen welke zij niet onmiddellijk nodig heeft om aan haar verplichtingen te voldoen, op de volgende wijze aanwenden:

a) zij kan deze op de geldmarkten uitzetten,

b) met inachtneming van de bepalingen van artikel 20, lid 2, kan zij effecten kopen of verkopen welke door haar of door haar geldnemers zijn uitgegeven,

c) zij kan elke andere financiële handeling verrichten welke met haar doel verband houdt.

2. Onverminderd de bepalingen van artikel 25, verricht de Bank bij het beheer over de door haar uitgezette gelden geen deviezenarbitrage welke niet rechtstreeks noodzakelijk is voor de verwezenlijking van door haar te verstrekken leningen of voor de nakoming van de verplichtingen welke zij wegens door haar aangegane leningen of verstrekte garanties op zich heeft genomen.

3. Op het in dit artikel bedoelde gebied handelt de Bank in overleg met de bevoegde instanties van de Lid-Staten of met hun centrale bank.

ARTIKEL 24

1. Er zal geleidelijk een reservefonds worden gevormd ten belope van 10% van het geplaatste kapitaal. Indien de stand van de verplichtingen van de Bank zulks rechtvaardigt, kan de Raad van Bewind besluiten tot het vormen van aanvullende reserves. Zolang dit reservefonds nog niet geheel is gevormd, behoort het te worden gevoed door:

a) de rente-ontvangsten uit hoofde van leningen door de Bank verstrekt uit de door de Lid-Staten krachtens artikel 5 te storten bedragen,

b) de rente-ontvangsten uit hoofde van leningen door de Bank verstrekt uit de bedragen, verkregen door de terugbetaling van de onder a) bedoelde leningen,

voor zover deze rente-ontvangsten niet noodzakelijk zijn voor het nakomen der verplichtingen en voor het dekken der kosten van de Bank.

2. De middelen van het reservefonds dienen zodanig te worden belegd dat zij te allen tijde het doel van dit fonds kunnen dienen.

ARTIKEL 25

1. De Bank is steeds bevoegd haar bezit aan deviezen van een van de Lid-Staten over te maken in deviezen van een andere Lid-Staat met het oog op de uitvoering van financiële verrichtingen overeenkomstig haar taak als omschreven in artikel 130 van het Verdrag en met inachtneming van de bepalingen van artikel 23 van deze Statuten. De Bank vermijdt dergelijke overmakingen zoveel mogelijk indien zij saldi beschikbaar heeft of beschikbaar kan maken in valuta die zij nodig heeft.

2. De Bank mag haar bezit aan deviezen van een der Lid-Staten niet zonder toestemming van deze Staat omzetten in deviezen van derde landen.

3. De Bank kan vrij beschikken over dat deel van het kapitaal dat in goud of in converteerbare deviezen is gestort, en eveneens over de op de markten van derde landen geleende deviezen.

4. De Lid-Staten verbinden zich, die deviezen ter beschikking van de debiteuren van de Bank te stellen, welke vereist zijn voor de terugbetaling van hoofdsom en rente van de leningen die de Bank verstrekt of gegarandeerd heeft, ten behoeve van op het grondgebied der Lid-Staten uit te voeren projecten.

ARTIKEL 26

Indien een Lid-Staat zijn uit deze Statuten voortvloeiende verplichtingen als lid niet nakomt, met name de verplichting zijn aandeel of de bijzondere leningen te storten of aan zijn verbintenissen ter zake van opgenomen leningen te voldoen, kan de verstrekking van leningen of van garanties aan deze Lid-Staat of aan zijn onderdanen worden geschorst door een met gekwalificeerde meerderheid van stemmen genomen besluit van de Raad van Gouverneurs.

Dit besluit bevrijdt de Staat noch zijn onderdanen van hun verplichtingen jegens de Bank.

ARTIKEL 27

1. Indien de Raad van Gouverneurs besluit de werkzaamheid van de Bank te schorsen, moeten alle werkzaamheden zonder verwijl worden stopgezet, met uitzondering van die welke noodzakelijk zijn om het gebruik, de bescherming en het behoud van de bezittingen, alsmede de afwikkeling der verplichtingen behoorlijk te waarborgen.

2. In geval van liquidatie benoemt de Raad van Gouverneurs de liquidateurs en geeft hun aanwijzingen voor de afwikkeling daarvan.

ARTIKEL 28

1. De Bank heeft in elk der Lid-Staten de ruimste handelingsbevoegdheid welke door de nationale wetgevingen aan rechtspersonen wordt toegekend; zij kan roerende en onroerende goederen verkrijgen en vervreemden en in rechte optreden.

De aan de Bank verleende voorrechten en immunititeiten worden door het in artikel 218 van het Verdrag genoemde protocol bepaald.

2. De bezittingen van de Bank kunnen op geen enkele wijze gevorderd of onteigend worden.

ARTIKEL 29

Geschillen tussen de Bank enerzijds en haar geldgevers, geldnemers of derden anderzijds worden, behoudens de aan het Hof van Justitie toegekende bevoegdheden, door de bevoegde nationale rechter beslecht.

De Bank kiest woonplaats in elk der Lid-Staten. Zij kan echter in een contract een bijzondere woonplaats kiezen of in een scheidsrechterlijke procedure voorzien.

De vermogenswaarden van de Bank kunnen slechts ingevolge rechterlijke beslissing in beslag genomen of geëxecuteerd worden.

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Rom am fünfundzwanzigsten März neunzehnhundert-siebenundfünfzig.

Fatto a Roma, il venticinque marzo millenovecentocinquantasette.

Gedaan te Rome, de vijfentwintigste maart negentienhonderd zevenen-vijftig.

P. N. Spadolini 

Alcedo

Alberini

Simeoni

Stampanoni

Antonio Tognoli

J. Tassinari

Benvenuti

Morelli



Chiaromonte

PROCOLE
relatif au
COMMERCE INTÉRIEUR ALLEMAND
ET AUX PROBLÈMES CONNEXES

PROKOLL
über den
INNERDEUTSCHEN HANDEL UND DIE DAMIT
ZUSAMMENHÄNGENDEN FRAGEN

PROCOLLO
relativo al
COMMERCIO INTERNO TEDESCO
E AI PROBLEMI CHE VI SI CONNETTONO

PROCOL
betreffende
DE BINNENLANDSE HANDEL VAN DUITSLAND
EN DE DAARMEDE
SAMENHANGENDE VRAAGSTUKKEN

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

PRENANT en considération les conditions existant actuellement en raison de la division de l'Allemagne,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après qui sont annexées au Traité :

1. Les échanges entre les territoires allemands régis par la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne et les territoires allemands où la Loi fondamentale n'est pas d'application faisant partie du commerce intérieur allemand, l'application du Traité n'exige aucune modification du régime actuel de ce commerce en Allemagne.

2. Chaque État membre informe les autres États membres et la Commission des accords intéressant les échanges avec les territoires allemands où la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne n'est pas d'application, ainsi que de leurs dispositions d'exécution. Il veille à ce que cette exécution ne soit pas en contradiction avec les principes du marché commun et prend notamment les mesures appropriées permettant d'éviter les préjudices qui pourraient être causés dans les économies des autres États membres.

3. Chaque État membre peut prendre des mesures appropriées en vue de prévenir les difficultés pouvant résulter pour lui du commerce entre un État membre et les territoires allemands où la Loi fondamentale de la République fédérale d'Allemagne n'est pas d'application.

DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN,

UNTER BERÜCKSICHTIGUNG der zur Zeit infolge der Teilung Deutschlands gegebenen Verhältnisse,

SIND über folgende Bestimmungen **ÜBEREINGEKOMMEN**, die diesem Vertrag als Anhang beigefügt sind:

1. Da der Handel zwischen den deutschen Gebieten innerhalb des Geltungsbereichs des Grundgesetzes für die Bundesrepublik Deutschland und den deutschen Gebieten außerhalb dieses Geltungsbereichs Bestandteil des innerdeutschen Handels ist, erfordert die Anwendung dieses Vertrags in Deutschland keinerlei Änderung des bestehenden Systems dieses Handels.
2. Jeder Mitgliedstaat unterrichtet die anderen Mitgliedstaaten und die Kommission über die Abkommen, die den Handelsverkehr mit den außerhalb des Geltungsbereichs des Grundgesetzes für die Bundesrepublik Deutschland gelegenen deutschen Gebieten betreffen, sowie über die zu ihrer Ausführung ergehenden Vorschriften. Er achtet darauf, daß diese Ausführung nicht im Gegensatz zu den Grundsätzen des Gemeinsamen Marktes steht, und trifft insbesondere geeignete Vorkehrungen, um Schädigungen innerhalb der Volkswirtschaften der anderen Mitgliedstaaten zu vermeiden.
3. Jeder Mitgliedstaat kann geeignete Maßnahmen treffen, um zu verhindern, daß sich für ihn aus dem Handel eines anderen Mitgliedstaates mit den deutschen Gebieten außerhalb des Geltungsbereichs des Grundgesetzes für die Bundesrepublik Deutschland Schwierigkeiten ergeben.

LE ALTE PARTI CONTRAENTI,

CONSIDERANDO le condizioni attualmente in essere a causa della divisione della Germania,

HANNO CONVENUTO le disposizioni seguenti che sono allegate al Trattato:

1. Atteso che gli scambi fra i territori tedeschi retti dalla Legge Fondamentale della Repubblica federale di Germania e i territori tedeschi ove la Legge Fondamentale non sia applicabile fanno parte del commercio interno tedesco, l'applicazione del Trattato non esige alcuna modificazione del regime attuale di tale commercio in Germania.
2. Ciascuno Stato membro informa gli altri Stati membri e la Commissione degli accordi che interessano gli scambi con i territori tedeschi ove la Legge Fondamentale della Repubblica federale di Germania non sia applicabile, come anche delle disposizioni esecutive degli accordi stessi. Esso Stato vigila a che l'esecuzione di tali accordi non sia in contraddizione con i principi del mercato comune e adotta in particolare le misure idonee ad evitare i pregiudizi che possano essere arrecati alle economie degli altri Stati membri.
3. Ciascuno Stato membro può adottare misure idonee a prevenire le difficoltà eventualmente derivanti nei suoi confronti dal commercio fra uno Stato membro e i territori tedeschi ove la Legge Fondamentale della Repubblica federale di Germania non sia applicabile.

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

IN OVERWEGING NEMENDE de thans ten gevolge van de deling van Duitsland heersende toestanden,

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen, welke aan het Verdrag zijn gehecht:


1. Aangezien het handelsverkeer tussen de Duitse gebieden waar de Grondwet voor de Bondsrepubliek Duitsland geldt, en de Duitse gebieden waar die Grondwet niet wordt toegepast, deel uitmaakt van de binnenlandse handel van Duitsland, vereist de toepassing van het Verdrag in Duitsland geen enkele wijziging van de thans voor die binnenlandse handel bestaande regeling.
2. Iedere Lid-Staat brengt de akkoorden inzake het handelsverkeer met de Duitse gebieden waar de Grondwet voor de Bondsrepubliek niet wordt toegepast, alsmede hun uitvoeringsbepalingen ter kennis van de andere Lid-Staten en van de Commissie. Hij waakt ervoor dat deze uitvoering niet in tegenspraak is met de beginselen van de gemeenschappelijke markt, en treft met name passende maatregelen om te vermijden, dat het economisch bestel van de andere Lid-Staten wordt geschaad.
3. Iedere Lid-Staat kan passende maatregelen treffen ten einde te verhinderen dat voor hem moeilijkheden ontstaan uit de handel tussen een Lid-Staat en de Duitse gebieden waar de Grondwet voor de Bondsrepubliek Duitsland niet wordt toegepast.

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Rom am fünfundzwanzigsten März neunzehnhundert-siebenundfünfzig.

Fatto a Roma, il venticinque marzo millenovecentocinquantasette.

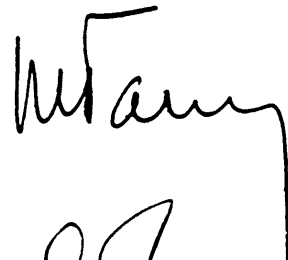
Gedaan te Rome, de vijfentwintigste maart negentienhonderd zeven-
envijftig.

P. N. Spach 

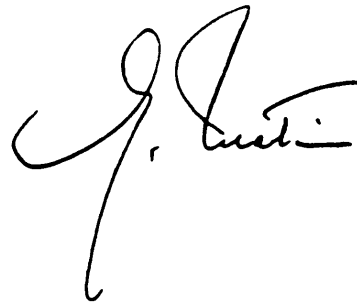


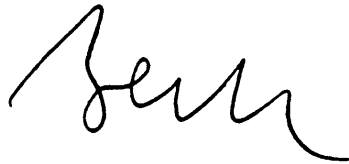






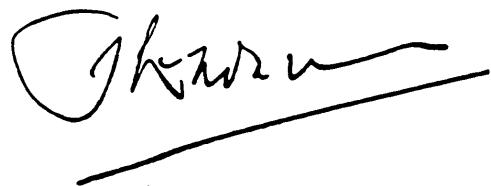












PROTOCOLE
relatif à
CERTAINES DISPOSITIONS
INTÉRESSANT LA FRANCE

PROTOKOLL
über
BESTIMMTE VORSCHRIFTEN
BETREFFEND FRANKREICH

PROTOCOLLO
relativo a
TALUNE DISPOSIZIONI
RIGUARDANTI LA FRANCIA

PROTOCOL
betreffende
ENKELE BEPALINGEN
VAN BELANG VOOR FRANKRIJK

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

DÉSIRANT régler, conformément aux objectifs généraux du Traité, certains problèmes particuliers existant actuellement,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après qui sont annexées à ce Traité :

I. — Taxes et aides

1. Il est procédé annuellement par la Commission et par le Conseil à un examen du régime de l'aide à l'exportation et des taxes spéciales à l'importation pratiqué dans la zone franc.

A l'occasion de cet examen, le Gouvernement français fait connaître les mesures qu'il se propose de prendre en vue de réduire et de rationaliser les niveaux des aides et taxes.

Il communique également au Conseil et à la Commission les créations nouvelles de taxes qu'il envisage comme suite à de nouvelles libérations et les aménagements des aides et des taxes auxquels il entend procéder dans la limite du taux maximum de la taxe en vigueur au 1^{er} janvier 1957. Ces différentes mesures peuvent faire l'objet d'une discussion au sein de ces institutions.

2. Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut, s'il estime que l'absence d'uniformité porte préjudice à certains secteurs industriels des autres États membres, demander au Gouvernement français de prendre certaines mesures d'uniformisation des taxes et des aides, dans chacune des trois catégories des matières premières, des demi-produits et des produits finis. Dans le cas où le Gouvernement français ne prendrait pas ces mesures, le Conseil, statuant également à la majorité qualifiée, autorise les autres États membres à prendre les mesures de sauvegarde dont il définit les conditions et modalités.

3. Dans le cas où la balance des paiements courants de la zone franc aurait été équilibrée pendant plus d'un an, et où ses réserves monétaires auraient atteint un niveau considéré comme satisfaisant, en particulier au regard du volume de son commerce extérieur, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, peut décider que le Gouvernement français doit supprimer le système des taxes et aides.

Au cas où la Commission et le Gouvernement français ne seraient pas d'accord sur le point de savoir si le niveau des réserves monétaires de la zone franc peut être considéré comme satisfaisant, ils se rapportent à l'avis d'une personnalité ou d'un organisme choisi d'un commun accord comme arbitre. En cas de désaccord, cet arbitre est désigné par le président de la Cour de Justice.

La suppression ainsi décidée doit être aménagée dans des conditions telles qu'elle ne risque pas de porter atteinte à l'équilibre de la balance des paiements et peut, en particulier, être effectuée de manière progressive. Cette suppression étant intervenue, les dispositions du Traité s'appliquent intégralement.

Le terme « balance des paiements courants » doit être entendu au sens adopté par les organismes internationaux et le Fonds Monétaire International, c'est-à-dire la balance commerciale et les transactions invisibles ayant le caractère de revenus ou de prestations de services.

II. — Rémunération des heures supplémentaires

1. Les États membres estiment que l'établissement du marché commun entraînera, à la fin de la première étape, une situation dans laquelle la base au-delà de laquelle sont rémunérées les heures supplémentaires et le taux moyen de majoration pour ces heures dans l'industrie correspondront à ceux existant en France, selon la moyenne de l'année 1956.

2. A défaut de réalisation de la situation ci-dessus, à la fin de la première étape, la Commission est tenue d'autoriser la France à prendre, à l'égard des secteurs industriels affectés par l'inégalité dans le mode de rémunération des heures supplémentaires, des mesures de sauvegarde dont elle définit les conditions et modalités, sauf dans le cas où pendant cette étape l'augmentation moyenne du niveau des salaires dans les mêmes secteurs d'autres États membres excéderait, par rapport à la moyenne de l'année 1956, celle intervenue en France, d'un pourcentage fixé par la Commission avec l'approbation du Conseil statuant à la majorité qualifiée.

DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN,

VON DEM WUNSCH GELEITET, gewisse besondere Probleme, die im gegenwärtigen Zeitpunkt bestehen, in Übereinstimmung mit den allgemeinen Zielen dieses Vertrags zu regeln,

SIND über folgende Bestimmungen ÜBEREINGEKOMMEN, die diesem Vertrag als Anhang beigefügt sind:

I. Abgaben und Beihilfen

1. Die Kommission und der Rat nehmen jährlich eine Prüfung des in der Franken-Zone angewandten Systems der Ausfuhrbeihilfen und der besonderen Einfuhrabgaben vor.

Bei dieser Prüfung gibt die französische Regierung die Maßnahmen bekannt, die sie zur Herabsetzung und Rationalisierung der Höhe der Beihilfen und Abgaben treffen will.

Ferner teilt sie dem Rat und der Kommission die Einführung neuer Abgaben, die sie auf Grund weiterer Liberalisierungen plant, sowie die Umgestaltung der Beihilfen und Abgaben mit, die sie innerhalb des am 1. Januar 1957 geltenden Abgabenhöchstsatzes in Aussicht nimmt. Diese Maßnahmen können innerhalb dieser Organe erörtert werden.

2. Ist der Rat der Auffassung, daß bestimmte Industriezweige der anderen Mitgliedstaaten durch die fehlende Einheitlichkeit beeinträchtigt werden, so kann er auf Vorschlag der Kommission auf Grund eines mit qualifizierter Mehrheit gefaßten Beschlusses die französische Regierung ersuchen, bestimmte Maßnahmen zur Vereinheitlichung der Abgaben und Beihilfen für jede der drei Gruppen Rohstoffe, Halbwaren und Fertigwaren zu treffen. Trifft die französische Regierung diese Maßnahmen nicht, so ermächtigt der Rat mit qualifizierter Mehrheit die anderen Mitgliedstaaten, Schutzmaßnahmen zu ergreifen, deren Bedingungen und Einzelheiten er festlegt.

3. War die laufende Zahlungsbilanz der Franken-Zone länger als ein Jahr ausgeglichen und haben ihre Währungsreserven einen unter besonderer Berücksichtigung des Außenhandelsvolumens als zufriedenstellend anzusehenden Stand

erreicht, so kann der Rat mit qualifizierter Mehrheit auf Vorschlag der Kommission entscheiden, daß die französische Regierung das System der Abgaben und Beihilfen abzuschaffen hat.

Wird zwischen der Kommission und der französischen Regierung über die Frage, ob der Stand der Währungsreserven der Franken-Zone als zufriedenstellend angesehen werden kann, kein Einvernehmen erzielt, so übertragen sie diese Feststellung einer im gegenseitigen Einvernehmen als Schiedsrichter gewählten Persönlichkeit oder Stelle. Kommt keine Einigung zustande, so ernennt der Präsident des Gerichtshofes den Schiedsrichter.

Lautet die Entscheidung auf Abschaffung, so ist diese derart durchzuführen, daß das Gleichgewicht der Zahlungsbilanz nicht beeinträchtigt wird; insbesondere können die Beihilfen und Abgaben schrittweise abgeschafft werden. Ist die Abschaffung durchgeführt, so sind die Bestimmungen dieses Vertrags uneingeschränkt anzuwenden.

Der Begriff „laufende Zahlungsbilanz“ hat die Bedeutung, die ihm bei den internationalen Organisationen und dem Internationalen Währungsfonds beigelegt wird; er umfaßt die Handelsbilanz und die unsichtbaren Transaktionen, die den Charakter von Erträgen oder Dienstleistungen haben.

II. Entgelt für Überstunden

1. Nach Ansicht der Mitgliedstaaten wird die Errichtung des Gemeinsamen Marktes am Ende der ersten Stufe Verhältnisse herbeiführen, unter denen die Grundlage, bei deren Überschreitung Überstunden vergütet werden, sowie die durchschnittliche Höhe dieser Überstundenzuschläge in der Industrie den betreffenden Werten in Frankreich entsprechen werden, und zwar nach dem Durchschnitt des Jahres 1956.

2. Treten diese Verhältnisse am Ende der ersten Stufe nicht ein, so hat die Kommission Frankreich zu ermächtigen, hinsichtlich der durch die Ungleichheit in der Art der Überstundenvergütung in Mitleidenschaft gezogenen Industriezweige Schutzmaßnahmen zu ergreifen, deren Bedingungen und Einzelheiten sie festlegt, es sei denn, daß während dieser Stufe der durchschnittliche Zuwachs des Lohnniveaus in den gleichen Zweigen anderer Mitgliedstaaten die in Frankreich eingetretene Erhöhung im Vergleich zum Durchschnitt des Jahres 1956 um einen Hundertsatz übersteigt, den die Kommission mit Zustimmung des Rates festsetzt, der hierbei mit qualifizierter Mehrheit beschließt.

LE ALTE PARTI CONTRAENTI,

DESIDERANDO risolvere, in conformità degli obiettivi generali del Trattato, taluni problemi particolari attualmente esistenti,

HANNO CONVENUTO le disposizioni seguenti che sono allegate al Trattato:

I. - Tasse e aiuti

1. La Commissione e il Consiglio procedono annualmente ad un esame del regime degli aiuti all'esportazione e delle tasse speciali all'importazione esistente nella zona del franco.

In occasione di tale esame, il Governo francese rende note le misure che intende adottare per ridurre e rendere razionali i livelli degli aiuti e tasse.

Esso Governo comunica altresì al Consiglio e alla Commissione le nuove imposizioni che intende effettuare in seguito a nuove liberalizzazioni e gli adattamenti degli aiuti e delle tasse cui intende procedere nei limiti dell'aliquota massima della tassa in vigore al 1° gennaio 1957. Le singole misure possono costituire l'oggetto di una discussione nell'ambito delle istituzioni suddette.

2. Il Consiglio, deliberando a maggioranza qualificata su proposta della Commissione, quando ritenga che la mancanza di uniformità sia pregiudizievole a taluni settori industriali degli altri Stati membri, può chiedere al Governo francese di adottare determinate misure per uniformare le tasse e gli aiuti, in ciascuna delle tre categorie relative alle materie prime, ai semiprodotto e ai prodotti finiti. Qualora il Governo francese non adotti tali misure, il Consiglio, sempre deliberando a maggioranza qualificata, autorizza gli altri Stati membri a prendere le misure di salvaguardia di cui definisce le condizioni e modalità.

3. Ove la bilancia dei pagamenti ordinari della zona del franco risulti equilibrata per oltre un anno e le sue riserve monetarie abbiano raggiunto un livello ritenuto soddisfacente, particolarmente nei riguardi del volume del suo commercio estero, il Consiglio, deliberando a maggioranza qualificata su proposta della Commissione, può decidere che il Governo francese deve abolire il sistema delle tasse e aiuti.

Qualora la Commissione e il Governo francese non concordino nel ritenere soddisfacente il livello delle riserve monetarie nella zona del franco, essi si rimettono al parere di una personalità o di un organismo scelto di comune intesa come arbitro. In caso di disaccordo, l'arbitro è designato dal presidente della Corte di Giustizia.

L'abolizione così decisa deve essere eseguita secondo modalità che non la rendano pregiudizievole all'equilibrio della bilancia dei pagamenti e può, in particolare, essere operata gradatamente. Le disposizioni del Trattato si applicano integralmente non appena intervenuta tale abolizione.

L'espressione « bilancia dei pagamenti ordinari » va intesa nel significato adottato dalle organizzazioni internazionali e dal Fondo monetario internazionale, vale a dire la bilancia commerciale e le transazioni invisibili aventi carattere di rendite o di prestazioni di servizi.

II. - Retribuzione delle ore di lavoro straordinario

1. Gli Stati membri ritengono che l'instaurazione del mercato comune condurrà, al termine della prima tappa, ad una situazione in cui il limite oltre il quale sono retribuite le ore di lavoro straordinario e il tasso medio di maggiorazione per tali ore nell'industria corrisponderanno a quelli esistenti in Francia secondo la media dell'anno 1956.

2. Ove tale situazione non si realizzasse al termine della prima tappa, la Commissione è tenuta ad autorizzare la Francia ad adottare, nei confronti dei settori industriali che risentono della disparità nel modo di retribuzione delle ore di lavoro straordinario, misure di salvaguardia di cui essa definisce le condizioni e modalità, salvo qualora, nel corso di tale tappa, l'aumento medio del livello dei salari negli stessi settori di altri Stati membri, rispetto alla media dell'anno 1956, fosse superiore a quello intervenuto in Francia di una percentuale fissata dalla Commissione con l'approvazione del Consiglio, che delibera a maggioranza qualificata.

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

WENSENDE, in overeenstemming met de algemene doeleinden van het Verdrag, enkele thans bestaande bijzondere vraagstukken te regelen,

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen, welke aan dat Verdrag zijn gehecht:

I. — Heffingen en steunmaatregelen

1. Jaarlijks wordt door de Commissie en door de Raad een onderzoek ingesteld naar het in het gebied van de Franse frank toegepaste stelsel van steunmaatregelen voor de uitvoer en van bijzondere heffingen bij invoer.

Bij dit onderzoek geeft de Franse Regering kennis van de maatregelen welke zij zich voorstelt te nemen met het oog op de verlaging en de rationalisatie van het peil der steunmaatregelen en heffingen.

Zij doet de Raad en de Commissie eveneens mededeling van nieuwe heffingen welke zij ingevolge nieuwe liberalisatiemaatregelen beoogt in te voeren alsmede van de herzieningen van de steunmaatregelen en de heffingen waartoe zij wenst over te gaan binnen de limiet van het op 1 januari 1957 geldende maximumpercentage voor heffingen. Deze verschillende maatregelen kunnen het onderwerp van bespreking in die instellingen uitmaken.

2. Indien de Raad van mening is dat het ontbreken van eenvormigheid schadelijk is voor bepaalde industriële sectoren der overige Lid-Staten kan hij, met gekwalificeerde meerderheid van stemmen op voorstel van de Commissie, besluiten de Franse Regering te verzoeken bepaalde maatregelen te nemen tot uniformisatie van de heffingen en van de steunmaatregelen, in elk van de drie categorieën, te weten: grondstoffen, halffabrikaten en eindprodukten. Indien de Franse Regering deze maatregelen niet neemt, machtigt de Raad, eveneens met gekwalificeerde meerderheid van stemmen, de overige Lid-Staten tot het treffen van vrijwaringsmaatregelen waarvan hij de voorwaarden en wijze van toepassing vaststelt.

3. Indien de lopende rekening van de betalingsbalans van het gebied van de Franse frank langer dan een jaar in evenwicht is geweest en indien de monetair reserves een peil hebben bereikt dat als bevredigend wordt beschouwd, in

het bijzonder met het oog op de omvang van de buitenlandse handel van dit gebied, kan de Raad, met gekwalificeerde meerderheid van stemmen op voorstel van de Commissie, besluiten dat de Franse Regering het stelsel van heffingen en steunmaatregelen dient af te schaffen.

Indien de Commissie en de Franse Regering niet tot overeenstemming komen omtrent de vraag of het peil der monetaire reserves van het gebied van de Franse frank als bevredigend kan worden beschouwd, onderwerpen zij zich aan het oordeel van een in onderlinge overeenstemming als scheidsrechter gekozen persoon of lichaam. Bij gebreke van overeenstemming wordt deze scheidsrechter door de president van het Hof van Justitie aangewezen.

Bij de afschaffing waartoe aldus is besloten dient zodanig te werk te worden gegaan, dat daardoor het evenwicht van de betalingsbalans niet in gevaar wordt gebracht; in het bijzonder kan de afschaffing geleidelijk plaatsvinden. Wanneer deze afschaffing eenmaal heeft plaatsgevonden, worden de bepalingen van het Verdrag geheel en al toegepast.

De uitdrukking „de lopende rekening van de betalingsbalans” dient te worden verstaan in de zin als aanvaard door de internationale lichamen en het Internationaal Monetair Fonds, dat wil zeggen als de handelsbalans en de onzichtbare transacties welke het karakter bezitten van inkomsten en van dienstverrichtingen.

II. — Vergoeding van overuren

1. De Lid-Staten zijn van mening dat het tot stand brengen van de gemeenschappelijke markt tot een zodanige toestand zal leiden aan het einde van de eerste etappe, dat de grondslag waarboven overuren worden vergoed, alsook de gemiddelde toeslag voor deze uren in de industrie, overeenstemmen met het in het jaar 1956 in Frankrijk bestaande gemiddelde.

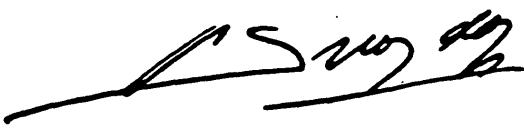
2. Wanneer aan het einde van de eerste etappe de vorenomschreven toestand niet is verwezenlijkt, dient de Commissie Frankrijk te machtigen, ten opzichte van industrietakken welke benadeeld worden door de ongelijkheid in de wijze van vergoeding der overuren, vrijwaringsmaatregelen te treffen, waarvan zij de voorwaarden en wijze van toepassing vaststelt, tenzij gedurende deze etappe in dezelfde industrietakken in andere Lid-Staten de gemiddelde stijging van het loonpeil, in verhouding tot het gemiddelde van 1956, de gemiddelde stijging in Frankrijk te boven gaat met een percentage dat door de Commissie, na goedkeuring door de Raad die ter zake met gekwalificeerde meerderheid van stemmen besluit, is vastgesteld.

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Rom am fünfundzwanzigsten März neunzehnhundert-siebenundfünfzig.

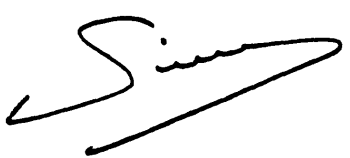
Fatto a Roma, il venticinque marzo millenovecentocinquantasette.

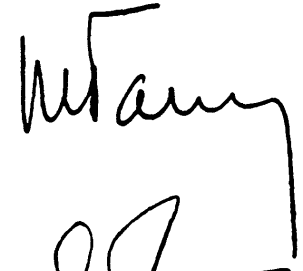
Gedaan te Rome, de vijfentwintigste maart negentienhonderd zeven-
envijftig.

P. N. Spach 

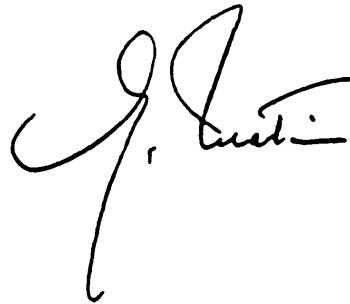









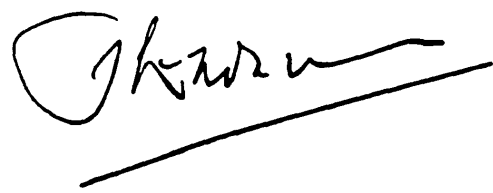












PROCOLE
CONCERNANT L'ITALIE

—

PROKOLL
BETREFFEND ITALIEN

—

PROCOLLO
CONCERNENTE L'ITALIA

—

PROCOL
BETREFFENDE ITALIE

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

DÉSIRANT régler certains problèmes particuliers intéressant l'Italie,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après, qui sont annexées au Traité :

LES ÉTATS MEMBRES DE LA COMMUNAUTÉ

PRENNENT ACTE du fait que le Gouvernement italien est engagé dans la mise en exécution d'un programme décennal d'expansion économique, qui a pour but de redresser les déséquilibres de structure de l'économie italienne, notamment par l'équipement des zones moins développées dans le Midi et dans les Iles et par la création d'emplois nouveaux dans le but d'éliminer le chômage;

RAPPELLENT que ce programme du Gouvernement italien a été pris en considération et approuvé dans ses principes et ses objectifs par des organisations de coopération internationale dont ils sont membres;

RECONNAISSENT qu'il est de leur intérêt commun que les objectifs du programme italien soient atteints;

CONVIENNENT, en vue de faciliter au Gouvernement italien l'accomplissement de cette tâche, de recommander aux institutions de la Communauté de mettre en œuvre tous les moyens et procédures prévus par le Traité en recourant notamment à un emploi adéquat des ressources de la Banque européenne d'investissement et du Fonds social européen;

SONT D'AVIS qu'il doit être tenu compte par les institutions de la Communauté, dans l'application du Traité, de l'effort que l'économie italienne devra supporter dans les prochaines années, et de l'opportunité d'éviter que des tensions dangereuses ne se produisent, notamment dans la balance des paiements ou dans le niveau de l'emploi, qui pourraient compromettre l'application de ce Traité en Italie;

RECONNAISSENT en particulier que, dans le cas d'application des articles 108 et 109, il faudra veiller à ce que les mesures demandées au Gouvernement italien sauvegardent l'aboutissement de son programme d'expansion économique et de relèvement du niveau de vie de la population.

DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN,
VON DEM WUNSCH GELEITET, gewisse besondere Probleme betreffend
Italien zu regeln,

SIND über folgende Bestimmungen ÜBEREINGEKOMMEN, die diesem Vertrag als Anhang beigefügt sind:

DIE MITGLIEDSTAATEN DER GEMEINSCHAFT

NEHMEN ZUR KENNTNIS, daß sich die italienische Regierung mit der Durchführung eines Zehnjahresplanes zur wirtschaftlichen Ausweitung befaßt, durch den die strukturellen Unterschiede der italienischen Volkswirtschaft ausgeglichen werden sollen, und zwar insbesondere durch die Ausrüstung der weniger entwickelten Gebiete Süditaliens und der italienischen Inseln sowie durch die Schaffung neuer Arbeitsplätze zur Beseitigung der Arbeitslosigkeit;

WEISEN DARAUF HIN, daß die Grundsätze und die Ziele dieses Plans der italienischen Regierung von Organisationen für internationale Zusammenarbeit, deren Mitglieder sie sind, berücksichtigt und gebilligt wurden;

ERKENNEN AN, daß die Erreichung der Ziele des italienischen Plans in ihrem gemeinsamen Interesse liegt;

KOMMEN ÜBEREIN, den Organen der Gemeinschaft die Anwendung aller in diesem Vertrag vorgesehenen Mittel und Verfahren zu empfehlen, insbesondere durch eine angemessene Verwendung der Mittel der Europäischen Investitionsbank und des Europäischen Sozialfonds der italienischen Regierung die Erfüllung dieser Aufgabe zu erleichtern;

SIND DER AUFFASSUNG, daß die Organe der Gemeinschaft bei der Anwendung dieses Vertrags berücksichtigen müssen, daß die italienische Volkswirtschaft in den kommenden Jahren erheblichen Belastungen ausgesetzt sein wird, und daß gefährliche Spannungen, namentlich in der Zahlungsbilanz oder im Beschäftigungsstand, durch welche die Anwendung dieses Vertrags in Italien in Frage gestellt werden könnte, zu vermeiden sind;

ERKENNEN INSBESONDERE AN, daß im Falle der Anwendung der Artikel 108 und 109 darauf zu achten ist, daß bei den Maßnahmen, um welche die italienische Regierung ersucht wird, die Durchführung ihres Plans zur wirtschaftlichen Ausweitung und zur Hebung des Lebensstandards der Bevölkerung gesichert bleibt.

LE ALTE PARTI CONTRAENTI,

DESIDERANDO risolvere taluni problemi particolari che interessano l'Italia,

HANNO CONVENUTO le disposizioni seguenti, che sono allegate al Trattato:

GLI STATI MEMBRI DELLA COMUNITÀ

PRENDONO ATTO del fatto che il Governo italiano è impegnato nell'esecuzione di un programma decennale di espansione economica che mira a sanare gli squilibri strutturali dell'economia italiana, in particolare grazie all'attrezzatura delle zone meno sviluppate nel Mezzogiorno e nelle Isole e alla creazione di nuovi posti di lavoro per eliminare la disoccupazione;

RICORDANO che tale programma del Governo italiano è stato preso in considerazione e approvato nei suoi principi e nei suoi obiettivi da organizzazioni di cooperazione internazionale di cui essi sono membri;

RICONOSCONO che il raggiungimento degli obiettivi del programma italiano risponde al loro interesse comune;

CONVENGONO, onde agevolare il Governo italiano nell'adempimento di tale compito, di raccomandare alle istituzioni della Comunità di attuare tutti i mezzi e tutte le procedure previsti dal Trattato, ricorrendo in particolare a un adeguato impiego delle risorse della Banca europea per gli investimenti e del Fondo sociale europeo;

RITENGONO che le istituzioni della Comunità debbano considerare, ai fini dell'applicazione del Trattato, lo sforzo che l'economia italiana dovrà sostenere nei prossimi anni, e l'opportunità di evitare che insorgano pericolose tensioni, in particolare per quanto riguarda la bilancia dei pagamenti o il livello dell'occupazione, tensioni che potrebbero compromettere l'applicazione del Trattato in Italia;

RICONOSCONO in particolare che, in caso di applicazione degli articoli 108 e 109, si dovrà aver cura che le misure richieste al Governo italiano salvaguardino il compimento del suo programma di espansione economica e di miglioramento del tenore di vita della popolazione.

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

VERLANGENDE bepaalde bijzondere vraagstukken te regelen welke voor Italië van belang zijn,

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen, welke aan het Verdrag zijn gehecht:

DE LID-STATEN VAN DE GEMEENSCHAP

NEMEN KENNIS van het feit, dat de Italiaanse Regering een aanvang heeft gemaakt met de tenuitvoerlegging van een tienjarenplan voor economische expansie, dat tot doel heeft een evenwicht tot stand te brengen in de structuur van de Italiaanse economie, met name door de minderontwikkelde streken in het zuiden en op de eilanden toe te rusten en door nieuwe werkgelegenheid te scheppen, ten einde de werkloosheid uit te schakelen;

BRENGEN IN HERINNERING, dat dit programma van de Italiaanse Regering door organisaties van internationale samenwerking waarvan zij lid zijn, in zijn beginselen en zijn doelstellingen in beschouwing is genomen en goedgekeurd;

ERKENNEN, dat het in hun gemeenschappelijk belang is dat de doelstellingen van het Italiaanse programma worden bereikt;

KOMEN OVEREEN, ten einde de vervulling van de taak der Italiaanse Regering te vergemakkelijken, aan de instellingen van de Gemeenschap aan te bevelen alle in het Verdrag bedoelde middelen en procedures aan te wenden, met name een doeltreffend gebruik te maken van de middelen van de Europese Investeringsbank en het Europees Sociaal Fonds;

ZIJN VAN MENING, dat door de instellingen van de Gemeenschap bij de toepassing van het Verdrag rekening moet worden gehouden met de krachtsinspanning welke de Italiaanse economie zich gedurende de eerstkomende jaren moet getroosten, en met de wenselijkheid gevaarlijke spanningen te voorkomen, met name in de betalingsbalans en het peil van werkgelegenheid, welke de toepassing van dat Verdrag in Italië in gevaar zouden kunnen brengen;


ERKENNEN in het bijzonder, dat er bij de toepassing van de artikelen 108 en 109 voor gewaakt moet worden dat de maatregelen welke van de Italiaanse Regering worden verlangd, het volbrengen van haar programma voor economische expansie en voor verbetering van de levensstandaard van de bevolking niet aantasten.

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Rom am fünfundzwanzigsten März neunzehnhundert-siebenundfünfzig.

Fatto a Roma, il venticinque marzo millenovecentocinquantasette.

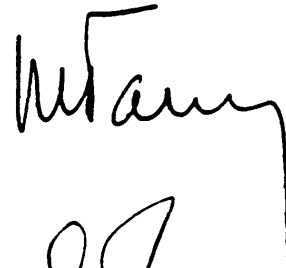
Gedaan te Rome, de vijfentwintigste maart negentienhonderd zeven-
envijftig.

P. N. Spach 

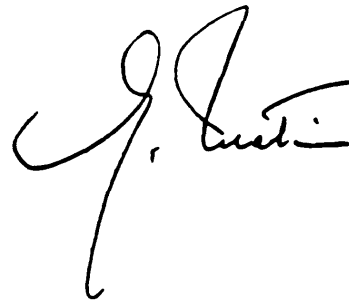


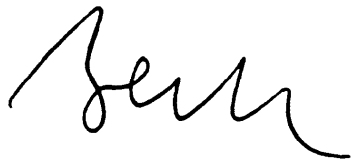






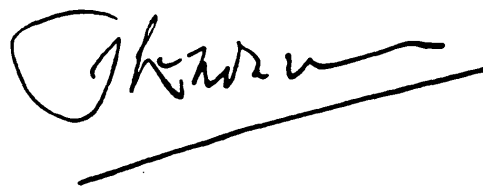












PROTOCOLE
concernant
LE GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

PROTOKOLL
betreffend
DAS GROSSHERZOGTUM LUXEMBURG

PROTOCOLLO
concernente
IL GRANDUCATO DEL LUSSEMBURGO

PROTOCOL
betreffende
**HET GROOTHERTOOGDOM
LUXEMBURG**

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

DÉSIRANT régler certains problèmes particuliers intéressant le Grand-Duché de Luxembourg,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après qui sont annexées au Traité :

ARTICLE 1

1. En raison de la situation particulière de son agriculture, le Grand-Duché de Luxembourg est autorisé à maintenir les restrictions quantitatives à l'importation des produits figurant à la liste annexée à la décision des Parties Contractantes à l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce en date du 3 décembre 1955, concernant l'agriculture luxembourgeoise.

La Belgique, le Luxembourg et les Pays-Bas appliquent le régime prévu par l'article 6 alinéa 3, de la Convention d'Union économique belgo-luxembourgeoise du 25 juillet 1921.

2. Le Grand-Duché de Luxembourg prend toutes mesures d'ordre structurel, technique et économique, rendant possible l'intégration progressive de l'agriculture luxembourgeoise dans le marché commun. La Commission peut lui adresser des recommandations au sujet des mesures à prendre.

A la fin de la période de transition, le Conseil décide, à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, dans quelle mesure les dérogations accordées au Grand-Duché de Luxembourg doivent être maintenues, modifiées ou abolies.

Un droit de recours contre cette décision est ouvert à tout État membre intéressé devant une instance d'arbitrage désignée conformément aux dispositions de l'article 8 paragraphe 4, du Traité.

ARTICLE 2

Lors de l'établissement des règlements prévus par l'article 48 paragraphe 3, du Traité, relatif à la libre circulation des travailleurs, la Commission tient compte, en ce qui concerne le Grand-Duché de Luxembourg, de la situation démographique particulière de ce pays.

DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN,

VON DEM WUNSCH GELEITET, gewisse besondere Probleme betreffend das Großherzogtum Luxemburg zu regeln,

SIND über folgende Bestimmungen ÜBEREINGEKOMMEN, die diesem Vertrag als Anhang beigefügt sind:

ARTIKEL 1

1. Auf Grund der besonderen Lage seiner Landwirtschaft ist das Großherzogtum Luxemburg berechtigt, die mengenmäßigen Beschränkungen für die Einfuhr der Erzeugnisse beizubehalten, die in der Liste im Anhang zu der Entscheidung der Vertragsparteien des Allgemeinen Zoll- und Handelsabkommens vom 3. Dezember 1955 betreffend die luxemburgische Landwirtschaft aufgeführt sind.

Belgien, Luxemburg und die Niederlande wenden das in Artikel 6 Absatz 3 der Konvention über die belgisch-luxemburgische Wirtschaftsunion vom 25. Juli 1921 vorgesehene System an.

2. Das Großherzogtum Luxemburg trifft alle Maßnahmen struktureller, technischer und wirtschaftlicher Art, um die schrittweise Eingliederung der luxemburgischen Landwirtschaft in den Gemeinsamen Markt zu ermöglichen. Die Kommission kann an das Großherzogtum Luxemburg Empfehlungen über die zu treffenden Maßnahmen richten.

Am Ende der Übergangszeit entscheidet der Rat mit qualifizierter Mehrheit auf Vorschlag der Kommission, inwieweit die abweichende Regelung für das Großherzogtum Luxemburg beizubehalten, zu ändern oder aufzuheben ist.

Jeder beteiligte Mitgliedstaat kann gegen diese Entscheidung eine gemäß Artikel 8 Absatz 4 dieses Vertrags bestellte Schiedsstelle anrufen.

ARTIKEL 2

Bei der Festlegung der in Artikel 48 Absatz 3 dieses Vertrags betreffend die Freizügigkeit der Arbeitnehmer vorgesehenen Vorschriften trägt die Kommission in bezug auf das Großherzogtum Luxemburg der besonderen demographischen Lage dieses Staates Rechnung.

LE ALTE PARTI CONTRAENTI,

DESIDERANDO risolvere taluni problemi particolari che interessano il Granducato del Lussemburgo,

HANNO CONVENUTO le disposizioni seguenti, che sono allegate al Trattato:

ARTICOLO 1

1. In ragione della particolare situazione della sua agricoltura, il Granducato del Lussemburgo è autorizzato a mantenere le restrizioni quantitative all'importazione dei prodotti compresi nell'elenco allegato alla decisione delle Parti Contraenti dell'Accordo generale sulle tariffe doganali e sul commercio, in data 3 dicembre 1955, riguardante l'agricoltura lussemburghese.

Il Belgio, il Lussemburgo e i Paesi Bassi applicano il regime di cui all'articolo 6, terzo comma, della Convenzione di Unione economica belgo-lussemburghese del 25 luglio 1921.

2. Il Granducato del Lussemburgo adotta tutte le misure di ordine strutturale, tecnico ed economico, atte a consentire la progressiva integrazione dell'agricoltura lussemburghese nel mercato comune. La Commissione può rivolgergli raccomandazioni circa le misure da adottare.

Al termine del periodo transitorio, il Consiglio decide, a maggioranza qualificata, su proposta della Commissione, in quale misura le deroghe concesse al Granducato del Lussemburgo debbano essere mantenute, modificate o abolite.

Ad ogni Stato membro interessato è riconosciuto il diritto di ricorso contro tale decisione dinanzi ad un organo arbitrale, designato conformemente alle disposizioni dell'articolo 8, paragrafo 4, del Trattato.

ARTICOLO 2

Nello stabilire i regolamenti contemplati dall'articolo 48, paragrafo 3, del Trattato, relativo alla libera circolazione dei lavoratori, la Commissione considera, nei riguardi del Granducato del Lussemburgo, la particolare situazione demografica di tale paese.

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,
VERLANGENDE, bepaalde bijzondere vraagstukken te regelen welke voor het Groothertogdom Luxemburg van belang zijn,
HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen, welke aan het Verdrag zijn gehecht:

ARTIKEL 1

1. Gezien de bijzondere toestand van zijn landbouw wordt aan het Groothertogdom Luxemburg toegestaan de kwantitatieve beperkingen te handhaven bij de invoer van de produkten voorkomende op de lijst welke is gehecht aan het besluit van de Verdragsluitende Partijen bij de Algemene Overeenkomst betreffende Tarieven en Handel van 3 december 1955 met betrekking tot de Luxemburgse landbouw.

België, Luxemburg en Nederland passen de regeling toe vermeld in artikel 6, lid 3, van de Overeenkomst van 25 juli 1921 tot oprichting van een economische unie tussen België en het Groothertogdom Luxemburg.

2. Het Groothertogdom Luxemburg neemt alle maatregelen van structurele, technische en economische aard waardoor de geleidelijke integratie van de Luxemburgse landbouw in de gemeenschappelijke markt mogelijk wordt gemaakt. De Commissie kan het Groothertogdom Luxemburg aanbevelingen doen over de te nemen maatregelen.

Aan het einde van de overgangsperiode besluit de Raad met gekwalificeerde meerderheid van stemmen op voorstel van de Commissie in hoeverre de afwijkingen toegestaan aan het Groothertogdom Luxemburg moeten worden gehandhaafd, gewijzigd of afgeschaft.

Tegen die beschikking staat voor elke betrokken Lid-Staat beroep open bij een scheidsrechterlijke instantie, aangewezen overeenkomstig de bepalingen van artikel 8, lid 4, van het Verdrag.

ARTIKEL 2


Bij de vaststelling van de verordeningen als bedoeld in artikel 48, lid 3, van het Verdrag, inzake het vrije verkeer van werknemers, houdt de Commissie ten aanzien van het Groothertogdom Luxemburg rekening met de bijzondere demografische toestand van dat land.

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Rom am fünfundzwanzigsten März neunzehnhundert-siebenundfünfzig.


Fatto a Roma, il venticinque marzo millenovecentocinquantasette.

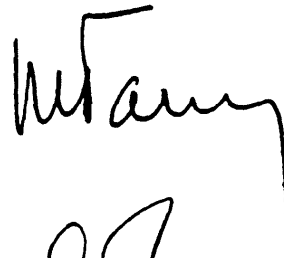
Gedaan te Rome, de vijfentwintigste maart negentienhonderd zeven-
envijftig.

P. N. Spang 

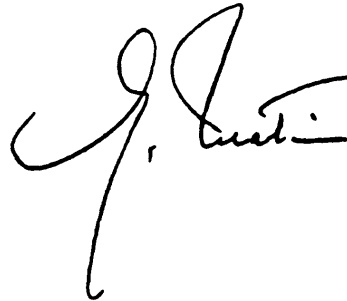









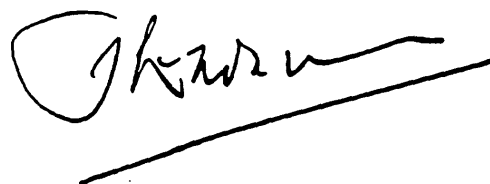












PROCOLE
relatif au régime à appliquer aux
PRODUITS RELEVANT DE LA
COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DU CHARBON ET DE L'ACIER
A L'ÉGARD DE L'ALGÉRIE
ET DES DÉPARTEMENTS D'OUTRE-MER
DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PROKOLL
über die
REGELUNG FÜR DIE WAREN,
die unter die Zuständigkeit
DER EUROPÄISCHEN GEMEINSCHAFT
FÜR KOHLE UND STAHL FALLEN,
HINSICHTLICH ALGERIENS
UND DER ÜBERSEEISCHEN DEPARTEMENTS
DER FRANZÖSISCHEN REPUBLIK

PROTOCOLLO
relativo al regime da applicare ai
PRODOTTI DI COMPETENZA DELLA
COMUNITA' EUROPEA
DEL CARBONE E DELL'ACCIAIO
NEI CONFRONTI DELL'ALGERIA
E DEI DIPARTIMENTI D'OLTREMARE
DELLA REPUBBLICA FRANCESE

PROTOCOL
betreffende de regeling toe te passen
OP DE PRODUKTEN VALLENDE ONDER
DE EUROPESE GEMEENSCHAP
VOOR KOLEN EN STAAL
TEN AANZIEN VAN ALGERIË
EN DE OVERZEESSE DEPARTEMENTEN
VAN DE FRANSE REPUBLIEK

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

CONSCIENTES du fait que les dispositions du Traité concernant l'Algérie et les départements d'outre-mer de la République Française posent le problème du régime à appliquer, à l'égard de l'Algérie et de ces départements, aux produits faisant l'objet du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier,

DÉSIREUSES de rechercher une solution appropriée en harmonie avec les principes des deux Traités,

RÉGLERONT ce problème dans un esprit de collaboration réciproque dans le plus court délai, au plus tard à l'occasion de la première révision du Traité instituant la Communauté Européenne du Charbon et de l'Acier.

DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN,

IN DEM BEWUSSTSEIN, daß die Bestimmungen dieses Vertrags über Algerien und die überseeischen Departements der Französischen Republik das Problem aufwerfen, welche Regelung hinsichtlich Algeriens und dieser Departements für die Waren zu treffen ist, die Gegenstand des Vertrags über die Gründung der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl sind,

IN DEM WUNSCH, eine geeignete Lösung im Einklang mit den Grundsätzen der beiden Verträge zu finden,

WERDEN diese Frage im Geiste gegenseitiger Zusammenarbeit so bald wie möglich, spätestens jedoch bei der ersten Änderung des Vertrags über die Gründung der Europäischen Gemeinschaft für Kohle und Stahl, REGELN.

LE ALTE PARTI CONTRAENTI,

CONSAPEVOLI del fatto che le disposizioni del Trattato concernenti l'Algeria e i dipartimenti d'oltremare della Repubblica francese sollevano il problema del regime da applicare, nei confronti dell'Algeria e di tali dipartimenti, ai prodotti che costituiscono l'oggetto del Trattato istitutivo della Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio,

DESIDERANDO ricercare una soluzione adeguata, in armonia coi principi dei due Trattati,

RISOLVERANNO con spirito di reciproca collaborazione tale problema nel più breve termine, e al più tardi in occasione della prima revisione del Trattato istitutivo della Comunità Europea del Carbone e dell'Acciaio.

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

ZICH BEWUST van het feit, dat de bepalingen van het Verdrag betreffende Algerië en de overzeese departementen van de Franse Republiek het vraagstuk doen rijzen van de regeling, die moet worden toegepast, ten aanzien van Algerië en die departementen, op de produkten vallende onder het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal,

VERLANGENDE, te streven naar een passende oplossing, welke in overeenstemming is met de beginselen van beide Verdragen,

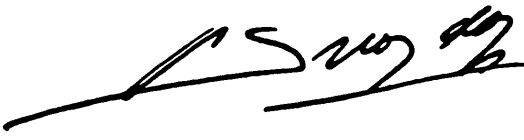
ZULLEN dit vraagstuk in een geest van onderlinge samenwerking regelen binnen een zo kort mogelijke termijn en uiterlijk ter gelegenheid van de eerste herziening van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap voor Kolen en Staal.

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Rom am fünfundzwanzigsten März neunzehnhundert-siebenundfünfzig.

Fatto a Roma, il venticinque marzo millenovecentocinquantesette.

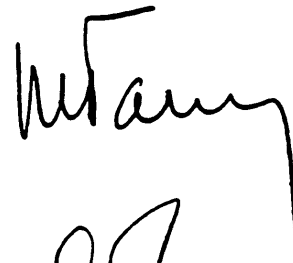
Gedaan te Rome, de vijfentwintigste maart negentienhonderd zeven-
envijftig.

P. N. Spang 

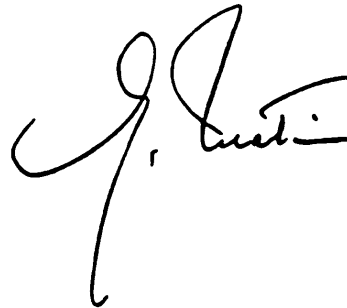


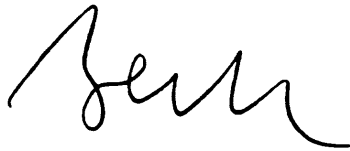






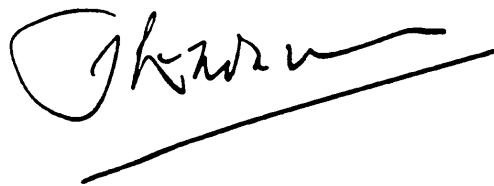












PROTOCOLE
relatif aux
MARCHANDISES ORIGINAIRES
ET EN PROVENANCE
DE CERTAINS PAYS
et bénéficiant d'un régime particulier
à l'importation dans un des États membres

PROTOKOLL
über die
WAREN AUS
BESTIMMTEN URSPRUNGS-
UND HERKUNFTSLÄNDERN,
für die bei der Einfuhr in einen Mitgliedstaat
eine Sonderregelung gilt

PROTOCOLLO
relativo alle
MERCI ORIGINARIE
E PROVENIENTI
DA TALUNI PAESI
che beneficiano di un regime particolare alla
importazione in uno degli Stati membri

PROTOCOL
betreffende
GOEDEREN VAN OORSPRONG EN
VAN HERKOMST UIT BEPAALDE LANDEN
onderworpen aan een bijzondere regeling
bij invoer in een van de Lid-Staten

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

DÉSIRANT apporter des précisions sur l'application du Traité à certaines marchandises originaires et en provenance de certains pays et bénéficiant d'un régime particulier à l'importation dans un des États membres,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après qui sont annexées à ce Traité :

1. L'application du Traité instituant la Communauté Économique Européenne n'exige aucune modification du régime douanier applicable, à l'entrée en vigueur du Traité, aux importations :

a) dans les pays du Benelux, de marchandises originaires et en provenance du Surinam et des Antilles Néerlandaises,

b) en France, de marchandises originaires et en provenance du Maroc, de la Tunisie, de la République du Viet-Nam, du Cambodge et du Laos. Les dispositions ci-dessus s'appliquent également aux établissements français du Condominium des Nouvelles-Hébrides,

c) en Italie, de marchandises originaires et en provenance de la Libye et de la Somalie actuellement sous tutelle italienne.

2. Les marchandises importées dans un État membre au bénéfice du régime susvisé ne peuvent être considérées comme étant en libre pratique dans cet État au sens de l'article 10 du Traité, lorsqu'elles sont réexportées dans un autre État membre.

3. Avant la fin de la première année suivant l'entrée en vigueur du Traité, les États membres communiquent à la Commission et aux autres États membres les dispositions concernant les régimes particuliers visés au présent Protocole, ainsi que la liste des produits qui en bénéficient.

Ils informent également la Commission et les autres États membres des modifications apportées ultérieurement à ces listes ou à ces régimes.

4. La Commission veille à ce que l'application des dispositions ci-dessus ne puisse porter préjudice aux autres États membres; elle peut prendre, à cet effet, dans les relations entre États membres, toutes dispositions appropriées.

DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN,

VON DEM WUNSCH GELEITET, die Anwendung dieses Vertrags auf Waren aus bestimmten Ursprungs- und Herkunftsländern, für die bei der Einfuhr in einen Mitgliedstaat eine Sonderregelung gilt, näher zu bestimmen,

SIND über folgende Bestimmungen ÜBEREINGEKOMMEN, die diesem Vertrag als Anhang beigefügt sind:

1. Die Anwendung des Vertrags zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft erfordert keine Änderung der bei Inkrafttreten dieses Vertrags geltenden Zollregelung für die Einfuhr

a) nach den Beneluxländern von Waren, deren Ursprungs- und Herkunftsländer Surinam oder die Niederländischen Antillen sind;

b) nach Frankreich von Waren, deren Ursprungs- und Herkunftsländer Marokko, Tunesien, die Republik Vietnam, Kambodscha oder Laos sind. Dies gilt auch für die französischen Besitzungen des Kondominiums der Neuen Hebriden;

c) nach Italien von Waren, deren Ursprungs- und Herkunftsländer Libyen oder das zur Zeit unter italienischer Verwaltung stehende Treuhandgebiet Somaliland sind.

2. Waren, die nach der vorgenannten Regelung in einen Mitgliedstaat eingeführt wurden, dürfen bei ihrer Wiederausfuhr in einen anderen Mitgliedstaat nicht als im Sinne des Artikels 10 dieses Vertrags im freien Verkehr des erstgenannten Staates befindlich angesehen werden.

3. Vor Ende des ersten Jahres nach Inkrafttreten dieses Vertrags teilen die Mitgliedstaaten der Kommission und den anderen Mitgliedstaaten die Bestimmungen betreffend die in diesem Protokoll bezeichneten Sonderregelungen sowie die Liste der Waren mit, für welche diese gelten.

Sie geben ferner der Kommission und den anderen Mitgliedstaaten spätere Änderungen dieser Listen oder Regelungen bekannt.

4. Die Kommission achtet darauf, daß sich die Anwendung der vorstehenden Bestimmungen nicht zum Schaden der anderen Mitgliedstaaten auswirken kann; sie kann zu diesem Zweck im Verhältnis der Mitgliedstaaten zueinander alle geeigneten Vorkehrungen treffen.

LE ALTE PARTI CONTRAENTI,

DESIDERANDO dare precisazioni in merito all'applicazione del Trattato a talune merci originarie e provenienti da taluni paesi, che beneficiano di un regime particolare all'importazione in uno degli Stati membri,

HANNO CONVENUTO le disposizioni seguenti, che sono allegate al Trattato:

1. L'applicazione del Trattato istitutivo della Comunità Economica Europea non richiede alcuna modificazione del regime doganale applicabile, al momento dell'entrata in vigore del Trattato, alle importazioni:

a) nei paesi del Benelux, di merci originarie e provenienti dal Surinam e dalle Antille olandesi;

b) in Francia, di merci originarie e provenienti dal Marocco, dalla Tunisia, dalla Repubblica del Vietnam, dalla Cambogia e dal Laos. Le disposizioni che precedono si applicano altresì agli Stabilimenti francesi del Condominio delle Nuove Ebridi;

c) in Italia, di merci originarie e provenienti dalla Libia e dalla Somalia attualmente in amministrazione fiduciaria italiana.

2. Le merci importate in uno Stato membro in base al regime suddetto non possono considerarsi in libera pratica in tale Stato, ai sensi dell'articolo 10 del Trattato, quando siano riesportate in un altro Stato membro.

3. Entro la fine del primo anno successivo all'entrata in vigore del Trattato, gli Stati membri comunicano alla Commissione e agli altri Stati membri le disposizioni relative ai regimi particolari contemplati dal presente Protocollo, nonchè l'elenco dei prodotti che beneficiano di tali regimi.

Essi informano altresì la Commissione e gli altri Stati membri delle modificazioni successivamente apportate a tali elenchi o a tali regimi.

4. La Commissione vigila a che l'applicazione delle disposizioni che precedono non sia pregiudizievole agli altri Stati membri; essa può prendere, a tal fine, ogni opportuna disposizione nelle relazioni fra Stati membri.

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

VERLANGENDE nadere aanduidingen te geven voor de toepassing van het Verdrag op bepaalde goederen van oorsprong en van herkomst uit bepaalde landen onderworpen aan een bijzondere regeling bij invoer in een der Lid-Staten,

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen, welke aan het Verdrag zijn gehecht:

1. De toepassing van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap vergt geen enkele wijziging in de douaneregeling die bij de inwerkingtreding van het Verdrag van toepassing is op de invoer

a) in de Benelux-landen, van goederen van oorsprong en van herkomst uit Suriname en de Nederlandse Antillen,

b) in Frankrijk, van goederen van oorsprong en van herkomst uit Marokko, Tunesië, de Republiek Vietnam, Kambodja en Laos. De hierboven vermelde bepalingen zijn eveneens van toepassing op de Franse nederzettingen in het Condominium van de Nieuwe Hebriden,

c) in Italië, van goederen van oorsprong en van herkomst uit Lybië en uit het thans onder Italiaans bestuur staand trustgebied van Somaliland.

2. De goederen in een Lid-Staat ingevoerd met toepassing van bovenvermelde regeling kunnen niet worden geacht in die Staat in het vrije verkeer te zijn, in de zin van artikel 10 van het Verdrag, wanneer zij weer worden uitgevoerd naar een andere Lid-Staat.

3. Vóór het einde van het eerste jaar na de inwerkingtreding van het Verdrag delen de Lid-Staten de bepalingen betreffende de in dit Protocol bedoelde bijzondere regeling alsmede de lijst van de produkten waarvoor zij gelden, aan de Commissie en aan de andere Lid-Staten mede.

Zij brengen de Commissie en de andere Lid-Staten eveneens op de hoogte van de later in deze lijsten of in deze regeling aangebrachte wijzigingen.

4. De Commissie waakt ervoor dat de toepassing van bovengenoemde bepalingen geen schade kan berokkenen aan de andere Lid-Staten; zij kan daartoe alle passende maatregelen nemen ten aanzien van de betrekkingen tussen Lid-Staten.

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Rom am fünfundzwanzigsten März neunzehnhundert-siebenundfünfzig.

Fatto a Roma, il venticinque marzo millenovecentocinquantasette.

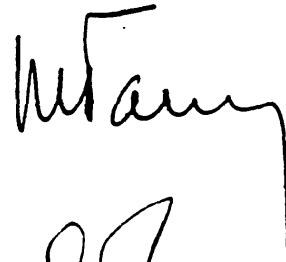
Gedaan te Rome, de vijfentwintigste maart negentienhonderd zeven-
envijftig.

P. N. Spach 

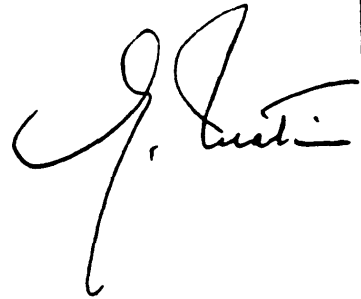


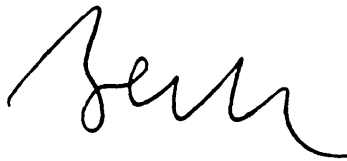






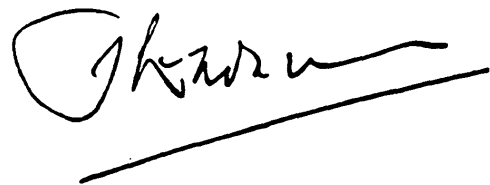












PROTOCOLE
concernant
LES HUILES MINÉRALES
ET CERTAINS DE LEURS DÉRIVÉS

PROTOKOLL
über
DIE MINERALÖLE
UND EINIGE MINERALÖLERZEUGNISSE

PROTOCOLLO
concernente
GLI OLI MINERALI
E TALUNI LORO DERIVATI

PROTOCOL
betreffende
DE AARDOLIE
EN SOMMIGE DERIVATEN DAARVAN

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES

SONT CONVENUES des dispositions ci-après qui sont annexées au Traité :

1. Chaque État membre peut maintenir à l'égard des autres États membres et des États tiers, pour une période de six années à compter de l'entrée en vigueur du Traité, les droits de douane et taxes d'effet équivalent appliqués sur les produits relevant des positions 27.09, 27.10, 27.11, 27.12 et ex 27.13 (paraffine, cires de pétrole ou de schistes, et résidus paraffineux) de la Nomenclature de Bruxelles, à la date du 1^{er} janvier 1957, ou à la date de l'entrée en vigueur du Traité s'ils sont inférieurs. Toutefois, le droit à maintenir sur les huiles brutes ne pourra avoir pour effet d'accroître de plus de 5 % l'écart existant au 1^{er} janvier 1957 entre les droits applicables aux huiles brutes d'une part, et aux dérivés susmentionnés de l'autre. Dans le cas où un tel écart n'existe pas, celui qui pourrait être créé ne pourra pas excéder 5 % du droit appliqué au 1^{er} janvier 1957 sur les produits relevant de la position 27.09. Si, avant l'expiration de la période de six années, une réduction des droits de douane et des taxes d'effet équivalent est apportée aux produits relevant de la position 27.09, les droits de douane et taxes d'effet équivalent frappant les autres produits susmentionnés doivent faire l'objet d'une réduction correspondante.

A l'expiration de cette période, les droits maintenus dans les conditions prévues à l'alinéa précédent sont totalement supprimés à l'égard des autres États membres. A la même date, le tarif douanier commun est applicable à l'égard des États tiers.

2. Les aides à la production des huiles minérales visées à la position 27.09 de la Nomenclature de Bruxelles, dans la mesure où elles apparaissent nécessaires en vue de ramener le prix des huiles brutes au prix pratiqué sur le marché mondial, CAF port européen d'un État membre, relèvent de l'application de l'article 92 paragraphe 3 c), du Traité. Au cours des deux premières étapes, la Commission n'use des pouvoirs prévus à l'article 93 que dans la mesure nécessaire à empêcher une application abusive desdites aides.

DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN

SIND über folgende Bestimmungen ÜBEREINGEKOMMEN, die diesem Vertrag als Anhang beigefügt sind :

1. Jeder Mitgliedstaat kann gegenüber den anderen Mitgliedstaaten und dritten Ländern für einen Zeitabschnitt von sechs Jahren nach Inkrafttreten dieses Vertrags die Zölle und Abgaben gleicher Wirkung beibehalten, die auf die Erzeugnisse der Positionen 27.09, 27.10, 27.11, 27.12 und ex 27.13 der Brüsseler Nomenklatur (Paraffin, Petrolatum aus Erdöl oder Ölschiefer und paraffinische Rückstände) am 1. Januar 1957 oder, wenn sie bei Inkrafttreten des Vertrags niedriger sind, zu diesem Zeitpunkt angewandt wurden. Der beizubehaltende Zollsatz für Rohöl darf jedoch nicht zur Folge haben, daß der am 1. Januar 1957 bestehende Abstand zwischen den geltenden Zollsätzen für Rohöl und für die oben erwähnten Mineralölerzeugnisse um mehr als 5 v.H. vergrößert wird. Falls ein solcher Abstand nicht besteht, darf ein neu geschaffener Abstand nicht mehr betragen als 5 v.H. des am 1. Januar 1957 auf die Waren der Position 27.09 angewandten Zollsatzes. Werden vor Ablauf dieses Zeitabschnitts von sechs Jahren die Zölle oder Abgaben gleicher Wirkung für die Waren der Position 27.09 herabgesetzt, so müssen die Zölle und Abgaben gleicher Wirkung für die übrigen oben genannten Waren entsprechend herabgesetzt werden.

Bei Ablauf dieses Zeitabschnitts werden die nach Maßgabe des vorstehenden Unterabsatzes beibehaltenen Zollsätze gegenüber den anderen Mitgliedstaaten vollständig aufgehoben. Zum gleichen Zeitpunkt wird der Gemeinsame Zolltarif gegenüber dritten Ländern angewandt.

2. Für die Beihilfen zur Herstellung der in der Position 27.09 der Brüsseler Nomenklatur genannten Rohöle gilt Artikel 92 Absatz 3 Buchstabe c dieses Vertrags, soweit diese Beihilfen notwendig erscheinen, um den Rohölpreis dem Preis anzunähern, der auf dem Weltmarkt cif europäischer Hafen eines Mitgliedstaates angewandt wird. Während der beiden ersten Stufen macht die Kommission von den in Artikel 93 vorgesehenen Befugnissen nur insoweit Gebrauch, als dies erforderlich ist, um eine mißbräuchliche Anwendung der genannten Beihilfen zu verhindern.

LE ALTE PARTI CONTRAENTI

HANNO CONVENUTO le disposizioni seguenti, che sono allegate al Trattato:

1. Ciascuno Stato membro può mantenere, nei confronti degli altri Stati membri e degli Stati terzi, per un periodo di sei anni dal momento dell'entrata in vigore del Trattato, i dazi doganali e tasse d'effetto equivalente applicati ai prodotti contemplati nelle posizioni 27.09, 27.10, 27.11, 27.12 e ex 27.13 (paraffina, cere di petrolio o di scisti, e residui paraffinosi) della Nomenclatura di Bruxelles, alla data del 1° gennaio 1957, ovvero quelli applicati alla data dell'entrata in vigore del Trattato, quando questi ultimi siano inferiori. Tuttavia, il dazio da mantenere sugli oli grezzi non potrà avere per effetto di accrescere in misura superiore al 5 % il divario esistente al 1° gennaio 1957 fra i dazi applicabili agli oli grezzi, da una parte, e quelli applicati ai derivati summenzionati dall'altra. Ove tale scarto non esista, quello eventualmente creato non potrà superare il 5 % del dazio applicato al 1° gennaio 1957 ai prodotti contemplati nella posizione 27.09. Qualora, prima dello scadere del periodo di sei anni, si proceda a una riduzione dei dazi doganali e delle tasse di effetto equivalente nei confronti dei prodotti contemplati nella posizione 27.09, i dazi doganali e le tasse di effetto equivalente applicati agli altri prodotti summenzionati devono formare oggetto di una riduzione corrispondente.

Allo scadere del periodo stesso, i dazi mantenuti alle condizioni previste dal comma precedente sono interamente aboliti nei riguardi degli altri Stati membri. Alla stessa data diventa applicabile nei confronti dei paesi terzi la tariffa doganale comune.

2. Agli aiuti alla produzione degli oli minerali contemplati nella posizione 27.09 della Nomenclatura di Bruxelles si applicano le disposizioni dell'articolo 92, paragrafo 3 c) del Trattato, nella misura in cui tali aiuti appaiono necessari per riportare il prezzo degli oli grezzi al livello del prezzo praticato sul mercato mondiale, CAF porto europeo di uno Stato membro. Durante le due prime tappe, la Commissione fa uso dei poteri previsti dall'articolo 93 soltanto nella misura necessaria a impedire un'applicazione abusiva di tali aiuti.

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen, welke aan het Verdrag zijn gehecht:

1. Elke Lid-Staat kan ten aanzien van de andere Lid-Staten en van derde Staten voor een periode van zes jaar na de inwerkingtreding van het Verdrag de douanerechten en heffingen van gelijke werking op produkten vallende onder de posten 27.09, 27.10, 27.11, 27.12 en ex 27.13 (paraffine, was van petroleum of van leisteenolie, en paraffine-residuen) van de Naamlijst van Brussel handhaven zoals zij van toepassing zijn op 1 januari 1957 of op de datum van de inwerkingtreding van het Verdrag als zij op laatstbedoelde datum lager zijn. Evenwel zal het recht dat op ruwe oliën wordt gehandhaafd niet tot gevolg kunnen hebben, dat het op 1 januari 1957 bestaande verschil tussen de invoerrechten die van toepassing zijn op ruwe oliën enerzijds en op bovengenoemde derivaten anderzijds, met meer dan 5% toeneemt. Ingeval een dergelijk verschil niet bestaat, zal een eventueel tot stand te brengen verschil niet meer dan 5% mogen bedragen van het op 1 januari 1957 toegepaste recht op de produkten vallende onder post 27.09. Indien vóór het verstrijken van de periode van zes jaar een verlaging van de douanerechten en heffingen van gelijke werking wordt aangebracht op produkten vallende onder post 27.09, moeten de douanerechten en heffingen van gelijke werking waaraan de andere bovengenoemde produkten zijn onderworpen een overeenkomstige verlaging ondergaan.

Bij afloop van deze periode worden de rechten welke onder de voorwaarden, gesteld in de voorgaande alinea, zijn gehandhaafd ten aanzien van de andere Lid-Staten in hun geheel afgeschaft. Op dezelfde datum is het gemeenschappelijke douanetarief van toepassing ten aanzien van derde Staten.


2. Voor zover steunmaatregelen voor de produktie van aardolie, als bedoeld bij post 27.09 van de Naamlijst van Brussel noodzakelijk blijken om de prijs van de ruwe olie terug te brengen tot de prijs die geldt op de wereldmarkt, c.i.f. Europese haven van een Lid-Staat, vallen zij onder de toepassing van artikel 92, lid 3 c), van het Verdrag. Tijdens de eerste twee etappen maakt de Commissie slechts gebruik van de in artikel 93 genoemde bevoegdheden, in de mate waarin zulks noodzakelijk is om een verkeerde toepassing van die maatregelen te beletten.

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Rom am fünfundzwanzigsten März neunzehnhundert-siebenundfünfzig.

Fatto a Roma, il venticinque marzo millenovecentocinquantasette.

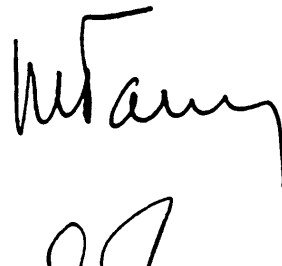
Gedaan te Rome, de vijftwintigste maart negentienhonderd zeven-
envijftig.

P. N. Spach 

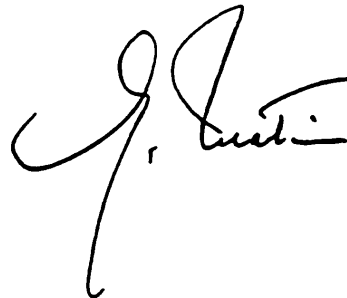








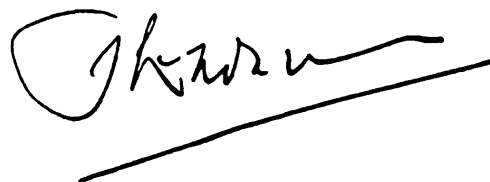












PROCOLE
relatif à
L'APPLICATION DU TRAITÉ
instituant
LA COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE
AUX PARTIES NON EUROPÉENNES
DU ROYAUME DES PAYS-BAS

PROKOLL
über
DIE ANWENDUNG DES VERTRAGS
zur Gründung der
EUROPÄISCHEN WIRTSCHAFTSGEMEINSCHAFT
AUF DIE AUSSEREUROPÄISCHEN TEILE
DES KÖNIGREICHS DER NIEDERLANDE

PROCOLLO
concernente
L'APPLICAZIONE DEL TRATTATO
che istituisce
LA COMUNITA' ECONOMICA EUROPEA
ALLE PARTI NON EUROPEE
DEL REGNO DEI PAESI BASSI

PROCOL
betreffende
DE TOEPASSING VAN HET VERDRAG
tot oprichting van de
EUROPESE ECONOMISCHE GEMEENSCHAP
OP DE NIET-EUROPESE DELEN
VAN HET
KONINKRIJK DER NEDERLANDEN

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

SOUCIEUSES, au moment de signer le Traité instituant entre elles la Communauté Économique Européenne, de préciser la portée des dispositions de l'article 227 de ce Traité à l'égard du Royaume des Pays-Bas,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après qui sont annexées à ce Traité :

Le Gouvernement du Royaume des Pays-Bas, en raison de la structure constitutionnelle du Royaume telle qu'elle résulte du Statut du 29 décembre 1954, aura la faculté, par dérogation à l'article 227, de ne ratifier le Traité que pour le Royaume en Europe et la Nouvelle-Guinée Néerlandaise.

DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN,

IN DEM BESTREBEN, bei der Unterzeichnung des Vertrags zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft die Tragweite des Artikels 227 dieses Vertrags gegenüber dem Königreich der Niederlande genau zu bestimmen,

SIND über folgende Bestimmungen ÜBEREINGEKOMMEN, die diesem Vertrag als Anhang beigefügt sind:

Die Regierung des Königreichs der Niederlande ist wegen des Verfassungsgefüges des Königreichs, wie es im Statut vom 29. Dezember 1954 festgelegt ist, berechtigt, in Abweichung von Artikel 227 den Vertrag nur für das Königreich in Europa und Niederländisch-Neuguinea zu ratifizieren.

LE ALTE PARTI CONTRAENTI,

SOLLECITE di precisare, al momento della firma del Trattato che istituisce tra loro la Comunità Economica Europea, la portata del disposto dell'articolo 227 del Trattato nei confronti del Regno dei Paesi Bassi,

HANNO CONVENUTO le disposizioni seguenti che sono allegate al Trattato stesso:

Il Governo del Regno dei Paesi Bassi, a motivo della struttura costituzionale del Regno quale risulta dallo Statuto del 29 dicembre 1954, avrà facoltà, in deroga all'articolo 227, di ratificare il Trattato soltanto per quanto riguarda il Regno in Europa e la Nuova Guinea olandese.

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

VERLANGENDE, op het oogenblik van ondertekening van het Verdrag waarbij zij tezamen de Europese Economische Gemeenschap oprichten, de draagwijdte der bepalingen van artikel 227 van dat Verdrag ten aanzien van het Koninkrijk der Nederlanden nader te omschrijven,

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen, die aan dat Verdrag zijn gehecht:

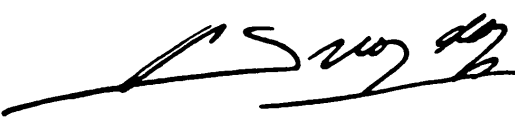
De Regering van het Koninkrijk der Nederlanden is, wegens de grondwettelijke structuur van het Koninkrijk zoals deze volgt uit het Statuut van 29 december 1954, gerechtigd, in afwijking van artikel 227, het Verdrag alleen voor het Rijk in Europa en Nederlands Nieuw-Guinea te bekrachtigen.

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Rom am fünfundzwanzigsten März neunzehnhundert-siebenundfünfzig.

Fatto a Roma, il venticinque marzo millenovecentocinquantasette.

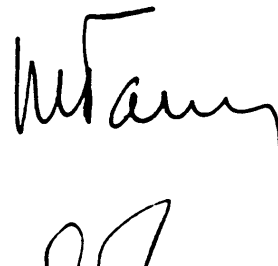
Gedaan te Rome, de vijfentwintigste maart negentienhonderd zeven-
envijftig.

P. N. Spach 

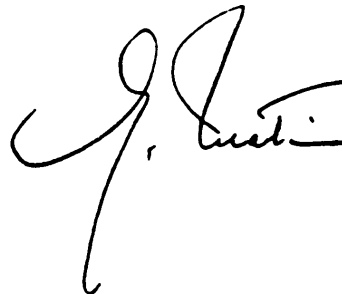


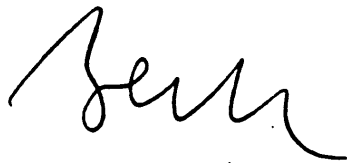






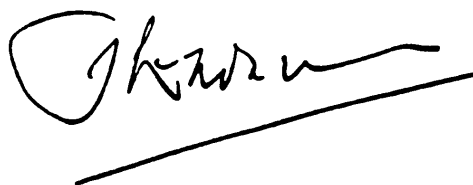












PROTOCOLE
sur les
PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS
de la
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

PROTOKOLL
über die
VORRECHTE UND BEFREIUNGEN
der
EUROPÄISCHEN WIRTSCHAFTSGEMEINSCHAFT

PROTOCOLLO
sui
PRIVILEGI E SULLE IMMUNITÀ
della
COMUNITÀ ECONOMICA EUROPEA

PROTOCOL
betreffende de
VOORRECHTEN EN IMMUNITEITEN
van de
EUROPESE ECONOMISCHE GEMEENSCHAP

**PROTOCOLE
SUR LES
PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS**

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES AU TRAITÉ INSTITUANT LA
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,

CONSIDÉRANT qu'aux termes de l'article 218 de ce Traité, la Communauté jouit sur les territoires des États membres des immunités et privilèges nécessaires pour remplir sa mission, dans les conditions définies à un Protocole séparé,

CONSIDÉRANT d'autre part qu'aux termes de l'article 28 du Protocole sur les Statuts de la Banque européenne d'investissement, la Banque jouit des privilèges et immunités déterminés au Protocole visé à l'alinéa précédent,

ONT DÉSIGNÉ, afin d'établir ce Protocole, comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES

Baron J. Ch. SNOY et d'OPPUERS, Secrétaire général du Ministère des Affaires économiques, Président de la délégation belge auprès de la Conférence intergouvernementale;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

M. le Professeur Docteur Carl Friedrich OPHÜLS, Ambassadeur de la République fédérale d'Allemagne, Président de la délégation allemande auprès de la Conférence intergouvernementale;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

M. Robert MARJOLIN, Professeur agrégé des Facultés de Droit, Vice-Président de la délégation française auprès de la Conférence intergouvernementale;

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE

M. V. BADINI CONFALONIERI, Sous-Secrétaire d'État aux Affaires étrangères, Président de la délégation italienne auprès de la Conférence intergouvernementale;

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG

M. Lambert SCHAUS, Ambassadeur du Grand-Duché de Luxembourg,
Président de la délégation luxembourgeoise auprès de la Conférence
intergouvernementale;

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS

M. J. LINTHORST HOMAN, Président de la délégation néerlandaise auprès
de la Conférence intergouvernementale;

LESQUELS, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne
et due forme,

SONT CONVENUS des dispositions ci-après qui sont annexées au Traité
instituant la Communauté Économique Européenne.

Chapitre 1

BIENS, FONDS, AVOIRS ET OPÉRATIONS DE LA COMMUNAUTÉ

ARTICLE 1

Les locaux et les bâtiments de la Communauté sont inviolables. Ils sont exempts de perquisition, réquisition, confiscation ou expropriation. Les biens et avoirs de la Communauté ne peuvent être l'objet d'aucune mesure de contrainte administrative ou judiciaire sans une autorisation de la Cour de Justice.

ARTICLE 2

Les archives de la Communauté sont inviolables.

ARTICLE 3

La Communauté, ses avoirs, revenus et autres biens sont exonérés de tous impôts directs.

Les gouvernements des États membres prennent, chaque fois qu'il leur est possible, les dispositions appropriées en vue de la remise ou du remboursement du montant des droits indirects et des taxes à la vente entrant dans les prix des biens immobiliers ou mobiliers lorsque la Communauté effectue pour son usage officiel des achats importants dont le prix comprend des droits et taxes de cette nature. Toutefois l'application de ces dispositions ne doit pas avoir pour effet de fausser la concurrence à l'intérieur de la Communauté.

Aucune exonération n'est accordée en ce qui concerne les impôts, taxes et droits qui ne constituent que la simple rémunération de services d'utilité générale.

ARTICLE 4

La Communauté est exonérée de tous droits de douane, prohibitions et restrictions d'importation et d'exportation à l'égard des articles destinés à son usage officiel; les articles ainsi importés ne seront pas cédés à titre onéreux ou gratuit sur le territoire du pays dans lequel ils auront été introduits, à moins que ce ne soit à des conditions agréées par le gouvernement de ce pays.

Elle est également exonérée de tout droit de douane et de toute prohibition et restriction d'importation et d'exportation à l'égard de ses publications.

Chapitre 2

COMMUNICATIONS ET LAISSEZ-PASSER

ARTICLE 5

Pour leurs communications officielles et le transfert de tous leurs documents, les institutions de la Communauté bénéficient sur le territoire de chaque État membre du traitement accordé par cet État aux missions diplomatiques.

La correspondance officielle et les autres communications officielles des institutions de la Communauté ne peuvent être censurées.

ARTICLE 6

Des laissez-passer dont la forme est arrêtée par le Conseil et qui sont reconnus comme titres valables de circulation par les autorités des États membres peuvent être délivrés aux membres et aux agents des institutions de la Communauté par les présidents de celles-ci. Ces laissez-passer sont délivrés aux fonctionnaires et agents dans les conditions fixées par les statuts prévus à l'article 212 du Traité.

La Commission peut conclure des accords en vue de faire reconnaître ces laissez-passer comme titres valables de circulation sur le territoire des États tiers.

Chapitre 3

MEMBRES DE L'ASSEMBLÉE

ARTICLE 7

Aucune restriction d'ordre administratif ou autre n'est apportée au libre déplacement des membres de l'Assemblée se rendant au lieu de réunion de l'Assemblée ou en revenant.

Les membres de l'Assemblée se voient accorder en matière de douane et de contrôle des changes :

a) par leur propre gouvernement, les mêmes facilités que celles reconnues aux hauts fonctionnaires se rendant à l'étranger en mission officielle temporaire,

b) par les gouvernements des autres États membres, les mêmes facilités que celles reconnues aux représentants de gouvernements étrangers en mission officielle temporaire.

ARTICLE 8

Les membres de l'Assemblée ne peuvent être recherchés, détenus ou poursuivis en raison des opinions ou votes émis par eux dans l'exercice de leurs fonctions.

ARTICLE 9

Pendant la durée des sessions de l'Assemblée, les membres de celle-ci bénéficient :

a) sur leur territoire national, des immunités reconnues aux membres du Parlement de leur pays,

b) sur le territoire de tout autre État membre, de l'exemption de toute mesure de détention et de toute poursuite judiciaire.

L'immunité les couvre également lorsqu'ils se rendent au lieu de réunion de l'Assemblée ou en reviennent.

L'immunité ne peut être invoquée dans le cas de flagrant délit et ne peut non plus mettre obstacle au droit de l'Assemblée de lever l'immunité d'un de ses membres.

Chapitre 4

REPRÉSENTANTS DES ÉTATS MEMBRES PARTICIPANT AUX TRAVAUX DES INSTITUTIONS DE LA COMMUNAUTÉ

ARTICLE 10

Les représentants des États membres participant aux travaux des institutions de la Communauté, ainsi que leurs conseillers et experts techniques, jouissent, pendant l'exercice de leurs fonctions et au cours de leurs voyages à destination ou en provenance du lieu de la réunion, des privilèges, immunités ou facilités d'usage.

Le présent article s'applique également aux membres des organes consultatifs de la Communauté.

Chapitre 5

FONCTIONNAIRES ET AGENTS DE LA COMMUNAUTÉ

ARTICLE 11

Sur le territoire de chacun des États membres et quelle que soit leur nationalité, les fonctionnaires et agents de la Communauté visés à l'article 212 du Traité :

a) jouissent, sous réserve des dispositions des articles 179 et 215 du Traité, de l'immunité de juridiction pour les actes accomplis par eux, y compris

leurs paroles et écrits, en leur qualité officielle; ils continueront à bénéficier de cette immunité après la cessation de leurs fonctions,

b) ne sont pas soumis, non plus que leurs conjoints et les membres de leur famille vivant à leur charge, aux dispositions limitant l'immigration et aux formalités d'enregistrement des étrangers,

c) jouissent, en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change, des facilités reconnues par l'usage aux fonctionnaires des organisations internationales,

d) jouissent du droit d'importer en franchise du pays de leur dernière résidence ou du pays dont ils sont ressortissants, leur mobilier et leurs effets à l'occasion de leur première prise de fonctions dans le pays intéressé, et du droit, à la cessation de leurs fonctions dans ledit pays, de réexporter en franchise leur mobilier et leurs effets sous réserve, dans l'un et l'autre cas, des conditions jugées nécessaires par le gouvernement du pays où le droit est exercé,

e) jouissent du droit d'importer en franchise leur automobile affectée à leur usage personnel, acquise dans le pays de leur dernière résidence ou dans le pays dont ils sont ressortissants aux conditions du marché intérieur de celui-ci, et de la réexporter en franchise, sous réserve, dans l'un et l'autre cas, des conditions jugées nécessaires par le gouvernement du pays intéressé.

ARTICLE 12

Dans les conditions et suivant la procédure fixées par le Conseil statuant sur les propositions formulées par la Commission dans le délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du Traité, les fonctionnaires et agents de la Communauté sont soumis au profit de celle-ci à un impôt sur les traitements, salaires et émoluments versés par elle.

Ils sont exempts d'impôts nationaux sur les traitements, salaires et émoluments versés par la Communauté.

ARTICLE 13

Pour l'application des impôts sur les revenus et sur la fortune, des droits de succession, ainsi que des conventions tendant à éviter les doubles impositions conclues entre les pays membres de la Communauté, les fonctionnaires et

agents de la Communauté qui, en raison uniquement de l'exercice de leurs fonctions au service de la Communauté, établissent leur résidence sur le territoire d'un pays membre autre que le pays du domicile fiscal qu'ils possèdent au moment de leur entrée au service de la Communauté, sont considérés, tant dans le pays de leur résidence que dans le pays du domicile fiscal, comme ayant conservé leur domicile dans ce dernier pays si celui-ci est membre de la Communauté. Cette disposition s'applique également au conjoint dans la mesure où celui-ci n'exerce pas d'activité professionnelle propre, ainsi qu'aux enfants à charge et sous la garde des personnes visées au présent article.

Les biens meubles appartenant aux personnes visées à l'alinéa précédent et situés sur le territoire de l'État de séjour sont exonérés de l'impôt des successions dans cet État; pour l'établissement de cet impôt, ils sont considérés comme se trouvant dans l'État du domicile fiscal, sous réserve des droits des États tiers et de l'application éventuelle des dispositions des conventions internationales relatives aux doubles impositions.

Les domiciles acquis en raison uniquement de l'exercice de fonctions au service d'autres organisations internationales ne sont pas pris en considération dans l'application des dispositions du présent article.

ARTICLE 14

Le Conseil, statuant à l'unanimité sur proposition que la Commission formulera dans le délai d'un an à compter de l'entrée en vigueur du Traité, fixe le régime des prestations sociales applicables aux fonctionnaires et agents de la Communauté.

ARTICLE 15

Le Conseil, statuant sur proposition de la Commission et après consultation des autres institutions intéressées, détermine les catégories de fonctionnaires et agents de la Communauté auxquels s'appliquent, en tout ou en partie, les dispositions des articles 11, 12 alinéa 2 et 13.

Les noms, qualités et adresses des fonctionnaires et agents compris dans ces catégories sont communiqués périodiquement aux gouvernements des États membres.

Chapitre 6

**PRIVILÈGES ET IMMUNITÉS
DES MISSIONS ÉTABLIES AUPRÈS DE LA COMMUNAUTÉ**

ARTICLE 16

L'État membre sur le territoire duquel est situé le siège de la Communauté accorde aux missions des États tiers accrédités auprès de la Communauté les immunités diplomatiques d'usage.

Chapitre 7

DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 17

Les privilèges, immunités et facilités sont accordés aux fonctionnaires et agents de la Communauté exclusivement dans l'intérêt de cette dernière.

Chaque institution de la Communauté est tenue de lever l'immunité accordée à un fonctionnaire ou agent dans tous les cas où elle estime que la levée de cette immunité n'est pas contraire aux intérêts de la Communauté.

ARTICLE 18

Pour l'application du présent Protocole, les institutions de la Communauté agissent de concert avec les autorités responsables des États membres intéressés.

ARTICLE 19

Les articles 11 à 14 inclus et 17 sont applicables aux membres de la Commission.

ARTICLE 20

Les articles 11 à 14 inclus et 17 sont applicables aux juges, aux avocats généraux, au greffier et aux rapporteurs adjoints de la Cour de Justice, sans préjudice des dispositions de l'article 3 du Protocole sur le Statut de la Cour de Justice relatives à l'immunité de juridiction des juges et des avocats généraux.

ARTICLE 21

Le présent Protocole s'applique également à la Banque européenne d'investissement, aux membres de ses organes, à son personnel, et aux représentants des États membres qui participent à ses travaux sans préjudice des dispositions du Protocole sur les statuts de celle-ci.

La Banque européenne d'investissement sera, en outre, exonérée de toute imposition fiscale et parafiscale à l'occasion de sa création et des augmentations de son capital ainsi que des formalités diverses que ces opérations pourront comporter dans l'État du siège. De même sa dissolution et sa liquidation n'entraîneront aucune perception. Enfin, l'activité de la Banque et de ses organes, s'exerçant dans les conditions statutaires, ne donnera pas lieu à l'application des taxes sur le chiffre d'affaires.

PROTOKOLL
ÜBER DIE
VORRECHTE UND BEFREIUNGEN

**DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN DES VERTRAGS ZUR GRÜNDUNG DER
EUROPÄISCHEN WIRTSCHAFTSGEMEINSCHAFT,**

**IN DER ERWÄGUNG, daß die Gemeinschaft gemäß Artikel 218 dieses Ver-
trags nach Maßgabe eines besonderen Protokolls in den Hoheitsgebieten der Mit-
gliedstaaten die zur Erfüllung ihrer Aufgabe erforderlichen Vorrechte und Be-
freiungen genießt,**

**UND IN DER ERWÄGUNG, daß gemäß Artikel 28 des Protokolls über die
Satzung der Europäischen Investitionsbank diese die Vorrechte und Befreiungen
genießt, die in dem in Absatz 1 genannten Protokoll festgelegt werden,**

**HABEN für die Errichtung dieses Protokolls zu ihren Bevollmächtigten
ERNANNT:**

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG DER BELGIER:

**Baron J. Ch. SNOY et d'OPPUERS, Generalsekretär des Wirtschaftsmini-
steriums, Leiter der belgischen Delegation bei der Regierungskonferenz;**

DER PRÄSIDENT DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND:

**Herrn Professor Dr. Carl Friedrich OPHÜLS, Botschafter der Bundesrepu-
blik Deutschland, Leiter der deutschen Delegation bei der Regierungskon-
ferenz;**

DER PRÄSIDENT DER FRANZÖSISCHEN REPUBLIK:

**Herrn Robert MARJOLIN, ordentlicher Professor der Rechte, stellvertreten-
der Leiter der französischen Delegation bei der Regierungskonferenz;**

DER PRÄSIDENT DER ITALIENISCHEN REPUBLIK:

**Herrn V. BADINI CONFALONIERI, Unterstaatssekretär für Auswärtige An-
gelegenheiten, Leiter der italienischen Delegation bei der Regierungskon-
ferenz;**

IHRE KÖNIGLICHE HOHEIT DIE GROSSHERZOGIN VON LUXEMBURG:

Herrn Lambert SCHAUS, Botschafter des Großherzogtums Luxemburg,
Leiter der luxemburgischen Delegation bei der Regierungskonferenz;

IHRE MAJESTÄT DIE KÖNIGIN DER NIEDERLANDE:

Herrn J. LINTHORST HOMAN, Leiter der niederländischen Delegation bei
der Regierungskonferenz.

DIESE SIND nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen
Vollmachten

über folgende Bestimmungen ÜBEREINGEKOMMEN, die dem Vertrag zur
Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft als Anhang beigefügt sind:

Kapitel 1

VERMÖGENSGEGENSTÄNDE, LIEGENSCHAFTEN, GUTHABEN UND GESCHÄFTE DER GEMEINSCHAFT

ARTIKEL 1

Die Räumlichkeiten und Gebäude der Gemeinschaft sind unverletzlich. Sie dürfen nicht durchsucht, beschlagnahmt, eingezogen oder enteignet werden. Die Vermögensgegenstände und Guthaben der Gemeinschaft dürfen ohne Ermächtigung des Gerichtshofs nicht Gegenstand von Zwangsmaßnahmen der Verwaltungsbehörden oder Gerichte sein.

ARTIKEL 2

Die Archive der Gemeinschaft sind unverletzlich.

ARTIKEL 3

Die Gemeinschaft, ihre Guthaben, Einkünfte und sonstigen Vermögensgegenstände sind von jeder direkten Steuer befreit.

Die Regierungen der Mitgliedstaaten treffen in allen Fällen, in denen es ihnen möglich ist, geeignete Maßnahmen für den Erlaß oder die Erstattung des Betrags der indirekten Steuern und Verkaufsabgaben, die in den Preisen für bewegliche oder unbewegliche Güter inbegriffen sind, wenn die Gemeinschaft für ihren Dienstbedarf größere Einkäufe tätigt, bei denen derartige Steuern und Abgaben im Preis enthalten sind. Die Durchführung dieser Maßnahmen darf jedoch den Wettbewerb innerhalb der Gemeinschaft nicht verfälschen.

Von den Abgaben, die lediglich die Vergütung für Leistungen gemeinnütziger Versorgungsbetriebe darstellen, wird keine Befreiung gewährt.

ARTIKEL 4

Die Gemeinschaft ist von allen Zöllen sowie Ein- und Ausfuhrverboten und -beschränkungen bezüglich der zu ihrem Dienstgebrauch bestimmten Gegenstände befreit; die in dieser Weise eingeführten Gegenstände dürfen im Hoheitsgebiet des Staates, in das sie eingeführt worden sind, weder entgeltlich noch unentgeltlich veräußert werden, es sei denn zu Bedingungen, welche die Regierung dieses Staates genehmigt.

Der Gemeinschaft steht ferner für ihre Veröffentlichungen Befreiung von allen Zöllen sowie Ein- und Ausfuhrverboten und -beschränkungen zu.

Kapitel 2

NACHRICHTENÜBERMITTLUNG UND AUSWEISE

ARTIKEL 5

Den Organen der Gemeinschaft steht für ihre amtliche Nachrichtenübermittlung und die Übermittlung aller ihrer Schriftstücke im Hoheitsgebiet jedes Mitgliedstaates die gleiche Behandlung wie den diplomatischen Vertretungen zu.

Der amtliche Schriftverkehr und die sonstige amtliche Nachrichtenübermittlung der Organe der Gemeinschaft unterliegen nicht der Zensur.

ARTIKEL 6

Die Präsidenten der Organe der Gemeinschaft können den Mitgliedern und Bediensteten dieser Organe Ausweise ausstellen, deren Form vom Rat bestimmt wird und die von den Behörden der Mitgliedstaaten als gültige Reiseausweise anerkannt werden. Diese Ausweise werden den Beamten und sonstigen Bediensteten nach Maßgabe des Statuts ausgestellt, das in Artikel 212 dieses Vertrags vorgesehen ist.

Die Kommission kann Abkommen zur Anerkennung dieser Ausweise als im Hoheitsgebiet dritter Länder gültige Reiseausweise schließen.

Kapitel 3

MITGLIEDER DER VERSAMMLUNG

ARTIKEL 7

Die Reise der Mitglieder der Versammlung zum und vom Tagungsort der Versammlung unterliegt keinen verwaltungsmäßigen oder sonstigen Beschränkungen.

Die Mitglieder der Versammlung erhalten bei der Zollabfertigung und Devisenkontrolle

a) seitens ihrer eigenen Regierung dieselben Erleichterungen wie hohe Beamte, die sich in offiziellem Auftrag vorübergehend ins Ausland begeben;

b) seitens der Regierungen der anderen Mitgliedstaaten dieselben Erleichterungen wie ausländische Regierungsvertreter mit vorübergehendem offiziellem Auftrag.

ARTIKEL 8

Wegen einer in Ausübung ihres Amtes erfolgten Äußerung oder Abstimmung dürfen Mitglieder der Versammlung weder in ein Ermittlungsverfahren verwickelt noch festgenommen oder verfolgt werden.

ARTIKEL 9

Während der Dauer der Sitzungsperiode der Versammlung

a) steht ihren Mitgliedern im Hoheitsgebiet ihres eigenen Staates die den Parlamentsmitgliedern zuerkannte Unverletzlichkeit zu,

b) können ihre Mitglieder im Hoheitsgebiet jedes anderen Mitgliedstaates weder festgehalten noch gerichtlich verfolgt werden.

Die Unverletzlichkeit besteht auch während der Reise zum und vom Tagungsort der Versammlung.

Bei Ergreifung auf frischer Tat kann die Unverletzlichkeit nicht geltend gemacht werden; sie steht auch nicht der Befugnis der Versammlung entgegen, die Unverletzlichkeit eines ihrer Mitglieder aufzuheben.

Kapitel 4

VERTRETER DER MITGLIEDSTAATEN, DIE AN DEN ARBEITEN DER ORGANE DER GEMEINSCHAFT TEILNEHMEN

ARTIKEL 10

Den Vertretern der Mitgliedstaaten, die an den Arbeiten der Organe der Gemeinschaft teilnehmen, sowie ihren Beratern und Sachverständigen stehen während der Ausübung ihrer Tätigkeit und auf der Reise zum und vom Tagungsort die üblichen Vorrechte, Befreiungen und Erleichterungen zu.

Dies gilt auch für die Mitglieder der beratenden Organe der Gemeinschaft.

Kapitel 5

BEAMTE UND SONSTIGE BEDIENSTETE DER GEMEINSCHAFT

ARTIKEL 11

Den in Artikel 212 dieses Vertrags genannten Beamten und sonstigen Bediensteten der Gemeinschaft stehen im Hoheitsgebiet jedes Mitgliedstaates ohne Rücksicht auf ihre Staatsangehörigkeit folgende Vorrechte und Befreiungen zu:

a) Befreiung von der Gerichtsbarkeit bezüglich der von ihnen in amtlicher Eigenschaft vorgenommenen Handlungen einschließlich ihrer mündlichen

und schriftlichen Äußerungen; die Artikel 179 und 215 dieses Vertrags bleiben unberührt; die Befreiung gilt auch nach Beendigung ihrer Amtstätigkeit;

b) Befreiung von Einwanderungsbeschränkungen und von der Meldepflicht für Ausländer; das gleiche gilt für ihre Ehegatten und die von ihnen unterhaltenen Familienmitglieder;

c) die den Beamten der internationalen Organisationen üblicherweise gewährten Erleichterungen auf dem Gebiet der Vorschriften des Währungs- und Devisenrechts;

d) das Recht, ihre Wohnungseinrichtung und ihre persönlichen Gebrauchsgegenstände aus dem Land ihres letzten ständigen Aufenthalts oder dem Land, dem sie angehören, bei Antritt ihres Dienstes in das in Frage stehende Land zollfrei einzuführen und bei Beendigung ihrer Amtstätigkeit in diesem Land ihre Wohnungseinrichtung und ihre persönlichen Gebrauchsgegenstände zollfrei wieder auszuführen, vorbehaltlich der Bedingungen, welche die Regierung des Landes, in dem dieses Recht ausgeübt wird, in dem einen und anderen Fall für erforderlich erachtet;

e) das Recht, das zu ihrem eigenen Gebrauch bestimmte Kraftfahrzeug, sofern es im Land ihres letzten ständigen Aufenthalts oder in dem Land, dem sie angehören, zu den auf dem Binnenmarkt dieses Landes geltenden Bedingungen erworben worden ist, zollfrei einzuführen und es zollfrei wieder auszuführen, jedoch in beiden Fällen vorbehaltlich der Bedingungen, welche die Regierung des in Frage stehenden Landes in dem einen und anderen Fall für erforderlich erachtet.

ARTIKEL 12

Von den Gehältern, Löhnen und anderen Bezügen, welche die Gemeinschaft ihren Beamten und sonstigen Bediensteten zahlt, wird zugunsten der Gemeinschaft eine Steuer gemäß den Bestimmungen und dem Verfahren erhoben, die vom Rat auf Grund der Vorschläge festgelegt werden, welche die Kommission ihm binnen einem Jahr nach Inkrafttreten dieses Vertrags unterbreitet.

Die Beamten und sonstigen Bediensteten sind von innerstaatlichen Steuern auf die von der Gemeinschaft gezahlten Gehälter, Löhne und Bezüge befreit.

ARTIKEL 13

Die Beamten und sonstigen Bediensteten der Gemeinschaft, die sich lediglich zur Ausübung einer Amtstätigkeit im Dienst der Gemeinschaft im Hoheitsgebiet eines anderen Mitgliedstaates als des Staates niederlassen, in dem sie

zur Zeit des Dienstantritts bei der Gemeinschaft ihren steuerlichen Wohnsitz haben, werden in den beiden genannten Staaten für die Erhebung der Einkommen-, Vermögen- und Erbschaftsteuer sowie für die Anwendung der zur Vermeidung der Doppelbesteuerung zwischen den Mitgliedstaaten der Gemeinschaft geschlossenen Abkommen so behandelt, als hätten sie ihren früheren Wohnsitz beibehalten, sofern sich dieser in einem Mitgliedstaat der Gemeinschaft befindet. Dies gilt auch für den Ehegatten, soweit dieser keine eigene Berufstätigkeit ausübt, sowie für die Kinder, die unter der Aufsicht der in diesem Artikel bezeichneten Personen stehen und von ihnen unterhalten werden.

Das im Hoheitsgebiet des Aufenthaltsstaates befindliche bewegliche Vermögen der in Absatz 1 bezeichneten Personen ist in diesem Staat von der Erbschaftsteuer befreit; für die Veranlagung dieser Steuer wird es vorbehaltlich der Rechte dritter Länder und der etwaigen Anwendung internationaler Abkommen über die Doppelbesteuerung als in dem Staat des steuerlichen Wohnsitzes befindlich betrachtet.

Ein lediglich zur Ausübung einer Amtstätigkeit im Dienste anderer internationaler Organisationen begründeter Wohnsitz bleibt bei der Anwendung dieses Artikels unberücksichtigt.

ARTIKEL 14

Der Rat legt auf Grund eines Vorschlags der Kommission, den diese binnen einem Jahr nach Inkrafttreten dieses Vertrags unterbreitet, durch einstimmigen Beschluß das System der Sozialleistungen für die Beamten und sonstigen Bediensteten der Gemeinschaft fest.

ARTIKEL 15

Der Rat bestimmt auf Vorschlag der Kommission und nach Anhörung der anderen betroffenen Organe die Gruppen von Beamten und sonstigen Bediensteten der Gemeinschaft, auf welche die Artikel 11, 12 Absatz 2 und Artikel 13 ganz oder teilweise Anwendung finden.

Namen, Dienstrang und -stellung sowie Anschrift der Beamten und sonstigen Bediensteten dieser Gruppen werden den Regierungen der Mitgliedstaaten in regelmäßigen Zeitabständen mitgeteilt.

Kapitel 6

VORRECHTE UND BEFREIUNGEN DER VERTRETUNGEN BEI DER GEMEINSCHAFT

ARTIKEL 16

Der Mitgliedstaat, in dessen Hoheitsgebiet sich der Sitz der Gemeinschaft befindet, gewährt den bei der Gemeinschaft beglaubigten Vertretungen dritter Länder die üblichen diplomatischen Befreiungen.

Kapitel 7

ALLGEMEINE BESTIMMUNGEN

ARTIKEL 17

Die Vorrechte, Befreiungen und Erleichterungen werden den Beamten und sonstigen Bediensteten der Gemeinschaft ausschließlich im Interesse der Gemeinschaft gewährt.

Jedes Organ der Gemeinschaft hat die Befreiung eines Beamten oder sonstigen Bediensteten in allen Fällen aufzuheben, in denen dies nach seiner Auffassung den Interessen der Gemeinschaft nicht zuwiderläuft.

ARTIKEL 18

Bei der Anwendung dieses Protokolls handeln die Organe der Gemeinschaft und die verantwortlichen Behörden der beteiligten Mitgliedstaaten im gegenseitigen Einvernehmen.

ARTIKEL 19

Die Artikel 11 bis 14 und 17 finden auf die Mitglieder der Kommission Anwendung.

ARTIKEL 20

Die Artikel 11 bis 14 und 17 finden auf die Richter, die Generalanwälte, den Kanzler und die Hilfsberichterstatter des Gerichtshofs Anwendung; die Bestimmungen des Artikels 3 des Protokolls über die Satzung des Gerichtshofs betreffend die Befreiung der Richter und Generalanwälte von der Gerichtsbarkeit bleiben unberührt.

ARTIKEL 21

Dieses Protokoll gilt auch für die Europäische Investitionsbank, die Mitglieder ihrer Organe, ihr Personal und die Vertreter der Mitgliedstaaten, die an ihren Arbeiten teilnehmen; die Bestimmungen des Protokolls über die Satzung der Bank bleiben unberührt.

Die Europäische Investitionsbank ist außerdem von allen Steuern und sonstigen Abgaben anlässlich ihrer Errichtung und der Erhöhungen ihres Kapitals sowie von den verschiedenen Förmlichkeiten befreit, die hiermit in dem Staat, in dem sie ihren Sitz hat, verbunden sind. Desgleichen werden bei ihrer etwaigen Auflösung und Liquidation keine Abgaben erhoben. Ferner unterliegt die Tätigkeit der Bank und ihrer Organe, soweit sie nach Maßgabe der Satzung ausgeübt wird, nicht der Umsatzsteuer.

**PROTOCOLLO
SUI PRIVILEGI E SULLE IMMUNITÀ**

LE ALTE PARTI CONTRAENTI DEL TRATTATO CHE ISTITUISCE LA COMUNITÀ ECONOMICA EUROPEA,

CONSIDERANDO che a termini dell'articolo 218 del Trattato la Comunità gode sui territori degli Stati membri delle immunità e dei privilegi necessari per assolvere la sua missione alle condizioni definite da un Protocollo separato,

CONSIDERANDO d'altra parte che a termini dell'articolo 28 del Protocollo sullo Statuto della Banca europea per gli investimenti, la Banca gode dei privilegi e delle immunità previsti dal Protocollo di cui al comma precedente,

HANNO DESIGNATO come plenipotenziari, al fine di definire tale Protocollo:

SUA MAESTÀ IL RE DEI BELGI

S. E. Barone J. Ch. SNOY et d'OPPUERS, Segretario Generale del Ministero degli Affari Economici, Presidente della delegazione belga presso la Conferenza intergovernativa;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA FEDERALE DI GERMANIA

S. E. Carl Friedrich OPHUELS, Ambasciatore della Repubblica Federale di Germania, Presidente della delegazione tedesca presso la Conferenza intergovernativa;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA FRANCESE

S. E. Robert MARJOLIN, « Professeur agrégé des Facultés de Droit », Vicepresidente della delegazione francese presso la Conferenza intergovernativa;

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA ITALIANA

S. E. V. BADINI CONFALONIERI, Sottosegretario di Stato agli Affari Esteri, Presidente della delegazione italiana presso la Conferenza intergovernativa;

SUA ALTEZZA REALE LA GRANDUCHESSA DEL LUSSEMBURGO

S. E. Lambert SCHAUS, Ambasciatore del Granducato del Lussemburgo, Presidente della delegazione lussemburghese presso la Conferenza intergovernativa;

SUA MAESTÀ LA REGINA DEI PAESI BASSI

S. E. J. LINTHORST HOMAN, Presidente della delegazione olandese presso la Conferenza intergovernativa;

I QUALI, dopo aver scambiato i loro pieni poteri, riconosciuti in buona e debita forma,

HANNO CONVENUTO le disposizioni seguenti che sono allegate al Trattato che istituisce la Comunità Economica Europea.

Capo 1

BENI, FONDI, AVERI E OPERAZIONI DELLA COMUNITÀ

ARTICOLO 1

I locali e gli edifici della Comunità sono inviolabili. Essi sono esenti da perquisizioni, requisizioni, confisca o espropriazione. I beni e gli averi della Comunità non possono essere oggetto di alcun provvedimento di coercizione amministrativa o giudiziaria senza autorizzazione della Corte di Giustizia.

ARTICOLO 2

Gli archivi della Comunità sono inviolabili.

ARTICOLO 3

La Comunità, i suoi averi, entrate e altri beni sono esenti da qualsiasi imposta diretta.

I governi degli Stati membri adottano, ogni qualvolta sia loro possibile, le opportune disposizioni per l'abbuono o il rimborso dell'importo dei diritti indiretti e delle tasse sulla vendita compresi nei prezzi dei beni immobili o mobili, quando la Comunità effettui, per suo uso ufficiale, acquisti considerevoli il cui prezzo comprenda diritti e tasse di tale natura. Tuttavia l'applicazione di tali disposizioni non deve avere per effetto di falsare la concorrenza all'interno della Comunità.

Nessuna esenzione è concessa per quanto riguarda le imposte, tasse e diritti che costituiscono mera remunerazione di servizi di utilità generale.

ARTICOLO 4

La Comunità è esente da ogni dazio doganale, divieto e restrizione all'importazione e all'esportazione, in ordine agli oggetti destinati al suo uso ufficiale; gli oggetti così importati non saranno ceduti a titolo oneroso o gratuito sul territorio del paese nel quale siano stati importati, salvo che ciò non avvenga a condizioni accette al governo di tale paese.

Essa è del pari esente da ogni dazio doganale e da ogni divieto e restrizione all'importazione e all'esportazione in ordine alle sue pubblicazioni.

Capo 2

COMUNICAZIONI E LASCIAPASSARE

ARTICOLO 5

Le istituzioni della Comunità beneficiano, nel territorio di ciascuno Stato membro, per le loro comunicazioni ufficiali e la trasmissione di tutti i loro documenti, del trattamento concesso da questo Stato alle missioni diplomatiche.

La corrispondenza ufficiale e le altre comunicazioni ufficiali delle istituzioni della Comunità non possono essere censurate.

ARTICOLO 6

I presidenti delle istituzioni della Comunità possono rilasciare ai membri e agli agenti di dette istituzioni lasciapassare la cui forma è stabilita dal Consiglio e che sono riconosciuti dalle autorità degli Stati membri come titoli di viaggio validi. Tali lasciapassare sono rilasciati ai funzionari e agli agenti secondo le condizioni stabilite dagli statuti di cui all'articolo 212 del Trattato.

La Commissione può concludere accordi per far riconoscere tali lasciapassare come titoli di viaggio validi sul territorio di Stati terzi.

Capo 3

MEMBRI DELL'ASSEMBLEA

ARTICOLO 7

Nessuna restrizione d'ordine amministrativo o d'altro genere è appor-
tata alla libertà di movimento dei membri della Assemblea che si recano al
luogo di riunione dell'Assemblea o ne ritornano.

Ai membri dell'Assemblea sono concessi in materia di dogana e di con-
trollo dei cambi:

a) dal proprio governo, le stesse agevolazioni concesse agli alti fun-
zionari che si recano all'estero in missione ufficiale temporanea,

b) dai governi degli altri Stati membri, le stesse agevolazioni concesse
ai rappresentanti di governi esteri in missione ufficiale temporanea.

ARTICOLO 8

I membri dell'Assemblea non possono essere ricercati, detenuti o per-
seguiti a motivo delle opinioni o dei voti espressi nell'esercizio delle loro fun-
zioni.

ARTICOLO 9

Per la durata delle sessioni dell'Assemblea, i membri di essa bene-
ficiano:

a) sul territorio nazionale, delle immunità riconosciute ai membri del
Parlamento del loro paese,

b) sul territorio d'ogni altro Stato membro, dell'esenzione da ogni
provvedimento di detenzione e da ogni procedimento giudiziario.

L'immunità li copre ugualmente quando essi si recano al luogo di riunione dell'Assemblea o ne ritornano.

L'immunità non può essere invocata nel caso di flagrante delitto e non può inoltre pregiudicare il diritto dell'Assemblea di togliere l'immunità ad uno dei suoi membri.

Capo 4

RAPPRESENTANTI DEGLI STATI MEMBRI CHE PARTECIPANO AI LAVORI DELLE ISTITUZIONI DELLA COMUNITÀ

ARTICOLO 10

I rappresentanti degli Stati membri che partecipano ai lavori delle istituzioni della Comunità, nonchè i loro consiglieri e periti tecnici, godono, durante l'esercizio delle loro funzioni e durante i loro viaggi a destinazione o in provenienza dal luogo della riunione, dei privilegi, delle immunità e delle agevolazioni d'uso.

Il presente articolo si applica ugualmente ai membri degli organi consultivi della Comunità.

Capo 5

FUNZIONARI E AGENTI DELLA COMUNITÀ

ARTICOLO 11

Sul territorio di ciascuno Stato membro e qualunque sia la loro cittadinanza, i funzionari e agenti della Comunità di cui all'articolo 212 del Trattato:

a) godono, fatte salve le disposizioni degli articoli 179 e 215 del Trattato, dell'immunità di giurisdizione per gli atti da loro compiuti in veste uf-

ficiale, comprese le loro parole e i loro scritti; essi continueranno a beneficiare di questa immunità dopo la cessazione delle loro funzioni,

b) nè essi nè i loro coniugi e i familiari a loro carico, sono sottoposti alle disposizioni che limitano l'immigrazione e alle formalità di registrazione degli stranieri,

c) godono, per quanto riguarda la disciplina vigente in materia valutaria o di cambio, delle agevolazioni usualmente riconosciute ai funzionari delle organizzazioni internazionali,

d) godono del diritto di importare in franchigia dal paese della loro ultima residenza o dal paese di cui sono cittadini, la propria mobilia ed i propri effetti personali, in occasione della loro prima immissione in funzione nel paese interessato, e del diritto di riesportare in franchigia la propria mobilia e i propri effetti personali alla cessazione delle loro funzioni nel suddetto paese, fatte salve, nell'uno e nell'altro caso, le condizioni ritenute necessarie dal governo del paese in cui il diritto è esercitato,

e) godono del diritto di importare in franchigia la propria autovettura destinata al loro uso personale, acquistata nel paese della loro ultima residenza o nel paese di cui sono cittadini, alle condizioni del mercato interno di tale paese, e di riesportarla in franchigia, fatte salve, nell'uno e nell'altro caso, le condizioni ritenute necessarie dal governo del paese interessato.

ARTICOLO 12

Alle condizioni e secondo la procedura stabilite dal Consiglio, che delibera sulle proposte che la Commissione formulerà entro un anno dall'entrata in vigore del Trattato, i funzionari e gli agenti della Comunità saranno soggetti, a profitto di quest'ultima, ad una imposta sugli stipendi, salari ed emolumenti dalla stessa versati.

Essi sono esenti da imposte nazionali sugli stipendi, salari ed emolumenti versati dalla Comunità.

ARTICOLO 13

Ai fini dell'applicazione delle imposte sul reddito e sul patrimonio, dei diritti di successione, nonchè delle convenzioni concluse tra i paesi membri della Comunità al fine di evitare le doppie imposizioni, i funzionari e agenti

della Comunità, i quali, in ragione esclusivamente dell'esercizio delle loro funzioni al servizio della Comunità, stabiliscono la loro residenza sul territorio di un paese membro diverso dal paese ove avevano il domicilio fiscale al momento dell'entrata in servizio presso la Comunità, sono considerati, sia nel paese di residenza che nel paese del domicilio fiscale, come tuttora domiciliati in quest'ultimo paese qualora esso sia membro della Comunità. Tale disposizione si applica egualmente al coniuge, semprechè non eserciti una propria attività professionale, nonchè ai figli ed ai minori a carico delle persone indicate nel presente articolo e in loro custodia.

I beni mobili appartenenti alle persone di cui al comma precedente e che si trovino nel territorio dello Stato di residenza, sono esenti dall'imposta di successione in tale Stato; ai fini dell'applicazione di tale imposta essi sono considerati come se fossero situati nello Stato del domicilio fiscale, fatti salvi i diritti degli Stati terzi e l'eventuale applicazione delle norme delle convenzioni internazionali sulle doppie imposizioni.

Ai fini dell'applicazione delle disposizioni del presente articolo non si prendono in considerazione i domicili acquisiti soltanto a motivo dell'esercizio di funzioni al servizio di altre organizzazioni internazionali.

ARTICOLO 14

Il Consiglio, deliberando all'unanimità su una proposta che la Commissione formulerà nel termine di un anno dall'entrata in vigore del Trattato, stabilisce il regime di previdenza sociale applicabile ai funzionari e agli agenti della Comunità.

ARTICOLO 15

Il Consiglio, deliberando su proposta della Commissione e previa consultazione delle altre istituzioni interessate, determina le categorie di funzionari e agenti della Comunità cui si applicano, in tutto o in parte, le disposizioni degli articoli 11, 12 comma 2 e 13.

I nomi, le qualifiche e gli indirizzi dei funzionari e agenti compresi in tali categorie sono comunicati periodicamente ai governi degli Stati membri.

Capo 6

**PRIVILEGI E IMMUNITÀ DELLE MISSIONI
ACCREDITATE PRESSO LA COMUNITÀ**

ARTICOLO 16

Lo Stato membro, sul cui territorio è situata la sede della Comunità, riconosce alle missioni dei paesi terzi accreditate presso la Comunità le immunità diplomatiche d'uso.

Capo 7

DISPOSIZIONI GENERALI

ARTICOLO 17

I privilegi, le immunità e le agevolazioni sono concesse ai funzionari e agli agenti della Comunità esclusivamente nell'interesse di quest'ultima.

Ciascuna istituzione della Comunità ha l'obbligo di togliere l'immunità concessa a un funzionario o ad un agente ogni qualvolta essa reputi che ciò non sia contrario agli interessi della Comunità.

ARTICOLO 18

Ai fini dell'applicazioni del presente Protocollo, le istituzioni della Comunità agiranno d'intesa con le autorità responsabili degli Stati membri interessati.

ARTICOLO 19

Gli articoli da 11 a 14 inclusi e l'articolo 17 sono applicabili ai membri della Commissione.

ARTICOLO 20

Gli articoli da 11 a 14 inclusi e l'articolo 17 sono applicabili ai giudici, agli avvocati generali, al cancelliere e ai relatori aggiunti della Corte di Giustizia, senza pregiudizio delle disposizioni dell'articolo 3 del Protocollo sullo Statuto della Corte di Giustizia, relative all'immunità di giurisdizione dei giudici e degli avvocati generali.

ARTICOLO 21

Il presente Protocollo si applica anche alla Banca europea per gli investimenti, ai membri dei suoi organi, al suo personale e ai rappresentanti degli Stati membri che partecipano ai suoi lavori, senza pregiudizio delle disposizioni del Protocollo sullo Statuto della Banca.

La Banca europea per gli investimenti sarà, inoltre, esente da qualsiasi imposizione fiscale e parafiscale al momento della sua costituzione e degli aumenti del suo capitale, nonchè dalle varie formalità che tali operazioni potranno importare nello Stato in cui ha la propria sede. Parimenti, il suo scioglimento e la sua liquidazione non importeranno alcuna imposizione fiscale. Infine, l'attività della Banca e dei suoi organi, svolgentesi secondo le condizioni statutarie, non darà luogo all'applicazione di tasse sulla cifra d'affari.

PROTOCOL
BETREFFENDE DE
VOORRECHTEN EN IMMUNITEITEN

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN BIJ HET VERDRAG TOT OP-
RICHTING VAN DE EUROPESE ECONOMISCHE GEMEENSCHAP,

OVERWEGENDE, dat krachtens de bepalingen van artikel 218 van dat Verdrag, de Gemeenschap, onder de in een afzonderlijk protocol te stellen voorwaarden, op het grondgebied van de Lid-Staten de immunititeiten en voorrechten geniet, welke nodig zijn ter vervulling van haar taak,

OVERWEGENDE verder, dat krachtens de bepalingen van artikel 28 van het Protocol betreffende de statuten van de Europese Investeringsbank, deze bank de immunititeiten en voorrechten geniet, welke in het in voorgaand lid bedoelde protocol zijn bepaald,

HEBBEN, ter vaststelling van dit Protocol, als hun gevolmachtigden aangewezen:

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN:

J. CH. BARON SNOY et d'OPPUERS, Secretaris-Generaal van het Ministerie van Economische Zaken, Voorzitter van de Belgische delegatie bij de Intergouvernementele Conferentie;

DE PRESIDENT VAN DE BONDSREPUBLICK DUITSLAND:

Prof. Dr. Carl Friedrich OPHÜLS, Ambassadeur van de Bondsrepubliek Duitsland, Voorzitter van de Duitse delegatie bij de Intergouvernementele Conferentie;

DE PRESIDENT VAN DE FRANSE REPUBLICK:

de Heer Robert MARJOLIN, Hoogleraar in de Rechtsgeleerdheid, Vice-Voorzitter van de Franse delegatie bij de Intergouvernementele Conferentie;

DE PRESIDENT VAN DE ITALIAANSE REPUBLICK:

de Heer V. BADINI CONFALONIERI, Onder-Staatssecretaris van Buitenlandse Zaken, Voorzitter van de Italiaanse delegatie bij de Intergouvernementele Conferentie;

HARE KONINKLIJKE HOOGHEID DE GROOTHERTOGIN VAN LUXEMBURG:

de Heer Lambert SCHAUS, Ambassadeur van het Groothertogdom Luxemburg, Voorzitter van de Luxemburgse delegatie bij de Intergouvernementele Conferentie;

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN:

de Heer J. LINTHORST HOMAN, Voorzitter van de Nederlandse delegatie bij de Intergouvernementele Conferentie;

DIE, na overlegging van hun in goede en behoorlijke vorm bevonden volmachten,

OVEREENSTEMMING HEBBEN BEREIKT omtrent de volgende bepalingen welke aan het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap zijn gehecht.

Hoofdstuk 1

EIGENDOMMEN, FONDSSEN, BEZITTINGEN EN VERRICHTINGEN VAN DE GEMEENSCHAP

ARTIKEL 1

De gebouwen en terreinen van de Gemeenschap zijn onschendbaar. Zij zijn vrijgesteld van huiszoeking, vordering, verbeurdverklaring of onteigening. De eigendommen en bezittingen van de Gemeenschap kunnen zonder toestemming van het Hof van Justitie niet worden getroffen door enige dwangmaatregel van bestuursrechtelijke of gerechtelijke aard.

ARTIKEL 2

Het archief van de Gemeenschap is onschendbaar.

ARTIKEL 3

De Gemeenschap, haar bezittingen, inkomsten en andere eigendommen zijn vrijgesteld van alle directe belastingen.

Telkens wanneer hun dit mogelijk is, treffen de regeringen van de Lid-Staten passende maatregelen tot kwijtschelding of teruggave van het bedrag der indirecte belastingen en van belastingen op de verkoop, welke een deel vormen van de prijs van onroerende of roerende goederen, wanneer de Gemeenschap voor haar officieel gebruik belangrijke aankopen doet van goederen in de prijs waarvan zodanige belastingen begrepen zijn. De toepassing van deze bepalingen mag evenwel niet tot gevolg hebben dat de mededinging binnen de Gemeenschap wordt vervalst.

Geen enkele vrijstelling wordt verleend van belastingen, heffingen en rechten die niet anders zijn dan eenvoudige vergoedingen voor diensten van openbaar nut.

ARTIKEL 4

De Gemeenschap is vrijgesteld van alle douanerechten, in- en uitvoerverboden en -beperkingen met betrekking tot goederen bestemd voor officieel gebruik van de Gemeenschap; de aldus ingevoerde goederen mogen op het grondgebied van het land alwaar zij zijn ingevoerd niet onder bezwarende titel of om niet worden overgedragen, tenzij op voorwaarden welke door de regering van dat land zijn goedgekeurd.

Zij is eveneens vrijgesteld van alle douanerechten, in- en uitvoerverboden en -beperkingen met betrekking tot haar publikaties.

Hoofdstuk 2

MEDEDELINGEN EN LAISSEZ-PASSER

ARTIKEL 5

De instellingen van de Gemeenschap genieten, voor hun officiële mededelingen en het overbrengen van al hun documenten, op het grondgebied van iedere Lid-Staat de behandeling, welke door deze Staat aan diplomatieke missies wordt toegestaan.

De officiële correspondentie en andere officiële mededelingen van de instellingen van de Gemeenschap zijn niet aan censuur onderworpen.

ARTIKEL 6

Laissez-passers, waarvan de vorm door de Raad wordt vastgesteld en welke als geldige reispapieren worden erkend door de overheidsinstanties van de Lid-Staten, kunnen door de voorzitters van de instellingen van de Gemeenschap aan de leden en het personeel van deze instellingen worden verstrekt. Deze laissez-passers worden aan de ambtenaren en overige personeelsleden verstrekt overeenkomstig de bepalingen van de statuten bedoeld in artikel 212 van het Verdrag.

De Commissie kan akkoorden sluiten ten einde deze laissez-passers te doen erkennen als geldige reispapieren voor het grondgebied van derde Staten.

Hoofdstuk 3

LEDEN VAN DE VERGADERING

ARTIKEL 7

De bewegingsvrijheid der leden van de Vergadering die zich naar de plaats van bijeenkomst der Vergadering begeven of daarvan terugkeren wordt op geen enkele wijze beperkt door voorschriften van bestuursrechtelijke of andere aard.

Aan de leden van de Vergadering worden, wat betreft douane- en de-
viezencontrole, toegekend:

a) door hun eigen regering, dezelfde faciliteiten als zijn toegekend aan hoge ambtenaren, die zich, belast met een tijdelijke officiële zending, naar het buitenland begeven,

b) door de regeringen van de andere Lid-Staten, dezelfde faciliteiten als zijn toegekend aan vertegenwoordigers van buitenlandse regeringen, belast met een tijdelijke officiële zending.

ARTIKEL 8

Tegen de leden van de Vergadering kan geen opsporing plaatsvinden, noch kunnen zij worden aangehouden of vervolgd op grond van de mening of de stem, die zij in de uitoefening van hun ambt hebben uitgebracht.

ARTIKEL 9

Tijdens de zittingsduur van de Vergadering genieten de leden:

a) op hun eigen grondgebied, de immuniteiten welke aan de leden van de volksvertegenwoordiging in hun land zijn verleend;

b) op het grondgebied van elke andere Lid-Staat, vrijstelling van aanhouding en gerechtelijke vervolging in welke vorm ook.

De immuniteit beschermt hen eveneens, wanneer zij zich naar de plaats van de bijeenkomst van de Vergadering begeven of daarvan terugkeren.

Op deze immuniteit kan geen beroep worden gedaan in geval van ontdekking op heterdaad, terwijl zij evenmin kan verhinderen dat de Vergadering het recht uitoefent de immuniteit van een harer leden op te heffen.

Hoofdstuk 4

DE AAN DE WERKZAAMHEDEN VAN DE INSTELLINGEN DER GEMEENSCHAP DEELNEMENDE VERTEGENWOORDIGERS DER LID-STATEN

ARTIKEL 10

De aan de werkzaamheden van de instellingen van de Gemeenschap deelnemende vertegenwoordigers der Lid-Statens, alsmede hun raadsliden en de deskundigen, genieten gedurende de uitoefening van hun ambt en op hun reizen naar en van de plaats van bijeenkomst de gebruikelijke voorrechten, immuniteiten of faciliteiten.

Dit artikel is eveneens van toepassing op de leden der raadgevende organen van de Gemeenschap.

Hoofdstuk 5

AMBTENAREN EN OVERIGE PERSONEELSLEDEN VAN DE GEMEENSCHAP

ARTIKEL 11

De ambtenaren en overige personeelsleden van de Gemeenschap bedoeld in artikel 212 van het Verdrag zijn, ongeacht hun nationaliteit, op het grondgebied van elk der Lid-Statens:

a) behoudens de bepalingen van de artikelen 179 en 215 van het Verdrag, vrijgesteld van rechtsvervolgving voor hetgeen zij in hun officiële hoedanigheid

hebben gedaan, gezegd of geschreven; zij blijven deze immuniteit genieten nadat zij hun ambt hebben neergelegd;

b) tezamen met hun echtgenoten en de te hunnen laste zijnde verwanten vrijgesteld van immigratiebeperkingen en vreemdelingenregistratie;

c) inzake monetaire of deviezenregelingen in het genot van de gebruikelijke faciliteiten welke aan ambtenaren van internationale organisaties worden toegekend;

d) gerechtigd om de eerste maal, dat zij hun post bezetten, in het betrokken land hun huisraad en goederen voor persoonlijk gebruik vrij van rechten in te voeren uit het land waar zij het laatst hun verblijfplaats hebben gehad of uit het land waarvan zij onderdaan zijn, en bij het neerleggen van hun ambt hun huisraad en goederen voor persoonlijk gebruik uit genoemd land vrij van rechten weder uit te voeren, in beide gevallen met inachtneming van de voorwaarden, welke de regering van het land waar dit recht wordt uitgeoefend, als noodzakelijk beschouwt;

e) gerechtigd uit een Lid-Staat hun voor persoonlijk gebruik bestemde personenauto die in het land waar zij het laatst hun verblijfplaats hebben gehad of in het land waarvan zij onderdaan zijn, verkregen is op de voorwaarden die op de binnenlandse markt van dat land gelden, vrij van rechten in te voeren en deze vrij van rechten weder uit te voeren, in beide gevallen met inachtneming van de voorwaarden welke de regering van het betrokken land als noodzakelijk beschouwt.

ARTIKEL 12

Onder de voorwaarden en volgens de procedure welke door de Raad worden vastgesteld op grond van de door de Commissie binnen een jaar na de inwerking-treding van het Verdrag gedane voorstellen, worden de ambtenaren en overige personeelsleden van de Gemeenschap onderworpen aan een belasting ten bate van de Gemeenschap op de door haar betaalde salarissen, lonen en emolumenten.

Zij zijn vrijgesteld van nationale belastingen op de door de Gemeenschap betaalde salarissen, lonen en emolumenten.

ARTIKEL 13

De ambtenaren en overige personeelsleden van de Gemeenschap, die zich uitsluitend uit hoofde van de uitoefening van hun ambt in dienst van de Gemeenschap vestigen op het grondgebied van een andere Lid-Staat dan de Staat van de

fiscale woonplaats, welke zij bezitten op het oogenblik van hun indiensttreding bij de Gemeenschap, worden voor de toepassing van de inkomsten-, vermogens- en successiebelastingen, alsmede van de tussen de Lid-Staten van de Gemeenschap gesloten overeenkomsten ter voorkoming van dubbele belasting, zowel in de Staat waar zij zich gevestigd hebben als in de Staat van de fiscale woonplaats, geacht hun woonplaats te hebben behouden in de laatstgenoemde Staat, indien deze lid is van de Gemeenschap. Deze bepaling geldt eveneens voor de echtgenoot voor zover deze geen eigen beroepsbezigheden uitoefent, alsmede voor de kinderen die ten laste zijn en onder toezicht staan van de in dit artikel bedoelde personen.

De roerende goederen welke toebehoren aan de in de vorige alinea bedoelde personen en zich bevinden op het grondgebied van de Staat van verblijf, worden in die Staat vrijgesteld van successiebelasting; voor de heffing van die belasting worden die roerende goederen geacht zich in de Staat van de fiscale woonplaats te bevinden, onder voorbehoud van de rechten van derde Staten en de mogelijke toepassing van de bepalingen der internationale overeenkomsten betreffende dubbele belasting.

De uitsluitend uit hoofde van de uitoefening van een ambt in dienst van andere internationale organisaties verkregen woonplaats wordt niet in aanmerking genomen bij de toepassing van de bepalingen van dit artikel.

ARTIKEL 14

Op voorstel van de Commissie, in te dienen binnen een jaar na de inwerkingtreding van het Verdrag, stelt de Raad met eenparigheid van stemmen de regeling vast inzake de sociale voorzieningen, welke op de ambtenaren en overige personeelsleden van de Gemeenschap van toepassing zal zijn.

ARTIKEL 15

Op voorstel van de Commissie en na raadpleging van de overige betrokken instellingen, bepaalt de Raad op welke categorieën van ambtenaren en overige personeelsleden van de Gemeenschap de bepalingen van de artikelen 11, 12, tweede alinea, en 13 geheel of ten dele van toepassing zijn.

De namen, hoedanigheden en adressen der ambtenaren en overige personeelsleden, welke onder deze categorieën zijn begrepen, worden op gezette tijden aan de regeringen van de Lid-Staten medegedeeld.

Hoofdstuk 6

VOORRECHTEN EN IMMUNITEITEN DER BIJ DE GEMEENSCHAP GEVESTIGDE MISSIES

ARTIKEL 16

De Lid-Staat, op welks grondgebied de zetel van de Gemeenschap is gevestigd, verleent aan de missies der bij de Gemeenschap geaccrediteerde derde Staten de gebruikelijke diplomatieke immuniteiten.

Hoofdstuk 7

ALGEMENE BEPALINGEN

ARTIKEL 17

De voorrechten, immuniteiten en faciliteiten worden aan de ambtenaren en overige personeelsleden van de Gemeenschap uitsluitend in haar belang verleend.

Elke instelling van de Gemeenschap is gehouden de aan een ambtenaar of ander personeelslid verleende immuniteit op te heffen in alle gevallen, waarin zulks naar haar mening niet strijdig is met de belangen van de Gemeenschap.

ARTIKEL 18

Voor de toepassing van dit Protocol handelen de instellingen van de Gemeenschap in overeenstemming met de verantwoordelijke autoriteiten van de betrokken Lid-Statens.

ARTIKEL 19

De artikelen 11 tot en met 14 en 17 zijn van toepassing op de leden van de Commissie.

ARTIKEL 20

De artikelen 11 tot en met 14 en 17 zijn van toepassing op de rechters, de griffier en de toegevoegde rapporteurs van, alsmede op de advocaten-generaal bij het Hof van Justitie, onverminderd de bepalingen van artikel 3 van het Protocol betreffende het Statuut van het Hof van Justitie nopens de vrijstelling van rechtsvervolging van de rechters en de advocaten-generaal.

ARTIKEL 21

Dit Protocol is eveneens van toepassing op de Europese Investeringsbank, de leden van haar organen, haar personeel en de vertegenwoordigers der Lid-Staten, die aan haar werkzaamheden deelnemen, onverminderd de bepalingen van het protocol betreffende haar statuten.

De Europese Investeringsbank wordt bovendien vrijgesteld van elke fiscale en parafiscale heffing ter gelegenheid van haar oprichting en van de uitbreiding van haar aandelenkapitaal, alsmede van de verschillende formaliteiten welke deze verrichtingen kunnen medebrengen in de Staat waar de zetel gevestigd is. Haar opheffing en liquidering zullen evenmin enige heffing medebrengen. Tenslotte geeft de werkzaamheid van de Bank en van haar organen, uitgeoefend onder de statutaire voorwaarden, geen aanleiding tot de heffing van omzetbelastingen.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole.

ZU URKUND DESSEN haben die unterzeichneten Bevollmächtigten ihre Unterschriften unter dieses Protokoll gesetzt.

IN FEDE DI CHE, i plenipotenziari sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce al presente Protocollo.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden hun handtekening onder dit Protocol hebben gesteld.

Fait à Bruxelles, le dix-sept avril mil neuf cent cinquante-sept.

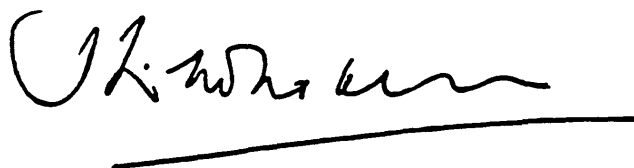
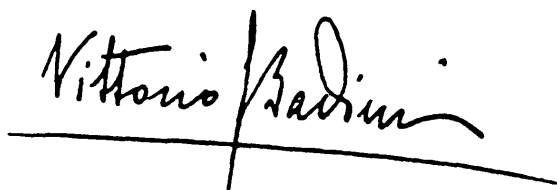
Geschehen zu Brüssel, am siebzehnten April neunzehnhundertsiebenundfünfzig.

Fatto a Bruxelles, il diciassette aprile millenovecentocinquantesette.

Gedaan te Brussel, de zeventiende april negentienhonderd zevenenvijftig.



E. F. Oshkutz



PROTOCOLE
sur le
STATUT DE LA COUR DE JUSTICE
de la
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE

PROTOKOLL
über die
SATZUNG DES GERICHTSHOFS
der
EUROPÄISCHEN WIRTSCHAFTSGEMEINSCHAFT

PROTOCOLLO
sullo
STATUTO DELLA CORTE DI GIUSTIZIA
della
COMUNITÀ ECONOMICA EUROPEA

PROTOCOL
betreffende het
STATUUT VAN HET HOF VAN JUSTITIE
van de
EUROPESE ECONOMISCHE GEMEENSCHAP

**PROTOCOLE
SUR LE
STATUT DE LA COUR DE JUSTICE**

**LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES AU TRAITÉ INSTITUANT LA
COMMUNAUTÉ ÉCONOMIQUE EUROPÉENNE,**

DÉSIRANT fixer le Statut de la Cour prévu à l'article 188 de ce Traité,

ONT DÉSIGNÉ, à cet effet, comme plénipotentiaires :

SA MAJESTÉ LE ROI DES BELGES

**Baron J. Ch. SNOY et d'OPPUERS, Secrétaire général du Ministère des
Affaires économiques, Président de la délégation belge auprès de la
Conférence intergouvernementale;**

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE

**M. le Professeur Docteur Carl Friedrich OPHÜLS, Ambassadeur de la
République fédérale d'Allemagne, Président de la délégation allemande
auprès de la Conférence intergouvernementale;**

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

**M. Robert MARJOLIN, Professeur agrégé des Facultés de Droit, Vice-
Président de la délégation française auprès de la Conférence inter-
gouvernementale;**

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ITALIENNE

**M. V. BADINI CONFALONIERI, Sous-Secrétaire d'État aux Affaires étran-
gères, Président de la délégation italienne auprès de la Conférence
intergouvernementale;**

SON ALTESSE ROYALE LA GRANDE-DUCHESSE DE LUXEMBOURG

**M. Lambert SCHAUS, Ambassadeur du Grand-Duché de Luxembourg,
Président de la délégation luxembourgeoise auprès de la Conférence
intergouvernementale;**

SA MAJESTÉ LA REINE DES PAYS-BAS

M. J. LINTHORST HOMAN, Président de la délégation néerlandaise auprès
de la Conférence intergouvernementale;

LESQUELS, après avoir échangé leurs pleins pouvoirs reconnus en bonne
et due forme,

SONT CONVENUS des dispositions ci-après qui sont annexées au Traité
instituant la Communauté Économique Européenne.

ARTICLE 1

La Cour instituée par l'article 4 du Traité est constituée et exerce ses fonctions conformément aux dispositions du Traité et du présent Statut.

Titre premier

STATUT DES JUGES ET DES AVOCATS GÉNÉRAUX

ARTICLE 2

Tout juge doit, avant d'entrer en fonctions, en séance publique, prêter serment d'exercer ses fonctions en pleine impartialité et en toute conscience et de ne rien divulguer du secret des délibérations.

ARTICLE 3

Les juges jouissent de l'immunité de juridiction. En ce qui concerne les actes accomplis par eux, y compris leurs paroles et écrits, en leur qualité officielle, ils continuent à bénéficier de l'immunité après la cessation de leurs fonctions.

La Cour, siégeant en séance plénière, peut lever l'immunité.

Au cas où, l'immunité ayant été levée, une action pénale est engagée contre un juge, celui-ci n'est justiciable, dans chacun des États membres, que de l'instance compétente pour juger les magistrats appartenant à la plus haute juridiction nationale.

ARTICLE 4

Les juges ne peuvent exercer aucune fonction politique ou administrative.

Ils ne peuvent, sauf dérogation accordée à titre exceptionnel par le Conseil, exercer aucune activité professionnelle, rémunérée ou non.

Ils prennent, lors de leur installation, l'engagement solennel de respecter, pendant la durée de leurs fonctions et après la cessation de celles-ci, les obligations découlant de leur charge, notamment les devoirs d'honnêteté et de délicatesse quant à l'acceptation, après cette cessation, de certaines fonctions ou de certains avantages.

En cas de doute, la Cour décide.

ARTICLE 5

En dehors des renouvellements réguliers et des décès, les fonctions de juge prennent fin individuellement par démission.

En cas de démission d'un juge, la lettre de démission est adressée au président de la Cour pour être transmise au président du Conseil. Cette dernière notification emporte vacance de siège.

Sauf les cas où l'article 6 ci-après reçoit application, tout juge continue à siéger jusqu'à l'entrée en fonctions de son successeur.

ARTICLE 6

Les juges ne peuvent être relevés de leurs fonctions ni déclarés déchus de leur droit à pension ou d'autres avantages en tenant lieu que si, au jugement unanime des juges et des avocats généraux de la Cour, ils ont cessé de répondre aux conditions requises ou de satisfaire aux obligations découlant de leur charge. L'intéressé ne participe pas à ces délibérations.

Le greffier porte la décision de la Cour à la connaissance des présidents de l'Assemblée et de la Commission et la notifie au président du Conseil.

En cas de décision relevant un juge de ses fonctions, cette dernière notification emporte vacance de siège.

ARTICLE 7

Les juges dont les fonctions prennent fin avant l'expiration de leur mandat sont remplacés pour la durée du mandat restant à courir.

ARTICLE 8

Les dispositions des articles 2 à 7 inclus sont applicables aux avocats généraux.

Titre II

ORGANISATION

ARTICLE 9

Le greffier prête serment devant la Cour d'exercer ses fonctions en pleine impartialité et en toute conscience et de ne rien divulguer du secret des délibérations.

ARTICLE 10

La Cour organise la suppléance du greffier pour le cas d'empêchement de celui-ci.

ARTICLE 11

Des fonctionnaires et autres agents sont attachés à la Cour pour permettre d'en assurer le fonctionnement. Ils relèvent du greffier sous l'autorité du président.

ARTICLE 12

Sur proposition de la Cour, le Conseil statuant à l'unanimité peut prévoir la nomination de rapporteurs adjoints et en fixer le statut. Les rapporteurs adjoints peuvent être appelés, dans les conditions qui seront déterminées par le règlement de procédure, à participer à l'instruction des affaires dont la Cour est saisie, et à collaborer avec le juge rapporteur.

Les rapporteurs adjoints, choisis parmi des personnes offrant toutes garanties d'indépendance et réunissant les titres juridiques nécessaires, sont nommés par le Conseil. Ils prêtent serment devant la Cour d'exercer leurs fonctions en pleine impartialité et en toute conscience et de ne rien divulguer du secret des délibérations.

ARTICLE 13

Les juges, les avocats généraux et le greffier sont tenus de résider au siège de la Cour.

ARTICLE 14

La Cour demeure en fonctions d'une manière permanente. La durée des vacances judiciaires est fixée par la Cour, compte tenu des nécessités du service.

ARTICLE 15

La Cour ne peut valablement délibérer qu'en nombre impair. Les délibérations de la Cour siégeant en séance plénière sont valables si cinq juges sont présents. Les délibérations des chambres ne sont valables que si elles sont prises par trois juges; en cas d'empêchement de l'un des juges composant une chambre, il peut être fait appel à un juge faisant partie d'une autre chambre dans les conditions qui seront déterminées par le règlement de procédure.

ARTICLE 16

Les juges et les avocats généraux ne peuvent participer au règlement d'aucune affaire dans laquelle ils sont antérieurement intervenus comme agent, conseil ou avocat de l'une des parties, ou sur laquelle ils ont été appelés à se prononcer comme membre d'un tribunal, d'une commission d'enquête ou à tout autre titre.

Si, pour une raison spéciale, un juge ou un avocat général estime ne pas pouvoir participer au jugement ou à l'examen d'une affaire déterminée, il en fait part au président. Au cas où le président estime qu'un juge ou un avocat général ne doit pas, pour une raison spéciale, siéger ou conclure dans une affaire déterminée, il en avertit l'intéressé.

En cas de difficulté sur l'application du présent article, la Cour statue.

Une partie ne peut invoquer soit la nationalité d'un juge, soit l'absence, au sein de la Cour ou d'une de ses chambres, d'un juge de sa nationalité pour demander la modification de la composition de la Cour ou d'une de ses chambres.

Titre III

PROCÉDURE

ARTICLE 17

Les États ainsi que les institutions de la Communauté sont représentés devant la Cour par un agent nommé pour chaque affaire; l'agent peut être assisté d'un conseil ou d'un avocat inscrit à un barreau de l'un des États membres.

Les autres parties doivent être représentées par un avocat inscrit à un barreau de l'un des États membres.

Les agents, conseils et avocats comparissant devant la Cour jouissent des droits et garanties nécessaires à l'exercice indépendant de leurs fonctions, dans les conditions qui seront déterminées par le règlement de procédure.

La Cour jouit à l'égard des conseils et avocats qui se présentent devant elle des pouvoirs normalement reconnus en la matière aux cours et tribunaux, dans les conditions qui seront déterminées par le même règlement.

Les professeurs ressortissants des États membres dont la législation leur reconnaît un droit de plaider jouissent devant la Cour des droits reconnus aux avocats par le présent article.

ARTICLE 18

La procédure devant la Cour comporte deux phases : l'une écrite, l'autre orale.

La procédure écrite comprend la communication aux parties, ainsi qu'aux institutions de la Communauté dont les décisions sont en cause, des requêtes, mémoires, défenses et observations et, éventuellement, des répliques, ainsi que de toutes pièces et documents à l'appui ou de leurs copies certifiées conformes.

Les communications sont faites par les soins du greffier dans l'ordre et les délais déterminés par le règlement de procédure.

La procédure orale comprend la lecture du rapport présenté par un juge rapporteur, l'audition par la Cour des agents, conseils et avocats et des conclusions de l'avocat général, ainsi que, s'il y a lieu, l'audition des témoins et experts.

ARTICLE 19

La Cour est saisie par une requête adressée au greffier. La requête doit contenir l'indication du nom et du domicile du requérant et de la qualité du signataire, l'indication de la partie contre laquelle la requête est formée, l'objet du litige, les conclusions et un exposé sommaire des moyens invoqués.

Elle doit être accompagnée, s'il y a lieu, de l'acte dont l'annulation est demandée ou, dans l'hypothèse visée à l'article 175 du Traité, d'une pièce justifiant de la date de l'invitation prévue à cet article. Si ces pièces n'ont pas été jointes à la requête, le greffier invite l'intéressé à en effectuer la production dans un délai raisonnable, sans qu'aucune forclusion puisse être opposée au cas où la régularisation interviendrait après l'expiration du délai de recours.

ARTICLE 20

Dans les cas visés à l'article 177 du Traité, la décision de la juridiction nationale qui suspend la procédure et saisit la Cour est notifiée à celle-ci à la diligence de cette juridiction nationale. Cette décision est ensuite notifiée par les soins du greffier de la Cour aux parties en cause, aux États membres et à la Commission, ainsi qu'au Conseil si l'acte dont la validité ou l'interprétation est contestée émane de celui-ci.

Dans un délai de deux mois à compter de cette dernière notification, les parties, les États membres, la Commission et, le cas échéant, le Conseil, ont le droit de déposer devant la Cour des mémoires ou observations écrites.

ARTICLE 21

La Cour peut demander aux parties de produire tous documents et de fournir toutes informations qu'elle estime désirables. En cas de refus, elle en prend acte.

La Cour peut également demander aux États membres et aux institutions qui ne sont pas parties au procès, tous renseignements qu'elle estime nécessaires aux fins du procès.

ARTICLE 22

A tout moment, la Cour peut confier une expertise à toute personne, corps, bureau, commission ou organe de son choix.

ARTICLE 23

Des témoins peuvent être entendus dans les conditions qui seront déterminées par le règlement de procédure.

ARTICLE 24

La Cour jouit à l'égard des témoins défaillants des pouvoirs généralement reconnus en la matière aux cours et tribunaux et peut infliger des sanctions pécuniaires, dans les conditions qui seront déterminées par le règlement de procédure.

ARTICLE 25

Les témoins et experts peuvent être entendus sous la foi du serment selon la formule déterminée par le règlement de procédure ou suivant les modalités prévues par la législation nationale du témoin ou de l'expert.

ARTICLE 26

La Cour peut ordonner qu'un témoin ou un expert soit entendu par l'autorité judiciaire de son domicile.

Cette ordonnance est adressée aux fins d'exécution à l'autorité judiciaire compétente dans les conditions fixées par le règlement de procédure. Les pièces résultant de l'exécution de la commission rogatoire sont renvoyées à la Cour dans les mêmes conditions.

La Cour assume les frais, sous réserve de les mettre, le cas échéant, à la charge des parties.

ARTICLE 27

Chaque État membre regarde toute violation des serments des témoins et des experts comme le délit correspondant commis devant un tribunal national statuant en matière civile. Sur dénonciation de la Cour, il poursuit les auteurs de ce délit devant la juridiction nationale compétente.

ARTICLE 28

L'audience est publique, à moins qu'il n'en soit décidé autrement par la Cour, d'office ou sur demande des parties, pour des motifs graves.

ARTICLE 29

Au cours des débats, la Cour peut interroger les experts, les témoins, ainsi que les parties elles-mêmes. Toutefois, ces dernières ne peuvent plaider que par l'organe de leur représentant.

ARTICLE 30

Il est tenu de chaque audience un procès-verbal signé par le président et le greffier.

ARTICLE 31

Le rôle des audiences est arrêté par le président.

ARTICLE 32

Les délibérations de la Cour sont et restent secrètes.

ARTICLE 33

Les arrêts sont motivés. Ils mentionnent les noms des juges qui ont délibéré.

ARTICLE 34

Les arrêts sont signés par le président et le greffier. Ils sont lus en séance publique.

ARTICLE 35

La Cour statue sur les dépens.

ARTICLE 36

Le président de la Cour peut statuer selon une procédure sommaire dérogeant, en tant que de besoin, à certaines des règles contenues dans le présent Statut et qui sera fixée par le règlement de procédure, sur des conclusions tendant

soit à l'obtention du sursis prévu à l'article 185 du Traité, soit à l'application de mesures provisoires en vertu de l'article 186, soit à la suspension de l'exécution forcée conformément à l'article 192 dernier alinéa.

En cas d'empêchement du président, celui-ci sera remplacé par un autre juge dans les conditions déterminées par le règlement de procédure.

L'ordonnance rendue par le président ou son remplaçant n'a qu'un caractère provisoire et ne préjuge en rien la décision de la Cour statuant au principal.

ARTICLE 37

Les États membres et les institutions de la Communauté peuvent intervenir aux litiges soumis à la Cour.

Le même droit appartient à toute autre personne justifiant d'un intérêt à la solution d'un litige soumis à la Cour, à l'exclusion des litiges entre États membres, entre institutions de la Communauté, ou entre États membres d'une part et institutions de la Communauté d'autre part.

Les conclusions de la requête en intervention ne peuvent avoir d'autre objet que le soutien des conclusions de l'une des parties.

ARTICLE 38

Lorsque la partie défenderesse, régulièrement mise en cause, s'abstient de déposer des conclusions écrites, l'arrêt est rendu par défaut à son égard. L'arrêt est susceptible d'opposition dans le délai d'un mois à compter de sa notification. Sauf décision contraire de la Cour, l'opposition ne suspend pas l'exécution de l'arrêt rendu par défaut.

ARTICLE 39

Les États membres, les institutions de la Communauté et toutes autres personnes physiques ou morales, peuvent, dans les cas et dans les conditions qui seront déterminés par le règlement de procédure, former tierce-opposition contre les arrêts rendus sans qu'ils aient été appelés, si ces arrêts préjudicient à leurs droits.

ARTICLE 40

En cas de difficulté sur le sens et la portée d'un arrêt, il appartient à la Cour de l'interpréter, sur la demande d'une partie ou d'une institution de la Communauté justifiant d'un intérêt à cette fin.

ARTICLE 41

La révision de l'arrêt ne peut être demandée à la Cour qu'en raison de la découverte d'un fait de nature à exercer une influence décisive et qui, avant le prononcé de l'arrêt, était inconnu de la Cour et de la partie qui demande la révision.

La procédure de révision s'ouvre par un arrêt de la Cour constatant expressément l'existence d'un fait nouveau, lui reconnaissant les caractères qui donnent ouverture à la révision, et déclarant de ce chef la demande recevable.

Aucune demande de révision ne pourra être formée après l'expiration d'un délai de dix ans à dater de l'arrêt.

ARTICLE 42

Des délais de distance seront établis par le règlement de procédure.

Aucune déchéance tirée de l'expiration des délais ne peut être opposée lorsque l'intéressé établit l'existence d'un cas fortuit ou de force majeure.

ARTICLE 43

Les actions contre la Communauté en matière de responsabilité non contractuelle se prescrivent par cinq ans à compter de la survenance du fait qui y donne lieu. La prescription est interrompue soit par la requête formée devant la Cour, soit par la demande préalable que la victime peut adresser à l'institution compétente de la Communauté. Dans ce dernier cas, la requête doit être formée dans le délai de deux mois prévu à l'article 173; les dispositions de l'article 175 alinéa 2, sont, le cas échéant, applicables.

ARTICLE 44

Le règlement de procédure de la Cour prévu à l'article 188 du Traité contient, outre les dispositions prévues par le présent Statut, toutes autres dispositions nécessaires en vue de l'appliquer et de le compléter, en tant que de besoin.

ARTICLE 45

Le Conseil statuant à l'unanimité peut apporter aux dispositions du présent Statut les adaptations complémentaires qui s'avèreraient nécessaires en raison des mesures qu'il aurait prises aux termes de l'article 165 dernier alinéa du Traité.

ARTICLE 46

Le président du Conseil procède, immédiatement après la prestation de serment, à la désignation, par tirage au sort, des juges et des avocats généraux dont les fonctions sont sujettes à renouvellement à la fin de la première période de trois ans, conformément à l'article 167 alinéas 2 et 3 du Traité.

**PROTOKOLL
ÜBER DIE
SATZUNG DES GERICHTSHOFS**

**DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN DES VERTRAGS ZUR GRÜNDUNG DER
EUROPÄISCHEN WIRTSCHAFTSGEMEINSCHAFT,**

**IN DEM WUNSCH, die in Artikel 188 dieses Vertrags vorgesehene Satzung
des Gerichtshofs festzulegen,**

HABEN zu diesem Zweck zu ihren Bevollmächtigten ERNANNT:

SEINE MAJESTÄT DER KÖNIG DER BELGIER:

**Baron J. Ch. SNOY et d'OPPUERS, Generalsekretär des Wirtschaftsmini-
steriums, Leiter der belgischen Delegation bei der Regierungskonferenz;**

DER PRÄSIDENT DER BUNDESREPUBLIK DEUTSCHLAND:

**Herrn Professor Dr. Carl Friedrich OPHÜLS, Botschafter der Bundes-
republik Deutschland, Leiter der deutschen Delegation bei der Regierungs-
konferenz;**

DER PRÄSIDENT DER FRANZÖSISCHEN REPUBLIK:

**Herrn Robert MARJOLIN, ordentlicher Professor der Rechte, stellvertreten-
der Leiter der französischen Delegation bei der Regierungskonferenz;**

DER PRÄSIDENT DER ITALIENISCHEN REPUBLIK:

**Herrn V. BADINI CONFALONIERI, Unterstaatssekretär für Auswärtige An-
gelegenheiten, Leiter der italienischen Delegation bei der Regierungskon-
ferenz;**

IHRE KÖNIGLICHE HOHEIT DIE GROSSHERZOGIN VON LUXEMBURG:

**Herrn Lambert SCHAUS, Botschafter des Großherzogtums Luxemburg,
Leiter der luxemburgischen Delegation bei der Regierungskonferenz;**

IHRE MAJESTÄT DIE KÖNIGIN DER NIEDERLANDE:

Herrn J. LINTHORST HOMAN, Leiter der niederländischen Delegation bei der Regierungskonferenz.

DIESE SIND nach Austausch ihrer in guter und gehöriger Form befundenen Vollmachten

über folgende Bestimmungen ÜBEREINGEKOMMEN, die dem Vertrag zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft als Anhang beigefügt sind:

ARTIKEL 1

Für die Errichtung und die Tätigkeit des durch Artikel 4 dieses Vertrags geschaffenen Gerichtshofs gelten die Bestimmungen dieses Vertrags und dieser Satzung.

Titel I

DIE RICHTER UND DIE GENERALANWÄLTE

ARTIKEL 2

Jeder Richter leistet vor Aufnahme seiner Amtstätigkeit in öffentlicher Sitzung den Eid, sein Amt unparteiisch und gewissenhaft auszuüben und das Beratungsgeheimnis zu wahren.

ARTIKEL 3

Die Richter sind keiner Gerichtsbarkeit unterworfen. Hinsichtlich ihrer in amtlicher Eigenschaft vorgenommenen Handlungen, einschließlich ihrer mündlichen und schriftlichen Äußerungen, steht ihnen diese Befreiung auch nach Abschluß ihrer Amtstätigkeit zu.

Der Gerichtshof kann die Befreiung durch Plenarentscheidung aufheben.

Wird nach Aufhebung der Befreiung ein Strafverfahren gegen einen Richter eingeleitet, so darf dieser in jedem Mitgliedstaat nur vor ein Gericht gestellt werden, das für Verfahren gegen Richter der höchsten Gerichte dieses Mitgliedstaates zuständig ist.

ARTIKEL 4

Die Richter dürfen weder ein politisches Amt noch ein Amt in der Verwaltung ausüben.

Sie dürfen keine entgeltliche oder unentgeltliche Berufstätigkeit ausüben, es sei denn, daß der Rat ausnahmsweise von dieser Vorschrift Befreiung erteilt.

Bei der Aufnahme ihrer Tätigkeit übernehmen sie die feierliche Verpflichtung, während der Ausübung und nach Ablauf ihrer Amtstätigkeit die sich aus ihrem Amt ergebenden Pflichten zu erfüllen, insbesondere die Pflicht, bei der Annahme gewisser Tätigkeiten oder Vorteile nach Ablauf dieser Tätigkeit ehrenhaft und zurückhaltend zu sein.

Im Zweifelsfalle entscheidet der Gerichtshof.

ARTIKEL 5

Abgesehen von den regelmäßigen Neubesetzungen und von Todesfällen endet das Amt eines Richters durch Rücktritt.

Bei Rücktritt eines Richters ist das Rücktrittsschreiben an den Präsidenten des Gerichtshofs zur Weiterleitung an den Präsidenten des Rates zu richten. Mit der Benachrichtigung des letzteren wird der Sitz frei.

Mit Ausnahme der Fälle, in denen Artikel 6 Anwendung findet, bleibt jeder Richter bis zum Amtsantritt seines Nachfolgers im Amt.

ARTIKEL 6

Ein Richter kann nur dann seines Amtes enthoben oder seiner Ruhegehaltsansprüche oder anderer an ihrer Stelle gewährter Vergünstigungen für verlustig erklärt werden, wenn er nach einstimmigem Urteil der Richter und Generalanwälte des Gerichtshofs nicht mehr die erforderlichen Voraussetzungen erfüllt oder den sich aus seinem Amt ergebenden Verpflichtungen nicht mehr nachkommt. Der Betroffene wirkt bei der Beschlußfassung nicht mit.

Der Kanzler bringt den Präsidenten der Versammlung und der Kommission die Entscheidung des Gerichtshofs zur Kenntnis und übermittelt sie dem Präsidenten des Rates.

Wird durch eine solche Entscheidung ein Richter seines Amtes enthoben, so wird sein Sitz mit der Benachrichtigung des Präsidenten des Rates frei.

ARTIKEL 7

Endet das Amt eines Richters vor Ablauf seiner Amtszeit, so wird es für die verbleibende Amtszeit neu besetzt.

ARTIKEL 8

Die Artikel 2 bis 7 finden auf die Generalanwälte Anwendung.

Titel II

ORGANISATION

ARTIKEL 9

Der Kanzler leistet vor dem Gerichtshof den Eid, sein Amt unparteiisch und gewissenhaft auszuüben und das Beratungsgeheimnis zu wahren.

ARTIKEL 10

Der Gerichtshof regelt die Vertretung des Kanzlers für den Fall seiner Verhinderung.

ARTIKEL 11

Dem Gerichtshof werden Beamte und sonstige Bedienstete beigegeben, um ihm die Erfüllung seiner Aufgaben zu ermöglichen. Sie unterstehen dem Kanzler unter Aufsicht des Präsidenten.

ARTIKEL 12

Der Rat kann durch einstimmigen Beschluß auf Vorschlag des Gerichtshofs die Ernennung von Hilfsberichterstattern vorsehen und ihre Stellung bestimmen. Die Hilfsberichterstatter können nach Maßgabe der Verfahrensordnung berufen werden, an der Bearbeitung der beim Gerichtshof anhängigen Sachen teilzunehmen und mit dem Berichterstatter zusammenzuarbeiten.

Zu Hilfsberichterstattern sind Persönlichkeiten auszuwählen, die jede Gewähr für Unabhängigkeit bieten und die erforderlichen juristischen Befähigungsnachweise erbringen; sie werden vom Rat ernannt. Sie leisten vor dem Gerichtshof den Eid, ihr Amt unparteiisch und gewissenhaft auszuüben und das Beratungsgeheimnis zu wahren.

ARTIKEL 13

Die Richter, die Generalanwälte und der Kanzler sind verpflichtet, am Sitz des Gerichtshofs zu wohnen.

ARTIKEL 14

Der Gerichtshof übt seine Tätigkeit ständig aus. Die Dauer der Gerichtsferien wird vom Gerichtshof unter Berücksichtigung der dienstlichen Erfordernisse festgesetzt.

ARTIKEL 15

Der Gerichtshof kann nur in der Besetzung mit einer ungeraden Zahl von Richtern rechtswirksam entscheiden. Die in Vollsitzungen getroffenen Entscheidungen des Gerichtshofs sind gültig, wenn fünf Richter anwesend sind. Die Entscheidungen der Kammern sind nur dann gültig, wenn sie von drei Richtern getroffen werden; bei Verhinderung eines Richters einer Kammer kann nach Maßgabe der Verfahrensordnung ein Richter einer anderen Kammer herangezogen werden.

ARTIKEL 16

Die Richter und Generalanwälte dürfen nicht an der Erledigung einer Sache teilnehmen, in der sie vorher als Bevollmächtigte, Beistände oder Anwälte einer der Parteien tätig gewesen sind oder über die zu befinden sie als Mitglied eines Gerichts, eines Untersuchungsausschusses oder in anderer Eigenschaft berufen waren.

Glaubt ein Richter oder Generalanwalt bei der Entscheidung oder Untersuchung einer bestimmten Sache aus einem besonderen Grund nicht mitwirken zu können, so macht er davon dem Präsidenten Mitteilung. Hält der Präsident die Teilnahme eines Richters oder Generalanwalts an der Verhandlung oder Entscheidung einer bestimmten Sache aus einem besonderen Grund für unangebracht, so setzt er diesen hiervon in Kenntnis.

Ergibt sich bei der Anwendung dieses Artikels eine Schwierigkeit, so entscheidet der Gerichtshof.

Eine Partei kann den Antrag auf Änderung der Zusammensetzung des Gerichtshofs oder einer seiner Kammern weder mit der Staatsangehörigkeit eines Richters noch damit begründen, daß dem Gerichtshof oder einer seiner Kammern kein Richter ihrer Staatsangehörigkeit angehört.

Titel III

VERFAHREN

ARTIKEL 17

Die Staaten sowie die Organe der Gemeinschaft werden vor dem Gerichtshof durch einen Bevollmächtigten vertreten, der für jede Sache bestellt wird; der Bevollmächtigte kann sich der Hilfe eines Beistands oder eines Anwalts bedienen, der in einem Mitgliedstaat zugelassen ist.

Die anderen Parteien müssen durch einen Anwalt vertreten sein, der in einem Mitgliedstaat zugelassen ist.

Die vor dem Gerichtshof auftretenden Bevollmächtigten, Beistände und Anwälte genießen nach Maßgabe der Verfahrensordnung die zur unabhängigen Ausübung ihrer Aufgaben erforderlichen Rechte und Sicherheiten.

Der Gerichtshof hat nach Maßgabe dieser Verfahrensordnung gegenüber den vor ihm auftretenden Beiständen und Anwälten die den Gerichten üblicherweise zuerkannten Befugnisse.

Hochschullehrer, die Angehörige von Mitgliedstaaten sind, deren Rechtsordnung ihnen gestattet, vor Gericht als Vertreter einer Partei aufzutreten, haben vor dem Gerichtshof die durch diesen Artikel den Anwälten eingeräumte Rechtsstellung.

ARTIKEL 18

Das Verfahren vor dem Gerichtshof gliedert sich in ein schriftliches und ein mündliches Verfahren.

Das schriftliche Verfahren umfaßt die Übermittlung der Klageschriften, Schriftsätze, Klagebeantwortungen und Erklärungen und gegebenenfalls der Repliken sowie aller zur Unterstützung vorgelegten Belegstücke und Urkunden oder ihrer beglaubigten Abschriften an die Parteien sowie an diejenigen Organe der Gemeinschaft, deren Entscheidungen Gegenstand des Verfahrens sind.

Die Übermittlung obliegt dem Kanzler in der Reihenfolge und innerhalb der Fristen, welche die Verfahrensordnung bestimmt.

Das mündliche Verfahren umfaßt die Verlesung des von einem Berichterstatter vorgelegten Berichts, die Anhörung der Bevollmächtigten, Beistände und Anwälte und der Schlußanträge des Generalanwalts durch den Gerichtshof sowie gegebenenfalls die Vernehmung von Zeugen und Sachverständigen.

ARTIKEL 19

Die Klageerhebung bei dem Gerichtshof erfolgt durch Einreichung einer an den Kanzler zu richtenden Klageschrift. Die Klageschrift muß Namen und Wohnsitz des Klägers, die Stellung des Unterzeichnenden, die Partei, gegen welche die Klage erhoben wird, und den Streitgegenstand angeben sowie die Anträge und eine kurze Darstellung der Klagegründe enthalten.

Ihr ist gegebenenfalls der Wortlaut des Aktes beizufügen, dessen Nichtigerklärung beantragt wird, oder in dem in Artikel 175 dieses Vertrags geregelten Fall eine Unterlage, aus der sich der Zeitpunkt der in dem genannten Artikel vorgesehenen Aufforderung ergibt. Sind der Klageschrift diese Unterlagen nicht beigefügt, so fordert der Kanzler den Kläger auf, sie innerhalb einer angemessenen

Frist beizubringen; die Klage kann nicht deshalb zurückgewiesen werden, weil die Beibringung erst nach Ablauf der für die Klageerhebung vorgeschriebenen Frist erfolgt.

ARTIKEL 20

In den in Artikel 177 dieses Vertrags geregelten Fällen obliegt es dem Gericht des Mitgliedstaates, das ein Verfahren aussetzt und den Gerichtshof anruft, diese Entscheidung dem Gerichtshof zu übermitteln. Der Kanzler des Gerichtshofs stellt diese Entscheidung den beteiligten Parteien, den Mitgliedstaaten und der Kommission zu und außerdem dem Rat, sofern die Gültigkeit oder Auslegung einer Handlung des Rates streitig ist.

Binnen zwei Monaten nach dieser Zustellung können die Parteien, die Mitgliedstaaten, die Kommission und gegebenenfalls der Rat beim Gerichtshof Schriftsätze einreichen oder schriftliche Erklärungen abgeben.

ARTIKEL 21

Der Gerichtshof kann von den Parteien die Vorlage aller Urkunden und die Erteilung aller Auskünfte verlangen, die er für wünschenswert hält. Im Falle einer Weigerung stellt der Gerichtshof diese ausdrücklich fest.

Der Gerichtshof kann ferner von den Mitgliedstaaten und den Organen, die nicht Parteien in einem Rechtsstreit sind, alle Auskünfte verlangen, die er für die Regelung dieses Rechtsstreits erforderlich erachtet.

ARTIKEL 22

Der Gerichtshof kann jederzeit Personen, Personengemeinschaften, Dienststellen, Ausschüsse oder Einrichtungen seiner Wahl mit der Abgabe von Gutachten betrauen.

ARTIKEL 23

Zeugen können nach Maßgabe der Verfahrensordnung vernommen werden.

ARTIKEL 24

Nach Maßgabe der Verfahrensordnung kann der Gerichtshof gegenüber ausbleibenden Zeugen die den Gerichten allgemein zuerkannten Befugnisse ausüben und Geldbußen verhängen.

ARTIKEL 25

Zeugen und Sachverständige können unter Benutzung der in der Verfahrensordnung vorgeschriebenen Eidesformel oder in der in der Rechtsordnung ihres Landes vorgesehenen Weise eidlich vernommen werden.

ARTIKEL 26

Der Gerichtshof kann anordnen, daß ein Zeuge oder Sachverständiger von dem Gericht seines Wohnsitzes vernommen wird.

Diese Anordnung ist gemäß den Bestimmungen der Verfahrensordnung zur Ausführung an das zuständige Gericht zu richten. Die in Ausführung des Rechtshilfeersuchens abgefaßten Schriftstücke werden dem Gerichtshof nach denselben Bestimmungen übermittelt.

Der Gerichtshof übernimmt die anfallenden Auslagen; er erlegt sie gegebenenfalls den Parteien auf.

ARTIKEL 27

Jeder Mitgliedstaat behandelt die Eidesverletzung eines Zeugen oder Sachverständigen wie eine vor seinen eigenen in Zivilsachen zuständigen Gerichten begangene Straftat. Auf Anzeige des Gerichtshofs verfolgt er den Täter vor seinen zuständigen Gerichten.

ARTIKEL 28

Die Verhandlung ist öffentlich, es sei denn, daß der Gerichtshof von Amts wegen oder auf Antrag der Parteien aus wichtigen Gründen anders beschließt.

ARTIKEL 29

Der Gerichtshof kann während der Verhandlung Sachverständige, Zeugen sowie die Parteien selbst vernehmen. Für die letzteren können jedoch nur ihre bevollmächtigten Vertreter mündlich verhandeln.

ARTIKEL 30

Über jede mündliche Verhandlung ist ein vom Präsidenten und vom Kanzler zu unterschreibendes Protokoll aufzunehmen.

ARTIKEL 31

Die Terminliste wird vom Präsidenten festgelegt.

ARTIKEL 32

Die Beratungen des Gerichtshofs sind und bleiben geheim.

ARTIKEL 33

Die Urteile sind mit Gründen zu versehen. Sie enthalten die Namen der Richter, die bei der Entscheidung mitgewirkt haben.

ARTIKEL 34

Die Urteile sind vom Präsidenten und vom Kanzler zu unterschreiben. Sie werden in öffentlicher Sitzung verlesen.

ARTIKEL 35

Der Gerichtshof entscheidet über die Kosten.

ARTIKEL 36

Der Präsident des Gerichtshofs kann nach einem abgekürzten Verfahren, das erforderlichenfalls von einzelnen Bestimmungen dieser Satzung abweichen kann und in der Verfahrensordnung geregelt ist, über Anträge auf Aussetzung

gemäß Artikel 185 dieses Vertrags, auf Erlaß einstweiliger Anordnungen gemäß Artikel 186 oder auf Aussetzung der Zwangsvollstreckung gemäß Artikel 192 Absatz 4 entscheiden.

Bei Verhinderung des Präsidenten wird dieser durch einen anderen Richter nach Maßgabe der Verfahrensordnung vertreten.

Die von dem Präsidenten oder seinem Vertreter getroffene Anordnung stellt eine einstweilige Regelung dar und greift der Entscheidung des Gerichtshofs in der Hauptsache nicht vor.

ARTIKEL 37

Die Mitgliedstaaten und die Organe der Gemeinschaft können einem bei dem Gerichtshof anhängigen Rechtsstreit beitreten.

Dasselbe gilt für alle anderen Personen, die ein berechtigtes Interesse am Ausgang eines bei dem Gerichtshof anhängigen Rechtsstreits glaubhaft machen; ausgenommen davon sind Rechtsstreitigkeiten zwischen Mitgliedstaaten, zwischen Organen der Gemeinschaft oder zwischen Mitgliedstaaten und Organen der Gemeinschaft.

Mit den auf Grund des Beitritts gestellten Anträgen können nur die Anträge einer Partei unterstützt werden.

ARTIKEL 38

Stellt der ordnungsmäßig geladene Beklagte keine schriftlichen Anträge, so ergeht gegen ihn Versäumnisurteil. Gegen dieses Urteil kann binnen einem Monat nach Zustellung Einspruch eingelegt werden. Der Einspruch hat keine Aussetzung der Vollstreckung aus dem Versäumnisurteil zur Folge, es sei denn, daß der Gerichtshof anders beschließt.

ARTIKEL 39

Mitgliedstaaten, Organe der Gemeinschaft und alle sonstigen natürlichen und juristischen Personen können nach Maßgabe der Verfahrensordnung in den dort genannten Fällen Drittwiderspruch gegen ein Urteil erheben, wenn dieses Urteil ihre Rechte beeinträchtigt und in einem Rechtsstreit erlassen worden ist, an dem sie nicht teilgenommen haben.

ARTIKEL 40

Bestehen Zweifel über Sinn und Tragweite eines Urteils, so ist der Gerichtshof zuständig, dieses Urteil auf Antrag einer Partei oder eines Organs der Gemeinschaft auszulegen, wenn diese ein berechtigtes Interesse hieran glaubhaft machen.

ARTIKEL 41

Die Wiederaufnahme des Verfahrens kann beim Gerichtshof nur dann beantragt werden, wenn eine Tatsache von entscheidender Bedeutung bekannt wird, die vor Verkündung des Urteils dem Gerichtshof und der die Wiederaufnahme beantragenden Partei unbekannt war.

Das Wiederaufnahmeverfahren wird durch eine Entscheidung des Gerichtshofs eröffnet, die das Vorliegen der neuen Tatsache ausdrücklich feststellt, ihr die für die Eröffnung des Wiederaufnahmeverfahrens erforderlichen Merkmale zuerkennt und deshalb den Antrag für zulässig erklärt.

Nach Ablauf von zehn Jahren nach Erlaß des Urteils kann kein Wiederaufnahmeantrag mehr gestellt werden.

ARTIKEL 42

In der Verfahrensordnung sind besondere den Entfernungen Rechnung tragende Fristen festzulegen.

Der Ablauf von Fristen hat keinen Rechtsnachteil zur Folge, wenn der Betroffene nachweist, daß ein Zufall oder ein Fall höherer Gewalt vorliegt.

ARTIKEL 43

Die aus außervertraglicher Haftung der Gemeinschaft hergeleiteten Ansprüche verjähren in fünf Jahren nach Eintritt des Ereignisses, das ihnen zugrunde liegt. Die Verjährung wird durch Einreichung der Klageschrift beim Gerichtshof oder dadurch unterbrochen, daß der Geschädigte seinen Anspruch vorher gegenüber dem zuständigen Organ der Gemeinschaft geltend macht. In letzterem Fall muß die Klage innerhalb der in Artikel 173 vorgesehenen Frist von zwei Monaten erhoben werden; gegebenenfalls findet Artikel 175 Absatz 2 Anwendung.

ARTIKEL 44

Die in Artikel 188 dieses Vertrags vorgesehene Verfahrensordnung des Gerichtshofs enthält außer den nach dieser Satzung zu erlassenden Bestimmungen alle sonstigen Vorschriften, die für die Anwendung dieser Satzung und erforderlichenfalls für ihre Ergänzung notwendig sind.

ARTIKEL 45

Durch einstimmigen Beschluß kann der Rat die Bestimmungen dieser Satzung ergänzen, um sie den Notwendigkeiten anzupassen, die sich aus den gemäß Artikel 165 Absatz 4 dieses Vertrags getroffenen Maßnahmen ergeben.

ARTIKEL 46

Der Präsident des Rates lost unmittelbar nach der Eidesleistung die Richter und Generalanwälte aus, deren Stellen nach Ablauf der ersten drei Jahre gemäß Artikel 167 Absatz 2 und 3 dieses Vertrags neu besetzt werden.

**PROTOCOLLO
SULLO
STATUTO DELLA CORTE DI GIUSTIZIA**

LE ALTE PARTI CONTRAENTI DEL TRATTATO CHE ISTITUISCE LA COMUNITÀ ECONOMICA EUROPEA,

DESIDERANDO definire lo Statuto della Corte previsto all'articolo 188 del Trattato,

HANNO DESIGNATO, a tal fine, come plenipotenziari:

SUA MAESTÀ IL RE DEI BELGI

S. E. Barone J. Ch. SNOY et d'OPPUERS, Segretario generale del Ministero degli Affari Economici, Presidente della delegazione belga presso la Conferenza intergovernativa,

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA FEDERALE DI GERMANIA

S. E. Carl Friedrich OPHÜLS, Ambasciatore della Repubblica federale di Germania, Presidente della delegazione tedesca presso la Conferenza intergovernativa,

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA FRANCESE

S. E. Robert MARJOLIN, « Professeur agrégé des Facultés de Droit », Vicepresidente della delegazione francese presso la Conferenza intergovernativa,

IL PRESIDENTE DELLA REPUBBLICA ITALIANA

S. E. V. BADINI CONFALONIERI, Sottosegretario di Stato agli Affari Esteri, Presidente della delegazione italiana presso la Conferenza intergovernativa,

SUA ALTEZZA REALE LA GRANDUCHESSA DEL LUSSEMBURGO

S. E. Lambert SCHAUS, Ambasciatore del Granducato del Lussemburgo, Presidente della delegazione lussemburghese presso la Conferenza intergovernativa,

SUA MAESTÀ LA REGINA DEI PAESI BASSI

S. E. J. LINTHORST HOMAN, Presidente della delegazione olandese presso
la Conferenza intergovernativa,

I QUALI, dopo aver scambiato i loro pieni poteri, riconosciuti in buona
e debita forma,

HANNO CONVENUTO le disposizioni seguenti che sono allegate al Trat-
tato che istituisce la Comunità Economica Europea.

ARTICOLO 1

La Corte, istituita dall'articolo 4 del Trattato, è costituita ed esercita le proprie funzioni conformemente alle disposizioni del Trattato e del presente Statuto.

Titolo primo

STATUTO DEI GIUDICI E DEGLI AVVOCATI GENERALI

ARTICOLO 2

Ogni giudice, prima di assumere le proprie funzioni deve, in seduta pubblica, prestare giuramento di esercitare tali funzioni in piena imparzialità e secondo coscienza e di nulla divulgare del segreto delle deliberazioni.

ARTICOLO 3

I giudici godono dell'immunità di giurisdizione. Per quanto concerne gli atti da loro compiuti in veste ufficiale, comprese le loro parole e i loro scritti, essi continuano a godere dell'immunità dopo la cessazione delle funzioni.

La Corte, in seduta plenaria, può togliere l'immunità.

Qualora, tolta l'immunità, venga promossa un'azione penale contro un giudice, questi può essere giudicato, in ciascuno degli Stati membri, soltanto dall'organo competente a giudicare i magistrati appartenenti alla più alta giurisdizione nazionale.

ARTICOLO 4

I giudici non possono esercitare alcuna funzione politica o amministrativa.

Essi non possono, salvo deroga concessa a titolo eccezionale dal Consiglio, esercitare alcuna attività professionale remunerata o meno.

Al momento del loro insediamento, essi assumono l'impegno solenne di rispettare, per la durata delle loro funzioni e dopo la cessazione di queste, gli obblighi derivanti dalla loro carica, in particolare i doveri di onestà e di delicatezza per quanto riguarda l'accettare, dopo tale cessazione, determinate funzioni o vantaggi.

In caso di dubbio, la Corte decide.

ARTICOLO 5

A parte i rinnovamenti regolari e i decessi, le funzioni di giudice cessano individualmente per dimissioni.

In caso di dimissioni di un giudice, la lettera di dimissioni è indirizzata al presidente della Corte per essere trasmessa al presidente del Consiglio. Quest'ultima notificazione importa vacanza di seggio.

Salvo i casi in cui si applica l'articolo 6 seguente, ogni giudice rimane in carica fino a quando il suo successore non assuma le proprie funzioni.

ARTICOLO 6

I giudici possono essere rimossi dalle loro funzioni oppure essere dichiarati decaduti dal loro diritto a pensione o da altri vantaggi sostitutivi soltanto qualora, a giudizio unanime dei giudici e degli avvocati generali della Corte, non siano più in possesso dei requisiti richiesti ovvero non soddisfino più agli obblighi derivanti dalla loro carica. L'interessato non prende parte a tali deliberazioni.

Il cancelliere comunica la decisione della Corte ai presidenti dell'Assemblea e della Commissione e la notifica al presidente del Consiglio.

Quest'ultima notificazione, in caso di decisione che rimuove un giudice dalle sue funzioni, importa vacanza di seggio.

ARTICOLO 7

I giudici le cui funzioni cessano prima dello scadere del loro mandato, sono sostituiti per la restante durata del mandato stesso.

ARTICOLO 8

Le disposizioni degli articoli da 2 a 7 inclusi sono applicabili agli avvocati generali.

Titolo II

ORGANIZZAZIONE

ARTICOLO 9

Il Cancelliere presta giuramento avanti alla Corte di esercitare le proprie funzioni in piena imparzialità e secondo coscienza e di nulla divulgare del segreto delle deliberazioni.

ARTICOLO 10

La Corte predispone la sostituzione del cancelliere in caso di impedimento di questi.

ARTICOLO 11

Funzionari e altri agenti sono addetti alla Corte allo scopo di assicurarne il funzionamento. Essi dipendono dal cancelliere sotto l'autorità del presidente.

ARTICOLO 12

Una deliberazione unanime del Consiglio, presa su proposta della Corte, può prevedere la nomina di relatori aggiunti e definirne lo statuto. I relatori aggiunti possono essere chiamati, alle condizioni che saranno definite dal regolamento di procedura, a partecipare all'istruzione degli affari sottoposti all'esame della Corte e a collaborare con il giudice relatore.

I relatori aggiunti, scelti tra persone che offrano ogni garanzia di indipendenza e abbiano le qualifiche giuridiche necessarie, sono nominati dal Consiglio. Essi prestano giuramento avanti alla Corte di esercitare le loro funzioni in piena imparzialità e secondo coscienza e di nulla divulgare del segreto delle deliberazioni.

ARTICOLO 13

I giudici, gli avvocati generali e il cancelliere devono risiedere dove la Corte ha la propria sede.

ARTICOLO 14

La Corte funziona in modo permanente. La durata delle vacanze giudiziarie è fissata dalla Corte, tenuto conto delle necessità del servizio.

ARTICOLO 15

La Corte può deliberare validamente soltanto in numero dispari. Le deliberazioni della Corte riunita in seduta plenaria sono valide se sono presenti cinque giudici. Le deliberazioni delle sezioni sono valide soltanto se prese da tre giudici; in caso d'impedimento di uno dei giudici componenti una sezione, si può ricorrere a un giudice che faccia parte di un'altra sezione, alle condizioni che saranno definite dal regolamento di procedura.

ARTICOLO 16

I giudici e gli avvocati generali non possono partecipare alla trattazione di alcun affare nel quale essi siano in precedenza intervenuti come agenti, consulenti o avvocati di una delle parti, o sul quale essi siano stati chiamati a pronunciarsi come membri di un tribunale, di una Commissione d'inchiesta o a qualunque altro titolo.

Qualora, per un motivo particolare, un giudice o un avvocato generale reputi di non poter partecipare al giudizio o all'esame di un affare determinato, ne informa il presidente. Qualora il presidente reputi che un giudice o un avvocato generale non debba, per un motivo particolare, giudicare o concludere in un affare determinato, ne avverte l'interessato.

In caso di difficoltà nell'applicazione del presente articolo, la Corte decide.

Una parte non può invocare la nazionalità di un giudice, nè l'assenza in seno alla Corte o ad una sua sezione di un giudice della propria nazionalità, per richiedere la modificazione della composizione della Corte o di una delle sue sezioni.

Titolo III

PROCEDURA

ARTICOLO 17

Tanto gli Stati quanto le istituzioni della Comunità sono rappresentati avanti alla Corte da un agente nominato per ciascun affare; l'agente può essere assistito da un consulente o da un avvocato iscritto negli albi professionali di uno Stato membro.

Le altre parti devono essere rappresentate da un avvocato iscritto negli albi professionali di uno Stato membro.

Gli agenti, i consulenti e gli avvocati che compaiano avanti alla Corte godono dei diritti e delle garanzie necessarie per l'esercizio indipendente delle loro funzioni, alle condizioni che saranno determinate dal regolamento di procedura.

La Corte gode nei confronti dei consulenti e degli avvocati che si presentano avanti ad essa, dei poteri normalmente riconosciuti in materia alle corti e ai tribunali, alle condizioni che saranno determinate dallo stesso regolamento.

I professori cittadini degli Stati membri la cui legislazione riconosce loro il diritto di patrocinare, godono avanti alla Corte dei diritti riconosciuti agli avvocati dal presente articolo.

ARTICOLO 18

La procedura avanti alla Corte comprende due fasi: l'una scritta, l'altra orale.

La procedura scritta comprende la comunicazione alle parti e alle istituzioni della Comunità le cui decisioni sono in causa, delle istanze, memorie, difese e osservazioni e, eventualmente, delle repliche, nonchè di ogni atto e documento a sostegno, ovvero delle loro copie certificate conformi.

Le comunicazioni sono fatte a cura del cancelliere secondo l'ordine e nei termini fissati dal regolamento di procedura.

La procedura orale comprende la lettura della relazione presentata da un giudice relatore, l'audizione da parte della Corte degli agenti, dei consulenti e degli avvocati e delle conclusioni dell'avvocato generale e, ove occorra, l'audizione dei testimoni e dei periti.

ARTICOLO 19

La Corte è adita mediante istanza trasmessa al cancelliere. L'istanza deve contenere l'indicazione del nome e del domicilio dell'istante e della qualità del firmatario, l'indicazione della parte avverso la quale è proposta, l'oggetto della controversia, le conclusioni ed un'esposizione sommaria dei motivi invocati.

All'istanza deve essere allegato, ove occorra, l'atto di cui è richiesto l'annullamento, ovvero, nell'ipotesi contemplata dall'articolo 175 del Trattato, un documento che certifichi la data della richiesta prevista da tale articolo. Se questi documenti non sono stati allegati all'istanza, il cancelliere invita l'interessato a produrli entro un termine ragionevole, senza che si possa eccepire decadenza qualora la regolarizzazione intervenga dopo la scadenza del termine per ricorrere.

ARTICOLO 20

Nei casi contemplati dall'articolo 177 del Trattato, la decisione della giurisdizione nazionale, che sospende la procedura e si rivolge alla Corte, è notificata a quest'ultima a cura di tale giurisdizione nazionale. Tale decisione è quindi notificata a cura del cancelliere della Corte alle parti in causa, agli Stati membri e alla Commissione, nonchè al Consiglio quando l'atto di cui si contesta la validità o l'interpretazione emani da quest'ultimo.

Nel termine di due mesi da tale ultima notificazione, le parti, gli Stati membri, la Commissione e, quando ne sia il caso, il Consiglio, hanno il diritto di presentare alla Corte memorie ovvero osservazioni scritte.

ARTICOLO 21

La Corte può richiedere alle parti di produrre tutti i documenti e di dare tutte le informazioni che essa reputi desiderabili. In caso di rifiuto, ne prende atto.

La Corte può parimenti richiedere agli Stati membri e alle istituzioni che non siano parti in causa tutte le informazioni che ritenga necessarie ai fini del processo.

ARTICOLO 22

In ogni momento, la Corte può affidare una perizia a qualunque persona, ente, ufficio, Commissione od organo di sua scelta.

ARTICOLO 23

Alle condizioni che saranno determinate dal regolamento di procedura, si può procedere all'audizione di testimoni.

ARTICOLO 24

La Corte gode, nei confronti dei testimoni non comparsi, dei poteri generalmente riconosciuti in materia alle corti e ai tribunali e può infliggere sanzioni pecuniarie, alle condizioni che saranno determinate dal regolamento di procedura.

ARTICOLO 25

I testimoni e i periti possono essere uditi sotto il vincolo del giuramento, secondo la formula stabilita dal regolamento di procedura ovvero secondo le modalità previste dalla legislazione nazionale del teste o del perito.

ARTICOLO 26

La Corte può ordinare che un testimonio o un perito sia udito dall'autorità giudiziaria del suo domicilio.

Tale ordinanza è diretta, per la sua esecuzione, all'autorità giudiziaria competente, alle condizioni stabilite dal regolamento di procedura. Gli atti derivanti dall'esecuzione della rogatoria sono rimessi alla Corte alle stesse condizioni.

La Corte sostiene le spese, con riserva di porle, quando ne sia il caso, a carico delle parti.

ARTICOLO 27

Ogni Stato membro considera qualsiasi violazione dei giuramenti dei testimoni e dei periti alla stregua del corrispondente reato commesso avanti a un tribunale nazionale giudicante in materia civile. Su denuncia della Corte esso procede contro gli autori di tale reato avanti alla giurisdizione nazionale competente.

ARTICOLO 28

L'udienza è pubblica, salvo decisione contraria presa dalla Corte, d'ufficio o su richiesta delle parti, per motivi gravi.

ARTICOLO 29

Nel corso del dibattimento la Corte può interrogare i periti, i testimoni e le parti stesse. Tuttavia queste ultime possono provvedere alla propria difesa orale soltanto tramite il proprio rappresentante.

ARTICOLO 30

Di ogni udienza è redatto un verbale firmato dal presidente e dal cancelliere.

ARTICOLO 31

Il ruolo delle udienze è fissato dal presidente.

ARTICOLO 32

Le deliberazioni della Corte sono e restano segrete.

ARTICOLO 33

Le sentenze sono motivate. Esse menzionano i nomi dei giudici che hanno partecipato alla deliberazione.

ARTICOLO 34

Le sentenze sono firmate dal presidente e dal cancelliere. Esse sono lette in pubblica udienza.

ARTICOLO 35

La Corte delibera sulle spese.

ARTICOLO 36

Il presidente della Corte può decidere secondo una procedura sommaria che deroghi, per quanto necessario, ad alcune norme contenute nel presente Statuto e che sarà fissata dal regolamento di procedura, in merito alle conclusioni intese sia ad ottenere la sospensione prevista all'articolo 185 del Trat-

tato, sia all'applicazione dei provvedimenti provvisori a norma dell'articolo 186, sia alla sospensione dell'esecuzione forzata conformemente all'articolo 192, ultimo comma.

Il presidente, in caso d'impedimento, è sostituito da un altro giudice alle condizioni determinate dal regolamento di procedura.

L'ordinanza pronunciata dal presidente o dal suo sostituto ha soltanto carattere provvisorio e non pregiudica in nulla la decisione della Corte sul merito.

ARTICOLO 37

Gli Stati membri e le istituzioni della Comunità possono intervenire nelle controversie proposte alla Corte.

Uguale diritto spetta ad ogni altra persona che dimostri di avere un interesse alla soluzione di una controversia proposta alla Corte, ad esclusione delle controversie fra Stati membri, fra istituzioni della Comunità, ovvero fra Stati membri da una parte e istituzioni della Comunità dall'altra.

Le conclusioni dell'istanza d'intervento possono avere come oggetto soltanto l'adesione alle conclusioni di una delle parti.

ARTICOLO 38

Quando la parte convenuta, regolarmente chiamata in causa, si astiene dal depositare conclusioni scritte, la sentenza viene pronunciata in sua contumacia. La sentenza può essere impugnata entro il termine di un mese a decorrere dalla sua notificazione. Salvo decisione contraria della Corte, l'opposizione non sospende l'esecuzione della sentenza pronunciata in contumacia.

ARTICOLO 39

Gli Stati membri, le istituzioni della Comunità e ogni altra persona fisica o giuridica, possono, nei casi e alle condizioni che saranno determinate dal regolamento di procedura, proporre opposizione di terzo contro le sentenze pronunciate senza che esse siano state chiamate in causa, qualora tali sentenze siano pregiudizievoli ai loro diritti.

ARTICOLO 40

In caso di difficoltà sul senso e la portata di una sentenza, spetta alla Corte d'interpretarla, a richiesta di una parte o di una istituzione della Comunità che dimostri di avere a ciò interesse.

ARTICOLO 41

La revisione delle sentenze può essere richiesta alla Corte solo in seguito alla scoperta di un fatto di natura tale da avere un'influenza decisiva e che, prima della pronuncia della sentenza, era ignoto alla Corte e alla parte che domanda la revisione.

La procedura di revisione si apre con una sentenza della Corte che constatata espressamente l'esistenza di un fatto nuovo, ne riconosce i caratteri che consentono l'adito alla revisione e dichiara per questo motivo ricevibile l'istanza.

Nessuna istanza di revisione può essere proposta dopo la scadenza di un termine di dieci anni dalla data della sentenza.

ARTICOLO 42

Il regolamento di procedura stabilirà termini in ragione della distanza.

Nessuna decadenza risultante dallo spirare dei termini può essere eccipita quando l'interessato provi l'esistenza di un caso fortuito o di forza maggiore.

ARTICOLO 43

Le azioni contro la Comunità in materia di responsabilità extracontrattuale si prescrivono in cinque anni a decorrere dal momento in cui avviene il fatto che dà loro origine. La prescrizione è interrotta sia dall'istanza presentata alla Corte, sia dalla preventiva richiesta che il danneggiato può rivolgere all'istituzione competente della Comunità. In quest'ultimo caso l'istanza deve essere proposta nel termine di due mesi previsto dall'articolo 173; sono applicabili, quando ne sia il caso, le disposizioni di cui all'articolo 175, comma secondo.

ARTICOLO 44

Il regolamento di procedura della Corte di cui all'articolo 188 del Trattato, contiene, oltre alle disposizioni contemplate dal presente Statuto, tutte le disposizioni necessarie per applicarlo e, per quanto necessario, completarlo.

ARTICOLO 45

Il Consiglio, deliberando all'unanimità, può apportare alle disposizioni del presente Statuto gli adattamenti complementari che risultassero necessari in seguito alle misure da esso eventualmente adottate a termini dell'articolo 165, ultimo comma del Trattato.

ARTICOLO 46

Il presidente del Consiglio procede, immediatamente dopo la prestazione del giuramento, alla designazione, per estrazione a sorte, dei giudici e degli avvocati generali le cui funzioni sono soggette a rinnovamento alla fine del primo periodo di tre anni in conformità all'articolo 167, commi secondo e terzo del Trattato.

PROTOCOL
BETREFFENDE HET
STATUUT VAN HET HOF VAN JUSTITIE

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN BIJ HET VERDRAG TOT OP-
RICHTING VAN DE EUROPESE ECONOMISCHE GEMEENSCHAP,

WENSENDE, het Statuut van het Hof van Justitie, bedoeld in artikel 188
van het Verdrag, vast te stellen,

HEBBEN te dien einde als hun gevolmachtigden aangewezen:

ZIJNE MAJESTEIT DE KONING DER BELGEN:

J. Ch. Baron SNOY et d'OPPUERS, Secretaris-Generaal van het Ministerie
van Economische Zaken, Voorzitter van de Belgische delegatie bij de
Intergouvernementele Conferentie;

DE PRESIDENT VAN DE BONDSREPUBLIC DUITSLAND:

Prof. Dr. Carl Friedrich OPHÜLS, Ambassadeur van de Bondsrepubliek
Duitsland, Voorzitter van de Duitse delegatie bij de Intergouvernemen-
tele Conferentie;

DE PRESIDENT VAN DE FRANSE REPUBLIEK:

de Heer Robert MARJOLIN, Hoogleraar in de Rechtsgeleerdheid, Vice-
Voorzitter van de Franse delegatie bij de Intergouvernementele Con-
ferentie;

DE PRESIDENT VAN DE ITALIAANSE REPUBLIEK:

de Heer V. BADINI CONFALONIERI, Onder-Staatssecretaris van Buiten-
landse Zaken, Voorzitter van de Italiaanse delegatie bij de Intergouver-
nementele Conferentie;

HARE KONINKLIJKE HOOGHEID DE GROOTHERTOGIN VAN LUXEMBURG:

de Heer Lambert SCHAUS, Ambassadeur van het Groothertogdom Luxemburg, Voorzitter van de Luxemburgse delegatie bij de Intergouvernementele Conferentie;

HARE MAJESTEIT DE KONINGIN DER NEDERLANDEN:

de Heer J. LINTHORST HOMAN, Voorzitter van de Nederlandse delegatie bij de Intergouvernementele Conferentie;

DIE, na overlegging van hun in goede en behoorlijke vorm bevonden volmachten,

OVEREENSTEMMING HEBBEN BEREIKT omtrent de volgende bepalingen welke aan het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap zijn gehecht.

ARTIKEL 1

Het krachtens artikel 4 van het Verdrag ingestelde Hof van Justitie wordt samengesteld en oefent zijn functies uit overeenkomstig de bepalingen van het Verdrag en van dit Statuut.

Titel I

STATUS VAN DE RECHTERS EN VAN DE ADVOCATEN-GENERAAL

ARTIKEL 2

Alvorens zijn ambt te aanvaarden, moet iedere rechter in openbare zitting de eed afleggen, dat hij zijn functie zal uitoefenen in volkomen onpartijdigheid en geheel overeenkomstig zijn geweten en dat hij niets van het geheim der beraadslagingen openbaar zal maken.

ARTIKEL 3

De rechters zijn vrijgesteld van rechtsvervolging. Met betrekking tot hetgeen zij in hun officiële hoedanigheid hebben gedaan, gezegd of geschreven, blijven zij deze immunititeit genieten ook nadat zij hun ambt hebben neergelegd.

Het Hof kan, in voltallige zitting, de immunititeit opheffen.

Ingeval tegen een rechter wiens immuniteit is opgeheven, een strafvervolging wordt ingesteld, kan hij in elk der Lid-Statens slechts worden berecht door de instantie, welke bevoegd is tot berechting van de leden van het hoogste nationale rechterlijke college.

ARTIKEL 4

De rechters mogen geen politieke functie of bestuursambt uitoefenen.

Zij mogen geen beroepswerkzaamheid al dan niet tegen beloning verrichten, tenzij van deze bepaling door de Raad bij uitzondering afwijking is toegestaan.

Bij hun ambtsaanvaarding verbinden zij zich plechtig om gedurende hun ambtsperiode en na afloop daarvan de uit hun taak voortvloeiende verplichtingen na te komen, in het bijzonder eerlijkheid en kiesheid te betrachten in het aanvaarden van bepaalde functies of voordelen na afloop van die ambtsperiode.

In geval van twijfel beslist het Hof.

ARTIKEL 5

Behalve door periodieke vervanging of door overlijden eindigt de ambtsuitoefening van een rechter door ontslag.

Ingeval een rechter ontslag verzoekt, richt hij daartoe tot de president van het Hof een brief, welke aan de voorzitter van de Raad wordt doorgezonden. Door laatstbedoelde kennisgeving ontstaat een vacature.

Behoudens in gevallen, waarin artikel 6 hiernavolgend toepassing vindt, blijft elke rechter zitting hebben totdat zijn opvolger in functie treedt.

ARTIKEL 6

Een rechter kan slechts van zijn ambt worden ontheven of van zijn recht op pensioen of van andere als zodanig geldende gunsten vervallen worden verklaard, wanneer hij, naar het eenstemmig oordeel van de rechters van en de advocaten-generaal bij het Hof, heeft opgehouden aan de gestelde voorwaarden of aan de uit zijn ambt voortvloeiende verplichtingen te voldoen. De betrokkene neemt niet aan die beraadslagingen deel.

De griffier deelt de beslissing van het Hof mede aan de voorzitters van de Vergadering en van de Commissie en geeft van die beslissing kennis aan de voorzitter van de Raad.

In geval van een beslissing waarbij een rechter van zijn ambt wordt ontheven, ontstaat door laatstbedoelde kennisgeving een vacature.

ARTIKEL 7

De rechters wier ambtsuitoefening vóór het verstrijken van hun mandaat eindigt, worden voor de verdere duur van het mandaat vervangen.

ARTIKEL 8

De bepalingen van de artikelen 2 tot en met 7 zijn van toepassing op de advocaten-generaal.

Titel II

ORGANISATIE

ARTIKEL 9

De griffier legt voor het Hof de eed af, dat hij zijn functie zal uitoefenen in volkomen onpartijdigheid en geheel overeenkomstig zijn geweten en dat hij niets van het geheim der beraadslagingen openbaar zal maken.

ARTIKEL 10

Het Hof regelt de vervanging van de griffier, voor het geval dat deze verhinderd is.

ARTIKEL 11

In het belang van de dienst worden aan het Hof ambtenaren en andere personeelsleden verbonden. Zij ressorteren onder de griffier, onder het gezag van de president.

ARTIKEL 12

Op voorstel van het Hof kan de Raad met eenparigheid van stemmen voorzien in de benoeming van toegevoegde rapporteurs en hun statuut bepalen. De toegevoegde rapporteurs kunnen overeenkomstig de in het reglement voor de procesvoering vast te stellen bepalingen worden geroepen om deel te nemen aan het onderzoek van de bij het Hof aanhangige zaken en om de rechter-rapporteur bij te staan.

De toegevoegde rapporteurs, gekozen uit personen, die alle waarborgen voor onafhankelijkheid bieden en de nodige bewijzen van juridische bekwaamheid bezitten, worden door de Raad benoemd. Zij leggen voor het Hof de eed af dat zij hun ambt zullen uitoefenen in volkomen onpartijdigheid en geheel overeenkomstig hun geweten en dat zij niets van het geheim der beraadslagingen openbaar zullen maken.

ARTIKEL 13

De rechters, de advocaten-generaal en de griffier zijn verplicht verblijf te houden in de plaats waar het Hof is gevestigd.

ARTIKEL 14

Het Hof is permanent in functie. De rechterlijke vakanties worden door het Hof met inachtneming van de eisen van de dienst vastgesteld.

ARTIKEL 15

Het Hof kan slechts in oneven getal op geldige wijze beslissen. De in voltallige zitting genomen beslissingen van het Hof zijn geldig, wanneer vijf rechters tegenwoordig zijn. De beslissingen van de kamers zijn geldig, wanneer zij door drie rechters zijn genomen; in geval van verhindering van een der rechters van een kamer kan, overeenkomstig de in het reglement voor de procesvoering vast te stellen bepalingen, een beroep worden gedaan op een rechter die deel uitmaakt van een andere kamer.

ARTIKEL 16

De rechters en de advocaten-generaal mogen niet deelnemen aan de berechting van enige zaak, waarin zij vroeger zijn opgetreden als gemachtigde, raadsman of advocaat van een van beide partijen, of waarover zij geroepen zijn geweest zich uit te spreken als lid van een rechtbank, van een commissie van onderzoek of in enige andere hoedanigheid.

Wanneer een rechter of advocaat-generaal om een bijzondere reden meent niet te kunnen deelnemen aan de berechting of het onderzoek van een bepaalde zaak, deelt hij dit aan de president mede. Ingeval de president van oordeel is, dat een rechter of een advocaat-generaal om een bijzondere reden niet over een bepaalde zaak dient te zitten of te concluderen, stelt hij de betrokkene hiervan in kennis.

In geval van moeilijkheden nopens de toepassing van dit artikel beslist het Hof.

Partijen kunnen geen wijziging in de samenstelling van het Hof of van een van zijn kamers verlangen met een beroep op de nationaliteit van een rechter, of op het feit, dat in het Hof of in een van zijn kamers een rechter van haar nationaliteit ontbreekt.

Titel III

PROCEDURE

ARTIKEL 17

De Staten zowel als de instellingen van de Gemeenschap worden voor het Hof vertegenwoordigd door een voor elke zaak benoemde gemachtigde; de gemachtigde kan door een raadsman of door een bij de balie van een van de Lid-Staten ingeschreven advocaat worden bijgestaan.

De andere partijen moeten worden vertegenwoordigd door een bij de balie van een der Lid-Staten ingeschreven advocaat.

De gemachtigden, raadsliden en advocaten, die voor het Hof verschijnen, genieten de voor de onafhankelijke uitoefening van hun functies nodige rechten en waarborgen, overeenkomstig de in het reglement voor de procesvoering vast te stellen bepalingen.

Ten aanzien van de raadslieden en advocaten die voor het Hof optreden, bezit het Hof overeenkomstig de in dat reglement vast te stellen bepalingen de bevoegdheden, welke ter zake gewoonlijk aan gerechtshoven en rechtbanken worden toegekend.

Hoogleraren die onderdaan zijn van een Lid-Staat waarvan de wetgeving hun het recht toekent te pleiten, genieten voor het Hof de rechten, welke in dit artikel aan de advocaten zijn toegekend.

ARTIKEL 18

De procedure voor het Hof bestaat uit twee gedeelten: de schriftelijke en de mondelinge behandeling.

De schriftelijke behandeling omvat het toezenden aan partijen en aan de instellingen van de Gemeenschap wier beslissingen in het geding zijn, van de verzoekschriften, memoriën, verweerschriften en andere opmerkingen en, eventueel, van de verdere conclusiën, alsmede van alle stukken en documenten welke ter ondersteuning in het geding worden gebracht of van hun voor eensluidend gewaarmerkte afschriften.

De toezending geschiedt door tussenkomst van de griffier in de volgorde en binnen de termijnen als bepaald in het reglement voor de procesvoering.

De mondelinge behandeling omvat de voorlezing van het rapport van de rechter-rapporteur, alsmede het horen door het Hof van de gemachtigden, raadslieden en advocaten, en van de advocaat-generaal in zijn conclusie, benevens, zo nodig, het horen van getuigen en deskundigen.

ARTIKEL 19

Een zaak wordt bij het Hof aanhangig gemaakt door middel van een verzoekschrift, dat aan de griffier wordt toegezonden. Het verzoekschrift moet inhouden de naam en woonplaats van de verzoeker en de hoedanigheid van de ondertekenaar, de aanduiding van de partij tegen wie het verzoekschrift is gericht, het onderwerp van het geschil, de conclusiën en een summier uiteenzetting van de aangevoerde middelen.

Aan het verzoekschrift wordt, indien het strekt tot vernietiging van een handeling, de desbetreffende akte toegevoegd of, in het geval bedoeld in artikel 175 van het Verdrag, een bewijsstuk van de datum der in dat artikel bedoelde uitnodiging. Indien deze stukken niet bij het verzoekschrift zijn gevoegd nodigt de griffier de betrokkene uit deze alsnog binnen een redelijke termijn over te leggen; verval van het recht tot beroep kan niet worden tegengeworpen, indien het verzuim eerst is hersteld na het verstrijken van de termijn van beroep.

ARTIKEL 20

In de in artikel 177 van het Verdrag bedoelde gevallen, wordt van de beslissing van de nationale rechterlijke instantie die de procedure schorst en een beroep doet op het Hof, aan dit Hof kennis gegeven op initiatief van die instantie. De griffier van het Hof geeft van deze beslissing vervolgens kennis aan de betrokken partijen, de Lid-Staten en de Commissie, alsmede aan de Raad wanneer de handeling, waarvan de geldigheid of de uitlegging wordt betwist, van deze uitgaat.

Binnen twee maanden na deze laatste kennisgeving hebben de partijen, de Lid-Staten, de Commissie en, in voorkomend geval, de Raad het recht bij het Hof memoriën of schriftelijke opmerkingen in te dienen.

ARTIKEL 21

Het Hof kan partijen verzoeken alle stukken over te leggen en alle inlichtingen te verstrekken, welke het wenselijk acht. In geval van weigering neemt het Hof hiervan akte.

Het Hof kan eveneens aan de Lid-Staten en aan de instellingen die geen partij in het proces zijn, verzoeken alle inlichtingen te verstrekken welke het voor het proces nodig acht.

ARTIKEL 22

Het Hof is bevoegd te allen tijde een deskundig onderzoek op te dragen aan personen, lichamen, bureaus, commissies of organen te zijner keuze.

ARTIKEL 23

Getuigen kunnen worden gehoord overeenkomstig de bepalingen die zullen worden vastgesteld in het reglement voor de procesvoering.

ARTIKEL 24

Ten aanzien van gebrekige getuigen geniet het Hof dezelfde bevoegdheden als op dit gebied in de regel zijn toegekend aan gerechtshoven en rechtbanken, en kan geldboeten opleggen, een en ander overeenkomstig de bepalingen die zullen worden vastgesteld in het reglement voor de procesvoering.

ARTIKEL 25

Getuigen en deskundigen kunnen onder ede worden gehoord volgens de in het reglement voor de procesvoering vastgestelde formule of op de wijze, welke in de nationale wetgeving van de getuige of de deskundige is voorgescreven.

ARTIKEL 26

Het Hof kan bevelen, dat een getuige of deskundige door de rechterlijke instantie van zijn woonplaats wordt gehoord.

Dit bevel wordt ter uitvoering gericht tot de bevoegde rechterlijke instantie overeenkomstig de bepalingen van het reglement voor de procesvoering. De stukken ter uitvoering van de rogatoire commissie worden op dezelfde wijze aan het Hof teruggezonden.

Het Hof draagt de kosten, doch kan deze eventueel ten laste van partijen brengen.

ARTIKEL 27

Elke Lid-Staat beschouwt iedere schending van de eed der getuigen en deskundigen als het overeenkomstige strafbare feit bedreven voor een nationale rechtbank die in burgerlijke zaken uitspraak doet. Op aangifte van het Hof vervolgt hij de daders van dit strafbare feit voor de bevoegde nationale rechterlijke instantie.

ARTIKEL 28

De zittingen zijn openbaar, tenzij het Hof ambtshalve of op verzoek van partijen om gewichtige redenen anders beslist.

ARTIKEL 29

Tijdens de mondelinge behandeling kan het Hof de deskundigen, de getuigen, alsook de partijen zelf, horen. Deze laatsten kunnen evenwel slechts pleiten bij monde van haar vertegenwoordiger.

ARTIKEL 30

Van iedere zitting wordt proces-verbaal opgemaakt, hetwelk door de president en de griffier wordt ondertekend.

ARTIKEL 31

De rol der terechtzitting wordt door de president vastgesteld.

ARTIKEL 32

De beraadslagingen van het Hof zijn en blijven geheim.

ARTIKEL 33

De arresten zijn met redenen omkleed. Zij vermelden de namen van de rechters, die hebben beslist.

ARTIKEL 34

De arresten worden ondertekend door de president en de griffier. Zij worden in openbare zitting uitgesproken.

ARTIKEL 35

Het Hof geeft een beslissing ten aanzien van de proceskosten.

ARTIKEL 36

De president van het Hof kan in een summiere procedure, voor zover nodig afwijkend van sommige regels van dit Statuut, welke wordt vastgesteld bij het reglement voor de procesvoering, uitspraak doen op conclusies, strekkende

ofwel ter verkrijging van de in artikel 185 van het Verdrag bedoelde opschorting, ofwel tot toepassing van voorlopige maatregelen krachtens artikel 186, ofwel tot schorsing van de gedwongen tenuitvoerlegging overeenkomstig de laatste alinea van artikel 192.

Bij verhindering van de president wordt deze door een andere rechter vervangen overeenkomstig de bepalingen van het reglement voor de procesvoering.

De door de president of zijn plaatsvervanger gegeven beschikking heeft slechts een voorlopig karakter en prejudicieert niet op de beslissing van het Hof ten principale.

ARTIKEL 37

De Lid-Staten en de instellingen van de Gemeenschap kunnen zich voegen in een voor het Hof aanhangig rechtsgeding.

Hetzelfde recht heeft elke andere persoon, die aannemelijk maakt belang te hebben bij de beslissing van een voor het Hof aanhangig rechtsgeding, met uitzondering van de rechtsgedingen tussen Lid-Staten, tussen instellingen van de Gemeenschap, of tussen Lid-Staten enerzijds en instellingen van de Gemeenschap anderzijds.

De conclusiën van het verzoek tot voeging kunnen slechts strekken tot ondersteuning van de conclusiën van een der partijen.

ARTIKEL 38

Wanneer de verwerende partij, ofschoon regelmatig in het geding geroepen, nalaat schriftelijk conclusiën in te dienen, wordt het arrest tegen haar bij verstek gewezen. Het arrest is vatbaar voor verzet binnen een maand na zijn betekening. Tenzij het Hof anders bepaalt, schorst het verzet de tenuitvoerlegging van het bij verstek gewezen arrest niet.

ARTIKEL 39

De Lid-Staten, de instellingen van de Gemeenschap en alle andere natuurlijke of rechtspersonen kunnen, in de gevallen en overeenkomstig de bepalingen vast te stellen in het reglement voor de procesvoering, derden-verzet instellen tegen de arresten gewezen in rechtsgedingen, waarin zij niet geroepen zijn geweest, indien hun rechten door deze arresten worden geschaad.

ARTIKEL 40

In geval van moeilijkheden nopens de betekenis en de strekking van een arrest, heeft het Hof tot taak dit uit te leggen, op verzoek van een der partijen of van een instelling van de Gemeenschap welke haar belang ter zake aannemelijk maakt.

ARTIKEL 41

Herziening van een arrest kan aan het Hof slechts worden verzocht op grond van de ontdekking van een feit, dat van beslissende invloed kan zijn en dat, vóór de uitspraak van het arrest, onbekend was aan het Hof en aan de partij, die de herziening verzoekt.

De herzieningsprocedure begint met een arrest, waarbij het Hof, uitdrukkelijk het bestaan van een nieuw feit vaststellende en oordelende, dat het grond tot herziening oplevert, uit dien hoofde het verzoek ontvankelijk verklaart.

Herziening kan niet meer worden verzocht na verloop van tien jaar te rekenen van de dagtekening van het arrest.

ARTIKEL 42

Bepaalde termijnen volgens afstand worden in het reglement voor de procesvoering vastgesteld.

Verval van instantie wegens het verstrijken van een procestermijn kan niet worden tegengeworpen, wanneer de betrokkene toeval of overmacht aantoonst.

ARTIKEL 43

De vorderingen tegen de Gemeenschap inzake niet contractuele aansprakelijkheid verjaren vijf jaar na het feit, dat tot deze vordering aanleiding heeft gegeven. De verjaring wordt gestuit, hetzij door een bij het Hof ingesteld beroep, hetzij door een eerder gedaan verzoek, hetwelk de benadeelde kan richten tot de bevoegde instelling van de Gemeenschap. In het laatste geval moet het beroep worden ingesteld binnen de termijn van twee maanden bepaald in artikel 173; de tweede alinea van artikel 175 is van overeenkomstige toepassing.

ARTIKEL 44

Het in artikel 188 van het Verdrag bedoelde reglement voor de procesvoering bevat, behalve de in het Statuut vastgestelde bepalingen, alle overige bepalingen welke nodig zijn voor de toepassing en, voor zoveel nodig, de aanvulling van dit Statuut.

ARTIKEL 45

De Raad kan, met eenparigheid van stemmen, de bepalingen van dit Statuut nader aanpassen wanneer zulks nodig blijkt ten gevolge van de maatregelen, die hij overeenkomstig de laatste alinea van artikel 165 van het Verdrag neemt.

ARTIKEL 46

De voorzitter van de Raad gaat terstond na de eedsaflegging over tot aanwijzing, bij loting, van de rechters en de advocaten-generaal, die aan het einde van de eerste periode van drie jaar overeenkomstig de tweede en derde alinea's van artikel 167 van het Verdrag moeten worden vervangen.

EN FOI DE QUOI, les plénipotentiaires soussignés ont apposé leurs signatures au bas du présent Protocole.

ZU URKUND DESSEN haben die unterzeichneten Bevollmächtigten ihre Unterschriften unter dieses Protokoll gesetzt.

IN FEDE DI CHE, i plenipotenziari sottoscritti hanno apposto le loro firme in calce al presente Protocollo.

TEN BLIJKE WAARVAN de ondergetekende gevolmachtigden hun handtekening onder dit Protocol hebben gesteld.

Fait à Bruxelles, le dix-sept avril mil neuf cent cinquante-sept.

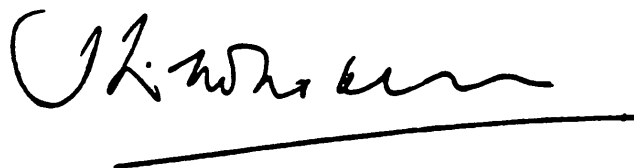
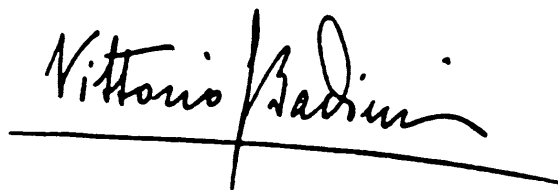
Geschehen zu Brüssel, am siebzehnten April neunzehnhundertsiebenundfünfzig.

Fatto a Bruxelles, il diciassette aprile millenovecentocinquantasette.

Gedaan te Brussel, de zeventiende april negentienhonderd zevenenvijftig.



E. F. Opkruit



CONVENTION D'APPLICATION
relative à
L'ASSOCIATION DES PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER
À LA COMMUNAUTÉ

DURCHFÜHRUNGSABKOMMEN
über die
ASSOZIIERUNG DER ÜBERSEEISCHEN LÄNDER
UND HOHEITSGEBIETE MIT DER GEMEINSCHAFT

CONVENZIONE D'APPLICAZIONE
relativa a
L'ASSOCIAZIONE DEI PAESI E TERRITORI D'OLTREMARE
ALLA COMUNITÀ

TOEPASSINGSOVEREENKOMST
betreffende
DE ASSOCIATIE VAN DE LANDEN EN GEBIEDEN OVERZEE
MET DE GEMEENSCHAP

CONVENTION D'APPLICATION
relative à
L'ASSOCIATION DES PAYS ET TERRITOIRES D'OUTRE-MER
A LA COMMUNAUTÉ

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES,

DÉSIRANT arrêter la Convention d'application prévue à l'article 136 du Traité,

SONT CONVENUES des dispositions ci-après qui sont annexées à ce Traité :

ARTICLE 1

Les États membres participent, dans les conditions fixées ci-après, aux mesures propres à promouvoir le développement social et économique des pays et territoires énumérés à l'Annexe IV du Traité, par un effort complémentaire de celui accompli par les autorités responsables de ces pays et territoires.

A cette fin, il est créé un Fonds de développement pour les pays et territoires d'outre-mer, auquel les États membres versent pendant cinq années les contributions annuelles prévues à l'Annexe A de la présente Convention.

Le Fonds est géré par la Commission.

ARTICLE 2

Les autorités responsables des pays et territoires présentent à la Commission, en accord avec les autorités locales ou avec la représentation de la population des pays et territoires intéressés, les projets sociaux et économiques pour lesquels le financement de la Communauté est demandé.

ARTICLE 3

La Commission établit chaque année les programmes généraux d'affectation aux différentes catégories de projets des fonds disponibles au titre de l'Annexe B de la présente Convention.

Les programmes généraux comportent des projets pour le financement :

a) de certaines institutions sociales, notamment d'hôpitaux, d'établissements d'enseignement ou de recherche technique, d'institutions d'orientation et de promotion des activités professionnelles des populations,

b) d'investissements économiques d'intérêt général directement liés à l'exécution d'un programme comportant des projets de développement productifs et concrets.

ARTICLE 4

Au début de chaque exercice, le Conseil détermine à la majorité qualifiée après consultation de la Commission les montants à consacrer au financement :

a) des institutions sociales mentionnées à l'article 3 a),

b) des investissements économiques d'intérêt général visés à l'article 3 b).

La décision du Conseil doit tendre à une répartition géographique rationnelle des montants disponibles.

ARTICLE 5

1. La Commission détermine la répartition, entre les diverses demandes de financement d'institutions sociales, des montants disponibles au titre de l'article 4 a).

2. La Commission élabore les propositions de financement des projets d'investissement économique qu'elle retient au titre de l'article 4 b).

Elle les communique au Conseil.

Si dans le délai d'un mois aucun État membre ne demande que le Conseil s'en saisisse, elles sont réputées approuvées.

Si le Conseil est saisi, il statue à la majorité qualifiée dans un délai de deux mois.

3. Les montants non affectés au cours d'une année sont reportés aux années suivantes.

4. Les montants attribués sont mis à la disposition des autorités responsables de l'exécution des travaux. La Commission veille à ce que leur utilisation soit conforme aux affectations décidées et qu'elle se réalise dans les meilleures conditions économiques.

ARTICLE 6

Le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, fixe, dans les six mois à compter de l'entrée en vigueur du Traité, les modalités relatives aux appels et au transfert des contributions financières, au régime budgétaire et à la gestion des ressources du Fonds de développement.

ARTICLE 7

La majorité qualifiée prévue aux articles 4, 5 et 6 est de 67 voix. Les États membres disposent respectivement de :

Belgique	11 voix
Allemagne	33 voix
France	33 voix
Italie	11 voix
Luxembourg	1 voix
Pays-Bas	11 voix

ARTICLE 8

Dans chaque pays ou territoire, le droit d'établissement est étendu progressivement aux ressortissants et sociétés des États membres autres que celui qui a des relations particulières avec ce pays ou territoire. Les modalités sont fixées, au cours de la première année d'application de la présente Convention, par le Conseil, statuant à la majorité qualifiée sur proposition de la Commission, de telle sorte que toute discrimination disparaisse progressivement au cours de la période de transition.

ARTICLE 9

Dans les échanges commerciaux entre les États membres et les pays et territoires, le régime douanier applicable est celui prévu par les articles 133 et 134 du Traité.

ARTICLE 10

Les États membres appliquent à leurs échanges commerciaux avec les pays et territoires, pendant la durée de la présente Convention, les dispositions du chapitre du Traité relatif à l'élimination des restrictions quantitatives entre les États membres, qu'ils appliquent pour cette même période dans leurs relations mutuelles.

ARTICLE 11

1. Dans chaque pays ou territoire où existent des contingents à l'importation, et un an après l'entrée en vigueur de la présente Convention, les contingents ouverts aux États autres que celui avec lequel ce pays ou territoire a des relations particulières sont transformés en contingents globaux accessibles sans discrimination aux autres États membres. A partir de la même date, ces contingents sont augmentés annuellement par application des dispositions de l'article 32 et de l'article 33 paragraphes 1, 2, 4, 5, 6 et 7, du Traité.

2. Lorsque, pour un produit non libéré, le contingent global n'atteint pas 7 % de l'importation totale dans un pays ou territoire, un contingent égal à 7 % de cette importation est établi, au plus tard un an après l'entrée en vigueur de la présente Convention, et augmenté annuellement conformément aux dispositions prévues au paragraphe 1.

3. Lorsque, pour certains produits, aucun contingent n'est ouvert à l'importation dans un pays ou territoire, la Commission détermine par voie de décision les modalités d'ouverture et d'élargissement des contingents offerts aux autres États membres.

ARTICLE 12

Dans la mesure où les contingents d'importation des États membres portent sur des importations provenant tant d'un État ayant des relations particulières avec un pays ou territoire que de ce pays ou territoire, la part

d'importation en provenance des pays et territoires fait l'objet d'un contingent global établi à partir des statistiques d'importations. Ce contingent est fixé au cours de la première année d'application de la présente Convention et s'accroît suivant les règles prévues à l'article 10.

ARTICLE 13

Les dispositions de l'article 10 ne font pas obstacle aux interdictions ou restrictions d'importation, d'exportation ou de transit, justifiées par des raisons de moralité publique, d'ordre public, de sécurité publique, de protection de la santé et de la vie des personnes et des animaux ou de préservation des végétaux, de protection des trésors nationaux ayant une valeur artistique, historique ou archéologique, ou de protection de la propriété industrielle et commerciale. Toutefois, ces interdictions ou restrictions ne doivent constituer ni un moyen de discrimination arbitraire, ni une restriction déguisée au commerce.

ARTICLE 14

Après la date d'expiration de la présente Convention et jusqu'à l'établissement des dispositions d'association à prévoir pour une nouvelle période, les contingents d'importation dans les pays et territoires d'une part, et dans les États membres d'autre part, en ce qui concerne les produits originaires des pays et territoires, demeurent au niveau fixé pour la cinquième année. Le régime du droit d'établissement existant à la fin de la cinquième année est également maintenu.

ARTICLE 15

1. Les importations de café vert en Italie et dans les pays du Benelux d'une part, et de bananes dans la République fédérale d'Allemagne d'autre part, en provenance de pays tiers, bénéficient de contingents tarifaires dans les conditions fixées aux Protocoles annexés à la présente Convention.

2. Si la Convention vient à expiration avant la conclusion d'un nouvel accord, les États membres bénéficient, en attendant ce nouvel accord, pour les bananes, le cacao en fèves et le café vert, de contingents tarifaires admissibles

aux droits applicables au début de la deuxième étape et égaux au volume des importations en provenance de pays tiers au cours de la dernière année pour laquelle les statistiques sont disponibles.

Ces contingents sont majorés, le cas échéant, proportionnellement à l'accroissement de la consommation dans les pays importateurs.

3. Les États membres bénéficiaires de contingents tarifaires admissibles aux droits appliqués lors de l'entrée en vigueur du Traité au titre des Protocoles relatifs aux importations de café vert et de bananes en provenance de pays tiers, ont le droit d'obtenir pour ces produits, au lieu du régime prévu au paragraphe précédent, le maintien de ces contingents tarifaires au niveau qu'ils ont atteint à la date d'expiration de la Convention.

Ces contingents sont majorés, le cas échéant, dans les conditions prévues au paragraphe 2.

4. La Commission fixe, sur demande des États intéressés, le volume des contingents tarifaires prévus aux paragraphes ci-dessus.

ARTICLE 16

Les dispositions prévues aux articles 1 à 8 inclus de la présente Convention sont applicables à l'Algérie et aux départements français d'outre-mer.

ARTICLE 17

Sans préjudice de l'application des dispositions des articles 14 et 15, la présente Convention est conclue pour une durée de cinq années.

DURCHFÜHRUNGSABKOMMEN
über die
ASSOZIIERUNG DER ÜBERSEEISCHEN LÄNDER
UND HOHEITSGEBIETE MIT DER GEMEINSCHAFT

DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN,

VON DEM WUNSCH GELEITET, das in Artikel 136 dieses Vertrags vorgesehene Durchführungsabkommen festzulegen,

SIND über folgende Bestimmungen ÜBEREINGEKOMMEN, die diesem Vertrag als Anhang beigefügt sind:

ARTIKEL 1

Die Mitgliedstaaten beteiligen sich unter den nachstehend festgelegten Bedingungen an geeigneten Maßnahmen zur Förderung der sozialen und wirtschaftlichen Entwicklung der in Anhang IV dieses Vertrags aufgeführten Länder und Hoheitsgebiete, indem sie die Bemühungen der verantwortlichen Behörden dieser Länder und Hoheitsgebiete ergänzen.

Zu diesem Zweck wird ein Entwicklungsfonds für die überseeischen Länder und Hoheitsgebiete geschaffen, an den die Mitgliedstaaten während eines Zeitabschnitts von fünf Jahren die in Anlage A zu diesem Abkommen vorgesehenen jährlichen Beiträge leisten.

Der Fonds wird von der Kommission verwaltet.

ARTIKEL 2

Die verantwortlichen Behörden der Länder und Hoheitsgebiete unterbreiten der Kommission im Einvernehmen mit den örtlichen Behörden oder der Vertretung der Bevölkerung der betreffenden Länder und Hoheitsgebiete die sozialen und wirtschaftlichen Vorhaben, für welche die Finanzierung durch die Gemeinschaft beantragt wird.

ARTIKEL 3

Die Kommission stellt jährlich die allgemeinen Pläne für die Bereitstellung der nach Anlage B dieses Abkommens verfügbaren Mittel für die verschiedenen Gruppen von Vorhaben auf.

Die allgemeinen Pläne umfassen folgende Finanzierungsvorhaben :

a) bestimmte soziale Einrichtungen, insbesondere Krankenhäuser, Lehr- und technische Forschungsanstalten, Stellen für Berufsberatung und berufliche Förderung der Bevölkerung;

b) wirtschaftliche Investitionen von allgemeinem Interesse, die unmittelbar mit der Durchführung eines Plans für konkrete produktive Entwicklungsvorhaben verbunden sind.

ARTIKEL 4

Zu Beginn jedes Haushaltsjahres bestimmt der Rat mit qualifizierter Mehrheit nach Anhörung der Kommission die Beträge, die für die Finanzierung

a) der in Artikel 3 Buchstabe *a* bezeichneten sozialen Einrichtungen sowie

b) der in Artikel 3 Buchstabe *b* genannten wirtschaftlichen Investitionen von allgemeinem Interesse

bereitzustellen sind.

Die Entscheidung des Rates muß auf eine rationelle geographische Verteilung der verfügbaren Mittel gerichtet sein.

ARTIKEL 5

1. Die Kommission bestimmt, wie die im Sinne des Artikels 4 Buchstabe *a* verfügbaren Beträge auf die einzelnen Anträge für die Finanzierung sozialer Einrichtungen zu verteilen sind.

2. Die Kommission arbeitet Vorschläge für die Finanzierung der wirtschaftlichen Investitionsvorhaben aus, deren Durchführung gemäß Artikel 4 Buchstabe *b* sie vorsieht.

Sie legt diese Vorschläge dem Rat vor.

Liegt binnen einem Monat kein Antrag eines Mitgliedstaats an den Rat vor, sich damit zu befassen, so gelten die Vorschläge als genehmigt.

Wird der Rat damit befaßt, so beschließt er binnen zwei Monaten mit qualifizierter Mehrheit.

3. Die im Laufe eines Jahres nicht zugewiesenen Mittel werden auf die folgenden Jahre übertragen.

4. Die zugewiesenen Beträge werden den Behörden zur Verfügung gestellt, die für die Durchführung der Arbeiten verantwortlich sind. Die Kommission achtet darauf, daß die Mittel zweckentsprechend und unter den günstigsten wirtschaftlichen Bedingungen verwendet werden.

ARTIKEL 6

Der Rat legt binnen sechs Monaten nach Inkrafttreten dieses Vertrags mit qualifizierter Mehrheit auf Vorschlag der Kommission die Einzelheiten für die Anforderung und Überweisung der Finanzbeiträge sowie für die Haushaltsregelung und die Verwaltung der Mittel des Entwicklungsfonds fest.

ARTIKEL 7

Die in den Artikeln 4, 5 und 6 vorgesehene qualifizierte Mehrheit beträgt 67 Stimmen. Die einzelnen Mitgliedstaaten verfügen über folgende Stimmen:

Belgien	11 Stimmen
Deutschland	33 Stimmen
Frankreich	33 Stimmen
Italien	11 Stimmen
Luxemburg	1 Stimme
Niederlande	11 Stimmen

ARTIKEL 8

In jedem Land oder Hoheitsgebiet findet auf die Staatsangehörigen und Gesellschaften der anderen Mitgliedstaaten als des Staates, der besondere Beziehungen zu dem betreffenden Land oder Hoheitsgebiet unterhält, das Niederlassungsrecht schrittweise Anwendung. Die Einzelheiten werden während des ersten Jahres der Anwendung dieses Abkommens vom Rat mit qualifizierter Mehrheit auf Vorschlag der Kommission so festgelegt, daß jede Diskriminierung während der Übergangszeit schrittweise beseitigt wird.

ARTIKEL 9

Für den Handelsverkehr zwischen den Mitgliedstaaten und den Ländern und Hoheitsgebieten gilt das in den Artikeln 133 und 134 dieses Vertrags vorgesehene Zollsystem.

ARTIKEL 10

Während der Geltungsdauer dieses Abkommens wenden die Mitgliedstaaten in ihrem Handelsverkehr mit den Ländern und Hoheitsgebieten diejenigen Bestimmungen des in diesem Vertrag enthaltenen Kapitels über die Beseitigung der mengenmäßigen Beschränkungen zwischen den Mitgliedstaaten an, die während desselben Zeitabschnitts zwischen ihnen gelten.

ARTIKEL 11

1. In jedem Land oder Hoheitsgebiet, in dem Einfuhrkontingente bestehen, werden ein Jahr nach Inkrafttreten dieses Abkommens die Kontingente, die den Mitgliedstaaten mit Ausnahme desjenigen Staates offenstehen, mit dem das betreffende Land oder Hoheitsgebiet besondere Beziehungen unterhält, zu Globalkontingenten zusammengefaßt, welche den anderen Mitgliedstaaten ohne Unterschied zugänglich sind. Von dem gleichen Zeitpunkt an werden diese Kontingente jährlich gemäß Artikel 32 und Artikel 33 Absätze 1, 2, 4, 5, 6 und 7 dieses Vertrags erhöht.

2. Liegt das Globalkontingent für eine nicht liberalisierte Ware unter 7 v.H. der Gesamteinfuhr eines Landes oder Hoheitsgebiets, so wird binnen einem Jahr nach Inkrafttreten dieses Abkommens ein Kontingent in Höhe von 7 v.H. aufgestellt und jährlich nach Maßgabe des Absatzes 1 erhöht.

3. Besteht für bestimmte Waren kein Kontingent für die Einfuhr in ein Land oder Hoheitsgebiet, so bestimmt die Kommission durch Entscheidung die Einzelheiten für die Eröffnung und Erweiterung der den anderen Mitgliedstaaten einzuräumenden Kontingente.

ARTIKEL 12

Soweit die Einfuhrkontingente der Mitgliedstaaten Einfuhren sowohl aus einem Staat, der besondere Beziehungen zu einem Land oder Hoheitsgebiet

unterhält, als auch aus diesem Land oder Hoheitsgebiet umfassen, ist der Anteil der Einfuhr aus den Ländern und Hoheitsgebieten Gegenstand eines Globalkontingents, das auf Grund der Einfuhrstatistik festgelegt wird. Dieses Kontingent wird während des ersten Jahres der Geltungsdauer dieses Abkommens festgesetzt und nach Maßgabe des Artikels 10 erhöht.

ARTIKEL 13

Die Bestimmungen des Artikels 10 stehen Einfuhr-, Ausfuhr- und Durchfuhrverboten oder -beschränkungen nicht entgegen, die aus Gründen der öffentlichen Sittlichkeit, Ordnung und Sicherheit, zum Schutz der Gesundheit und des Lebens von Menschen, Tieren und Pflanzen, des nationalen Kulturguts von künstlerischem, geschichtlichem oder archäologischem Wert oder des gewerblichen und kommerziellen Eigentums gerechtfertigt sind. Diese Verbote oder Beschränkungen dürfen jedoch weder ein Mittel zur willkürlichen Diskriminierung noch eine verschleierte Beschränkung des Handels darstellen.

ARTIKEL 14

Vom Ablauf der Geltungsdauer dieses Abkommens bis zur Einführung der Assoziierungsbestimmungen für einen neuen Zeitabschnitt werden die Einfuhrkontingente der Länder und Hoheitsgebiete einerseits und der Mitgliedstaaten andererseits hinsichtlich der Waren aus den Ländern und Hoheitsgebieten in der für das fünfte Jahr festgesetzten Höhe beibehalten. Die am Ende des fünften Jahres bestehende Regelung des Niederlassungsrechts wird ebenfalls beibehalten.

ARTIKEL 15

1. Für die Einfuhr von ungebranntem Kaffee nach Italien und in die Beneluxstaaten und von Bananen in die Bundesrepublik Deutschland aus dritten Ländern werden Zollkontingente nach Maßgabe der Protokolle eingeräumt, die diesem Abkommen beigefügt sind.

2. Läuft die Geltungsdauer dieses Abkommens vor Abschluß einer neuen Übereinkunft ab, so werden den Mitgliedstaaten in der Zwischenzeit für Bananen, Kakaobohnen und ungebrannten Kaffee Zollkontingente eingeräumt, für welche die zu Beginn der zweiten Stufe angewandten Zollsätze gelten; diese Zollkontin-

gente entsprechen dem Einfuhrvolumen aus dritten Ländern während des letzten Jahres, für das statistische Angaben vorliegen.

Diese Kontingente werden gegebenenfalls im Verhältnis zum Anstieg des Verbrauchs im Einfuhrstaate erhöht.

3. Die Mitgliedstaaten, denen Zollkontingente eingeräumt werden, für welche gemäß den Protokollen über die Einfuhr von ungebranntem Kaffee und Bananen aus dritten Ländern die bei Inkrafttreten dieses Vertrags angewandten Zollsätze gelten, können verlangen, daß für diese Erzeugnisse an Stelle der in Absatz 2 vorgesehenen Regelung diese Zollkontingente in der Höhe beibehalten werden, die sie bei Ablauf der Geltungsdauer dieses Abkommens erreicht haben.

Diese Kontingente werden gegebenenfalls nach Maßgabe des Absatzes 2 erhöht.

4. Die Kommission bestimmt auf Antrag der betreffenden Staaten den Umfang der in den vorstehenden Absätzen vorgesehenen Zollkontingente.

ARTIKEL 16

Die Artikel 1 bis 8 dieses Abkommens gelten für Algerien und die französischen überseeischen Departements.

ARTIKEL 17

Dieses Abkommen gilt unbeschadet der Artikel 14 und 15 für die Zeitdauer von fünf Jahren.

CONVENZIONE D'APPLICAZIONE
relativa alla
ASSOCIAZIONE DEI PAESI E TERRITORI D'OLTREMARE
ALLA COMUNITA

LE ALTE PARTI CONTRAENTI,

DESIDERANDO stabilire la Convenzione d'applicazione prevista dall'articolo 136 del Trattato,

HANNO CONVENUTO le disposizioni seguenti, che sono allegate al Trattato:

ARTICOLO 1

Gli Stati membri partecipano, alle condizioni in appresso stabilite, alle misure atte a promuovere lo sviluppo sociale ed economico dei paesi e territori elencati nell'allegato IV del Trattato, mediante uno sforzo complementare a quello compiuto dalle autorità responsabili di tali paesi e territori.

A tal fine, è costituito un Fondo per lo sviluppo dei paesi e territori d'oltremare, al quale gli Stati membri versano per cinque anni i contributi annui previsti dall'allegato A della presente Convenzione.

Il Fondo è amministrato dalla Commissione.

ARTICOLO 2

Le autorità responsabili dei paesi e territori presentano alla Commissione, d'intesa con le autorità locali o con i rappresentanti della popolazione dei paesi e territori interessati, i progetti sociali ed economici per i quali è richiesto il finanziamento della Comunità.

ARTICOLO 3

La Commissione definisce ogni anno i programmi generali per lo stanziamento, a favore delle singole categorie di progetti, dei fondi disponibili a mente dell'allegato B della presente Convenzione.

I programmi generali comprendono progetti per il finanziamento:

a) di talune istituzioni sociali, in particolare di ospedali, di istituti per l'insegnamento o le ricerche tecniche, di istituti per l'orientamento e l'incoraggiamento delle attività professionali delle popolazioni,

b) di investimenti economici di interesse generale, direttamente connessi con l'esecuzione di un programma che implichi progetti di sviluppo produttivi e concreti.

ARTICOLO 4

All'inizio di ogni esercizio, il Consiglio stabilisce a maggioranza qualificata, previa consultazione della Commissione, le somme da destinare al finanziamento:

a) delle istituzioni sociali di cui all'articolo 3 a),

b) degli investimenti economici d'interesse generale di cui all'articolo 3 b).

La decisione del Consiglio deve mirare a una razionale ripartizione geografica delle somme disponibili.

ARTICOLO 5

1. La Commissione stabilisce la ripartizione delle somme disponibili, a mente dell'articolo 4 a), fra le singole domande per il finanziamento d'istituzioni sociali.

2. La Commissione elabora le proposte di finanziamento dei progetti d'investimenti economici che accoglie a mente dell'articolo 4 b).

Essa le trasmette al Consiglio.

Se, nel termine di un mese, nessuna richiesta sia avanzata da uno Stato membro perchè siano portate dinanzi al Consiglio, le proposte si ritengono approvate.

Quando il Consiglio ne sia stato investito, delibera a maggioranza qualificata nel termine di due mesi.

3. Le somme che non siano state assegnate nel corso di un anno vengono riportate agli anni successivi.

4. Le somme assegnate sono messe a disposizione delle autorità responsabili dell'esecuzione dei lavori. La Commissione provvede a che il loro uso sia conforme alle assegnazioni stabilite e si effettui alle migliori condizioni economiche.

ARTICOLO 6

Il Consiglio, deliberando a maggioranza qualificata su proposta della Commissione, fissa, entro sei mesi dal momento dell'entrata in vigore del Trattato, le modalità relative ai richiami e al trasferimento dei contributi finanziari, al regime di bilancio e alla gestione delle risorse del Fondo per lo sviluppo.

ARTICOLO 7

La maggioranza qualificata di cui agli articoli 4, 5 e 6 è di 67 voti. I voti di cui dispongono gli Stati membri sono rispettivamente:

Belgio	11 voti
Germania	33 voti
Francia	33 voti
Italia	11 voti
Lussemburgo	1 voto
Paesi Bassi	11 voti

ARTICOLO 8

In ciascun paese o territorio, il diritto di stabilimento è progressivamente esteso ai cittadini e alle società degli Stati membri diversi da quello che ha relazioni particolari con tale paese o territorio. Le modalità sono stabilite, durante il primo anno di applicazione della presente Convenzione, dal Consiglio, che delibera a maggioranza qualificata su proposta della Commissione, in modo che venga meno gradatamente ogni discriminazione nel corso del periodo transitorio.

ARTICOLO 9

Negli scambi commerciali fra gli Stati membri e i paesi e territori, il regime doganale applicabile è quello previsto dagli articoli 133 e 134 del Trattato.

ARTICOLO 10

Per la durata della presente Convenzione, gli Stati membri applicano ai loro scambi commerciali con i paesi e territori le disposizioni del capo del Trattato relativo all'abolizione delle restrizioni quantitative fra gli Stati membri, che essi mettono in atto durante lo stesso periodo nelle loro relazioni reciproche.

ARTICOLO 11

1. In ciascun paese e territorio ove esistano contingentamenti all'importazione, e un anno dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione, i contingentamenti accordati agli Stati diversi da quello con cui il paese o territorio ha relazioni particolari, sono trasformati in contingentamenti globali accessibili senza discriminazione agli altri Stati membri. A decorrere dalla stessa data, tali contingentamenti sono aumentati annualmente in applicazione delle disposizioni dell'articolo 32 e dell'articolo 33, paragrafi 1, 2, 4, 5, 6 e 7 del Trattato.

2. Quando, nei riguardi di un prodotto non liberalizzato, il contingente globale non raggiunge il 7 % dell'importazione totale in un paese o territorio, è istituito un contingente pari al 7 % di tale importazione, al più tardi un anno dopo l'entrata in vigore della presente Convenzione ed è aumentato annualmente conformemente alle disposizioni previste dal paragrafo 1.

3. Quando, per taluni prodotti, non sia accordato alcun contingente all'importazione in un paese o territorio, la Commissione stabilisce mediante decisioni le modalità di concessione e di aumento dei contingentamenti accordati agli altri Stati membri.

ARTICOLO 12

Nella misura in cui i contingentamenti d'importazione degli Stati membri riguardano sia importazioni provenienti da uno Stato avente relazioni particolari con un paese o territorio, sia importazioni provenienti da tale paese o territorio, la quota d'importazione in provenienza dai paesi e territori costituisce l'oggetto di un contingente globale stabilito in base alle statistiche delle importazioni. Tale contingente è fissato durante il primo anno di applicazione della presente Convenzione ed aumenta secondo le norme di cui all'articolo 10.

ARTICOLO 13

Le disposizioni dell'articolo 10 lasciano impregiudicati i divieti o restrizioni d'importazione, d'esportazione o di transito giustificati da motivi di moralità pubblica, d'ordine pubblico, di pubblica sicurezza, di tutela della salute e della vita delle persone e degli animali o di preservazione dei vegetali, di protezione del patrimonio artistico, storico o archeologico nazionale, o di tutela della proprietà industriale e commerciale. Tuttavia, tali divieti o restrizioni non devono costituire nè un mezzo di discriminazione arbitraria nè una restrizione dissimulata del commercio.

ARTICOLO 14

Dopo la data di scadenza della presente Convenzione e fino alla determinazione delle disposizioni di associazione da prevedere per un nuovo periodo, i contingenti d'importazione nei paesi e territori, da una parte, e negli Stati membri, dall'altra, rimangono, per quanto riguarda i prodotti originari di tali paesi e territori, al livello fissato per il quinto anno. È del pari mantenuto il regime del diritto di stabilimento esistente alla fine del quinto anno.

ARTICOLO 15

1. Le importazioni di caffè verde in Italia e nei paesi del Benelux, da una parte, e, dall'altra, le importazioni di banane nella Repubblica federale di Germania, provenienti da paesi terzi, beneficiano di contingenti tariffari alle condizioni stabilite dai Protocolli allegati alla presente Convenzione.

2. Qualora la Convenzione venga a scadere prima della conclusione di un nuovo accordo, gli Stati membri, in attesa del nuovo accordo, beneficiano, per quanto riguarda le banane, i semi di cacao e il caffè verde, di contingenti tariffari ammissibili ai dazi applicabili all'inizio della seconda tappa e pari al volume delle importazioni provenienti da paesi terzi durante l'ultimo anno per cui si dispone di statistiche.

Tali contingenti sono maggiorati, ove occorra, proporzionalmente all'incremento del consumo nei paesi importatori.

3. Gli Stati membri che beneficiano di contingenti tariffari ammissibili ai dazi applicati al momento dell'entrata in vigore del Trattato, a mente dei Protocolli sulle importazioni di caffè verde e di banane provenienti da paesi

terzi, hanno il diritto di ottenere per tali prodotti, anzichè il regime di cui al paragrafo precedente, il mantenimento dei contingenti tariffari al livello che hanno raggiunto alla data di scadenza della Convenzione.

Tali contingenti sono maggiorati, dove occorra, alle condizioni previste dal paragrafo 2.

4. La Commissione, a richiesta degli Stati interessati, fissa il volume dei contingenti tariffari previsti dai paragrafi che precedono.

ARTICOLO 16

Le disposizioni di cui agli articoli da 1 a 8 inclusi della presente Convenzione sono applicabili all'Algeria e ai dipartimenti francesi d'oltremare.

ARTICOLO 17

Salva restando l'applicazione delle disposizioni degli articoli 14 e 15, la presente Convenzione è conclusa per la durata di cinque anni.

TOEPASSINGSOVEREENKOMST
BETREFFENDE
DE ASSOCIATIE VAN DE LANDEN EN GEBIEDEN OVERZEE
MET DE GEMEENSCHAP

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

WENSENDE, de in artikel 136 van het Verdrag bedoelde Toepassingsovereenkomst vast te stellen,

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen, welke aan dat Verdrag zijn gehecht:

ARTIKEL 1

De Lid-Staten nemen onder de hierna bepaalde voorwaarden deel aan maatregelen welke de sociale en economische ontwikkeling van de landen en gebieden genoemd in bijlage IV van het Verdrag kunnen bevorderen, in aanvulling op hetgeen wordt verricht door de instanties welke voor die landen en gebieden de verantwoording dragen.

Te dien einde wordt een Fonds voor de ontwikkeling van de landen en gebieden overzee opgericht, waarin de Lid-Staten gedurende vijf jaar de in bijlage A van deze Overeenkomst genoemde jaarlijkse bijdragen storten.

Het Fonds wordt door de Commissie beheerd.

ARTIKEL 2

De instanties welke voor de landen en gebieden de verantwoording dragen, leggen, in overeenstemming met de plaatselijke autoriteiten of met de vertegenwoordiging van de bevolking der betrokken landen en gebieden, aan de Commissie de sociale en economische projecten voor, waarvan wordt verzocht dat zij door de Gemeenschap worden gefinancierd.

ARTIKEL 3

De Commissie stelt ieder jaar de algemene programma's vast betreffende de bestemming van de volgens bijlage B van deze Overeenkomst beschikbare fondsen voor de verschillende groepen van projecten.

De algemene programma's omvatten projecten voor de financiering van

a) bepaalde sociale instellingen, met name ziekenhuizen, inrichtingen van onderwijs of voor technisch onderzoek, instellingen voor beroepsvoorlichting en voor bevordering van de beroepswerkzaamheden van de bevolking.

b) economische investeringen van algemeen belang welke rechtstreeks verbonden zijn met de uitvoering van een programma dat produktieve en concrete ontwikkelingsprojecten inhoudt.

ARTIKEL 4

Bij de aanvang van elk boekjaar bepaalt de Raad met gekwalificeerde meerderheid van stemmen na raadpleging van de Commissie, welke bedragen moeten worden besteed voor de financiering:

a) van de in artikel 3 a) genoemde sociale instellingen,

b) van de in artikel 3 b) bedoelde economische investeringen van algemeen belang.

De beschikking van de Raad moet gericht zijn op een doelmatige geografische verdeling der beschikbare bedragen.

ARTIKEL 5

1. De Commissie bepaalt de verdeling van de uit hoofde van artikel 4 a) beschikbare bedragen over de verschillende aanvragen tot financiering van sociale instellingen.

2. De Commissie stelt de voorstellen op ter financiering van de projecten voor economische investeringen welke zij uit hoofde van artikel 4 b) in aanmerking neemt.

Zij zendt deze voorstellen aan de Raad.

Indien binnen een maand geen enkele Lid-Staat de Raad verzocht heeft deze voorstellen in behandeling te nemen, worden zij geacht te zijn goedgekeurd.

Indien de Raad deze voorstellen in behandeling neemt, besluit hij binnen twee maanden met gekwalificeerde meerderheid van stemmen.

3. De bedragen waaraan in de loop van een jaar geen bestemming is gegeven, worden overgedragen naar de volgende jaren.

4. De toegekende bedragen worden ter beschikking gesteld van de autoriteiten die verantwoordelijk zijn voor de uitvoering der werken. De Commissie draagt er zorg voor dat de bedragen worden gebruikt overeenkomstig hun bestemming en dat zulks op de meest economische wijze geschiedt.

ARTIKEL 6

De Raad bepaalt met gekwalificeerde meerderheid van stemmen op voorstel van de Commissie binnen zes maanden na de inwerkingtreding van dit Verdrag de wijze waarop de financiële bijdragen worden afgeroepen en overgemaakt, de begroting wordt ingericht en de middelen van het Ontwikkelingsfonds worden beheerd.

ARTIKEL 7

De in de artikelen 4, 5 en 6 bedoelde gekwalificeerde meerderheid bestaat uit 67 stemmen. De Lid-Staten beschikken onderscheidenlijk over:

België	11 stemmen
Duitsland	33 stemmen
Frankrijk	33 stemmen
Italië	11 stemmen
Luxemburg	1 stem
Nederland	11 stemmen

ARTIKEL 8

In elk land of gebied wordt het recht van vestiging geleidelijk uitgebreid tot onderdanen en rechtspersonen van een andere Lid-Staat dan die welke bijzondere betrekkingen met dat land of gebied onderhoudt. De wijze van toepassing wordt in de loop van het eerste jaar dat deze Overeenkomst wordt toegepast, door de Raad met gekwalificeerde meerderheid van stemmen op voorstel van de Commissie zodanig vastgesteld dat iedere discriminatie in de loop van de overgangperiode geleidelijk verdwijnt.

ARTIKEL 9

In het handelsverkeer tussen de Lid-Staten en de landen en gebieden wordt de douaneregeling toegepast die in de artikelen 133 en 134 van het Verdrag is opgenomen.

ARTIKEL 10

In hun handelsverkeer met de landen en gebieden passen de Lid-Staten voor de duur van deze Overeenkomst de bepalingen toe van het hoofdstuk van het Verdrag betreffende afschaffing van de kwantitatieve beperkingen tussen de Lid-Staten, welke zij gedurende diezelfde periode in hun onderlinge betrekkingen toepassen.

ARTIKEL 11

1. In elk land of gebied waar invoercontingenten bestaan, worden een jaar na de inwerkingtreding van deze Overeenkomst, de contingenten welke zijn geopend voor andere Staten dan die waarmede dat land of gebied bijzondere betrekkingen onderhoudt, gewijzigd in globale contingenten, welke zonder discriminatie ter beschikking zijn van de overige Lid-Staten. Vanaf hetzelfde tijdstip worden die contingenten jaarlijks verruimd met toepassing van de bepalingen van artikel 32 en van artikel 33, leden 1, 2, 4, 5, 6 en 7 van het Verdrag.

2. Wanneer voor een niet-geliberaliseerd produkt het globale contingent minder dan 7% uitmaakt van de totale invoer in een land of gebied, wordt uiterlijk een jaar na de inwerkingtreding van deze Overeenkomst een contingent gelijk aan 7% van die invoer vastgesteld en jaarlijks verruimd overeenkomstig de bepalingen van lid 1.

3. Wanneer voor bepaalde produkten geen enkel contingent voor de invoer in een land of gebied is geopend, bepaalt de Commissie bij beschikking de wijze van opening en verruiming der contingenten ten behoeve van de andere Lid-Staten.

ARTIKEL 12

Voor zover de invoercontingenten der Lid-Staten betrekking hebben op invoer zowel uit een Staat welke bijzondere betrekkingen onderhoudt met een land of gebied, als uit dat land of gebied zelf, wordt voor het deel van de invoer uit de landen en gebieden een globaal contingent vastgesteld op basis van de invoerstatistiek. Dit contingent wordt vastgesteld in de loop van het eerste jaar dat deze Overeenkomst wordt toegepast en wordt verruimd volgens de regels van artikel 10.

ARTIKEL 13

De bepalingen van artikel 10 vormen geen beletsel voor verboden of beperkingen van invoer, uitvoer of doorvoer, welke gerechtvaardigd zijn uit hoofde van bescherming van de openbare zedelijkheid, de openbare orde, de openbare veiligheid, de gezondheid en het leven van personen, dieren of planten, het nationaal artistiek, historisch en archeologisch bezit of uit hoofde van bescherming van de industriële en commerciële eigendom. Deze verboden of beperkingen mogen echter geen middel tot willekeurige discriminatie noch een verkapte beperking van de handel tussen de Lid-Staten vormen.

ARTIKEL 14

Na het verstrijken van de geldigheidsduur van deze Overeenkomst en totdat de bepalingen inzake de associatie voor een nieuwe periode zijn vastgesteld, blijven, ten aanzien van de produkten van oorsprong uit de landen en gebieden, de invoercontingenten in de landen en gebieden enerzijds en in de Lid-Staten anderzijds gehandhaafd op het voor het vijfde jaar vastgestelde peil. De regeling van het recht van vestiging zoals die aan het einde van het vijfde jaar bestaat, wordt eveneens gehandhaafd.

ARTIKEL 15

1. Voor invoer van ongebrande koffie in Italië en in de Benelux-landen enerzijds en van bananen in de Bondsrepubliek Duitsland anderzijds, van herkomst uit derde landen, gelden tariefcontingenten overeenkomstig het bepaalde in de Protocollen welke aan deze Overeenkomst zijn gehecht.

2. Indien de Overeenkomst eindigt voordat een nieuwe overeenkomst is gesloten, hebben de Lid-Staten in afwachting van deze nieuwe overeenkomst recht op tariefcontingenten voor bananen, cacaobonen en ongebrande koffie, waarbij de rechten worden geheven welke van toepassing zijn bij de aanvang van de tweede etappe, en waarvan de omvang gelijk is aan die van de invoer uit derde landen gedurende het laatste jaar waarover statistische gegevens beschikbaar zijn.

Deze contingenten worden in voorkomende gevallen verruimd in evenredigheid met de toeneming van het verbruik in de invoerende landen.

3. De Lid-Staten welke, op grond van de Protocollen inzake de invoer van ongebrande koffie en van bananen uit derde landen, recht hebben op tariefcontingenten met heffing van de invoerrechten welke van toepassing zijn bij de inwerkingtreding van het Verdrag, kunnen verlangen dat voor deze produkten in de plaats van de in het vorige lid bepaalde regeling de tariefcontingenten worden gehandhaafd op het peil bereikt op de dag waarop de Overeenkomst eindigt.

Bedoelde contingenten worden in voorkomende gevallen verruimd overeenkomstig lid 2.

4. De Commissie stelt op verzoek van de belanghebbende Staten de omvang van de in de bovenstaande leden bedoelde tariefcontingenten vast.

ARTIKEL 16

De bepalingen van de artikelen 1 tot en met 8 van deze Overeenkomst zijn van toepassing op Algerië en op de Franse overzeese departementen.

ARTIKEL 17


Onverminderd de toepassing van de artikelen 14 en 15 wordt deze Overeenkomst gesloten voor een tijdsduur van vijf jaar.

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Rom, am fünfundzwanzigsten März neunzehnhundert-siebenundfünfzig.

Fatto a Roma, il venticinque marzo millenovecentocinquantasette.

Gedaan te Rome, de vijfentwintigste maart negentienhonderd zeven-
envijftig.

P. N. Spach 

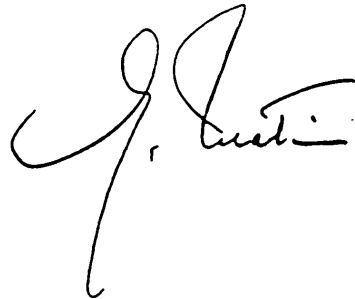


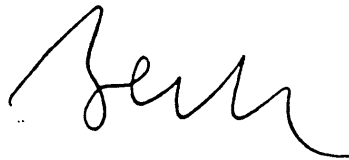






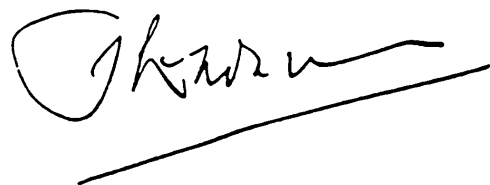












PROCOLE
concernant
LE CONTINGENT TARIFAIRE
POUR LES IMPORTATIONS DE BANANES
(Ex 08.01 de la Nomenclature de Bruxelles)

PROKOLL
über
DAS ZOLLKONTINGENT
FÜR DIE EINFUHR
VON BANANEN
(Ex 08.01 der Brüsseler Nomenklatur)

PROTOCOLLO
relativo
AL CONTINGENTE TARIFFARIO
PER LE IMPORTAZIONI DI BANANE
(Ex 08.01 della Nomenclatura di Bruxelles)

PROTOCOL
betreffende
HET TARIEFCONTINGENT
VOOR DE INVOER VAN BANANEN
(Ex 08.01 van de Naamlijst van Brussel)

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES

SONT CONVENUES des dispositions suivantes, qui sont annexées à la Convention :

1. Dès le premier rapprochement des droits extérieurs prévu à l'article 23 paragraphe 1 b, du Traité et jusqu'à la fin de la deuxième étape, la République fédérale d'Allemagne bénéficie d'un contingent annuel d'importation en franchise de droits égal à 90 % des quantités importées en 1956, déduction faite des quantités provenant des pays et territoires visés à l'article 131 du Traité.

2. Dès la fin de la deuxième étape et jusqu'à l'expiration de la troisième étape, ce contingent est de 80 % de la quantité définie ci-dessus.

3. Les contingents annuels fixés aux paragraphes ci-dessus sont augmentés de 50 % de la différence entre, d'une part, les quantités totales importées au cours de l'année précédente et, d'autre part, celles qui ont été importées en 1956.

Dans le cas où les importations totales auraient diminué par rapport à l'année 1956, les contingents annuels prévus ci-dessus ne pourront excéder 90 % des importations de l'année précédente dans la période visée au paragraphe premier et 80 % des importations de l'année précédente dans la période visée au paragraphe 2.

4. Dès l'application intégrale du tarif douanier commun, le contingent est de 75 % des importations de l'année 1956. Ce contingent est majoré dans les conditions prévues au paragraphe 3 alinéa 1.

Au cas où les importations auraient diminué par rapport à l'année 1956, le contingent annuel prévu ci-dessus ne pourra excéder 75 % des importations de l'année précédente.

Sur proposition de la Commission, le Conseil, statuant à la majorité qualifiée, décide de la suppression ou de la modification de ce contingent.

5. Le montant des importations de l'année 1956, déduction faite des importations en provenance des pays et territoires visés à l'article 131 du Traité qui, au titre des dispositions ci-dessus, doit servir de base au calcul des contingents, est de 290 000 tonnes.

6. Dans le cas où les pays et territoires se trouveraient dans l'impossibilité de fournir intégralement les quantités demandées par la République fédérale d'Allemagne, les États membres intéressés se déclarent prêts à donner leur accord à une augmentation correspondante du contingent tarifaire allemand.

DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN

SIND über folgende Bestimmungen ÜBEREINGEKOMMEN, die dem Abkommen beigelegt sind:

1. Mit der in Artikel 23 Absatz 1 Buchstabe *b* dieses Vertrags vorgesehenen ersten Annäherung der Außenzölle steht der Bundesrepublik Deutschland bis zum Ablauf der zweiten Stufe ein Jahreskontingent für die zollfreie Einfuhr in Höhe von 90 v.H. der im Jahre 1956 eingeführten Mengen zu, wobei die Einfuhr aus den in Artikel 131 dieses Vertrags bezeichneten Ländern und Hoheitsgebieten in Abzug gebracht wird.

2. Nach dem Ende der zweiten Stufe beträgt dieses Kontingent bis zum Ablauf der dritten Stufe 80 v.H. der vorgenannten Menge.

3. Die in den vorstehenden Absätzen festgelegten Jahreskontingente werden um 50 v.H. der Differenz zwischen den im Laufe des Vorjahres eingeführten Gesamtmengen und den entsprechenden Mengen des Jahres 1956 erhöht.

Verringert sich die Gesamteinfuhr im Verhältnis zum Jahre 1956, so dürfen die oben bestimmten Jahreskontingente während des in Absatz 1 genannten Zeitraums 90 v.H. der Einfuhr des Vorjahres und während des in Absatz 2 genannten Zeitraums 80 v.H. der Einfuhr des Vorjahres nicht übersteigen.

4. Mit Beginn der vollständigen Anwendung des Gemeinsamen Zolltarifs beträgt das Kontingent 75 v.H. der Einfuhr des Jahres 1956. Dieses Kontingent wird nach Maßgabe des Absatzes 3 Unterabsatz 1 erhöht.

Verringert sich die Einfuhr im Verhältnis zum Jahre 1956, so darf das oben bestimmte Jahreskontingent 75 v.H. der Einfuhr des Vorjahres nicht übersteigen.

Der Rat entscheidet mit qualifizierter Mehrheit auf Vorschlag der Kommission über die Aufhebung oder Änderung dieses Kontingents.

5. Die Einfuhrmenge des Jahres 1956, abzüglich der Einfuhr aus den in Artikel 131 dieses Vertrags bezeichneten Ländern und Hoheitsgebieten, die gemäß den vorstehenden Bestimmungen als Berechnungsgrundlage der Kontingente dienen soll, beläuft sich auf 290 000 Tonnen.

6. Sollte es den Ländern und Hoheitsgebieten unmöglich sein, die von der Bundesrepublik Deutschland verlangten Mengen vollständig zu liefern, so sind die beteiligten Mitgliedstaaten bereit, einer entsprechenden Erhöhung des deutschen Zollkontingents zuzustimmen.

LE ALTE PARTI CONTRAENTI

HANNO CONVENUTO le seguenti disposizioni, che sono allegate alla Convenzione:

1. Fin dal momento del primo ravvicinamento dei dazi esterni di cui all'articolo 23, paragrafo 1 b), del Trattato e fino al termine della seconda tappa, la Repubblica federale di Germania beneficia di un contingente annuo di importazione in franchigia doganale pari al 90 % dei quantitativi importati nel 1956, dedotti i quantitativi in provenienza dai paesi e territori di cui all'articolo 131 del Trattato.

2. Subito dopo la fine della seconda tappa e fino allo scadere della terza tappa, tale contingente è pari all'80 % del quantitativo suindicato.

3. I contingenti annui fissati dai paragrafi precedenti sono aumentati in misura corrispondente al 50 % della differenza tra i quantitativi totali importati durante l'anno precedente da una parte, e quelli importati nel 1956 dall'altra.

Qualora il totale delle importazioni fosse diminuito rispetto all'anno 1956, i contingenti annui di cui sopra non potranno essere superiori al 90 % delle importazioni dell'anno precedente nel periodo contemplato dal paragrafo 1 e all'80 % delle importazioni dell'anno precedente nel periodo contemplato dal paragrafo 2.

4. Subito dopo l'integrale applicazione della tariffa doganale comune, il contingente è pari al 75 % delle importazioni dell'anno 1956. Tale contingente viene maggiorato alle condizioni di cui al paragrafo 3, primo comma.

Qualora le importazioni fossero diminuite rispetto all'anno 1956, il contingente annuo di cui sopra non potrà essere superiore al 75 % delle importazioni dell'anno precedente.

Su proposta della Commissione, il Consiglio, deliberando a maggioranza qualificata, decide dell'abolizione o della modificazione di tale contingente.

5. Il totale delle importazioni dell'anno 1956, dopo deduzione delle importazioni provenienti dai paesi e territori di cui all'articolo 131 del Trattato che,

a norma delle disposizioni precedenti, deve servire di base al calcolo dei contingenti, è di 290.000 tonnellate.

6. Qualora i paesi e territori si trovassero nell'impossibilità di fornire integralmente i quantitativi richiesti dalla Repubblica federale di Germania, gli Stati membri interessati si dichiarano pronti a consentire un aumento corrispondente del contingente tariffario tedesco.

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen, welke aan de Overeenkomst zijn gehecht:

1. Vanaf de eerste aanpassing der buitenrechten bedoeld in artikel 23, lid 1 b) van het Verdrag en tot het einde van de tweede etappe, kan de Bondsrepubliek Duitsland gebruik maken van een jaarlijks invoercontingent, vrij van rechten, ter grootte van 90% van de in 1956 ingevoerde hoeveelheden, verminderd met de hoeveelheden afkomstig uit de in artikel 131 van het Verdrag bedoelde landen en gebieden.

2. Vanaf het einde van de tweede etappe en tot het einde van de derde etappe bedraagt dit contingent 80% van de hierboven omschreven hoeveelheid.

3. De in de bovenstaande paragrafen vastgestelde jaarlijkse contingenten worden verhoogd met 50% van het verschil tussen de totale gedurende het voorgaande jaar ingevoerde hoeveelheden enerzijds en de in 1956 ingevoerde hoeveelheden anderzijds.

Ingeval de totale invoer verminderd zou zijn ten opzichte van het jaar 1956, mogen de hierboven bepaalde jaarlijkse contingenten voor de in paragraaf 1 bedoelde periode niet hoger zijn dan 90% van de invoer van het voorgaande jaar en voor de in paragraaf 2 bedoelde periode niet hoger dan 80% van de invoer van het voorgaande jaar.

4. Zodra het gemeenschappelijke douanetarief in zijn geheel wordt toegepast, bedraagt het contingent 75% van de invoer van het jaar 1956. Dit contingent wordt verhoogd overeenkomstig de bepalingen van de eerste alinea van paragraaf 3.

Ingeval de invoer verminderd zou zijn ten opzichte van het jaar 1956, mag het hierboven bepaalde jaarlijkse contingent 75% van de invoer van het voorgaande jaar niet overschrijden.

Op voorstel van de Commissie besluit de Raad met gekwalificeerde meerderheid van stemmen inzake afschaffing of wijziging van dit contingent.

5. De invoer van het jaar 1956, na aftrek van de invoer uit de in artikel 131 van het Verdrag bedoelde landen en gebieden, die overeenkomstig de voren-

staande bepalingen als grondslag moet dienen voor de berekening van de contingenten, bedraagt 290.000 ton.


6. De betrokken Lid-Staten verklaren zich bereid in te stemmen met een overeenkomstige verhoging van het Duitse tariefcontingent, ingeval de landen en gebieden in de onmogelijkheid zouden verkeren de door de Bondsrepubliek Duitsland verlangde hoeveelheden ten volle te leveren.

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Rom, am fünfundzwanzigsten März neunzehnhundert-siebenundfünfzig.

Fatto a Roma, il venticinque marzo millenovecentocinquantasette.


Gedaan te Rome, de vijfentwintigste maart negentienhonderd zeven-
envijftig.


P. N. Spach 

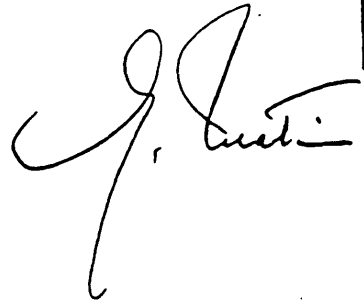


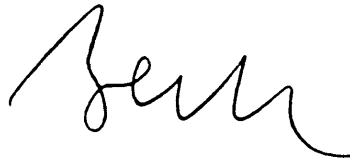






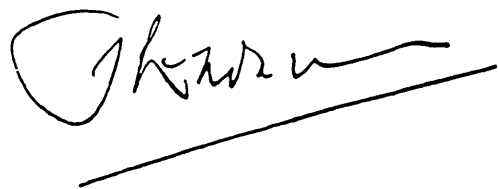












Au moment de signer ce Protocole, le Plénipotentiaire de la République fédérale d'Allemagne a fait, au nom de son gouvernement, la déclaration suivante, dont les autres Plénipotentiaires ont pris acte :

La République fédérale d'Allemagne se déclare prête à encourager les mesures qui pourraient être prises par les intérêts privés allemands en vue de favoriser la vente dans la République fédérale des bananes en provenance des pays et territoires associés d'outre-mer.

Dans ce but, des pourparlers devront être entamés aussitôt que possible entre les milieux économiques des différents pays intéressés à la livraison et à l'écoulement des bananes.

Bei Unterzeichnung dieses Protokolls gibt der Bevollmächtigte der Bundesrepublik Deutschland im Namen seiner Regierung folgende Erklärung ab, welche die anderen Bevollmächtigten zur Kenntnis nehmen :

Die Bundesrepublik Deutschland ist bereit, die Maßnahmen zu unterstützen, die von privater deutscher Seite zur Förderung des Verkaufs von Bananen aus assoziierten überseeischen Ländern und Hoheitsgebieten innerhalb der Bundesrepublik getroffen werden könnten.

Zu diesem Zweck sind so bald wie möglich Verhandlungen zwischen den Wirtschaftskreisen der einzelnen an der Lieferung und am Absatz von Bananen interessierten Länder einzuleiten.

Al momento di firmare il presente Protocollo, il plenipotenziario della Repubblica federale di Germania ha fatto, a nome del suo governo, la seguente dichiarazione, di cui gli altri plenipotenziari hanno preso atto :

La Repubblica federale di Germania si dichiara pronta a incoraggiare le misure che potrebbero essere adottate da parte degli interessi privati tedeschi per favorire la vendita nella Repubblica federale delle banane provenienti dai paesi e territori associati d'oltremare.

A tal fine dovranno iniziarsi non appena possibile colloqui tra i circoli economici dei vari paesi interessati alle forniture e allo smercio delle banane.

Op het oogenblik van de ondertekening van dit Protocol heeft de gevolmachtigde van de Bondsrepubliek Duitsland namens zijn Regering de volgende verklaring afgelegd, waarvan de andere gevolmachtigden hebben kennis genomen :

De Bondsrepubliek Duitsland verklaart zich bereid de maatregelen aan te moedigen die van Duitse particuliere zijde zouden kunnen worden genomen, ten einde de verkoop in de Bondsrepubliek van bananen uit de geassocieerde landen en gebieden overzee te begunstigen.

Te dien einde worden tussen de economische kringen der verschillende landen die bij de levering en de afzet van bananen betrokken zijn, zo spoedig mogelijk besprekingen gehouden.

PROCOLE
concernant
LE CONTINGENT TARIFAIRE
POUR LES IMPORTATIONS DE CAFÉ VERT
(Ex 09.01 de la Nomenclature de Bruxelles)

PROKOLL
über
DAS ZOLLKONTINGENT
FÜR DIE EINFUHR
VON UNGEBRANNTEM KAFFEE
(Ex 09.01 der Brüsseler Nomenklatur)

PROTOCOLLO
relativo
AL CONTINGENTE TARIFFARIO
PER LE IMPORTAZIONI DI CAFFE' VERDE
(Ex 09.01 della Nomenclatura di Bruxelles)

PROTOCOL
betreffende
HET TARIEFCONTINGENT
VOOR DE INVOER VAN
ONGEBRANDE KOFFIE
(Ex 09.01 van de Naamlijst van Brussel)

LES HAUTES PARTIES CONTRACTANTES

SONT CONVENUES des dispositions suivantes qui sont annexées à la Convention :

A. En ce qui concerne l'Italie

Pendant la première période d'association des pays et territoires d'outre-mer à la Communauté et après la première modification des droits de douane opérée en conformité avec l'article 23 du Traité, les importations de café vert en provenance de pays tiers, dans le territoire de l'Italie, sont soumises aux droits de douane applicables lors de l'entrée en vigueur du Traité dans la limite d'un contingent annuel égal aux importations totales de café vert effectuées en Italie en provenance de pays tiers au cours de l'année 1956.

A partir de la sixième année après l'entrée en vigueur du Traité et jusqu'à l'expiration de la deuxième étape, le contingent initial prévu à l'alinéa précédent est réduit de 20 %.

Dès le début de la troisième étape, et pour la durée de celle-ci, le contingent est fixé à 50 % du contingent initial.

A l'issue de la période de transition et pour une période de quatre ans, les importations de café vert en Italie peuvent continuer à bénéficier des droits de douane applicables dans ce pays lors de l'entrée en vigueur du Traité à concurrence de 20 % du contingent initial.

La Commission examine si le pourcentage et le délai prévus à l'alinéa précédent sont justifiés.

Les dispositions du Traité sont applicables aux quantités importées en dehors des contingents prévus ci-dessus.

B. En ce qui concerne les pays du Benelux

Dès le début de la deuxième étape, et pour la durée de celle-ci, les importations de café vert en provenance de pays tiers dans les territoires des pays du Benelux peuvent continuer à être effectuées en franchise de droits de douane à concurrence d'un tonnage égal à 85 % de la quantité totale de café vert importée au cours de la dernière année pour laquelle les statistiques sont disponibles.

Dès le début de la troisième étape, et pour la durée de celle-ci, les importations en franchise de droits de douane prévues à l'alinéa précédent sont ramenées à 50 % du tonnage total des importations de café vert effectuées au cours de la dernière année pour laquelle les statistiques sont disponibles.

Les dispositions du Traité sont applicables aux quantités importées en dehors des contingents prévus ci-dessus.

DIE HOHEN VERTRAGSPARTEIEN

SIND über folgende Bestimmungen ÜBEREINGEKOMMEN, die dem Abkommen beigelegt sind:

A. Für Italien

Während des ersten Zeitraums der Assoziation der überseeischen Länder und Hoheitsgebiete mit der Gemeinschaft gelten nach der ersten gemäß Artikel 23 dieses Vertrags vorgenommenen Änderung der Zollsätze für die Einfuhr von ungebranntem Kaffee aus dritten Ländern in das Hoheitsgebiet Italiens die bei Inkrafttreten des Vertrags anwendbaren Zollsätze im Rahmen eines Jahreskontingents in Höhe der Gesamteinfuhr von ungebranntem Kaffee nach Italien aus dritten Ländern im Jahre 1956.

Von dem sechsten Jahr nach Inkrafttreten des Vertrags an wird bis zum Ende der zweiten Stufe das im vorstehenden Absatz vorgesehene Anfangskontingent um 20 v.H. herabgesetzt.

Mit Beginn der dritten Stufe wird das Kontingent für die Dauer derselben auf 50 v.H. des Anfangskontingents festgesetzt.

Nach Ablauf der Übergangszeit kann für einen Zeitraum von vier Jahren die Einfuhr von ungebranntem Kaffee nach Italien weiterhin bis zu 20 v.H. des Anfangskontingents zu den bei Inkrafttreten dieses Vertrags dort anwendbaren Zollsätzen erfolgen.

Die Kommission prüft, ob der in vorstehendem Absatz vorgesehene Hundertsatz und die dort bezeichnete Frist gerechtfertigt sind.

Für die außerhalb der oben vorgesehenen Kontingente eingeführten Mengen gelten die Bestimmungen dieses Vertrags.

B. Für die Beneluxländer

Mit Beginn der zweiten Stufe und für ihre Dauer kann ungebrannter Kaffee aus dritten Ländern in die Hoheitsgebiete der Beneluxländer bis zu 85 v.H. der Gesamtmenge, die im letzten mit statistischen Unterlagen belegten Jahr eingeführt wurde, weiterhin zollfrei eingeführt werden.

Mit Beginn der dritten Stufe und für ihre Dauer wird die im vorstehenden Absatz bezeichnete Menge auf 50 v.H. der Gesamteinfuhr von ungebranntem Kaffee im letzten mit statistischen Unterlagen belegten Jahr herabgesetzt.

Für die außerhalb der oben vorgesehenen Kontingente eingeführten Mengen gelten die Bestimmungen dieses Vertrags.

LE ALTE PARTI CONTRAENTI,

HANNO CONVENUTO le disposizioni seguenti, che sono allegate alla Convenzione:

A. Per quanto riguarda l'Italia

Durante il primo periodo di associazione dei paesi e territori d'oltremare alla Comunità e dopo la prima modificazione dei dazi doganali operata in conformità dell'articolo 23 del Trattato, le importazioni di caffè verde provenienti da paesi terzi in territorio italiano sono sottoposte ai dazi doganali applicabili al momento dell'entrata in vigore del Trattato, nei limiti di un contingente annuo pari al totale delle importazioni di caffè verde effettuate in Italia in provenienza da paesi terzi durante l'anno 1956.

A decorrere dal sesto anno successivo all'entrata in vigore del Trattato e fino allo scadere della seconda tappa, il contingente iniziale previsto dal comma precedente è ridotto del 20 %.

Fin dall'inizio della terza tappa, e per la durata di quest'ultima, il contingente è fissato in misura pari al 50 % del contingente iniziale.

Al termine del periodo transitorio e per un periodo di quattro anni, le importazioni di caffè verde in Italia potranno continuare a beneficiare dei dazi doganali applicabili in tale paese al momento dell'entrata in vigore del Trattato fino a concorrenza del 20 % del contingente iniziale.

La Commissione esamina se la percentuale e il termine previsti dal comma precedente siano giustificati.

Le disposizioni del Trattato sono applicabili ai quantitativi importati a prescindere dai contingenti previsti più sopra.

B. Per quanto riguarda i paesi del Benelux

Fin dall'inizio della seconda tappa e per la durata di quest'ultima, le importazioni di caffè verde in provenienza da paesi terzi nei territori dei paesi del Benelux potranno continuare a effettuarsi in franchigia doganale, fino a concorrenza di un tonnello pari all'85 % del quantitativo totale di caffè verde importato nel corso dell'ultimo anno per il quale siano disponibili le statistiche.

Fin dall'inizio della terza tappa e per la durata di quest'ultima, le importazioni in franchigia doganale previste dal comma precedente sono riportate al 50 % del tonnello totale delle importazioni di caffè verde effettuate durante l'ultimo anno per il quale siano disponibili le statistiche.

Le disposizioni del Trattato sono applicabili ai quantitativi importati a prescindere dai contingenti previsti più sopra.

DE HOGE VERDRAGSLUITENDE PARTIJEN,

HEBBEN OVEREENSTEMMING BEREIKT omtrent de volgende bepalingen, welke aan de Overeenkomst zijn gehecht:

A. Betreffende Italië

Gedurende de eerste periode van associatie van de landen en gebieden overzee met de Gemeenschap en nadat de eerste wijziging van de douanerechten overeenkomstig artikel 23 van het Verdrag tot stand is gekomen, wordt, tot ten hoogste voor een jaarlijks contingent ter grootte van de totale invoer in Italië van ongebrande koffie uit derde landen gedurende het jaar 1956, de invoer in het grondgebied van Italië van ongebrande koffie uit derde landen onderworpen aan de bij de inwerkingtreding van het Verdrag toepasselijke invoerrechten.

Vanaf het zesde jaar na de inwerkingtreding van het Verdrag en tot het einde van de tweede etappe wordt het oorspronkelijke contingent, in de voorgaande alinea bedoeld, met 20% verminderd.

Bij de aanvang van de derde etappe wordt voor de duur daarvan het contingent vastgesteld op 50% van het oorspronkelijke contingent.

Aan het einde van de overgangperiode kunnen voor een periode van vier jaar voor de invoer van ongebrande koffie in Italië de invoerrechten blijven gelden die van toepassing waren in dat land bij de inwerkingtreding van het Verdrag, ten belope van 20% van het oorspronkelijke contingent.

De Commissie onderzoekt of het percentage en de termijn gesteld in de vorige alinea verantwoord zijn.

De bepalingen van het Verdrag zijn van toepassing op de hoeveelheden welke boven vorenbedoelde contingenten worden ingevoerd.

B. Betreffende de Benelux-landen

Bij de aanvang van de tweede etappe kan voor de duur daarvan de invoer in de Benelux-landen van ongebrande koffie uit derde landen vrijgesteld blijven van de heffing van invoerrechten voor een tonnage ten belope van 85% van de totale hoeveelheid ongebrande koffie, ingevoerd gedurende het laatste jaar waarover statistische gegevens beschikbaar zijn.

Bij de aanvang van de derde etappe wordt voor de duur daarvan de hoeveelheid die overeenkomstig de voorgaande alinea vrijgesteld is van de heffing van invoerrechten, teruggebracht tot 50% van de totale hoeveelheid ongebrande koffie, ingevoerd gedurende het laatste jaar waarover statistische gegevens beschikbaar zijn.

De bepalingen van het Verdrag zijn van toepassing op de hoeveelheden welke boven vorenbedoelde contingenten worden ingevoerd.

Fait à Rome, le vingt-cinq mars mil neuf cent cinquante-sept.

Geschehen zu Rom am fünfundzwanzigsten März neunzehnhundert-siebenundfünfzig.


Fatto a Roma, il venticinque marzo millenovecentocinquantasette.

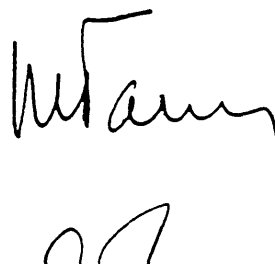
Gedaan te Rome, de vijfentwintigste maart negentienhonderd zevenen-vijftig.

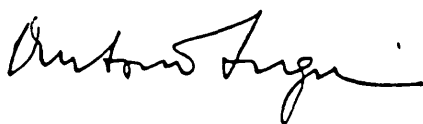
P. N. Spach 

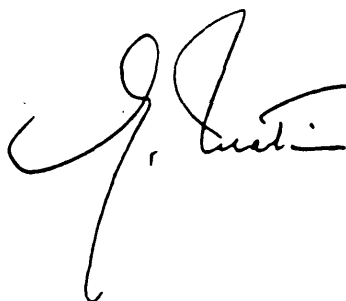


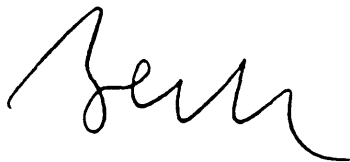






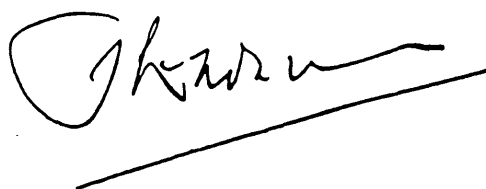












Le texte qui précède est certifié conforme à l'exemplaire unique du Traité instituant la Communauté Économique Européenne, signé à Rome le 25 mars mil neuf cent cinquante-sept et déposé dans les archives du Gouvernement de la République Italienne.

Vorstehender Wortlaut ist die beglaubigte Abschrift des einzigen Exemplars des Vertrags zur Gründung der Europäischen Wirtschaftsgemeinschaft, das in Rom am fünfundzwanzigsten März neunzehnhundertsiebenundfünfzig unterzeichnet und im Archiv der Regierung der Italienischen Republik hinterlegt worden ist.

La presente è copia certificata conforme dell'esemplare unico del Trattato che istituisce la Comunità Economica Europea firmato a Roma il venticinque marzo millenovecentocinquantesette e depositato negli archivi del Governo della Repubblica Italiana.

Hierdoor wordt vastgesteld dat voorgaande tekst eensluidend is met het originele exemplaar van het Verdrag tot oprichting van de Europese Economische Gemeenschap, getekend te Rome op vijftentwintig maart negentienhonderd zevenenvijftig en neergelegd in het archief van de Regering van de Italiaanse Republiek.

Il Capo dell'Ufficio Trattati del Ministero degli Affari Esteri

Consigliere d'Ambasciata
GIUSEPPE SETTI